



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
25 février 2019  
Français  
Original : anglais

---

### Lettre datée du 25 janvier 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Yémen

Les membres du Groupe d'experts sur le Yémen ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport final qu'ils ont établi en application du paragraphe 6 de la résolution [2402 \(2018\)](#).

Ce rapport a été soumis le 8 janvier 2019 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2140 \(2014\)](#), qui l'a examiné le 18 janvier 2019.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire distribuer comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Ahmed **Himmiche**

Coordonnateur

Groupe d'experts sur le Yémen

(Signé) Fernando Rosenfeld **Carvajal**

Expert

(Signé) Wolf-Christian **Paes**

Expert

(Signé) Henry **Thompson**

Expert

(Signé) Marie-Louise **Tougas**

Experte

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (26 juin 2019).



## Rapport final du Groupe d'experts sur le Yémen

### Résumé

Pendant la période considérée, la catastrophe humanitaire et économique n'a cessé de s'aggraver au Yémen. Le pays reste profondément divisé, et la présence de plus en plus marquée de groupes armés de même que la prévalence de la corruption exacerbent les conséquences du conflit armé sur la population yéménite aussi bien dans les zones aux mains des houthistes que dans les provinces qui ont été libérées. Bien que des affrontements se soient produits sur certains fronts, en particulier le long de la mer Rouge, le conflit terrestre reste essentiellement circonscrit à des zones relativement peu étendues. La plupart des Yéménites vaquent à leurs occupations sur fond d'une économie détruite par le conflit.

Des représentants du Gouvernement yéménite et une délégation de Sanaa ont tenu des pourparlers en Suède en décembre 2018 sous l'égide de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, suscitant l'espoir qu'un processus politique pourrait apaiser le conflit principal au Yémen. À l'issue des pourparlers et à l'appui d'une nouvelle initiative visant à réduire les menaces pesant sur Hodeïda, la communauté internationale a exercé des pressions considérables sur la coalition dirigée par l'Arabie saoudite (la coalition) et sur les houthistes pour qu'ils suspendent les combats à Hodeïda, ceux-ci ayant peut-être contribué à plonger dans la famine un pays déjà en proie à l'insécurité alimentaire.

Les dirigeants du mouvement houthiste ont continué de consolider leur emprise sur les institutions gouvernementales et non gouvernementales. Dans les premiers mois de 2018, l'équipe dirigeante du Congrès populaire général de Sanaa a été réduite, récupérée par les dirigeants houthistes et forcée de suivre la mouvance houthiste. Les houthistes se sont cependant heurtés à des dissensions à Sanaa et dans les banlieues.

Le Groupe d'experts a continué à avoir du mal à accéder à certains endroits. Il regrette que les houthistes n'aient jusqu'à présent pas voulu l'autoriser à se rendre à Sanaa pour y rencontrer les victimes de frappes aériennes et les négociants de produits de base. La coalition l'a autorisé à voir les armes qui avaient été saisies, mais l'obtention des autorisations prend souvent plus de temps qu'il n'est souhaitable.

L'absence d'intérêts communs entre les composantes de l'alliance contre les houthistes a continué d'aggraver le morcellement du pays. Bien que les forces houthistes aient cédé du terrain face à celles du Gouvernement yéménite, présidé par Abdrabuh Mansour Hadi, et à celles des partenaires de la coalition, le Gouvernement est encore loin d'avoir rétabli son autorité dans l'ensemble du pays. De puissantes forces de sécurité parallèles ont continué de voir le jour en 2018, tandis que les autorités gouvernementales et les forces de sécurité se heurtaient aux dirigeants locaux dans l'exercice de leurs fonctions et responsabilités.

Le conseil de transition du Sud demeure le principal opposant au Gouvernement du Président Hadi dans les provinces du sud. Ses alliés, tels que les unités des Forces de la ceinture de sécurité, les Forces d'élite du Hadramout et les Forces d'élite de Chaboua soutenues par les Émirats arabes unis et des responsables locaux, ont continué de faire progresser leurs aspirations sécessionnistes sous couvert de défendre des « programmes politiques pour le Sud ». Certains groupes sudistes considèrent que le parti Islah est une organisation terroriste.

Pendant la période considérée, les risques pesant sur la sécurité et la sûreté des couloirs de navigation de la mer Rouge sont restés élevés. Bien que le nombre d'attaques en mer n'ait pas été plus élevé qu'en 2017, les risques pesant sur les navires

civils ont augmenté, à mesure que les forces houthistes mettaient au point et déployaient des armes perfectionnées, telles que des missiles antinavires et des engins explosifs improvisés flottants. Les houthistes ont pris pour cible un navire qui transportait du blé à destination du Yémen, compromettant ainsi l'acheminement de l'aide humanitaire et entraînant une augmentation des coûts de transaction des importations à destination du Yémen. Ils s'en sont également pris à deux pétroliers saoudiens qui transportaient chacun 2 millions de barils de pétrole brut. Les attaques auraient pu provoquer une catastrophe écologique en mer Rouge. Les houthistes à l'origine de ces attaques répondent aux critères d'inscription sur la liste relative aux sanctions.

Pendant la période considérée, le Groupe d'experts n'a pas eu connaissance de saisies d'armes ou de matériel connexe qui auraient été opérées le long de la principale voie terrestre utilisée par les contrebandiers à l'est du Yémen. Toutefois, en août 2018, une cargaison non négligeable de fusils d'assaut a été saisie par un navire de guerre américain à bord d'un navire faisant cap sur la côte sud du Yémen, ce qui laisse entendre que le trafic d'armes se poursuit dans le golfe d'Aden. Le Groupe d'experts a constaté que les forces houthistes continuaient d'employer des missiles balistiques à courte portée, tout au moins jusqu'en juin 2018, contre des cibles en Arabie saoudite et de déployer des missiles antinavires et des engins explosifs improvisés flottants. La coalition a autorisé le Groupe d'experts à accéder aux missiles antichars guidés saisis au Yémen qui, selon les dates qu'ils portent, auraient été fabriqués en 2017.

Au début du mois d'août 2018, le Groupe d'experts a constaté que les houthistes avaient déployé des drones à grand rayon d'action qui leur permettaient de mener des frappes lointaines en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis. Se fondant sur les éléments de preuve dont il disposait, il a constaté qu'en 2015 et 2016 les forces houthistes recouraient à des systèmes d'armes déjà assemblés ou partiellement assemblés qu'elles se procuraient à l'étranger, par exemple des missiles balistiques à courte portée, alors que maintenant elles se tournaient de plus en plus vers des composants de grande valeur qu'elles importaient et assemblaient pour obtenir des systèmes d'armes, comme des drones à grand rayon d'action. Le Groupe d'experts continue d'enquêter pour savoir si les houthistes reçoivent l'aide d'experts étrangers.

Le Groupe d'experts a constaté qu'une économie de guerre d'une certaine ampleur voyait le jour en plusieurs endroits, le Gouvernement légitime, les autorités locales, les houthistes et différentes milices percevant des recettes dans les zones placées sous leur contrôle. Tous disent fournir des services publics ou être associés à des prestataires de services publics, mais rien ou presque ne vient étayer leurs dires. Le Gouvernement et les houthistes se disputent le contrôle des ressources stratégiques et des revenus qui en découlent, en particulier les grands ports de Hodeïda, Ras Issa et Salif, le point de contrôle de Dhamar et les systèmes financiers.

Le Groupe d'experts a identifié un petit nombre de sociétés écrans, qui opèrent au Yémen et ailleurs et dont les agissements ont permis de dissimuler un don de carburant au profit d'une personne inscrite sur la liste. Les revenus tirés de la vente de ce carburant ont servi à financer l'effort de guerre des houthistes. Le Groupe d'experts a découvert que le carburant était chargé dans des ports iraniens et que la documentation y afférente était falsifiée pour éviter que le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies ne découvre le pot aux roses.

Le Groupe d'experts a constaté que le nombre de documents commerciaux falsifiés était en augmentation. Bien que la situation ne soit pas nouvelle, ce type de trafic pose des problèmes particuliers touchant à la diligence raisonnable pour les

institutions financières internationales, les donateurs et les organismes humanitaires qui viennent en aide au peuple yéménite.

Au troisième trimestre de 2018, la raréfaction des devises fortes au Yémen, devises utilisées pour financer les importations de carburant et d'autres produits de base, explique en partie la brutale dépréciation du rial yéménite. Cela a incité le Gouvernement yéménite à mettre en place un nouveau mécanisme pour l'importation de certains biens dont l'administration est confiée à la banque centrale du Yémen à Aden. Ce nouveau mécanisme est entré en vigueur en exécution du décret n° 75 et vise à atténuer l'influence des sociétés de change ; il a toutefois créé des distorsions en faveur des négociants qui entretiennent des liens avec le Gouvernement, au détriment de ceux qui importent des marchandises par les grands ports de la mer Rouge. L'application du décret a été partiellement suspendue pour faciliter l'importation de produits de première nécessité, mais la suspension ne concerne pas les importations de carburant. Le Groupe d'experts a noté que les fluctuations des taux de change semblent avoir réduit les importations de produits de première nécessité, y compris de carburant, dans les zones contrôlées par les houthistes et entravé l'acheminement des secours humanitaires.

Pendant la période considérée, les parties au conflit ont violé le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme à de très nombreuses reprises. Les frappes aériennes de la coalition et l'emploi sans discernement d'engins explosifs par les forces houthistes ont continué de toucher de manière disproportionnée la population et les infrastructures civiles. Les arrestations et détentions arbitraires, les disparitions forcées, les mauvais traitements et les tortures infligés aux détenus continuent d'être très répandus au Yémen.

L'état de droit est quasi inexistant et un climat d'impunité règne dans le pays, ce qui entraîne une multiplication des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, en particulier ceux des détenus, et aggrave les risques courus par les journalistes et les défenseurs et défenseuses des droits de la personne.

Les pressions exercées par le mouvement houthiste sur les agents humanitaires allaient à l'encontre de l'obligation qui lui était faite de faciliter l'acheminement rapide et sans entrave des secours humanitaires destinés aux civils qui en ont besoin. Bien souvent, les houthistes n'avaient cure du droit international humanitaire en ce qu'il s'applique à la protection du personnel des organismes de secours humanitaires, du personnel de santé et des infrastructures de santé. En 2018, les houthistes ont entravé l'acheminement des secours humanitaires, notamment en trafiquant les listes de bénéficiaires, en refusant d'octroyer des visas aux agents humanitaires sans fournir aucune justification et en limitant l'accès des agents humanitaires à certaines zones et installations.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	7
A. Mandat et introduction . . . . .	7
B. Méthode . . . . .	7
C. Programme de travail . . . . .	9
D. Coopération avec les organisations et les parties prenantes . . . . .	9
II. Actes menaçant la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen . . . . .	11
A. Mise en cause de l'autorité du Gouvernement yéménite . . . . .	11
B. Entraves à la cessation des hostilités et à la reprise du processus politique . . . . .	16
C. Sécurité et tendances régionales . . . . .	17
D. Sûreté maritime . . . . .	19
III. Unités militaires et groupes armés . . . . .	20
A. Forces gouvernementales yéménites et forces régulières de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite . . . . .	21
B. Groupes armés . . . . .	24
IV. Armes et application des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes . . . . .	28
A. Missiles de croisière antinavires . . . . .	29
B. Drones . . . . .	30
C. Missiles et artillerie . . . . .	33
D. Engins explosifs improvisés flottants . . . . .	35
E. Commerce illégal de fusils d'assaut . . . . .	37
V. Contexte économique et aperçu de la situation financière . . . . .	38
A. Recettes perçues par les houthistes . . . . .	39
B. Recettes mises à la disposition des autorités locales, affiliées au Gouvernement . . . . .	43
C. Corruption . . . . .	44
D. Contrefaçon et trafic . . . . .	48
VI. Surveillance du gel des avoirs et de l'interdiction de voyager . . . . .	49
VII. Actes commis en violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme . . . . .	50
A. Actes et faits attribués à la coalition . . . . .	50
B. Actes attribués aux forces houthistes . . . . .	55
C. Violations du droit humanitaire international et du droit international des droits de l'homme attribuées au Gouvernement yéménite . . . . .	58
D. Violations du droit international des droits de l'homme attribuées aux supplétifs . . . . .	59
E. Recrutement et utilisation d'enfants dans les conflits armés . . . . .	59
F. Destruction et vol de biens culturels . . . . .	60

VIII.	Entrave à l'aide humanitaire . . . . .	60
A.	Entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire . . . . .	60
B.	Entrave à la distribution de l'aide humanitaire . . . . .	61
IX.	Recommandations . . . . .	61
Annexes*		

---

\* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et nont pas été revues par les services d'édition.

## I. Introduction

### A. Mandat et introduction

1. Par sa résolution [2402 \(2018\)](#), le Conseil de sécurité a reconduit les mesures de sanction concernant le Yémen et prorogé le mandat du Groupe d'experts sur le Yémen jusqu'au 28 mars 2019. Les fonctions du Groupe sont les suivantes :

a) Aider le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution [2140 \(2014\)](#) à s'acquitter de son mandat, défini dans les résolutions [2140 \(2014\)](#) et [2216 \(2015\)](#), notamment en lui fournissant à tout moment des informations pouvant éventuellement servir à désigner par la suite des personnes et entités qui se livreraient à des actes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen, tels que définis au paragraphe 18 de la résolution [2140 \(2014\)](#) et au paragraphe 19 de la résolution [2216 \(2015\)](#) ;

b) Réunir, examiner et analyser toutes informations provenant des États, d'entités des Nations Unies, d'organisations régionales et d'autres parties intéressées concernant l'application des mesures de sanction et de l'embargo ciblé sur les armes, en particulier les mesures qui portent sur des faits entravant la transition politique ;

c) Présenter au Comité un bilan à mi-parcours le 28 juillet 2018 au plus tard et remettre au Conseil de sécurité, après concertation avec le Comité, un rapport final le 28 janvier 2019 au plus tard ;

d) Aider le Comité à préciser et à actualiser les informations concernant la liste des personnes visées par des mesures de sanction, notamment en fournissant des renseignements concernant leur identité et d'autres renseignements pouvant servir à établir le résumé des motifs présidant à leur inscription sur la liste, qui est mis à la disposition du public ;

e) Coopérer avec les autres groupes d'experts créés par le Conseil de sécurité, notamment l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution [1526 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité<sup>1</sup>.

2. Le 10 août 2018, le Groupe d'experts a présenté un bilan à mi-parcours au Comité<sup>2</sup>, conformément au paragraphe 6 de la résolution [2402 \(2018\)](#). Le 9 juillet, il lui a présenté une étude portant sur les attaques qui ont été menées au moyen de missiles antinavires sur des navires civils en mer Rouge les 3 avril et 10 mai.

3. Le présent rapport porte sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018. Le Groupe d'experts a par ailleurs continué d'enquêter sur des questions qui étaient restées en suspens dans son précédent rapport, daté du 26 janvier 2018 ([S/2018/594](#)).

### B. Méthode

4. Le Groupe d'experts a mené ses enquêtes conformément au paragraphe 11 de la résolution [2402 \(2018\)](#), qui renvoie aux meilleures pratiques et méthodes recommandées dans le rapport du Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions ([S/2006/997](#)). Il a veillé en particulier à respecter les normes relatives à la transparence et aux sources, aux preuves littérales, à la corroboration des allégations par des sources indépendantes et

<sup>1</sup> Équipe de surveillance créée par la résolution [1526 \(2004\)](#) et dont le mandat a été prorogé jusqu'en décembre 2021 par la résolution [2368 \(2017\)](#).

<sup>2</sup> Le bilan à mi-parcours et les exposés présentés au Comité et aux membres du Conseil de sécurité sont confidentiels ; ils sont conservés dans les archives du Secrétariat de l'Organisation.

vérifiables, ainsi qu'au droit de réponse de ses interlocuteurs<sup>3</sup>. Il a mené ses enquêtes de manière transparente, objective, impartiale et indépendante et fondé ses conclusions sur un ensemble d'éléments de preuve vérifiables.

5. Compte tenu des restrictions qui lui ont été imposées en ce qui concerne l'accès à de vastes pans du territoire yéménite, le Groupe d'experts n'a pu inspecter que des systèmes d'armes, des composants et des débris qui avaient été récupérés par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite (la coalition). Les inspections se sont déroulées dans des installations militaires à Aden, en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis. Le Groupe d'experts a également inspecté, à bord d'un navire américain – le destroyer lance-missiles *Jason Dunham* –, des armes que celui-ci avait saisies. Dans de nombreux cas, le matériel et les composants qui avaient été saisis n'ont pas été mis à la disposition du Groupe d'experts à temps, et des États Membres ont choisi de ne pas lui montrer des composants cruciaux. Parfois, même lorsque les États Membres mettaient le matériel et les composants à la disposition du Groupe d'experts, l'inspection prenait du retard en raison de contraintes administratives ou budgétaires imposées par l'Organisation des Nations Unies. Il a été malaisé de retracer la chaîne de possession, et le Groupe d'experts s'est donc efforcé de corroborer chaque fois que possible les éléments d'information dont il est fait état dans le présent rapport auprès d'autres sources, notamment au moyen d'entretiens et de photographies. Afin de repérer les réseaux d'approvisionnement et de déceler d'éventuelles violations de l'embargo sur les armes, le Groupe d'experts a inclus des informations relatives à la chaîne de possession d'éléments tels que des composants électriques et des moteurs qui ont été récupérés sur des systèmes d'armes appartenant aux houthistes, même si ces éléments sont par eux-mêmes des biens civils.

6. Lorsque cela était nécessaire à des fins d'établissement des faits, le Groupe d'experts a fait état du nom des personnes ou des entités ayant participé au financement de l'achat de tel ou tel bien, même lorsque leurs actes n'allaient pas à l'encontre des sanctions concernant le Yémen. Il a également fait état des quatre derniers chiffres des comptes bancaires pour montrer à quel point les éléments de preuve dont il disposait étaient solides.

7. Le Groupe d'experts n'a pu se rendre qu'à Aden et n'a donc pu ni obtenir des informations de première main sur les violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, ni se rendre sur les lieux où des faits ont été signalés, ni avoir accès aux témoins. Les faits dont il rend compte dans le présent rapport sont ceux sur lesquels il a pu enquêter parce que des éléments de preuve avaient été mis à sa disposition.

8. Pour ses enquêtes, le Groupe d'experts s'est servi d'images satellite concernant le Yémen fournies à l'ONU par des prestataires privés, d'informations tirées de bases de données commerciales sur le trafic maritime et aérien et d'enregistrements de données de téléphonie mobile. Les déclarations publiques faites sur les médias officiels par des représentants des autorités concernant leurs propres actes ont été considérées comme corroborant les faits, sauf indications contradictoires. Le Groupe d'experts a été aussi transparent que possible mais, dans les cas où en dévoilant ses sources il les aurait exposées ou aurait exposé autrui à des risques inacceptables, il a préféré ne pas donner d'éléments d'identification dans le présent rapport et verser les preuves correspondantes dans les archives de l'ONU.

9. Le Groupe d'experts a passé les médias sociaux au peigne fin, mais aucune information obtenue par cette voie n'a été retenue comme preuve à moins d'être corroborée par plusieurs sources indépendantes ou techniques, notamment des

---

<sup>3</sup> On trouvera à l'annexe 1 des informations sur les méthodes suivies par le Groupe et sur le droit de réponse de ses interlocuteurs.



témoins, de manière à répondre aux critères les plus stricts possible en matière de preuve.

10. L'orthographe des toponymes du Yémen est souvent fonction de l'origine ethnique de la source et de la qualité de la translittération. Le Groupe a adopté une démarche cohérente dans le présent rapport et repris, pour les noms propres et les principaux toponymes, l'orthographe retenue dans de précédents documents de l'Organisation en respectant les conventions du Système de référence terminologique de l'ONU (UNTERM)<sup>4</sup>. Les dates du calendrier islamique figurant dans les documents remis par les États Membres ont été converties en dates du calendrier grégorien. On trouvera une liste des abréviations à l'annexe 44.

### C. Programme de travail

11. Pour ses enquêtes, le Groupe d'experts s'est rendu dans les pays suivants : Allemagne, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, France, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Jordanie, Liban, Oman, Pays-Bas, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie et Yémen.

12. Le 25 juillet 2018, le Secrétaire général a informé les États Membres des difficultés financières que connaissait l'Organisation et leur a fait savoir que le Secrétariat pourrait être amené à prendre des mesures pour réduire ses dépenses. En octobre, le Groupe d'experts a été informé que son budget avait été réduit, ce qui a limité son aptitude à s'acquitter des tâches qui lui avaient été confiées. Le présent rapport rend compte des travaux que le Groupe d'experts a pu accomplir avec le budget réduit qui lui a été alloué.

13. Le Groupe d'experts a demandé par deux fois à se rendre dans des zones du Yémen se trouvant sous le contrôle du Gouvernement : Taëz et Mareb. Pour des raisons de sécurité, il n'a pu se rendre à Taëz, où l'ordre d'évacuation n'avait pas encore été révoqué<sup>5</sup>. Il ne s'est pas non plus rendu à Mareb, bien que les autorités yéménites et saoudiennes aient donné leur feu vert aux modalités logistiques de la visite, l'ONU ayant estimé que les mesures de sécurité en place au moment prévu pour la visite (novembre 2018) n'étaient pas adaptées.

14. Le Groupe d'experts a également demandé par quatre fois l'autorisation de se rendre dans des territoires contrôlés par les houthistes (à Sanaa, Hodeïda et Taëz)<sup>6</sup>, mais les autorités basées à Sanaa ne lui ont pas répondu<sup>7</sup>.

### D. Coopération avec les organisations et les parties prenantes

#### 1. Entités des Nations Unies

15. Le Groupe d'experts tient à souligner la collaboration fructueuse qu'il entretient avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et avec les coordonnateurs résidents des Nations Unies présents dans les États voisins où il s'est rendu. L'équipe de pays des Nations Unies et les organismes des Nations Unies dotés d'un mandat régional continuent d'appuyer ses travaux. Le Groupe d'experts est en

<sup>4</sup> Les noms des localités sont épelés comme sur la carte de la Section de l'information géospatiale du Yémen, fournie à l'annexe II.

<sup>5</sup> Le Département de la sûreté et de la sécurité a révoqué l'ordre d'évacuation pour Taëz, Lahj, Dalea, Beïda, Abiyan, Mareb, Chaboua, Jaouf, Hadramout et Mahra le 17 octobre 2018.

<sup>6</sup> Les demandes ont été faites les 13 mai, 22 juin, 13 août et 11 octobre 2018.

<sup>7</sup> Le Groupe d'experts a maintenu des contacts réguliers informels avec les autorités basées à Sanaa.

contact direct et régulier avec les représentants de l'équipe de pays des Nations Unies à Sanaa, à Aden et dans la région, avec lesquels il échange des informations générales et spécialisées.

16. En application du paragraphe 7 de la résolution [2402 \(2018\)](#), le Groupe d'experts a continué de coopérer avec l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, le Groupe de contrôle du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions [751 \(1992\)](#) et [1907 \(2009\)](#) sur la Somalie et l'Érythrée et le personnel du Secrétariat de l'ONU chargé de l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#).

## 2. Échanges avec les États Membres

17. Le Groupe d'experts a envoyé 139 lettres à des États Membres et à des entités pour leur demander des informations sur des questions relevant de son mandat. Il tient à souligner que ces demandes ne signifient pas nécessairement que les autorités ou que les ressortissants ou entités de ces États ont violé le régime de sanctions. Il souligne toutefois que 16 % des demandes d'information qu'il a adressées aux États Membres sont restées sans suite. Au moment de l'établissement du présent rapport, il attendait des réponses des pays suivants : Arabie saoudite, Chine, Émirats arabes unis, Espagne, Indonésie, Japon, Malaisie, Oman et Yémen. Le ministère des affaires étrangères à Sanaa et plusieurs autres entités ne lui ont pas non plus répondu. On trouvera à l'annexe 3 la liste des lettres envoyées par le Groupe d'experts pendant la période considérée.

## 3. Gouvernement yéménite

18. Le Groupe d'experts a rencontré le Président, Abdrabuh Mansour Hadi, le Premier Ministre, Ahmed Ben Dagher, le Ministre des affaires étrangères et Vice-Premier Ministre, Khaled Alyemany, et d'autres représentants du Gouvernement yéménite à Aden et à Riyad en juin, juillet et octobre 2018<sup>8</sup>. Il n'a pas eu l'occasion de s'entretenir avec le Premier Ministre, Maeen Abdul Malek Saeed, qui a remplacé Ahmed Ben Dagher le 15 octobre 2018. À l'occasion de ces réunions, les représentants du Gouvernement yéménite ont exprimé leur plein appui au Groupe d'experts et à ses enquêtes.

## 4. Houthistes

19. Le Groupe d'experts a maintenu des contacts téléphoniques avec des représentants du mouvement houthiste. Il a tenté d'organiser une visite par l'entremise du vice-premier ministre, Hussein el-Ezzi, et du porte-parole, Mohammed Abdessalam Salah Fletah, et leur a transmis des lettres concernant les tirs de missile menés par les houthistes contre des navires dans la mer Rouge (voir par. 45), leur donnant ainsi l'occasion de réagir ; il a également demandé à se rendre au Yémen à

<sup>8</sup> Afin d'éviter toute confusion entre le Gouvernement yéménite et les autorités houthistes ou les responsables nommés par ceux-ci, et en vue de distinguer les uns des autres dans la version anglaise du présent rapport, le Groupe a choisi d'utiliser les majuscules en tête des noms de ministères et de fonctions liés au Gouvernement. S'il a été décidé de faire de même dans la version française, ce choix peut ne pas être pertinent pour certaines langues officielles de l'Organisation. On notera par exemple « le Ministre de la défense » et « le Ministère de la défense » (du Gouvernement yéménite), quand les équivalents dans l'administration houthiste se liront « le ministère de la défense à Sanaa » et « le ministre de la défense à Sanaa ». Les indications de rang et de fonctions militaires seront écrites suivant la même convention. Par exemple : « Général » et « général », « 35<sup>e</sup> Brigade blindée » et « 62<sup>e</sup> brigade mécanisée », etc.

la suite des frappes aériennes du 9 août à Dahiyan (Saada) (voir le paragraphe 136 b) ci-après et l'appendice E de l'annexe 33). Les représentants susmentionnés ont indiqué que les autorités basées à Sanaa ne souhaitaient pas coopérer avec le Groupe d'experts en raison des inexactitudes que recelait le précédent rapport (S/2018/594)<sup>9</sup>.

## II. Actes menaçant la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen

20. Au paragraphe 18 de sa résolution 2140 (2014), le Conseil de sécurité a établi que le fait d'entraver ou de compromettre la réussite de la transition politique prévue dans l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et l'Accord sur le mécanisme de mise en œuvre menaçait la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen et pouvait constituer un critère de désignation par le Comité.

### A. Mise en cause de l'autorité du Gouvernement yéménite

21. L'autorité du Gouvernement yéménite a continué de s'éroder pendant la période considérée. Bien que le Président Hadi ait séjourné à Aden pendant plus de six semaines entre juin et août et se soit rendu dans la province de Mahra, le Groupe d'experts n'a encore décelé aucun signe qui montrerait qu'il a réussi à renforcer l'autorité de son gouvernement dans les zones libérées.

22. Le Groupe d'experts fonde son évaluation sur les éléments suivants : a) la prolifération des milices et l'absence de contrôle de fait sur les forces militaires supplétives armées et financées par la coalition ; b) les problèmes posés par le conseil de transition du Sud et ses affiliés ; c) le manque apparent de contrôle sur les revenus provenant des ressources naturelles ; d) le maintien par les forces houthistes du contrôle qu'elles exercent sur Sanaa et d'autres provinces du nord.

#### 1. Problèmes posés par la coalition et les forces supplétives

23. Malgré le rapprochement intervenu entre le Gouvernement yéménite et les Émirats arabes unis, le Gouvernement du Président Hadi est toujours incapable d'exercer son autorité et d'assumer ses fonctions et ses responsabilités dans les zones libérées. La rencontre qui a eu lieu en juin 2018 entre le Prince héritier, Mohammed bin Zayed al-Nahyan, et le Président Hadi, alors que débutaient les opérations militaires visant à reprendre la ville de Hodeïda<sup>10</sup>, a laissé entrevoir une amélioration<sup>11</sup>, fruit des relations bilatérales mais aussi des efforts faits par l'Arabie saoudite pour normaliser les relations entre le Gouvernement yéménite et son partenaire dans la coalition. En

<sup>9</sup> Les autorités basées à Sanaa ont notamment exigé qu'un rectificatif soit apporté au texte des paragraphes 30 et 128 et des notes de bas de page 25 et 146 du document publié sous la cote S/2018/594, concernant les allégations relatives à l'exécution ou au décès de trois personnes : les généraux de division Mahdi Maqawlah et Abdullah al-Dhabaan et le ministre des télécommunications, Julaidan Mahmood Julaidan. Après la publication dudit document, Le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles ces trois personnes seraient en vie. Il a conseillé aux autorités houthistes de lui adresser une lettre dans laquelle elles lui feraient part officiellement de leurs préoccupations vis-à-vis du document.

<sup>10</sup> *Gulf News*, « Mohammad receives Yemeni President Hadi », 13 June 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://gulfnews.com/uae/government/mohammad-receives-yemeni-president-hadi-1.2236071>.

<sup>11</sup> Al Jazeera, « Saudi Arabia, UAE, launch attack on Yemen's port city of Hudaida », 13 juin 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.aljazeera.com/news/2018/06/saudi-uae-launch-attack-yemen-port-city-hudaida-180613054921062.html](http://www.aljazeera.com/news/2018/06/saudi-uae-launch-attack-yemen-port-city-hudaida-180613054921062.html) ; Jon Gambrell, « Exiled Yemen president goes to UAE as port attack looms », 12 juin 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.apnews.com/915213b7e567416e97646bc44c2f20b4](http://www.apnews.com/915213b7e567416e97646bc44c2f20b4).

novembre 2018, l'Arabie saoudite s'est attachée à améliorer les relations entre les Émirats arabes unis et les dirigeants du parti Islah qui résident à Riyad<sup>12</sup>.

24. Les efforts visant à asseoir l'autorité du Gouvernement yéménite sur le terrain et à éviter que les éléments sudistes présents dans la sphère d'influence des Émirats arabes unis ne suscitent encore plus l'animosité du parti Islah sont restés vains.

25. Pendant la période considérée, les représentants du Gouvernement ont été la cible d'actes d'hostilité de la part d'éléments alliés au conseil de transition du Sud dirigé par l'ancien gouverneur d'Aden, Aidarous el-Zoubeïdi, et par un responsable salafiste, Hani ben Breik, ancien Ministre d'État<sup>13</sup>. En janvier 2018, des affrontements ont éclaté à Aden entre les Forces de protection présidentielle et les forces dirigées par le Directeur général de la sécurité, le Général de division Challal Ali Chaye, y compris les Forces de la Ceinture de sécurité<sup>14</sup>. Piégé dans le palais présidentiel Machik, qui était encerclé, le Premier Ministre, M. Ben Dagher, a été évacué en Arabie saoudite<sup>15</sup>.

26. En mai 2018, des tensions se sont fait jour entre M. Ben Dagher et les Émirats arabes unis concernant Socotra<sup>16</sup>. L'Arabie saoudite s'est de nouveau interposée et M. Ben Dagher s'est retiré en Arabie saoudite (voir S/2018/440). En octobre, le Gouvernement s'est heurté à une nouvelle vague de manifestations : initialement provoquées par le décrochage du rial yéménite et l'aggravation de la crise économique, elles ont été détournées par le conseil de transition du Sud, qui a su tirer parti du mécontentement populaire pour s'en prendre au Premier Ministre<sup>17</sup>. Le conseil a accusé M. Ben Dagher d'être corrompu et demandé son limogeage<sup>18</sup>. M. Ben Dagher a été relevé de ses fonctions le 15 octobre<sup>19</sup>.

<sup>12</sup> Le Groupe d'experts continue de suivre les effets de ce rapprochement au Yémen. Voir : Al Arabiya, « Saudi and UAE leaders meet Yemen Islah party chairman », 14 décembre 2017. Consultable à l'adresse suivante : <https://english.alarabiya.net/en/News/gulf/2017/12/14/Saudi-and-UAE-leaders-meet-Yemen-Islah-party-chairman-.html> ; Middle East Eye, « UAE crown prince hosts leaders of Yemen's al-Islah party », 14 novembre 2017. Consultable à l'adresse suivante : [www.middleeasteye.net/news/uae-crown-prince-hosts-leaders-yemens-al-islah-party-2053065044](http://www.middleeasteye.net/news/uae-crown-prince-hosts-leaders-yemens-al-islah-party-2053065044) ; Erica Stuke, « December 11–17 : Coalition offensive continues in Tihamah, Islah Leader meets with UAE », The Yemen Peace Project. Consultable à l'adresse suivante : [www.yemenpeaceproject.org/blog-x/12172017](http://www.yemenpeaceproject.org/blog-x/12172017).

<sup>13</sup> On trouvera à l'annexe 4 les noms des responsables de la structure de sécurité associée au conseil de transition du Sud.

<sup>14</sup> Susanne Dahlgren, « The Southern Transitional Council and the War in Yemen », 26 avril 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/report/yemen/southern-transitional-council-and-war-yemen>.

<sup>15</sup> Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, « Yemen : Escalation of armed clashes in Aden – Flash Update 1 », 29 janvier 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-escalation-armed-clashes-aden-flash-update-1-29-january-2018-enar>.

<sup>16</sup> Middle East Eye, « AE military withdraws from Yemen's Socotra under Saudi deal », 18 mai 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.middleeasteye.net/news/uae-begins-evacuating-forces-yemen-s-socotra-2088005109>.

<sup>17</sup> Voir <http://adengd.net/news/340784/> ; Aziz El Yaakoubi (Reuters), « Yemen separatists call for uprising as U.N. pursues peace », U.S. News and World Report, 3 octobre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.usnews.com/news/world/articles/2018-10-03/yemen-separatists-call-for-uprising-as-un-pursues-peace](http://www.usnews.com/news/world/articles/2018-10-03/yemen-separatists-call-for-uprising-as-un-pursues-peace).

<sup>18</sup> Voir <http://adengad.net/news/340621/> ; Sheridan Sullivant, Mohamad El Kari, Tess Frieswick, « Gulf of Aden Security Review », 3 octobre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.criticalthreats.org/briefs/gulf-of-aden-security-review/gulf-of-aden-security-review-october-3-2018](http://www.criticalthreats.org/briefs/gulf-of-aden-security-review/gulf-of-aden-security-review-october-3-2018). Voir la réponse adressée par M. Ben Dagher au conseil de transition du Sud : <https://twitter.com/ahmedbindaghar/status/1047134458858606593>.

<sup>19</sup> M. Ben Dagher s'est retiré à Riyad en attendant que les autorités ouvrent une enquête sur les allégations de corruption. Voir Ramadan Al Sherbini, « Yemeni president sacks PM over economic

27. Une autre source de tension a trait aux persécutions infligées à une faction de religieux salafistes qui accepte l'idée du principe d'allégeance (*wilayat el-amr*) et reconnaît donc l'autorité du chef du gouvernement<sup>20</sup> et des membres du parti islamiste sunnite Islah, dans tout le sud du pays. Le Mouvement était un signataire de l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe en novembre 2011, qui a conduit à la démission du président, Ali Abdullah Saleh (YEi.003), et est donc un partenaire sans lequel la légitimité de la présidence de M. Hadi serait mise à mal. Il est également considéré comme étant affilié aux Frères musulmans, que les Émirats arabes unis ont inscrits parmi les organisations terroristes en 2014<sup>21</sup>. Contrairement aux Émirats arabes unis, qui n'ont pas publiquement condamné le parti Islah, le Mouvement sudiste (Hirak) et le conseil de transition du Sud considèrent qu'il s'agit d'un groupe terroriste<sup>22</sup>, et des éléments sudistes<sup>23</sup> qui bénéficient de la protection des Émirats arabes unis ont été accusés d'être à l'origine de l'assassinat de religieux et de plusieurs membres et militants du parti Islah (voir annexe 6)<sup>24</sup>.

## 2. Problèmes posés par les houthistes

28. Pendant la période considérée, le Groupe d'experts a identifié des membres du réseau houthiste, qui continuent de remettre en cause l'autorité du Gouvernement. Les houthistes ont élargi leur mainmise sur les institutions gouvernementales et non gouvernementales dans les territoires contrôlés par leurs forces dans le nord du pays. Le Groupe d'experts a constaté que la structure de direction des houthistes était restée relativement statique. Abdulmalik al-Houthi (YEi.004) reste à la tête de la structure de direction et en est le principal porte-parole<sup>25</sup>. Mahdi al-Mashat<sup>26</sup>, parent par alliance d'Abdulmalik al-Houthi et proche d'Abdelkarim Amir el-Din el-Houthi, a continué de présider le conseil politique suprême. Mohammed Ali el-Houthi préside toujours le haut comité révolutionnaire mais a tenté de se repositionner comme le porte-parole des

woes », *Gulf News*, 16 octobre 2018. Consultable à l'adresse suivante :

<https://gulfnnews.com/world/gulf/yemen/yemeni-president-sacks-pm-over-economic-woes1.2290274> ; Mohammed Abdul Malik, « What is behind the exemption of the Yemeni Prime Minister and referral to the investigation? », Al Jazeera, 15 octobre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.tellerreport.com/news/--what-is-behind-the-exemption-of-the-yemeni-prime-minister-and-referral-to-the-investigation--.H1gMf7oGsX.html](http://www.tellerreport.com/news/--what-is-behind-the-exemption-of-the-yemeni-prime-minister-and-referral-to-the-investigation--.H1gMf7oGsX.html).

<sup>20</sup> On trouvera à l'annexe 5 une description de la dynamique associée à cette faction de religieux salafistes.

<sup>21</sup> Rania El Gamal, « UAE lists Muslim Brotherhood as terrorist group », Reuters, 15 novembre 2014. Consultable à l'adresse suivante : [www.reuters.com/article/us-uae-politics-brotherhood/uae-lists-muslim-brotherhood-as-terrorist-group-idUSKCN0IZ00M20141115](http://www.reuters.com/article/us-uae-politics-brotherhood/uae-lists-muslim-brotherhood-as-terrorist-group-idUSKCN0IZ00M20141115).

<sup>22</sup> Voir <https://twitter.com/CMuRqWCngnJGOvg/status/1074268396018167809>.

<sup>23</sup> Jonathan Rugman, « UAE accused of torture and running secret prisons », 6 décembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.channel4.com/news/uae-accused-of-torture-and-running-secret-prisons>.

<sup>24</sup> Le Groupe d'experts s'est entretenu avec un certain nombre de responsables du parti Islah, dont Ansaf Mayu, et de militants qui lui ont fait part de tentatives d'assassinat sur leur personne et qui lui ont décrit les conditions de détention dans les locaux de l'unité de lutte contre le terrorisme, dans le quartier de Taouahi, à Aden, qui sont adjacents à la résidence du Gouverneur, siège du conseil de transition du Sud. Certains ont dit avoir été détenus par la Direction des enquêtes criminelles à Khor Maksar, d'ordre du Général de division Challal Ali Chaye. Voir aussi : Aram Roston, « A Middle East monarchy hired American ex-soldiers to kill its political enemies. This could be the future of war. ». BuzzFeed News, 16 octobre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.buzzfeednews.com/article/aramroston/mercenariesassassination-us-yemen-uae-spear-golan-dahlan](http://www.buzzfeednews.com/article/aramroston/mercenariesassassination-us-yemen-uae-spear-golan-dahlan).

<sup>25</sup> Abdul Malik al Houthi, « Our surrender is impossible », vidéo, 27 octobre 2017. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=sp9YFt1mOfk> ; PressTV, « Houthi: Saudis blocked Ansarullah delegation », vidéo, 9 septembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=V6w9p-Xyjn8>.

<sup>26</sup> Mahdi Mohammed Hussein al Mashat, dont le nom de famille est aussi transcrit comme « al Mshat » ou « al Mashaad », est né à Saada le 1<sup>er</sup> janvier 1986 (source : renseignements conservés dans les archives du Groupe d'experts et provenant de papiers d'identité).

houthistes, intervenant sur les médias sociaux et s'efforçant de toucher un public étranger par l'intermédiaire d'organes de presse basés aux États-Unis<sup>27</sup>. Les figures I et II ci-après identifient d'autres houthistes qui jouent un rôle de premier plan.

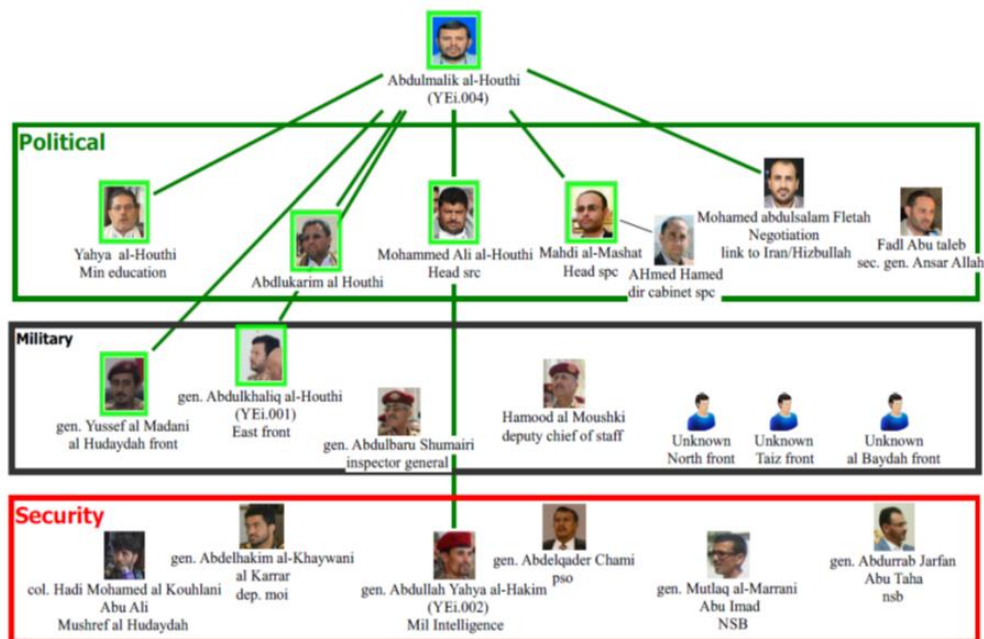
Figure I  
Houthistes auxquels s'intéresse le Groupe d'experts



Source : Funérailles de Nasser el-Qawbary, 21 avril 2018 ([www.sahafah24.net/w1406027.html](http://www.sahafah24.net/w1406027.html)).

Note : De gauche à droite : Abdelbarou Chumairi, général de division (inspecteur général), Hamoud el-Mouchki, général de division (chef d'état-major adjoint), Abdllah Yahya al-Hakim (YEi.002), Mohamed Ali el-Houthi et Abdelkarim el-Houthi.

Figure II  
Membres du réseau houthiste auxquels s'intéresse le Groupe d'experts



Source : Groupe d'experts.

<sup>27</sup> Mohammed Ali al-Houthi, « Houthi leader: we want peace for Yemen, but Saudi airstrikes must stop », *Washington Post*, 9 novembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.washingtonpost.com/news/globalopinions/wp/2018/11/09/houthi-leader-we-want-peace-for-yemen-but-saudi-airstrikes-muststop/?noredirect=on&utm\\_term=.53d563a12e35](http://www.washingtonpost.com/news/globalopinions/wp/2018/11/09/houthi-leader-we-want-peace-for-yemen-but-saudi-airstrikes-muststop/?noredirect=on&utm_term=.53d563a12e35) ; voir également : « Mohammed el-Houthi: We want a united and democratic Yemen », *Al Jazeera*, 25 décembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.aljazeera.com/indepth/features/houthis-mohammed-al-houthi-united-democratic-yemen-181225104212165.html](http://www.aljazeera.com/indepth/features/houthis-mohammed-al-houthi-united-democratic-yemen-181225104212165.html).

29. Le mouvement houthiste fait face à des dissensions légèrement plus marquées. Pendant la période considérée, le Groupe d'experts a constaté une augmentation des manifestations au niveau local et des dissensions plus visibles. L'université de Sanaa a été le théâtre d'une manifestation le 6 octobre, et des tensions se sont produites dans un village de la province de Dhamar<sup>28</sup>. Surtout, certaines tribus du sous-district de Soufian et du district de Khaoulan commencent à secouer le joug houthiste<sup>29</sup>.

### 3. Problèmes posés par le Congrès populaire général basé à Sanaa

30. Depuis le décès d'Ali Abdullah Saleh en décembre 2017, les dirigeants houthistes ont récupéré le Congrès populaire général. Le Groupe d'experts a constaté que le Congrès populaire général s'était scindé en quatre grandes factions : la première est à Sanaa, la deuxième est alliée au Président Hadi, à Riyad<sup>30</sup>, la troisième est dirigée par Sultan Barakani (secrétaire général adjoint du Congrès) et la dernière gravite autour d'Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005)<sup>31</sup>. Au début du mois de décembre 2018, le Président Hadi a tenté de convoquer une séance du parlement à Riyad pour que celui-ci élise son nouveau président, signe qu'il tente d'étendre son emprise politique<sup>32</sup>.

### 4. Conseil de transition du Sud

31. Pendant la période considérée, le conseil de transition du Sud a continué de battre en brèche le Gouvernement yéménite dans les zones libérées. Depuis son siège dans le quartier de Taouahi, à Aden<sup>33</sup>, il a orchestré de nombreuses manifestations violentes contre le Gouvernement. Le Groupe d'experts appelle l'attention sur la lettre datée du 22 mars 2018 (S/2018/242), par laquelle le Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies faisait parvenir au Conseil de sécurité, par l'intermédiaire de la présidence, les observations du Gouvernement yéménite concernant le statut du conseil de transition du Sud et les activités non pacifiques menées par celui-ci. Depuis février 2018, le président du conseil de transition du Sud, M. Zubeidi, a passé le plus clair de son temps à Abou Dhabi, avec de brèves apparitions en public à Aden<sup>34</sup>.

32. Pendant la période considérée, les représentants du Gouvernement ont été la cible d'actes d'hostilité de la part d'éléments alliés au conseil de transition du Sud

<sup>28</sup> Le vendredi 26 octobre, le site d'information Al-Wefaq a signalé que des miliciens houthistes avaient incendié une mosquée dans le village de Haqar (province de Dhamar) au motif que les habitants avaient refusé de répéter le slogan (*sarkha*) des houthistes. Selon les propos des habitants, des militants houthistes venant d'un village voisin seraient arrivés avec des combattants houthistes et auraient incendié la mosquée.

<sup>29</sup> Voir Al Arabiya, « Treachery accusations lead to killings of two Houthi group leaders », 27 novembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://english.alarabiya.net/en/News/gulf/2018/11/27/Treachery-accusations-lead-to-killings-of-two-Houthi-group-leaders-.html>.

<sup>30</sup> En la personne de Rachad el-Alimi et Hafez Maayad, représentants du Congrès populaire général résidant en dehors du Yémen, et du « Congrès populaire général du sud », qui a tenu un meeting à Aden le 2 décembre 2018. Voir <https://www.youtube.com/watch?reload=9&v=3EkgJKe5AfM&feature=youtu.be> ; <http://adengad.net/news/352467/>.

<sup>31</sup> Ces observations découlent des entretiens tenus avec un certain nombre de membres du Congrès populaire général et de représentants du Gouvernement yéménite.

<sup>32</sup> Faute de quorum, le Président Hadi n'a pas encore convoqué une séance du parlement mais a réuni un certain nombre de parlementaires le 27 décembre 2018. Voir <https://presidenthadi-gov-ye.info/ar/archives/البر-باعضاء-لقائه-خلال-الجمهورية-رئيس/>.

<sup>33</sup> Le conseil de transition du Sud, qui a pris le contrôle de la résidence du Gouverneur d'Aden, y a maintenu son siège.

<sup>34</sup> Voir <http://alyoum8.net/news/30624> ; <https://www.aljazeera.net/services/fullimagearticle/f6451603-4dff-4ca1-9c10-122741d17432/a12c56f3-1272-45f9-97dd-068aea06b905> ; [https://marebpress.net/news\\_details.php?lng=arabic&sid=134311](https://marebpress.net/news_details.php?lng=arabic&sid=134311) ; <https://news.un.org/ar/story/2018/08/1015742>.

dirigé par l'ancien gouverneur d'Aden, M. Zoubeïdi, et par un responsable salafiste, M. Ben Breik. En janvier 2018, des affrontements ont éclaté à Aden entre les Forces de protection présidentielle et les forces dirigées par le Directeur général de la sécurité, le Général de division Chaye, y compris les Forces de la Ceinture de sécurité<sup>35</sup>.

33. Le conseil de transition du Sud a également appelé à des manifestations dans les provinces du sud et a revendiqué la responsabilité de manifestations organisées par ailleurs. Le Groupe d'experts a constaté qu'en septembre, au moment où la population descendait dans la rue pour protester contre la crise monétaire, le conseil de transition du Sud s'était abstenu de condamner les manifestants, alors même que la population brûlait des photos de ses dirigeants. Les forces de sécurité alliées au conseil de transition du Sud sont intervenues à Aden pour contenir les manifestants<sup>36</sup>. Une semaine plus tard, M. Zoubeïdi s'en est pris au Gouvernement yéménite, et le conseil de transition du Sud a pris fait et cause pour les manifestants<sup>37</sup>.

34. Le Groupe d'experts a également constaté que des unités des Forces de la Ceinture de sécurité et les Forces d'élite du Hadramout et de Chaboua arboraient le drapeau de la République populaire démocratique du Yémen et les emblèmes du conseil de transition du Sud à l'occasion de la remise des diplômes dans des écoles militaires et de leur déploiement à Abiyan, Aden, Dalea, Lahj, Chaboua et Hadramout. Les tensions qui persistent entre des éléments tribaux et le conseil de transition du Sud dans la province de Mahra donnent lieu à des manifestations d'appui analogues.

## **B. Entraves à la cessation des hostilités et à la reprise du processus politique**

35. Après l'échec de la rencontre qui aurait dû se tenir à Genève en septembre 2018, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffith, a réussi à organiser une nouvelle série de pourparlers entre le Gouvernement yéménite et les houthistes, qui s'est tenue en Suède en décembre<sup>38</sup>. Trois accords ont été conclus, le premier concernant la désescalade du conflit autour de Hodeïda et de son port, le deuxième, l'ouverture de l'accès à Taëz, et le dernier, un échange de prisonniers. Une équipe des Nations Unies est arrivée à Hodeïda le 23 décembre en plein milieu d'affrontements et de frappes aériennes dans la province. Le Groupe d'experts suit la situation afin d'identifier les auteurs de troubles qui pourraient répondre aux critères de désignation.

<sup>35</sup> Ahlgren, « The Southern Transitional Council and the War in Yemen ».

<https://reliefweb.int/report/yemen/southern-transitional-council-and-waryemen>.

<sup>36</sup> Les manifestations se sont produites de manière relativement spontanée et ont été organisées pour la plupart par des syndicats de travailleurs locaux, notamment à Aden.

<sup>37</sup> Voir <http://adengad.net/news/340621/> ; <http://adengd.net/news/340784/> ; Debrieffer, « Hadramout governor threatens to halt oil exports amid escalating Yemen protests », 6 septembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://debrieffer.net/en/news-3157.html>.

<sup>38</sup> The New Arab, « Houthi rebels refuse to withdraw from Yemen's Hodeida during landmark UN talks », 7 décembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.alaraby.co.uk/english/news/2018/12/7/houthi-rebels-refuse-to-withdraw-from-yemens-hodeida?utm\\_source=twitter&utm\\_medium=sf/](http://www.alaraby.co.uk/english/news/2018/12/7/houthi-rebels-refuse-to-withdraw-from-yemens-hodeida?utm_source=twitter&utm_medium=sf/) ; Aziz El Yaakoubi, « Houthis reject government proposals over Sanaa airport in Yemen peace talks », Reuters, 7 décembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security/yemen-government-proposes-re-opening-of-sanaa-airport-in-peace-talks-idUSKBNIO61FE>.



## C. Sécurité et tendances régionales

### 1. Tendances régionales

36. La rupture par certains pays des relations diplomatiques avec le Qatar, et les tensions entre la République islamique d'Iran, d'une part, et Bahreïn, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, de l'autre, continuent de peser sur le conflit au Yémen. La réunion tenue récemment par le Conseil de coopération du Golfe<sup>39</sup> a permis de faire progresser la recherche d'une solution au conflit politique avec le Qatar, qui pourrait donner lieu à une nouvelle démarche coordonnée en faveur du Yémen de nature à réduire le morcellement des éléments anti-houthistes dans le pays.

37. À l'inverse, les nouvelles sanctions imposées à la République islamique d'Iran par les États-Unis et le soutien manifesté par les États membres du Conseil de coopération du Golfe en faveur de la politique menée par les États-Unis font peser une nouvelle incertitude en ce qui concerne le conflit. La République islamique d'Iran n'a cessé de dire qu'elle était disposée à jouer un rôle constructif dans le processus politique en cours, proposition qui a été rejetée par le Gouvernement yéménite, la coalition et les États-Unis.

38. Le Groupe d'experts a pris note d'une vidéo selon laquelle Fadhi Ba'Oum serait stipendié par la République islamique d'Iran pour constituer une force d'opposition non violente contre les éléments de la coalition dans les provinces du sud du Yémen<sup>40</sup>. Il essaye de déterminer si les allégations concernant l'argent qui aurait été versé par le Qatar au parti Islah au Yémen pourraient menacer la paix et la sécurité<sup>41</sup>.

39. Le Groupe d'experts a pris note de la création d'une alliance politique stratégique entre six pays – Djibouti, l'Égypte, la Jordanie, la Somalie, le Soudan et le Yémen – concernant la sûreté maritime dans la mer Rouge et dans le golfe d'Aden. Il continuera à suivre les effets que cet organe pourrait avoir sur le conflit au Yémen.

### 2. Zones sous le contrôle des forces alliées au Gouvernement yéménite

40. Pendant la période considérée, le Groupe d'experts a constaté que si l'on faisait abstraction des opérations militaires en cours dans la province de Hodeïda, rares étaient les territoires libérés par le Gouvernement yéménite en dehors des huit provinces du sud. Les forces de sécurité alliées avec le conseil de transition du Sud et placées sous le patronage direct des Émirats arabes unis ont continué d'être les

<sup>39</sup> The National, « GCC summit to be attended by all six Gulf countries », 19 novembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.thenational.ae/world/gcc/gcc-summit-to-be-attended-by-all-six-gulf-countries-1.793571](http://www.thenational.ae/world/gcc/gcc-summit-to-be-attended-by-all-six-gulf-countries-1.793571).

<sup>40</sup> Une faction du Mouvement sudiste dans la province du Hadramout est dirigée par Hassan Ba'Oum, dont le fils, Fadhi Ba'Oum, a une résidence au Liban et à Oman (voir [https://twitter.com/Ahmedalsaleh\\_SY/status/1074011016210599936](https://twitter.com/Ahmedalsaleh_SY/status/1074011016210599936)). Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur les allégations faites par des membres de la coalition selon lesquelles des alliés proches de Fadhi Ba'Oum seraient en contact avec la République islamique d'Iran ; une vidéo reprenant ces allégations est consultable à l'adresse suivante : <https://twitter.com/skynewsarabia/status/1045701203496239104>.

<sup>41</sup> Le Groupe d'experts a pris note de l'arrestation d'un national qatarien, Mohsen Saleh Saadoun Al-Karbi, à laquelle a procédé la coalition au point de passage de Chahn le 21 avril 2018. M. Karbi serait un agent des services de renseignement et est soupçonné d'avoir apporté un soutien financier à des agents politiques au Yémen. Le Groupe d'experts a adressé une lettre aux Gouvernements yéménite et qatarien pour leur demander des informations sur l'affaire et attend une réponse du Yémen. Le Qatar l'a informé que M. Karbi ne travaillait pas pour les services de renseignement et se rendait régulièrement à Oman et au Yémen pour rendre visite à des membres de sa famille. Le Qatar était en possession d'informations montrant que M. Karbi était monté à bord d'un appareil à destination de l'Arabie saoudite après son arrestation et que depuis l'on était sans nouvelles de lui.

principaux instruments de l'autorité dans tout le sud du pays et de marginaliser les forces du Gouvernement sur une vaste partie des territoires libérés (voir carte n° 1).

41. Le Groupe d'experts a constaté que les troupes relevant de forces placées sous le patronage direct des Émirats arabes unis, à savoir les Forces de la Ceinture de sécurité et les Forces d'élite, touchaient leur solde et leurs primes comme prévu, tandis que les forces gouvernementales déployées dans le sud n'étaient pas payées depuis des mois et étaient donc démoralisées. Le Gouvernement yéménite a du mal à recueillir des renseignements du fait que les unités contre-terroristes, les forces de sécurité locales et les Forces d'élite soutenues par les Émirats arabes unis marginalisent des institutions, telles que l'organisme de sécurité nationale et l'Organisation de sécurité politique<sup>42</sup>.

### 3. Interventions des forces de la coalition

42. De l'avis du Groupe d'experts, les récents progrès enregistrés sur les champs de bataille de Jaouf, Saada et Hodeïda ont conforté la coalition dans son idée que les houthistes pouvaient être contraints de s'asseoir à la table des négociations<sup>43</sup>. La campagne aérienne s'est poursuivie mais n'a toujours pas donné les résultats escomptés, à savoir décimer les rangs des dirigeants houthistes clefs et des commandants sur le terrain. Le succès le plus notable à ce jour est le décès du président du conseil politique suprême, Saleh el-Samad, lors d'une frappe aérienne en avril 2018<sup>44</sup>, décès qui n'a pas créé un schisme entre l'aile politique et l'aile militaire des houthistes mais qui, au contraire, a permis à la famille Houthi de consolider l'emprise qu'elle exerce sur le conseil politique suprême. L'Arabie saoudite a continué de dispenser un appui financier, politique, militaire et logistique aux forces armées yéménites et à un certain nombre de groupes armés agissant pour son compte.

43. Les principales zones d'opérations des forces de la coalition se trouvent à la frontière, dans le nord du pays, dans les provinces d'Hajja, de Mareb et de Mahra, et des effectifs militaires réduits sont présents à Socotra, tandis que les forces des Émirats arabes unis opèrent essentiellement dans les provinces d'Aden, d'Abiyan, du Hadramout, de Hodeïda, de Chaboua et de Taëz, l'exception étant la ville de Taëz.

---

<sup>42</sup> Le Groupe d'experts s'est entretenu avec des responsables au Yémen et dans d'autres pays de la région au fait de ces questions.

<sup>43</sup> Voir [https://twitter.com/AlArabiya\\_Brk/status/1073234059399184385](https://twitter.com/AlArabiya_Brk/status/1073234059399184385) et [https://twitter.com/AlArabiya\\_Brk/status/1073189923321188352](https://twitter.com/AlArabiya_Brk/status/1073189923321188352).

<sup>44</sup> *Gulf News*, « 40 leaders, members of Al Houthi militant group listed by Saudi Arabia », 6 novembre 2017. Consultable à l'adresse suivante : <https://gulfnews.com/world/gulf/saudi/40-leaders-members-of-al-houthi-militant-group-listed-by-saudi-arabia-1.2119394>.

Carte n° 1  
Déploiement des forces de la coalition au Yémen



Map No. 4588.1 UNITED NATIONS December 2018. Geospatial Information Section, Department of Field Support. Data and location source: Panel of Experts for Yemen, United Nations Security Council Sanctions Committee

44. Le Groupe d'experts a continué de constater l'apparition de centres d'influence géographique contrôlés par tel ou tel acteur, comme illustré par la carte ci-dessus.

#### D. Sûreté maritime

45. En 2018, les risques pesant sur la sûreté maritime dans la mer Rouge sont restés très élevés. Bien que le nombre d'atteintes à la sûreté n'ait pas été supérieur à celui de l'année précédente, les risques pesant sur les navires civils ont augmenté, les forces houthistes employant des systèmes d'armes de plus en plus complexes pour attaquer les pétroliers battant pavillon saoudien. La carte n° 2 illustre le nombre et la répartition des atteintes à la sûreté maritime perpétrées dans la région, notamment celles-ci :

a) Des attaques aux missiles antinavires contre le superpétrolier *Abqaiq* battant pavillon saoudien le 3 avril 2018 et contre le vraquier *Ince Inebolu* battant pavillon turc le 10 mai (voir par. 80) ;

b) Une attaque avortée contre le superpétrolier *Niban* le 6 janvier et une attaque contre le superpétrolier *Arsan* le 24 juillet au moyen d'un *skiff* et d'engins explosifs improvisés flottants. Les deux navires battaient pavillon saoudien (voir par. 92) ;

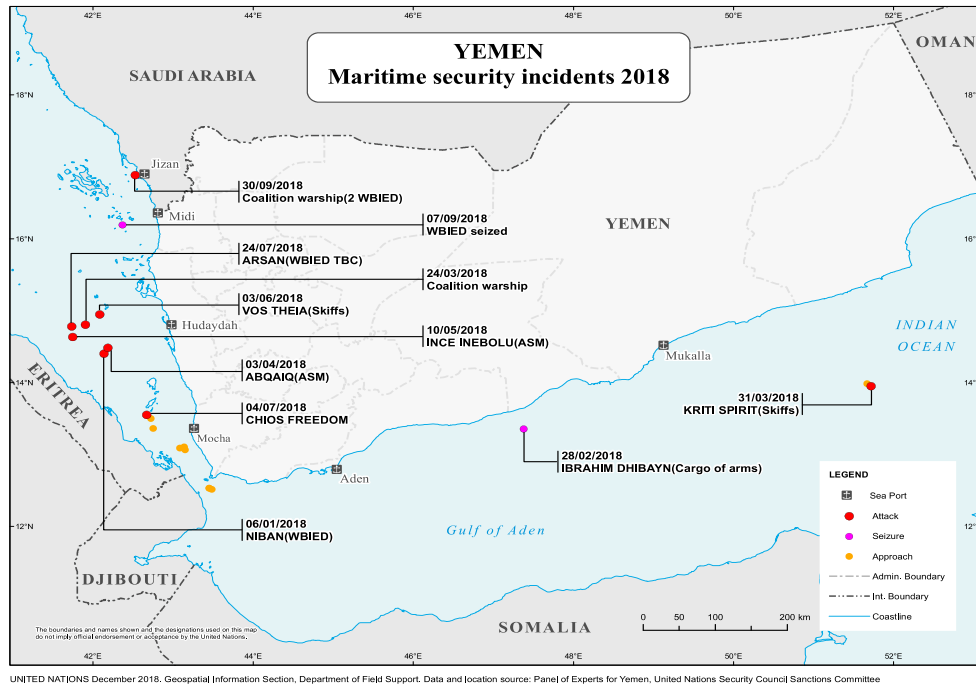
c) Une attaque avortée le 3 juin menée par trois *skiffs* transportant des hommes armés contre le navire d'observation bénévole *Theia*, navire de ravitaillement battant le pavillon de Gibraltar qui avait été affrété par le Programme alimentaire mondial ;

d) Une attaque avortée menée semble-t-il au moyen d'une roquette le 24 mars contre un navire de guerre de la coalition et une attaque menée contre un navire de guerre de la coalition au moyen de deux engins explosifs improvisés flottants le 30 septembre dans le port de Jazan (Arabie saoudite) ;

e) Deux attaques avortées, ainsi que plusieurs tentatives d'approche, menées au moyen de *skiffs* où avaient pris place des hommes armés ; il est possible qu'elles ne soient pas liées au conflit au Yémen.

Carte n° 2

### Atteintes à la sûreté maritime en 2018



46. Les forces houthistes s'en sont pris à plusieurs reprises à des pétroliers transportant jusqu'à 2,2 millions de barils de pétrole brut. Ces attaques auraient pu provoquer une catastrophe écologique et économique au Yémen et dans la région. Les attaques ciblant les navires civils transportant des agents humanitaires ou des vivres pourraient gravement entraver l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen. Le Groupe d'experts considère qu'elles constituent des violations du droit international humanitaire<sup>45</sup>.

### III. Unités militaires et groupes armés

47. Conformément au paragraphe 17 de la résolution 2140 (2014), tel qu'il a été réaffirmé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2216 (2015), le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les personnes et entités associés à des groupes armés se livrant à des actes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen ou appuyant de tels actes.

<sup>45</sup> Voir la base de données (en anglais) du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) consacrée au droit international humanitaire coutumier, en particulier la partie consacrée à la distinction entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires (règles 7 à 10) et celle relative aux attaques contre des biens indispensables à la survie de la population civile (règle 54). La base est consultable à l'adresse suivante : <https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/home>. Voir aussi l'article 14 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), du 8 juin 1977.

48. En application de son mandat, le Groupe d'experts s'est concentré sur les groupes les plus importants et les plus organisés, aux programmes politiques identifiables.

## **A. Forces gouvernementales yéménites et forces régulières de la coalition**

### **1. Forces gouvernementales**

49. Le 8 novembre 2018, le Président Hadi a nommé Mohammed el-Maqdachi Ministre de la défense. L'armée nationale yéménite, comme les autres branches du Gouvernement, était très limitée dans son action, faute de ressources. L'armée était présente et jouait un rôle actif sur certains théâtres, notamment dans la province de Taëz et dans le nord-ouest de la province de Chaboua, même si elle continuait à manquer de moyens.

50. Le Groupe d'experts a tenté d'analyser l'ordre de bataille de l'armée nationale. D'après les documents officiels, il y aurait 136 930 hommes de l'armée nationale et des forces de sécurité stationnés dans les provinces de Dalea, de Beïda, de Jaouf, de Mahra, du Hadramout, de Hajja, d'Ibb, de Mareb, de Sanaa, de Chaboua et de Taëz (voir l'annexe 8).

### **2. Forces supplétives de la coalition**

51. Les brigades de la coalition qui se battent actuellement au Yémen compteraient au total 100 000 éléments irréguliers<sup>46</sup>. Elles se composent d'escouades ancrées dans les communautés, dont les membres sont souvent issus d'un même village, voire d'une seule et même famille.

52. D'après les responsables militaires des Émirats arabes unis, c'est le Gouvernement national qui contrôle ces forces supplétives et elles ne prêtent appui qu'à l'armée nationale<sup>47</sup>. Dans les faits, les Émirats arabes unis ont étroitement soutenu les Forces de la Ceinture de sécurité, les Brigades des Amaliqa, les Forces d'élite du Hadramout et de Chaboua et les gardiens de la république.

#### **a) Forces de la Ceinture de sécurité**

53. Bien que le Gouvernement yéménite ait affirmé que les Forces de la Ceinture de sécurité relevaient du Ministère de l'intérieur<sup>48</sup>, le Groupe d'experts est resté convaincu que ces Forces basées dans les provinces d'Abiyan, d'Aden, de Dalea et de Lahj<sup>49</sup> (voir par. 23) étaient en dehors de la structure de commandement et de contrôle du Gouvernement (voir S/2018/594)<sup>50</sup>. Le Groupe d'experts a noté que de nombreux hauts responsables du Gouvernement yéménite avaient déclaré n'avoir aucun contrôle sur les Forces de la Ceinture de sécurité et que c'était toujours les Émirats arabes unis qui dispensaient un entraînement à leurs unités et qui leur

<sup>46</sup> Chiffre communiqué lors d'un entretien avec des sources officielles à Aden, le 9 octobre 2018. Il s'agit sans doute d'un chiffre exagéré. Sur le front principal à Tihama, on compte entre 16 et 19 brigades, et donc environ 7 500 éléments sur le front de Hodeïda. Si l'on y ajoute les forces présentes dans les provinces d'Aden, de Beïda, du Hadramout, de Hajja, de Jaoub, de Mareb, de Chaboua et de Taëz, on arrive plutôt à un total avoisinant les 50 000 éléments.

<sup>47</sup> Entretiens avec le personnel militaire des Émirats arabes unis à Bouréïqa, le 10 octobre 2018.

<sup>48</sup> Voir <http://adengad.net/news/337814/>.

<sup>49</sup> Voir le paragraphe 23.

<sup>50</sup> Confirmé par le Groupe d'experts lors des entretiens qu'il a eus à Aden avec diverses sources et des responsables du ministère de l'intérieur.

versaient leurs soldes. C'était ces éléments qui étaient à la tête des activités de lutte contre le terrorisme dans les provinces d'Abiyan<sup>51</sup>, d'Aden et de Lahj<sup>52</sup>.

54. Ce sont les Forces de la Ceinture de sécurité, bien plus que la police, qui assurent *de facto* la sécurité dans les provinces d'Abiyan, d'Aden, de Dalea et de Lahj. Alors qu'il était Directeur de la sécurité générale à Aden et commandait les forces de la police relevant du Ministère de l'intérieur, le général de division Chaye était le principal interlocuteur entre le commandement militaire des Émirats arabes unis et les forces de sécurité à Aden. Il était aussi resté un allié fidèle de M. Zoubēidi et du conseil de transition du Sud. Le Groupe d'experts a noté que des unités des Forces de la Ceinture de sécurité étaient déployées en grands nombres dans la province d'Aden, où elles jouaient un rôle dans la lutte contre les crimes de droit commun et la criminalité organisée<sup>53</sup>. Par ailleurs, le rôle qu'elles assumaient dans les opérations antiterroristes<sup>54</sup> leur servait de couverture pour mettre à exécution leur programme pro-Sud en persécutant leurs rivaux du parti Islah<sup>55</sup>, qui sont étiquetés comme des terroristes liés à Al-Qaida dans la péninsule arabique<sup>56</sup>.

55. Le Groupe d'experts a noté que si les Forces de la Ceinture de sécurité avaient consolidé leur position dans les zones susmentionnées, certains éléments du Sud s'opposaient toutefois de manière substantielle à l'expansion de leur rôle et de leur influence, par exemple dans la province de Dalea<sup>57</sup>, où les chefs de sécurité locaux s'étaient sentis menacés par leur projet d'installer des postes de contrôle<sup>58</sup>.

#### b) Forces dans la province de Taëz

56. La ville de Taëz est restée le théâtre d'un conflit armé à de multiples niveaux. Taëz est souvent décrite comme une ville assiégée avec une seule route qui permette d'y entrer ou d'en sortir et quelques dangereuses voies de traverse, mais la réalité est plus nuancée. Les principales voies d'accès sont tenues par des milices qui empêchent certains types de circulation ou soutirent d'importantes sommes d'argent à ceux qui veulent passer. Dans ce contexte d'activité criminelle généralisée, on assiste à des affrontements entre les forces houthistes et leurs rivaux, entre unités militaires gouvernementales rivales, et entre des partisans du parti Islah et les Brigades d'Abou el-Abbas ; toutes ces forces cherchant à assoir leur contrôle sur certains quartiers de Taëz ou de sa périphérie pour en tirer des rentes<sup>59</sup>. La dynamique de cette économie de guerre empêche une bonne gouvernance et entrave le bon acheminement d'une aide humanitaire pourtant essentielle.

<sup>51</sup> Voir <http://adengad.net/news/338333/>.

<sup>52</sup> Voir <http://adengad.net/news/337817/>.

<sup>53</sup> Voir <http://adengad.net/news/338032/>.

<sup>54</sup> Voir <https://arabic.euronews.com/2018/03/12/military-operation-mighty-torrent-crushes-alqaeda-forces-in-abyan-governorate-in-yemen> et <https://www.alittihad.ae/article/63849/2018/عملية-إطلاق-أبين-في-القاعدة-فلول-لتعقب-المعارك-أم>.

<sup>55</sup> Voir <http://adengad.net/news/338014/>.

<sup>56</sup> Le Groupe d'experts a interrogé plusieurs membres du parti Islah qui sont détenus à Aden, ils ont donné des informations concernant leur placement en détention et leurs conditions de vie dans les centres de détention et ils ont confirmé que des membres du parti ou certains de ses affiliés avaient été assassinés, voir l'annexe 6.

<sup>57</sup> [https://arabic.sputniknews.com/arab\\_world/201804071031414457-اليمن-في-عنفة-اشتباكات-](https://arabic.sputniknews.com/arab_world/201804071031414457-اليمن-في-عنفة-اشتباكات-)

<sup>58</sup> [https://arabic.sputniknews.com/arab\\_world/201804101031486476-الضالع-مسلح-هجوم-اليمن-](https://arabic.sputniknews.com/arab_world/201804101031486476-الضالع-مسلح-هجوم-اليمن-)

<sup>59</sup> Deep Root Consulting, « Caught in the Middle: A Conflict Mapping of Taiz Governorate », 16 août 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.deeproot.consulting/single-post/2018/08/16/Caught-in-the-Middle-A-Conflict-Mapping-of-Taiz-Governorate](http://www.deeproot.consulting/single-post/2018/08/16/Caught-in-the-Middle-A-Conflict-Mapping-of-Taiz-Governorate).

57. Depuis l'assassinat de Hanna Lahoud, le membre du personnel du CICR, au mois d'avril 2018<sup>60</sup>, la tension n'a cessé de s'aggraver entre le Gouverneur Amin Ahmed Mahmoud<sup>61</sup>, les groupes militants comme les Brigades d'Abou el-Abbas, les éléments du parti Islah et des unités militaires gouvernementales comme les 22<sup>e</sup> et 35<sup>e</sup> brigades<sup>62</sup>. Le Groupe d'experts a observé que les groupes cherchaient toujours à se positionner de manière à remplir le vide sécuritaire existant dans certains quartiers de la ville de Taëz, ce qui donnait lieu à de fréquents glissements d'alliance et constituait un terreau favorable à l'apparition de nouveaux groupes militants de taille plus restreinte, impliqués essentiellement dans des activités criminelles comme des tentatives d'extorsion et les assassinats contre rémunération (voir l'annexe 9).

58. Le parti Islah parvenait peu à peu à s'affirmer comme le groupe dominant dans la ville<sup>63</sup>, mais il existait toujours des tensions entre ce parti et le Gouverneur autour du contrôle des éléments de la police locale, de la police militaire et des autres forces de sécurité<sup>64</sup>.

### c) Forces le long de la côte occidentale

59. Les opérations militaires contre les houthistes par les forces progouvernementales le long de la côte occidentale, dans la province de Hodeïda, sont restées une des priorités du Gouvernement yéménite et de la coalition. Compte tenu de la reprise des conflits en novembre 2018<sup>65</sup>, le Groupe d'experts estime que les forces progouvernementales ne s'arrêteront que lorsqu'elles seront parvenues à écraser entièrement les rebelles houthistes dans la ville et le port de Hodeïda<sup>66</sup>.

60. Les Brigades des Amaliqa et les gardiens de la république sont restés les forces armées dominantes à la tête des opérations militaires contre les houthistes le long du front côtier de la mer Rouge à Tihama. Les Brigades des Amaliqa<sup>67</sup>, dirigées par des

<sup>60</sup> Comité international de la Croix-Rouge, « Yemen: ICRC staff member shot and killed in Taiz », 21 avril 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.icrc.org/en/document/yemen-icrc-staff-member-shot-and-killedtaiz>.

<sup>61</sup> Le Gouverneur a été pris pour cible tandis qu'il séjournait à Aden. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.middleeastmonitor.com/20180815-yemen-taiz-governor-escapes-assassination-attempt/>.

<sup>62</sup> <https://www.middleeasteye.net/news/yemen-tensions-heighten-between-pro-hadi-groups-taiz-abu-abbas-islah-taiz-578236891> ; <https://www.garda.com/crisis24/news-alerts/146016/yemen-fighting-in-taiz-leaves-18-dead-as-of-august-14>.

<sup>63</sup> Sana'a Center for Strategic Studies, « Islah's political and military ascent in Taiz », 12 novembre 2018. Consultable à l'adresse suivante <http://sanaacenter.org/publications/the-yemen-review/6634>.

<sup>64</sup> Le Groupe d'experts a eu des entretiens avec des responsables ou d'anciens responsables de Taëz au Yémen et à l'étranger, ainsi qu'avec des résidents de la ville ou de la province.

<sup>65</sup> Murad Abdu, « Spotlight: Fresh fighting resumes in Yemen's Hodeidah, shattering UN-led peace efforts », Xinhua, 25 novembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.xinhuanet.com/english/2018-11/25/c\\_137629034.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2018-11/25/c_137629034.htm) ; et The New Arab, « Fighting resumes in flash point Yemen city despite peace push », 20 novembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.alaraby.co.uk/english/news/2018/11/20/fighting-resumes-in-troubled-yemen-citydespite-peace-push>.

<sup>66</sup> <https://www.japantimes.co.jp/news/2018/11/20/world/fierce-fighting-resumes-yemens-hodeidah-houthis-say-theyre-open-truce/#.XBTgUSOZOgQ>. *Japan Times*, « Fierce fighting resumes in Yemen's Hodeida after Houthis say they're open to truce », Reuters, 20 novembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.japantimes.co.jp/news/2018/11/20/world/fierce-fighting-resumes-yemens-hodeidah-houthis-saytheyre-open-truce/>.

<sup>67</sup> Les chefs des Brigades des Amaliqa sont principalement originaires du district de Soubeih dans la province de Lahj, tandis que leurs soldats viennent des provinces du Sud. Les organes de presse favorables au conseil de transition du Sud et au Mouvement sudiste ont lancé une campagne illustrant le rôle des combattants du Sud dans la libération de Hodeïda, avec des images de soldats brandissant le drapeau de la République démocratique populaire du Yémen ; voir (<https://www.youtube.com/watch?reload=9&v=h-0ixoqm5jA>) ; voir également Aziz El Yaakoubi, « Yemen separatist leader says Hodeidah offensive will not stop », Reuters, 20 septembre 2018.

commandants salafistes du sud, ont continué de mener une campagne médiatique bien coordonnée pour se présenter comme le fer de lance des opérations militaires, tandis que les organes de presse attachés aux gardiens de la république ont essayé de veiller à ce qu'elle reçoive autant de crédit pour ces victoires, en affichant des vidéos du commandant Tareq Mohammed Saleh qui inspectait les lignes de front<sup>68</sup>. Même si elles cherchaient toutes deux à écraser les forces houthistes, les deux forces étaient loin d'être alliées partageant des objectifs communs à long terme. Il existait des tensions entre elles et elles s'efforçaient chacune de leur côté de s'attacher le soutien des membres de la coalition et de s'assurer de leur contrôle sur Hodeïda une fois les houthis écrasés. Si les Brigades des Amaliqa ont déclaré qu'elles soutenaient le Président Hadi, le commandant des gardiens de la république attendait toujours que le Président lui confie publiquement des fonctions officielles.

61. Le Groupe d'experts a noté qu'il était difficile de rendre compte de la structure de ces forces. Les Brigades des Amaliqa ont tendance à réduire ou étendre le nombre des unités qu'elles déploient au fil des changements de leur structure de commandement, y compris en raison des pertes qu'elles ont essuyées parmi leurs commandants sur leur terrain ainsi qu'en fonction des mesures incitatives qu'elles offrent à leurs soldats. Dans l'ensemble, il semblerait que cette plasticité organisationnelle soit à l'avantage de ces forces à l'échelle de la brigade et en-deçà, mais qu'elle pose un problème au niveau de la hiérarchie.

#### d) Force d'élite du Hadramout et de Chaboua

62. Les Forces d'élite du Hadramout et de Chaboua sont basées dans les provinces éponymes et appuyées par des éléments tribaux venus de ces provinces. Elles reçoivent toutes deux une aide importante des forces des Émirats arabes unis stationnées à Moukalla.

63. Le Groupe d'experts a continué d'observer la présence des Forces d'élite de Chaboua dans la région de Belhaf. Il estime que par le passé, les chefs militaires des provinces de Mareb et de Chaboua ont bénéficié de contrats lucratifs pour assurer des services de protection dans les secteurs pétrolier et gazier<sup>69</sup>.

## B. Groupes armés

### 1. Forces houthistes

64. Les dirigeants houthistes occupent toujours les plus hautes positions des pouvoirs politique et militaire dans cette structure dominée par une famille. Il s'agit d'un cercle fermé fondé sur la loyauté, dont les principaux membres appartiennent à la famille Houthi, soit directement, soit par le mariage. Les principaux cadres viennent pour la plupart, à quelques exceptions près, de familles hachémites (*sayyed*). Par le passé, les dirigeants houthistes ont essayé de faire preuve d'ouverture politique et ont recherché des soutiens venus de divers horizons politiques, religieux et sociaux, mais

---

Consultable à l'adresse suivante ; <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security-interview/yemen-separatist-leader-says-hodeidah-offensivewill-not-stop-idUSKCN1M01XW>.

<sup>68</sup> Tariq Mohammed Saleh est le neveu d'Ali Abdullah Saleh (Yei.005), lequel a été tué le 4 décembre 2017, et il a servi comme commandant militaire à Sanaa. Dans un précédent rapport, le Groupe d'experts a indiqué que selon des informations non vérifiées, Tariq Mohammed Saleh aurait été tué durant les affrontements de décembre 2017 (voir S/2018/594, par. 29) ; il a par la suite été confirmé qu'il était bien en vie, comme le Groupe d'experts en a rendu compte dans son rapport à mi-parcours ; voir également <https://www.youtube.com/watch?v=yt7we4voK28>.

<sup>69</sup> Les commandants militaires auront connaissance des rentes conséquentes levées par les commandants militaires chargés de la protection des champs pétrolifères dans les provinces de l'Hadramout et de Chaboua pendant la période 2000-2014.



on observe depuis peu des signes d'un amoindrissement de la diversité au sein de la direction.

65. Le Groupe d'experts estime qu'il y a eu un mort à la suite de la publication par les autorités saoudiennes, en novembre 2017, de la liste des personnes les plus recherchées parmi les responsables houthistes. Après la mort de M. Samad, Président du conseil politique suprême, en avril 2018, la coalition a renoncé à faire tomber les principales figures à la tête des houthistes<sup>70</sup>. Le Groupe d'experts a noté que les responsables houthistes avaient cessé d'apparaître en public et que les houthistes avaient arrêté de tirer des missiles contre Riyad au mois de juin 2018.

66. La structure militaire houthiste comprend quatre branches : a) un groupe qui se bat à Taëz ; b) un groupe qui tient Hodeïda ; c) un groupe combattant le long de la frontière avec l'Arabie saoudite ; et d) une force commune qui est chargée des missiles et des drones. Le Groupe d'experts n'avait pas reçu d'élément prouvant la présence d'unités militaires formelles, à l'exception peut-être de formations combattant à Hodeïda, et il estimait totalement infondée l'affirmation des houthistes selon laquelle ils auraient la capacité de fonctionner comme un gouvernement opérationnel.

67. Ce sont surtout les *mouchrifin* (superviseurs) qui se chargent des recrutements à l'échelon local chez les houthistes. Ils persuadent de jeunes hommes, dont certains ont à peine 16 ans, même s'ils sont pour la plupart âgés de 18 à 22 ans, de rejoindre les forces houthistes. Le Groupe d'experts a observé que la plupart des recrues issues des zones rurales n'avaient pas même achevé le cycle d'enseignement primaire et que dans leur grande majorité, ce n'était pas des alphabètes fonctionnels (voir l'annexe 10).

## 2. Al-Qaida dans la péninsule arabique

68. Al-Qaida dans la péninsule arabique<sup>71</sup> est toujours active dans plusieurs provinces du sud du Yémen et dans la province de Taëz, même si le Groupe d'experts a estimé que l'organisation avait vu ses capacités réduites en 2018 par rapport aux années précédentes. Le nombre de frappes dirigées par les États-Unis contre des éléments d'Al-Qaida dans la péninsule arabique avait « considérablement diminué de 2017 à 2018 »<sup>72</sup>. Al-Qaida dans la péninsule arabique restait la cible des forces menées par les États-Unis dans les provinces de Beïda et de Chaboua<sup>73</sup>.

<sup>70</sup> The New Arab, « Wanted: Saudi Arabia slaps bounties on Houthi leaders with millions on their heads », 6 novembre 2017. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.alaraby.co.uk/english/news/2017/11/6/wanted-saudi-arabia-slapsbounties-on-houthi-leaders>.

<sup>71</sup> Counter-Extremism Project, « Al-Qaeda in the Arabian Peninsula ». Consultable à l'adresse suivante : <https://www.counterextremism.com/threat/al-qaeda-arabian-peninsula-aqap> ; et Critical Threats, « Al Qaeda in the Arabian Peninsula ». Consultable à l'adresse suivante : <https://www.criticalthreats.org/organizations/al-qaeda-in-the-arabianpeninsula>.

<sup>72</sup> The Bureau of Investigative Journalism, « Yemen: reported US covert actions 2018 ». Consultable à l'adresse suivante : <https://www.thebureauinvestigates.com/drone-war/data/yemen-reported-us-covert-actions-2018> ; Peter Bergen *et al.*, « America's Counterterrorism Wars. Drone Strikes: Yemen », New America. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.newamerica.org/in-depth/americas-counterterrorismwars/us-targeted-killing-program-yemen/> ; et Bill Rogio et Alexandra Gutowski, « Yemen strikes wane, but AQAP still poses 'significant threat' », Threat Matrix, 7 novembre 2018. Consultable à l'adresse suivante <https://www.longwarjournal.org/archives/2018/11/yemen/strikes.php>.

<sup>73</sup> Plusieurs éléments d'Al-Qaida dans la péninsule arabique se sont évadés d'une prison contrôlée par les houthistes dans la province de Beïda. Le Groupe continue d'enquêter pour établir les faits et identifier chaque militant concerné (voir <https://7adramout.net/alyamanalarab/1821877/هجوم-بأبوين-الوضيع-في-الأمني-الحزام-نقطة-على-القاعدة.html> ; sur les dirigeants, voir <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2018/10/286750.htm> ; Thomas Joscelyn, « US offers reward for

69. Les opérations antiterroristes se sont poursuivies dans la provinces du sud du pays. Dans la province d'Abiyan, les Forces de la Ceinture de sécurité ont lancé le 12 décembre 2018 une opération baptisée Terrible revanche dans le district de Moudiya<sup>74</sup>, tandis que les Forces d'élite de Chaboua et du Hadramout opéraient dans la région de Saïd (Chaboua) et dans l'ouest du Hadramout respectivement<sup>75</sup>.

70. Le Groupe d'experts a observé des tendances qui laissent entrevoir la versatilité d'Al-Qaïda dans la péninsule arabe<sup>76</sup>. Bien que sa production médiatique se soit ralentie, le nombre de bulletins d'*Al Medad* et de publications d'*Al-Malahim* ayant diminué comme une peau de chagrin par rapport à 2017<sup>77</sup>, Al-Qaïda dans la péninsule arabe s'est efforcée de diriger le mouvement jihadiste mondial depuis ses plateformes en ligne<sup>78</sup>, en affichant des publications sur le conflit au Yémen et le jihad mondial.

71. À la mi-2015, Ansar el-Charia est devenu un allié involontaire du Gouvernement yéménite<sup>79</sup> et de la coalition dans leur lutte contre les houthistes dans certaines régions, comme celles de Taëz, quoique sa capacité militaire ait été considérablement

---

information on 2 senior AQAP leaders », *FDD's Long War Journal*, 18 octobre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.longwarjournal.org/archives/2018/10/us-offers-reward-for-information-on-2-senior-aqapleaders.php> ; et Courtney Kube, Robert Windrem and William M. Arkin, « U.S. airstrikes in Yemen have increased sixfold under Trump », *CBS News*, 1<sup>er</sup> février 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.nbcnews.com/news/mideast/u-s-airstrikes-yemen-have-increased-sixfold-under-trump-n843886](http://www.nbcnews.com/news/mideast/u-s-airstrikes-yemen-have-increased-sixfold-under-trump-n843886).

<sup>74</sup> Maher Farrukh (@MaherFarrukh), « CT efforts are still underway in #Yemen. #UAE-backed Yemeni forces began the wonderfully named 'Operation Crushing Revenge' to clear pockets of #AQAP from Abyan governorate in southern Yemen on 09 DEC. Efforts are currently concentrated in northern valleys and mountains of Mudia », 12 décembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://twitter.com/MaherFarrukh/status/1072913281445175297> ; voir également [www.adengd.net/news/353716/](http://www.adengd.net/news/353716/).

<sup>75</sup> Emily Estelle, Miranda Morton et Tomás Padgett Perez, « Gulf of Aden Security Review », *Critical Threats*, 11 avril 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.criticalthreats.org/briefs/gulf-of-aden-security-review/gulf-of-aden-securityreview-april-11-2018](http://www.criticalthreats.org/briefs/gulf-of-aden-security-review/gulf-of-aden-securityreview-april-11-2018) ; et Miranda Morton *et al.*, « Gulf of Aden Security Review », *Critical Threats*, 30 avril 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.criticalthreats.org/briefs/gulf-of-aden-security-review/gulf-of-aden-security-review-april-30-2018> ; <https://www.criticalthreats.org/briefs/gulf-of-aden-security-review/gulf-of-aden-security-review-april-11-2018.h>.

<sup>76</sup> Elisabeth Kendall, « Contemporary Jihadi Militancy in Yemen. How is the threat evolving? », Middle East Institute, juillet 2018. Policy Paper 2018-7. Consultable à l'adresse suivante : [https://www.mei.edu/sites/default/files/publications/MEI%20Policy%20Paper\\_Kendall\\_7.pdf](https://www.mei.edu/sites/default/files/publications/MEI%20Policy%20Paper_Kendall_7.pdf).

<sup>77</sup> Des vidéos légendées répertoriées dans l'ordre chronologique peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://jihadology.net/category/al-malahim-media/>.

<sup>78</sup> Bien que l'on ne sache pas encore dans quelle mesure les militants sont touchés par la décision qu'ont pris récemment les médias sociaux d'empêcher les groupes militants d'utiliser leur plateforme. Voir Alon Ben-Meir (@alonbenmeir) « The messaging app #Telegram, the platform of choice or necessity for #jihadists, has announced that it suspended over 3,000 « terrorist » accounts on 6 December alone », 9 décembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://twitter.com/AlonBenMeir/status/1071885136424300549> ; et Scott Terban, « An assessment of violent extremist use of social media technologies », *Real Clear Defense*, 5 février 2018. Consultable à l'adresse suivante : [https://www.realcleardefense.com/articles/2018/02/05/an\\_assessment\\_of\\_violent\\_extremist\\_use\\_of\\_social\\_media\\_technologies\\_113015.html](https://www.realcleardefense.com/articles/2018/02/05/an_assessment_of_violent_extremist_use_of_social_media_technologies_113015.html).

<sup>79</sup> Lorsqu'il a pris le pouvoir en 2012, le Président Hadi a lancé des campagnes militaires contre Ansar el-Charia dans la province d'Abiyan, avec l'appui financier de l'Arabie saoudite et l'appui militaire des États-Unis. Voir Katherine Zimmerman, « Al Qaeda in Yemen: Countering the threat from the Arabian Peninsula », *Critical Threats*, 19 octobre 2012. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.criticalthreats.org/analysis/al-qaeda-in-yemen-countering-the-threat-from-the-arabian-peninsula> ; et *Yemen Times* « Yemen's counter-terrorism unit to fight Ansar Al-Sharia », 16 avril 2012. Consultable à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen's-counter-terrorism-unit-fight-ansar-alsharia>.

amoindrie et que des incertitudes entourent la direction du groupe<sup>80</sup>. Ansar el-Charia s'est scindé en plusieurs branches qui ne sont que vaguement reliées à la direction centrale d'Al-Qaida dans la péninsule arabique et qui se sont rangées derrière Qassem el-Reïmi et Khaled Batarfi<sup>81</sup>. Chaque petit groupe, souvent qualifié de « brigade », est actuellement placé sous le commandement d'un jeune chef local. Ces brigades se consacrent essentiellement à des activités criminelles, par exemple à des extorsions ou à des assassinats, souvent perpétrés contre rémunération.

72. Dans certaines zones comme la province d'Abiyan, où les Forces de la Ceinture de sécurité ont dirigé les opérations antiterroristes avec l'appui des Émirats arabes unis, les militants étaient identifiés comme des « agents et chefs d'Al-Qaida », et rarement directement comme des membres d'Ansar el-Charia<sup>82</sup>, peut-être davantage en raison du message que souhaitaient faire passer les responsables de la sécurité du sud du pays qu'à cause de l'affiliation directe de ceux qui étaient détenus ou qui avaient tués avec Al-Qaida. Al-Qaida dans la péninsule arabique semblait être un réseau disparate d'individus pour qui les télécommunications mobiles constituaient désormais un réel danger.

### 3. État islamique d'Iraq et du Levant

73. L'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) compte beaucoup moins d'affiliés au Yémen qu'Al-Qaida dans la péninsule arabique et il ne semble pas disposer de moyens comparables pour mener des attaques de grande envergure en dehors de ses bases des districts de Qeïfa et Houmeïda dans la province de Beïda. La dernière grande attaque revendiquée par l'EIIL au Yémen remonte au mois de février 2018, à Aden<sup>83</sup>.

74. Le Groupe d'experts a constaté pendant la période considérée que l'EIIL n'était pas parvenu à attirer des combattants en grand nombre, contrairement à Al-Qaida dans la péninsule arabique. Cela peut s'expliquer par plusieurs raisons, et notamment la frappe opérée en octobre 2017 par les États-Unis contre deux de ses camps d'entraînement à Beïda, le fait que l'EIIL n'a pas accès à des ressources financières comparables à celles dont dispose Al-Qaida dans la péninsule arabique, et les affrontements avec Al-Qaida dans la péninsule arabique, qui entretient depuis longtemps des relations bien plus étroites avec certaines tribus de la région<sup>84</sup>.

75. Le conflit entre EIIL et Al-Qaida dans la péninsule arabique autour des nouvelles recrues a gagné en intensité<sup>85</sup>. Leur rivalité dans ce domaine a désormais

<sup>80</sup> D'après les entretiens que le Groupe d'experts a eus avec des responsables ou d'anciens responsables de Taëz et des résidents de cette ville.

<sup>81</sup> Joscelyn, « US offers reward for information on 2 senior AQAB leaders ». Consultable à l'adresse suivante : <https://www.longwarjournal.org/archives/2018/10/us-offers-reward-for-information-on-2-senior-aqapleaders.php>.

<sup>82</sup> Avertissement ; le lien suivant mène à une page comportant une image explicite ; <https://almasdaronline.com/cache/blitz/www.almasdaronline.com/articles/158545/index.html> ; <https://www.almashhad-alyemeni.com/123020>.

<sup>83</sup> Voir <https://almasdaronline.com/cache/blitz/www.almasdaronline.com/articles/158545/index.html> ; <https://www.almashhad-alyemeni.com/123020>.

<sup>84</sup> Les activités de lutte contre le terrorisme et contre Al-Qaida dans la péninsule arabique sont actuellement concentrées à Bedia, dans la province de Beïda. Il s'agit d'opérations contre une petite tribu et famille élargie. La famille Dhahab s'est fait connaître à l'époque où Al-Qaida dans la péninsule arabique a pris pied dans le delta d'Abiyan. La famille Dhahab et ses partisans ont contrôlé brièvement la ville de Radaa mais ils ont rapidement été rejetés par ses habitants, apparemment à la suite d'un désaccord intertribal. Depuis 2012, cette famille est pourchassée et la dernière attaque en date qui l'ait visée remonte à la mi-novembre 2018.

<sup>85</sup> Jason Burke, « Al-Qaida moves in to recruit from Islamic State and its affiliates », *Guardian*, 19 janvier 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com/world/2018/jan/19/al-qaida-recruit-from-islamic-state-affiliates>.

pris une dimension mondiale et les deux organisations continuent de publier des vidéos et des bulletins dans lesquels chacune cherche à nuire à l'autre en la diabolisant, notamment en s'accusant l'une l'autre d'avoir commis des crimes contre des musulmans et d'avoir placé des espions<sup>86</sup>. Rien n'indique que l'EIIL essaie de se réinventer ou de se scinder en de plus petites franchises comme Al-Qaida dans la péninsule arabique.

#### **IV. Armes et application des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes**

76. Conformément aux paragraphes 14 à 17 de la résolution 2216 (2015), le Groupe d'experts a poursuivi ses différentes activités de suivi et d'investigation pour repérer d'éventuelles violations des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes en rapport à la fourniture, la vente et le transfert directs ou indirects à des personnes ou entités inscrites sur la liste par le Comité et le Conseil de sécurité ou à leur profit.

77. Le Groupe d'experts n'a eu connaissance d'aucune saisie de matériel d'armement le long des principales voies d'approvisionnement qui partent de l'est du Yémen. Il a cherché à établir si le déploiement récent des forces saoudiennes dans la province de Mahra avait perturbé les chaînes d'approvisionnement utilisées pour la fourniture d'armes et de munitions qu'il avait mentionnées dans son précédent rapport (S/2017/81, par. 60 et tableau I). Le 28 août 2018, une importante cargaison d'armes avait été saisie par la United States Navy à bord d'un *skiff* qui se trouvait à proximité de la côte yéménite. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter pour déterminer quels étaient les destinataires de ces armes.

78. Les forces houthistes ont continué d'asseoir leur puissance au-delà du champ de bataille au Yémen en ayant recours à des missiles balistiques à courte portée (à portée élargie) contre des cibles en Arabie saoudite jusqu'au mois de juin 2018 au moins (voir ci-dessous par. 80), ainsi qu'au déploiement de missiles antinavires et à des engins explosifs improvisés flottants contre des navires militaires et civils sur la mer Rouge. Elles ont aussi commencé de déployer un nouveau type de drones au rayon d'action plus large, comme on a pu l'observer à partir du mois d'août 2018, ce qui pourrait leur permettre d'attaquer des cibles aussi éloignées qu'Abou Dhabi et Doubaï. Ces nouvelles armes changent la donne en ce qu'elles servent non seulement des objectifs militaires mais aussi des fins politiques car elles pourraient être utilisées comme un moyen de pression lors des négociations de paix.

79. Bien que la supériorité aérienne et navale de la coalition soit indéniable et que toutes les frontières terrestres soient placées, au moins en théorie, sous le contrôle de forces affiliées au Gouvernement yéménite, le Groupe d'experts a constaté que les forces houthistes avaient les moyens d'innover et de déployer des systèmes d'armement plus sophistiqués. Toutefois, compte tenu des informations dont dispose le Groupe d'experts, il semblerait que les forces houthistes aient de plus en plus recours à l'importation de composants de valeur, qui sont alors intégrés à des systèmes assemblés localement, par exemple pour des drones au rayon d'action élargi, alors qu'en 2015 et 2016, des systèmes d'armement complets ou partiellement assemblés leur étaient fournis depuis l'étranger. Le Groupe continue d'enquêter pour déterminer si les forces houthistes sont aidées dans cette entreprise par des experts étrangers.

---

<sup>86</sup> Jihadology, « New video message from al-Qaidah in the Arabian Peninsula: "Of Their Crimes" », 5 décembre 2018. Consultable à l'adresse <https://jihadology.net/2018/12/05/new-video-message-from-al-qaidah-in-the-arabianpeninsula-of-their-crimes>.

## A. Missiles de croisière antinavires

80. En ce qui concerne son étude de cas de juillet 2018 sur les attaques perpétrées contre des navires commerciaux dans la mer Rouge, le Groupe d'experts a reçu des éléments d'information et poursuit son enquête. Le Groupe d'experts est d'avis que les forces houthistes sont responsables des attaques contre l'*Abqaiq*, le 3 avril, et contre l'*Ince Inebolu*, le 10 mai. Il a interrogé des membres d'équipage, des représentants de sociétés de transport maritime et des experts navals et il a analysé les débris tirés des deux navires ainsi que les images radar (voir l'annexe 11). Après avoir évalué les données disponibles, le Groupe d'experts est parvenu à la conclusion que les deux navires avaient été frappés par des missiles antinavires tirés depuis la terre. Dans le cas de l'attaque contre l'*Ince Inebolu*, un navire battant pavillon turc qui transportait des céréales à destination du Yémen, il apparaît très probable que le navire ciblé ait en fait été le *Manifa*, un superpétrolier battant pavillon saoudien qui, au moment des faits, passait à proximité de l'*Ince Inebolu*. Dans les deux cas, ces attaques auraient pu entraîner d'énormes pertes humaines.

81. Le 7 novembre 2017, les houthistes ont affiché des photos de cinq missiles antinavires, baptisés *Al-Mandab-1*, qui présentaient des caractéristiques extérieures comparables à celles des missiles antinavires C-801 et C-802 fabriqués par la Chine<sup>87</sup>. Le Groupe d'experts a inspecté les débris des deux navires qui avaient été coulés et a fait les constatations suivantes : 1) certains articles présentaient des caractéristiques comparables à celles d'un C-802 ; 2) on pouvait déchiffrer des marquages portant le numéro de série C-802<sup>88</sup> ; et 3) certains articles provenaient de moteurs Microturbo de la série TRI-60, de fabrication française (voir la figure III). Le Groupe d'experts a écrit aux Gouvernements chinois, français et yéménite dans l'espoir d'identifier le type exact de missiles qui avaient été utilisés. Le Gouvernement yéménite a confirmé au Groupe d'experts qu'il y avait eu dans l'arsenal militaire du pays des missiles antinavires C-802, avant l'imposition de mesures ciblées au titre de l'embargo sur les armes, ce qui porte à croire que ces missiles seraient passés sous le contrôle des houthistes en 2015. Toutefois, le Gouvernement yéménite n'a pas précisé dans sa lettre de confirmation quelle était la version des missiles de la série C-802 qui avait été importée. Le Groupe d'experts a reçu des éléments d'information indiquant que le moteur Microturbo identifié dans l'attaque contre l'*Abqaiq* avait été livré à la SODIS SA à Barcelone (Espagne) et portait le numéro de pièce 200-01-20 et le numéro de série 122. Le Groupe d'experts a adressé une lettre à l'Espagne pour demander des informations sur la dernière entité à avoir eu la garde du moteur. Il n'a pas encore reçu de réponse de l'Espagne et attend un complément d'informations de la France. La Chine lui a indiqué par écrit n'avoir exporté aucun missile C-802 au Yémen.

82. Au moment de l'attaque, les navires se trouvaient à une distance de 88 kilomètres et de 123,8 kilomètres de la côte respectivement. La famille de missiles C-802 compte de nombreuses versions, y compris une version à lanceur terrestre d'une portée de 190 kilomètres. L'utilisation de ces missiles prouve que les forces houthistes sont en mesure de faire peser une menace réelle sur la navigation commerciale dans la mer Rouge. Le Groupe d'experts est d'avis que les forces houthistes ont eu recours à la fois à l'observation visuelle (depuis la terre et à bord de *skiffs*) et à un radar mobile installé au sol pour acquérir leurs cibles.

<sup>87</sup> Voir <https://www.youtube.com/watch?v=k4xiknMgDTY&feature=youtu.be>.

<sup>88</sup> Le Groupe d'experts n'a eu accès à cet article qu'au mois de décembre 2018.

Figure III  
**Débris des missiles antinavires**

Actionneur avec bord d'attaque et de fuite fuselé, caractéristique d'un C-802.



Points d'attache des ailes repliables.



Débris de l'*Ince Inebolu* sur lequel on peut lire le marquage d'un C-802



Compresseur du Microturbo TRI-60



Source : Groupe d'experts.

## B. Drones

83. Les forces houthistes ont continué de déployer des drones de petite et de moyenne taille, tant pour des opérations de reconnaissance que comme munitions rodeuses (les soi-disant « drones suicides » ou « drones kamikazes »). Il a également été signalé qu'il existait un drone houthiste capable de déployer des munitions de la taille de grenades, que l'on pourrait même observer sur un enregistrement vidéo, mais à ce jour, le Groupe d'experts n'a pas été en mesure de vérifier la véracité de ces allégations de manière indépendante. Le Qasef-1 est le drone que l'on retrouve le plus souvent dans l'arsenal houthiste. Il présente des caractéristiques similaires à l'Ababil-2/T, munition rodeuse de fabrication iranienne, et est utilisé au Yémen depuis 2016 au moins (S/2018/594, par. 98 à 101 et annexe 38). On trouve aussi dans l'arsenal houthiste le Rased, un drone de reconnaissance de plus petite taille, conçu sur le modèle du Skywalker 8-X de fabrication chinoise (ibid., annexe 39), et le Hudhud-1, un drone de reconnaissance qui a peut-être été mis au point au Yémen. De nombreux drones ont continué d'être utilisés au Yémen, ce qui veut dire que les forces houthistes ont toujours accès à l'étranger à des composants essentiels comme des moteurs et des systèmes de guidage nécessaires à leur assemblage et à leur déploiement. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur la chaîne de possession des composants récupérés sur les drones houthistes qui se sont écrasés ou ont été saisis pour mieux comprendre les réseaux d'approvisionnement (voir l'annexe 12).

Figure IV  
**Drone de reconnaissance Rased conçu sur le modèle du Skywalker 8-X, drone à usage civil**



Source : Groupe d'experts.

Figure V  
**Munition rodeuse Qasef-1, conçue sur le modèle de l'Ababil-2/T**



Source : Groupe d'experts.

Note : Drone ayant un rayon d'action de 100 à 150 km et une ogive de 5 kg d'explosifs associés à des roulements à bille, qui a pris pour cible un complexe des Émirats arabes unis, à Aden.

Figure VI  
**Drone de reconnaissance Hudhud-1, peut-être mis au point au Yémen**



Source : Groupe d'experts.

Note : Le Hudhud-1 a un rayon d'action de 30 km.

84. Jusqu'à la mi-2018, la capacité des forces houthistes d'utiliser des munitions rodeuses contre des cibles situées au-delà du champ de bataille immédiat était limitée, compte tenu du rayon d'action du Qasef-1, de 150 kilomètres au maximum, qui ne leur permettait pas d'envisager d'opérer des frappes à l'extérieur du Yémen et dans les régions frontalières du sud de l'Arabie saoudite. Au mois de septembre 2018, le Groupe d'experts a inspecté un nouveau type de drone, que l'on appellera « UAV-X » dans le présent rapport, qui se caractérisait par des ailettes en forme de V et un moteur beaucoup plus puissant (voir l'annexe 12), et qui pourrait correspondre au drone appelé « Samad-2/3 » par les organes de presse affiliés aux houthistes. Depuis, le Groupe d'experts a inspecté cinq drones de ce type, qui ont été utilisés soit à des fins de reconnaissance, soit dans des attaques. Lorsqu'ils servaient à des attaques, ces drones portaient une ogive de 18 kilogrammes d'explosifs associés à des roulements à bille, de sorte que leur létalité était supérieure à celle du Qasef-1.

85. L'UAV-X se démarque des autres drones par son endurance et son rayon d'action bien plus importants. Équipé d'un moteur DLE 170, de fabrication chinoise, ou 3W110i B2, de fabrication allemande, et atteignant une vitesse de pointe de 200 à 250 km/h, ce drone a un rayon d'action de 1 200 à 1 500 kilomètres, en fonction des vents. Cela viendrait ajouter du crédit aux affirmations des houthistes qui prétendent avoir les moyens de toucher des cibles comme Riyad, Abou Dhabi et Doubaï. Le Groupe d'experts a reçu des informations indiquant qu'un UAV-X s'était écrasé à moins de 30 kilomètres de Riyad après une panne de carburant, bien que l'Arabie saoudite ait nié qu'une telle attaque ait eu lieu.

86. De l'avis du Groupe d'experts, le déploiement de munitions rodeuses contre des cibles civiles, comme lors des attaques confirmées des 11 avril et 26 mai contre l'aéroport civil d'Abha en Arabie saoudite par des Qasef-1 et lors de l'attaque non confirmée aux munitions rodeuses contre les aéroports civils d'Abou Dhabi et de Doubaï au second semestre de 2018, peut être constitutif d'une violation du droit humanitaire international<sup>89</sup>.

<sup>89</sup> Voir article commun 3 et article 4 du Protocole II aux Conventions de Genève du 12 août 1949 ; et base de données du CICR sur le droit international coutumier, règles 1, 14 et 15.



Figure VII  
UAV-X inspecté par le Groupe d'experts en Arabie saoudite



Source : Groupe d'experts.

87. Malgré les demandes répétées qu'il a adressées à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis en ce sens, le Groupe d'experts n'a pas obtenu l'autorisation d'inspecter les systèmes de guidage des UAV-X, ce qui pourrait l'aider à établir le réseau d'approvisionnement, ainsi qu'à repérer d'éventuelles violations des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes. Toutefois, le Groupe d'experts enquête sur la chaîne de possession de deux moteurs 3W110i B2 qu'il a inspectés à Abou Dhabi et qui portent les numéros de série 561517 B et 1561528 B et ont été fabriqués à Hanau (Allemagne), par 3W-Modellmotoren Weinhold GmbH. D'après les documents obtenus par le Groupe d'experts, ces deux moteurs faisaient partie d'une cargaison de 21 moteurs du même type exportés au mois de juin 2015 par la Eurowings Aviation and Consultancy à Athènes. Le Groupe d'experts ne considère pas qu'il s'agit d'une violation des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes.

## C. Missiles et artillerie

### 1. Missiles balistiques

88. Les forces houthistes ont poursuivi leur campagne de tirs de missiles balistiques contre des cibles situées en Arabie saoudite pendant le premier semestre de 2018. Au moins 11 tirs de missiles balistiques de courte portée (portée élargie) ont été confirmés entre le 5 janvier et le 24 juin (voir tableau 1), alors qu'il n'y avait eu que quatre tirs confirmés en 2017. Toutefois, aucun tir n'a eu lieu pendant le deuxième semestre de 2018. On ne sait pas pourquoi les attaques ne se sont pas poursuivies pendant cette période malgré l'aggravation des tensions dans la région de Hodeïda, soit que les houthistes soient venus à bout de leurs stocks limités de missiles balistiques, soit que la coalition dirigée par le Yémen ait réussi à détruire les installations où étaient assemblés les missiles ou l'infrastructure de tir.

Tableau 1  
Tirs de missiles de courte portée (portée élargie) signalés en 2018<sup>90</sup>

<i>Date</i>	<i>Description</i>	<i>Nombre de missiles</i>	<i>Observations</i>
5 janvier	Tir de missile présumé contre Riyad	1	Impact observé à 100 km au nord de la frontière yéménite
30 janvier	Tir de missile présumé contre Riyad	1	Impact observé à 300 km au sud-ouest de Riyad
25 mars	Tirs de missile contre Riyad	3	Troisième anniversaire de l'éclatement du conflit au Yémen, les houthistes ont annoncé sept tirs de missile ce jour-là
11 avril	Tir de missile contre Riyad	1	Intercepté par le système de défense antiaérienne
9 mai	Tirs de missile contre Riyad	2	Interceptés par le système de défense antiaérienne
5 juin	Tir de missile contre Yanbo	1	Intercepté par le système de défense antiaérienne
24 juin	Tirs de missile contre Riyad	2	Interceptés par le système de défense antiaérienne

Source : Groupe d'experts, d'après les informations données dans les médias.

89. Lors de ses visites en Arabie saoudite aux mois de juin et de septembre 2018, le Groupe d'experts a inspecté les débris d'environ 10 missiles balistiques de courte portée (portée élargie) de type Borkhan-2H, selon le nom qui leur est donné par les organes de presse affiliés aux houthistes. Les résultats des inspections ont montré qu'il n'y avait pas de différences notables entre les missiles tirés en 2017 et ceux qui avaient été dirigés contre l'Arabie saoudite pendant la première moitié de 2018. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur la chaîne de possession de divers composants électroniques, y compris plusieurs convertisseurs de puissance ZUS25 2405 et ZUW25 241, de fabrication japonaise, qui faisaient partie du système de navigation inertielle du missile, dans l'espoir d'identifier d'éventuelles violations des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes (voir l'annexe 13).

## 2. Artillerie

90. Les forces houthistes ont continué de déployer en grands nombres des « missiles » Badr-1 contre des cibles au Yémen et dans les régions frontalières du sud de l'Arabie saoudite. Bien que les organes de presse affiliés aux houthistes continuent de présenter le Badr-1 comme un « missile balistique de courte portée », le Groupe d'experts a inspecté les débris de dizaines de Badr-1 à Jazan et à Riyad et il a conclu qu'il s'agissait essentiellement, au moins sous leur forme la plus élémentaire, de roquettes non guidées utilisant du combustible solide, fabriquées localement à partir de tubes d'acier très probablement venus du secteur pétrolier. Le Badr-1 est utilisé au

<sup>90</sup> Voir S/2018/266, S/2018/337, S/2018/448 et S/2018/636 ; et la déclaration du porte-parole de la coalition, cité par Al Arabiya, « Saudi air defense forces destroy Houthi ballistic missile targeting Yanbu », 5 juin 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://english.alarabiya.net/en/News/gulf/2018/06/05/Saudi-air-defence-forces-destroy-Houthi-ballistic-missile-targeting-Yanbu.html>.

Yémen depuis mars 2018 au moins, avec divers types de rampes de lancement. Toutefois, au mois d'octobre, les houthistes ont présenté dans les médias une version modifiée, qu'ils ont appelée le Badr-1P, équipée d'ailettes de guidage montées à l'arrière de l'ogive<sup>91</sup>. Ils ont affirmé que le Badr-1P avait une portée de 130 kilomètres et une précision de trois mètres, ce qui représenterait une amélioration sensible par rapport à la version normale du Badr-1. Le Groupe d'experts n'a pas encore eu l'occasion d'inspecter les débris d'un missile Badr-1P.

Figure VIII

**Image d'un missile Badr-1 équipé d'ailettes de guidage diffusée par les médias affiliés aux houthistes**



Source : Tasnim News Agency, « Yemeni Army unveils new “Badr-P-1” Ballistic Missile », 28 octobre 2018.

91. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter pour déterminer à quoi était utilisé le matériel industriel de mélange saisi par la coalition à Mareb en février 2017 (voir S/2018/594, par. 92 à 96). Le Groupe d'experts a établi qu'au moins deux réservoirs étaient remplis d'un mélange de kérosène aux propriétés chimiques identiques à celle du TM-185, un carburant liquide qui sert de propergol pour les missiles Scud-B. Un résidu rouge-brun était visible sur une des valves de l'autoclave, ce qui pourrait indiquer la présence d'acide nitrique fumant rouge. Il se pourrait donc que le matériel ait servi à produire de l'oxydant pour le programme de missiles balistiques houthistes (voir l'annexe 14).

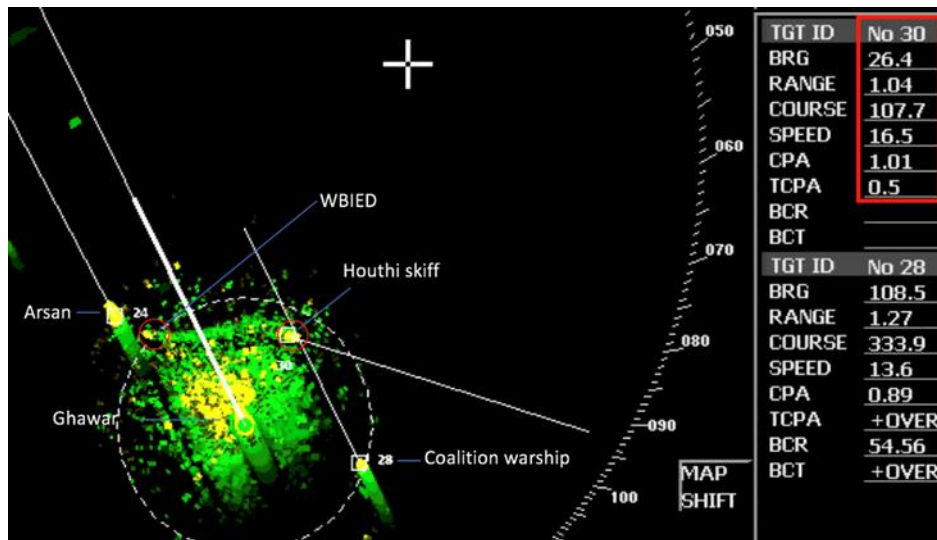
#### D. Engins explosifs improvisés flottants

92. Les forces houthistes ont déployé davantage d'engins explosifs improvisés flottants contre les navires civils et militaires navigant dans la mer Rouge. En comparaison de l'année 2017, pendant laquelle il n'y avait eu que deux attaques recensées (et exclusivement contre des cibles militaires), il y a eu en 2018 au moins cinq cas dans lesquels l'utilisation d'engins explosifs improvisés flottants a été confirmée ou est suspectée, notamment la tentative d'attaque contre le *Niban*, navire battant pavillon saoudien, bien que l'engin ait été coulé par un navire de guerre de la coalition, ainsi que l'attaque, le 24 juillet, de l'*Arsan*, un autre navire battant pavillon saoudien qui a été gravement endommagé. Le Groupe d'experts a interrogé des

<sup>91</sup> Tasnim News Agency, « Yemeni Army unveils new ‘Badr-P-1’ Ballistic Missile », 28 octobre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.tasnimnews.com/en/news/2018/10/28/1863829/yemeni-army-unveils-new-badr-p-1-ballistic-missile-video](http://www.tasnimnews.com/en/news/2018/10/28/1863829/yemeni-army-unveils-new-badr-p-1-ballistic-missile-video).

membres d'équipage, des représentants des sociétés de transport maritime et des experts navals et analysé les débris de l'*Arsan*, ainsi que les images radar (voir l'annexe 15). Compte tenu des images radar qu'il a pu voir, le Groupe d'experts est d'avis que le scénario le plus probable est celui d'une attaque à l'engin explosif improvisé flottant téléguidé, accompagné par des *skiffs* houthistes, même s'il reste encore certains points à élucider (voir la figure IX)<sup>92</sup>. Le mode opératoire de l'attaque contre le *Niban* était le même.

Figure IX  
Image radar du moment de l'attaque



Source : Confidentiel.

93. Le 30 septembre, le port de Jazan, en Arabie saoudite, a été le théâtre d'une attaque menée au moyen de deux engins explosifs improvisés flottants et un navire de guerre saoudien a été gravement endommagé. Cette attaque est la preuve que les houthistes ont la capacité de mener des attaques à l'engin explosif improvisé flottant en utilisant un système informatique de guidage contrôlé par radio sur des distances assez longues, ce qui représente une menace pour les navires civils et militaires naviguant sur la mer Rouge. Il ne faut pas sous-estimer les répercussions économiques de cette situation. Après l'attaque de l'*Arsan* au mois de juillet, Bahri, la société nationale de transports maritimes a interrompu ses expéditions par le détroit de Bab el-Mandab pendant quelques jours, décision qui aurait pu avoir de lourdes conséquences financières si elle avait été prolongée.

94. Au mois de décembre, le Groupe d'experts avait eu l'occasion d'inspecter en Arabie saoudite un engin explosif improvisé flottant des houthistes, qui avait été saisi en septembre à Faucht (16°11'54.0" N, 42°22'18.0" E), une île inhabitée de la mer Rouge<sup>93</sup>. Cet engin, qui faisait 580 centimètres de long et environ 230 centimètres de large, était beaucoup plus petit que celui qui avait été documenté en 2017 et qui était placé à bord d'un bateau de patrouille de 10 mètres, le Shark-33. Bien qu'il en ait fait à plusieurs reprises la demande à l'Arabie saoudite, le Groupe d'experts n'a pas été en mesure d'inspecter les systèmes de guidage de l'engin. Néanmoins, le Groupe

<sup>92</sup> Ces points concernent la hauteur de l'impact au-dessus de la ligne de flottaison (plus de 1,5 mètre au-dessus de la ligne de flottaison) et la présence d'un objet étranger parmi les débris qui ont été montrés au Groupe d'experts.

<sup>93</sup> Voir <https://sahafahnet.net/news5870629.html>.

d'experts poursuit son enquête sur la chaîne de possession des différents composants de l'engin, y compris son moteur, qui a été fabriqué par Yamaha, entreprise japonaise, et un servomoteur, fabriqué par la SeaStar Solutions, une entreprise sise aux États-Unis (voir l'annexe 15).

Figure X

**Engins explosifs improvisés flottants inspectés par le Groupe d'experts à Riyad et Abou Dhabi, juin 2018**

*Non connu*



*Shark-33*



Source : Groupe d'experts.

## E. Commerce illégal de fusils d'assaut

95. Le Groupe d'experts a enquêté sur une cargaison de fusils d'assaut saisie à bord d'un *skiff* dans le golfe d'Aden. Le 27 août, un hélicoptère déployé par le *Jason Dunham* a observé le transbordement de paquets suspects d'une boutre (*Al Shibouti*) à un *skiff* (*Ibrahim Dhibayn*) à environ 110 kilomètres au nord de la côte somalienne (voir carte à l'annexe 16). Par la suite, le *skiff* a pris la direction du Yémen et il a été intercepté le 28 août à environ 22 kilomètres des côtes yéménites, aux abords de la ville d'Irqa. Des hommes du *Jason Dunham* sont montés à bord du *skiff* et ont saisi 2 522 armes. Un nombre inconnu d'autres fusils d'assaut (peut-être plusieurs centaines) n'a pu être récupéré car le *skiff* n'était pas en état de naviguer. Compte tenu de la position du *skiff* et de sa taille ainsi que du fait qu'il était extrêmement surchargé et prenait l'eau lorsqu'il a été intercepté, il est très probable que cette cargaison d'armes était destinée au Yémen.

Figure XI  
**Saisie de fusils d'assaut inspectée par le Groupe d'experts à bord  
du *Jason Dunham***



Source : Groupe d'experts.

96. Le Groupe d'experts a inspecté les armes qui avaient été saisies en octobre et établi qu'elles présentent des caractéristiques analogues aux fusils d'assaut de type 56-1 fabriqués en Chine. Les fusils étaient réglés pour atteindre des cibles situées à 800 m et étaient équipés de crosses d'épaule dépliables en acier (voir images à l'annexe 16). Les armes n'avaient apparemment jamais servi au moment de la saisie et elles portaient le tampon de fabrique « Factory 26 » et les marquages « 17-CN » et « 18-CN ». Le Groupe d'experts est d'avis que ces marquages renvoient aux années de fabrication, qui seraient donc respectivement les années 2017 et 2018. Le Groupe d'experts a également constaté que tous les numéros de série relevés étaient compris entre 63000005 et 63090647, ce qui laisse à penser que ces armes venaient toutes du même lot.

97. Malgré les demandes qu'il a adressées à plusieurs reprises aux États-Unis, le Groupe d'experts n'a toujours pas reçu les noms des membres de l'équipage qui ont été remis aux garde-côtes yéménites, non plus que les transcriptions de leurs interrogatoires, et les numéros des téléphones mobiles et des téléphones satellite qui ont été saisis sur le *skiff* ne lui ont toujours pas été communiqués, alors que cela pourrait l'aider à retrouver les destinataires des armes au Yémen. Il pourrait s'agir soit des forces houthistes, ce qui constituerait une violation des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes, soit de groupes armés non étatiques, comme Al-Qaïda dans la péninsule arabique ou l'EIIL, ce qui représenterait une menace pour la paix et la sécurité au Yémen.

## V. Contexte économique et aperçu de la situation financière

98. Conformément au mandat à lui assigné, le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur le contexte économique dans lequel les personnes désignées en application des résolutions 2140 (2014) et 2216 (2015) et leurs réseaux ont poursuivi leurs activités en violation des sanctions.

## A. Recettes perçues par les houthistes

### 1. Contrôle des ressources et des recettes étatiques par les houthistes

99. Comme indiqué dans le précédent rapport du Groupe d'experts (S/2018/594, par. 127), un montant de 407 milliards de rials au minimum pourrait être sous le contrôle des houthistes qui collectent systématiquement des rentes auprès des entreprises, des taxes sur les télécommunications ou le tabac et d'autres redevances.

100. Les houthistes ont continué de collecter des taxes douanières dans les ports de Hodeïda et de Salif qui sont sous leur contrôle. Ils ont aussi continué d'imposer une deuxième série de droits de douane à Dhamar, sur la route principale par laquelle passent presque toutes les importations qui arrivent au Yémen par des voies d'accès ou des ports n'étant pas contrôlés par les houthistes.

### 2. Recettes collectées par les houthistes sur les importations de carburant

101. À partir d'estimations relatives au montant des taxes collectées sur les importations de pétrole, le Groupe d'experts a cherché à évaluer le montant des sommes perçues par les houthistes sur le port de Hodeïda. D'après les données mises à la disposition du Groupe d'experts, plus de 4,73 millions de tonnes de carburant ont été importées par les ports de la mer Rouge entre les mois de septembre 2016 et octobre 2018, pour un volume moyen de 169 019 tonnes par mois.

102. Les données établies par le Groupe d'experts montrent bien l'importance stratégique que revêt le port pour les forces houthistes. Le Groupe d'experts a basé ses évaluations sur des éléments d'information trouvés dans un contrat passé entre la Kamaran Investment Company et la société Extra Petroleum, qu'il a pu consulter à la faveur d'une fuite dans les médias. Dans ce contrat, il était indiqué que les houthistes percevaient 48,19 rials pour chaque litre de carburant importé (voir le tableau 2). Rapporté à la moyenne mensuelle des importations de carburant, les houthistes auraient collecté 10 995 millions de rials (24,4 millions de dollars), dont 1 140 millions de rials (2,5 millions de dollars) à l'appui de l'effort de guerre (voir l'annexe 17).

Tableau 2

#### Recettes collectées par les houthistes pour une opération d'importation de carburant à Hodeïda

Observations	Total (en rials)	En rial par litre	Article
ملاحظات	إجمالي / ريال	المبلغ / ريال يمني	البيان
مقابل البيان الجمركي + سند رسمي	348,080,400	31.19	Custom expenses
مقابل سند رسمي	108,000,000	10	YPC expense
مقابل سند ايداع رسمي	54,000,000	5	War effort expense
مقابل البيان التفصيلي المرفق	21,600,000	2	Miscellaneous expense
	531,680,400	48.19	الإجمالي مقابل اللتر الواحد (٨٠٠٠ طن * ١,٣٥٠ لتر = ١٠,٨٠٠,٠٠٠ لتر

Source : Contrat d'importation de la Kamaran Investment Company daté du 19 juin 2016, avec la Extra Petroleum pour intermédiaire (archives du Groupe d'experts)

### 3. Financements extérieurs potentiels

#### a) Financement au moyen des importations de carburant

103. Au paragraphe 11 de la résolution 2140 (2014), le Conseil de sécurité a décidé que les États Membres devaient veiller à empêcher que leurs nationaux ou aucune personne ou entité se trouvant sur leur territoire ne mettent à la disposition des personnes ou entités par lui désignées aucuns fonds, avoirs financiers ou ressources économiques, ou n'en permettent l'utilisation à leur profit. Le Groupe d'experts a donc enquêté sur les dons de produits pétroliers exportés au Yémen qui pourraient constituer une forme d'assistance financière aux personnes inscrites sur la Liste, si les produits ont pu être récupérés par des intermédiaires agissant au nom desdites personnes une fois le carburant vendu sur le marché noir dans les zones contrôlées par les houthistes.

104. Avant 2015, seules de rares entreprises avaient l'autorisation d'importer du carburant aux côtés de la Yemen Petroleum Company. Toutefois, depuis qu'ils ont pris le pouvoir en 2015, les houthistes ont octroyé des licences d'importation à plusieurs entreprises. D'après les marchands, chaque licence coûte l'équivalent de 800 dollars, frais divers compris. De septembre 2016<sup>94</sup> à octobre 2018, on a dénombré 52 entreprises consignataires pour les importations de carburant (voir l'annexe 18).

105. Le Groupe d'experts a pris note du fait que Mohamed Abdo el-Absi, un journaliste basé à Sanaa qui enquêtait sur l'implication de dirigeants houthistes dans l'importation de carburant aux fins du financement du conflit, a apparemment été assassiné le 20 décembre 2016. Dans une déclaration publiée en application de la résolution 29 (1997) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Directrice générale de l'UNESCO a insisté pour que soit effectuée une enquête indépendante circonstanciée afin de déterminer les circonstances de la mort de M. Absi<sup>95</sup>. Le Groupe d'experts a noté que, d'après plusieurs organes de presse, M. Absi avait mentionné les noms de trois entreprises impliquées dans ces activités d'importation : Yemen Life, qui appartient à Mohammed Abdesalam Salah Fletah (porte-parole officiel des houthistes et Président du Conseil d'administration de Masirah, la chaîne de télévision houthiste)<sup>96</sup> ; Oil Primer, propriété de Daghsan Mohamed Daghsan ; et Black Gold, propriété d'Ali Qarsha<sup>97</sup>. Le Groupe d'experts a par la suite identifié trois entreprises portant des noms presque identiques, à savoir Yemen Elaf, Oil Premier (noter l'orthographe différente) et Black Gold, ainsi que deux autres entreprises : Wheelers (société écran d'Oil Premier) et Balad al Khairat (agissant comme consignataire pour le compte de Black Gold). On trouvera à la figure XII un schéma du réseau associé à ces entreprises.

<sup>94</sup> Le Gouvernement yéménite a annoncé le 5 mai 2016 la mise en place du Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies (voir <https://vimye.org/doc/GoY%20Announcement%20of%20UNVIM%20Launch.pdf>). Le Groupe d'experts a commencé d'analyser les données réunies par le Mécanisme en septembre 2016.

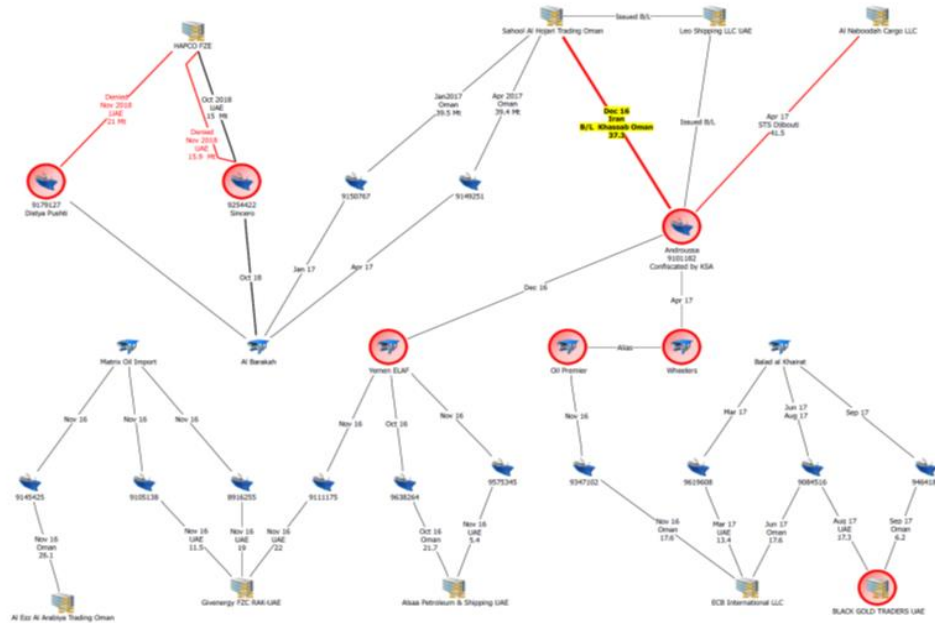
<sup>95</sup> UNESCO, « Director-General calls for investigation into death of journalist Mohammed al-Absi in Yemen », 10 février 2017. Consultable à l'adresse suivante : <https://en.unesco.org/news/director-general-calls-investigation-death-journalist-mohammed-al-absi-yemen> ; Women Journalists without chains, « Journalist Mohammed al-Absi dies of poisoning, forensic medicine report reveals », 5 février 2017. Consultable à l'adresse <https://womenpress.org/en/womenpress-news/journalist-mohammed-al-absi-dies-of-poisoning-forensic-medicine-report-reveals.html>.

<sup>96</sup> Voir [www.masirah.net](http://www.masirah.net), et [www.ansarollah.com/archives/205772](http://www.ansarollah.com/archives/205772).

<sup>97</sup> Voir [www.freedom-ye.com/news56383.html](http://www.freedom-ye.com/news56383.html).



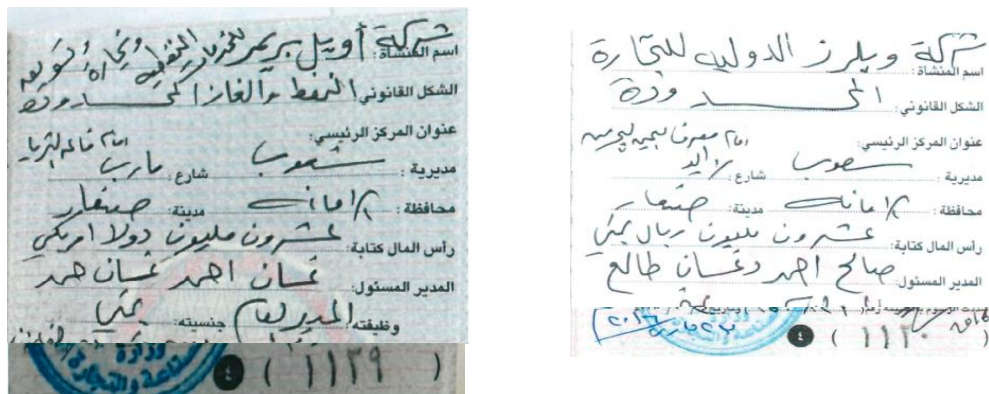
Figure XII  
Réseau des importateurs de carburant associés aux houthistes



Source : Groupe d'experts.

106. Le Groupe d'experts a déterminé que les entreprises Oil Premier et Wheelers (voir licence commerciale à la figure XIII) étaient associées à M. Daghsan et qu'il s'agissait de sociétés écran partageant les mêmes intérêts commerciaux, en rapport avec les houthistes, sur la base des éléments d'information figurant à l'annexe 19.

Figure XIII  
Incohérences relevées entre les certificats commerciaux de Oil Premier et de Wheelers



Source : Confidentiel.

Note : À gauche : permis commercial n° 1139 de Oil Premier pour Ghassan Ahmed Ghassan Hamad, daté du 12 octobre 2015 ; à droite : permis commercial n° 1120 de Wheelers pour Saleh Ahmed Daghsan Tale'a, daté du 22 mars 2016.

107. Au paragraphe 150 et à l'annexe 55 de son précédent rapport (S/2018/594), le Groupe d'experts avait évoqué l'affaire de l'*Androussa*, au cours de laquelle le bateau-citerne avait été intercepté, inspecté et ensuite confisqué, le 4 avril 2017, par les autorités saoudiennes, alors qu'il se dirigeait vers Ras Issa (Yémen). Le Groupe d'experts a établi que le carburant destiné à M. Daghsan avait très probablement été fourni par une partie tierce et que Swaidan avait servi d'intermédiaire (voir annexe 20 pour une mise à jour). Alors que le Groupe d'experts continuait d'enquêter sur cette affaire, il a constaté que les autorités saoudiennes avaient ordonné la confiscation du pétrolier du fait de sa précédente traversée. Le Groupe d'experts a noté à partir des documents concernant le navire qu'il avait chargé du carburant à Bandar Abbas (République islamique d'Iran) du 11 au 14 décembre 2016 et s'en était déchargé à Ras Issa (Yémen) du 7 au 27 janvier 2017. Le Groupe d'experts a également obtenu une copie du connaissement émis par Leo Shipping LLC aux Émirats arabes unis, attestant faussement que le navire avait été chargé à Khassab (Oman) le 14 décembre 2016, avec Yemen Elaf comme consignataire. Le Groupe d'experts a constaté par ailleurs que Leo Shipping avait émis d'autres connaissements qui semblaient attester faussement que le carburant avait été chargé à partir de ports omanais (voir tableau 3 et annexe 21). Le Groupe d'experts a adressé une lettre à Leo Shipping au sujet de ces observations, et attend toujours sa réponse.

Tableau 3

**Connaissements attestant faussement que le pétrolier a été chargé à Oman**

<i>Pétrolier</i>	<i>Expéditeur</i>	<i>Date d'émission</i>	<i>Consignataire</i>	<i>Conclusions</i>
<i>PVT Eagle</i>	Al Ezz Al Arabiya	8/11/2016	Matrix Oil	Indique avoir été chargé à Khassab (Oman) mais le système d'identification automatique (maritime) a été désactivé près d'Abadan (République islamique d'Iran) le 7 novembre 2016
<i>Androussa</i>	Sahool al-Hojari Trading (Oman)	14/12/2016	Yemen Elaf	Indique avoir été chargé à Khassab (Oman) mais le carburant a été transporté à Bandar Abbas par la National Iranian Oil Company le 13 décembre 2016 ; le navire a été confisqué par l'Arabie saoudite
<i>Nautilus</i>	Sahool al-Hojari Trading	10/1/2017	Albarakah	Indique avoir été chargé à Khassab (Oman) mais le système d'identification automatique (maritime) a été désactivé près de Buchehr (République islamique d'Iran) le 8 janvier 2017
<i>Safe Sino</i>	Sahool al-Hojari Trading	27/3/2017	Albarakah	Indique avoir été chargé à Khassab (Oman) mais le système d'identification automatique (maritime) a été désactivé près de Buchehr (République islamique d'Iran) le 15 mars 2017

*Source* : Le Groupe d'experts, d'après des informations obtenues auprès de sources confidentielles et grâce au système d'identification automatique (maritime).

## b) Financement par l'intermédiaire de personnes et d'entités étrangères

108. Le Groupe d'experts a remonté la filière des drones et d'un mélangeur de kérosène fournis aux houthistes et constaté que des personnes et entités d'origine iranienne en avaient financé l'achat (voir tableau 4 et annexe 22 pour plus de détails).

Tableau 4

### Personnes et entités dont il a été établi qu'elles avaient financé des pièces faisant partie de matériel militaire, trouvées au Yémen

	<i>Personne ou entité ayant financé des pièces</i>	<i>Dernière personne ou entité à en avoir eu la garde en République islamique d'Iran</i>
1	M.G. <sup>98</sup> à Bekkestua (Norvège)	A envoyé le 29 août 2014 du matériel pour un mélangeur de kérosène, trouvé au Yémen, à l'adresse suivante :  Société Noran Sanat Daryaye Chalous 257, rue Lalehzar Sud 11447 Téhéran
2	Succor General Trading <sup>99</sup> 206, avenue Iranchahr Nord, 1584636634, Téhéran, République islamique d'Iran  Utilisateur du compte xxxxxxxxx6102 à la Emirates Islamic Bank, Émirats arabes unis	A envoyé depuis 2015 du matériel pour des drones Qasef, trouvé au Yémen, à l'adresse suivante :  Eastern Suite, 1 <sup>er</sup> étage, immeuble Espinas, boulevard Mirzababaei, Place Pounak, Téhéran

## B. Recettes mises à la disposition des autorités locales, affiliées au Gouvernement

109. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur la façon dont les recettes sont recueillies par des forces locales sur lesquelles le Gouvernement yéménite n'a aucune prise. Le Gouverneur de la Banque centrale du Yémen à Aden a indiqué au Groupe d'experts que l'agence de la Banque à Mareb continuait d'échapper au contrôle de l'État<sup>100</sup>. Après l'annulation de sa visite à Mareb en novembre, le Groupe d'experts a tenu une téléconférence avec le Gouverneur Sultan Aradah, qui lui a indiqué que l'agence de Mareb était reliée sur le plan administratif à celle d'Aden mais que les conditions et garanties pour que la Banque centrale fasse office de banque nationale du Yémen ne s'étaient pas encore matérialisées<sup>101</sup>. Il a ajouté que l'agence de Mareb suivait le budget de 2014 comme référence et assurait plusieurs services publics ainsi

<sup>98</sup> Le Groupe d'experts a adressé à la République islamique d'Iran une lettre pour communiquer le numéro personnel d'identification de la personne et pour demander des informations ; la République islamique d'Iran a nié tout lien.

<sup>99</sup> Le Groupe d'experts a adressé aux Émirats arabes unis et à la République islamique d'Iran une lettre pour communiquer les informations relatives à la société. La République islamique d'Iran a nié toute implication et les Émirats arabes unis n'ont pas encore répondu.

<sup>100</sup> Réunion à Riyad en septembre 2018 du Groupe d'experts avec le Gouverneur de la Banque centrale du Yémen, Mohammed Zeman.

<sup>101</sup> Téléconférence entre le Groupe d'experts et le Gouverneur de Mareb, 26 novembre 2018.

que les traitements et les rations alimentaires des forces de sécurité du Ministère de l'intérieur dans les provinces voisines se trouvant sous le contrôle du Gouvernement yéménite ainsi que les salaires des policiers chargés d'assurer la sécurité des installations pétrolières dans les zones houthistes (voir annexe 23)<sup>102</sup>. Le Gouverneur a nié par ailleurs jouer un rôle dans le soutien à l'armée nationale sous l'égide du Ministère de la défense. Bien que le Gouverneur ait démenti le vol et la contrebande de pétrole brut à grande échelle à des fins d'exportation, le Groupe d'experts a continué de se pencher sur ces allégations et sur les effets que cela pourrait avoir sur le contrôle des ressources de l'État.

## C. Corruption

110. Le Groupe d'experts a enquêté sur des allégations de corruption par toutes les parties au conflit au Yémen. La gravité des problèmes et des menaces qu'engendre la corruption pour la stabilité et la sécurité des sociétés est évoquée dans la Convention des Nations Unies contre la corruption, que le Yémen a ratifiée le 7 novembre 2005.

### 1. Corruption dans des zones contrôlées par les houthistes

111. Lorsque les houthistes ont suggéré que les contributions humanitaires soient faites en espèces plutôt qu'en nature<sup>103</sup>, le Groupe d'experts a cherché à savoir si ces derniers prévoyaient de créer les deux mécanismes pour détourner l'aide humanitaire à l'appui de l'effort de guerre<sup>104</sup>. Il a contacté les acteurs humanitaires concernés qui augmentaient le risque de non-respect des sanctions à la suite du détournement de fonds au profit de personnes inscrites sur la Liste. Il a constaté trois principaux mouvements de fonds par l'entremise d'acteurs humanitaires vers des domaines contrôlés par les houthistes :

a) Travaux à forte intensité de main-d'œuvre et travaux d'intérêt général : 250 millions de dollars financés par l'Association internationale de développement dans le cadre du Guichet de financement des ripostes aux crises au moyen d'un financement supplémentaire du projet d'intervention d'urgence en période de crise<sup>105</sup> ;

b) Transfert en espèces d'urgence : 200 millions de dollars financés par l'Association internationale de développement dans le cadre du Guichet de financement des ripostes aux crises au moyen d'un deuxième financement

<sup>102</sup> Sultan Aradah a également déclaré que si le budget de 2014 servait de référence, lui s'en tenait aux instructions du Président Hadi. Le bureau du Gouverneur a fourni au Groupe d'experts des documents comptables indiquant que les recettes tirées du pétrole et du gaz de pétrole liquéfié en 2018 jusqu'au mois de novembre se chiffraient en tout à 83,91 milliards de rials yéménites (186,4 millions de dollars) avec des dépenses de 84,78 milliards de rials yéménites (188,4 millions de dollars).

<sup>103</sup> Lettre adressée à l'ONU par Mohamed Ali el-Houthi, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2018, voir annexe 24.

<sup>104</sup> Maggie Michael, « UN suspends crucial cash aid to 9 million Yemenis », 3 octobre 2018, Associated Press. Consultable à l'adresse suivante : [www.apnews.com/ad579b337fe84023af1716d4e406cf03/UN-suspends-crucial-cash-aid-to-9-million-Yemenis](http://www.apnews.com/ad579b337fe84023af1716d4e406cf03/UN-suspends-crucial-cash-aid-to-9-million-Yemenis). D'après l'article, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a suspendu les transferts en espèces au Yémen sous la pression des houthistes et aurait pris cette décision du fait qu'il ne parvenait pas à mettre en place un centre d'appels pour avoir la réaction directe des bénéficiaires. Dans le cadre de ce projet, l'UNICEF gère des versements d'environ 30 millions de dollars chaque trimestre. Le programme a de fortes chances d'être mis à exécution. D'après l'annexe 3 du rapport n° PAD2402 (note de bas de page 117), chaque ménage reçoit en moyenne un montant mensuel de 5000 rials yéménites (20 dollars au taux de change de 1 dollar É.-U. = 250,05 rials yéménites) Une hypothèse budgétaire reposant sur un montant fixe en rials yéménites risque cependant de poser problème.

<sup>105</sup> Project du Programme des Nations Unies pour le développement ID P161806, approuvé par la Banque mondiale le 17 janvier 2017.

supplémentaire, à l'intention de 1,5 million de ménages, dans le cadre du Fonds de protection sociale, dans les 22 provinces du Yémen au cours de la période considérée<sup>106</sup> ;

c) Transferts en espèces pour couvrir les opérations et l'achat de produits humanitaires chez des fournisseurs locaux au Yémen, comme la farine de blé.

112. Le Groupe d'experts a établi que les transferts d'espèces par les acteurs humanitaires sont effectués par l'entremise de banques yéménites et de leurs correspondants respectifs mais que d'autres, comme les envois de fonds par les expatriés yéménites, sont transférés par des sociétés de change en dehors de tout contrôle officiel et notamment de la Banque centrale. Cet apport de monnaies fortes sert à couvrir l'importation de produits nécessaires au Yémen<sup>107</sup>.

## 2. Corruption par toutes les parties comme obstacle à l'importation de marchandises

113. À maintes occasions, en 2018, le Gouvernement yéménite et l'Arabie saoudite ont imputé aux houthistes le refus de l'entrée de navires-citernes<sup>108</sup>, aux fins de les utiliser comme rempart contre une invasion navale, de racketter les négociants disposés à verser de larges commissions pour éviter les frais de surestaries ou de créer une pénurie artificielle de carburant, de manière à précipiter une hausse de prix sur le marché local, ce qui favoriserait le marché noir dans les secteurs tenus par les houthistes, dominés par un cartel créé autour de Mohamed Ali el-Houthi. Dans ses messages sur les médias sociaux, celui-ci a évoqué des délais à l'entrée des pétroliers, à la suite du blocage imposé par la coalition<sup>109</sup>.

114. Le Groupe d'experts a surveillé quatre pétroliers autorisés par le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies : le *Sincero* et *Distya Pushti* n'ont pas reçu l'aval de la coalition à la suite de la promulgation par le Yémen du décret n° 75 sur les importations ; le *Biendong Melody* et *Carpe Diem II* ont été retardés par les houthistes.

115. Le Groupe d'experts a répertorié d'autres délais qui se sont produits à la suite du détournement de navires par la coalition vers des ports saoudiens. Ils comprenaient l'*Ince Atantic* et le *Faisal M* détournés à des fins d'inspection et l'*Ince Inebolu* pour réparation à la suite d'une attaque menée par les houthistes. Le *Crystal Sambu* a été détourné pour inspection et semble avoir été saisi par l'Arabie saoudite dans des circonstances analogues à celui de l'*Androussa*. Le Groupe d'experts a établi qu'en 2018, la coalition avait retardé des navires de transport de marchandises diverses durant 877 jours en tout, tandis que les houthistes avaient retardé des navires dans la zone de mouillage de Hodeïda pendant 293 jours (voir annexe 26). Les frais de

<sup>106</sup> Project ID P163729 de l'UNICEF, approuvé par la Banque centrale le 19 mai 2017 avec une subvention de l'Association internationale de développement d'un montant équivalent à 200 millions de dollars. Les détails du projet figurent dans le rapport de la Banque mondiale consultable à l'adresse suivante : <http://documents.worldbank.org/curated/en/682921495418453668/pdf/Ry-ECRP-AF2-Project-Paper-5-8-17-05122017.pdf>.

<sup>107</sup> En se fondant sur les statistiques du Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies, le Groupe d'experts a estimé que les domaines contrôlés par les houthistes nécessitaient 163 millions de dollars par mois en devises fortes pour couvrir l'importation de carburant et de produits de base par les ports de la mer Rouge ainsi que des montants supplémentaires pour couvrir les coûts de fret et d'assurance et les opérations financières. On trouvera à l'annexe 25 une analyse des mouvements de fonds en provenance et à destination du Yémen.

<sup>108</sup> Les derniers en date étant le *Biendong Melody* et le *Carpe Diem II*.

<sup>109</sup> Les récents tweets de Mohammed Ali el-Houthi en date du 3 novembre 2018 concernaient les navires *Distya Pushti* et *Sincero* (voir [https://twitter.com/Moh\\_Alhouthi/status/1058809356156915712?s=19](https://twitter.com/Moh_Alhouthi/status/1058809356156915712?s=19)).

surestaries pour ces délais se chiffrent à 26,31 millions de dollars et à 8,79 millions de dollars respectivement.

### 3. Préférences pour financer les importations par lettres de crédit

116. Le Groupe d'experts a enquêté sur les effets du mécanisme d'importation à la suite du décret n° 75 introduit par la Banque centrale du Yémen le 21 juin 2018, lequel a instauré un préremboursement pour l'émission d'un crédit documentaire avant la demande d'ouverture de lettres de crédit en dollars des États-Unis. Les lettres de crédit étaient destinées à des négociants disposés à importer des produits de base (blé, riz, sucre, produits laitiers et huile alimentaire)<sup>110</sup>.

117. Le Groupe d'experts enquête pour savoir si le nouveau mécanisme d'importation, qui imposait un délai avant l'ouverture de lettres de crédit, et le refus de l'entrée de marchandises au Yémen par des sociétés n'étant pas en mesure de respecter les conditions imposées par le décret n° 75, ont concouru à entraver l'acheminement de l'aide humanitaire dans le pays ou constitué une violation des normes du droit international humanitaire.

118. Le Groupe d'experts a analysé un document relatif à l'émission de lettres de crédit et constaté une forte présence de négociateurs associés aux milieux d'affaires dans le sud et l'est du Yémen<sup>111</sup>. Il s'est adressé au Gouvernement yéménite pour demander des informations sur l'effet du nouveau mécanisme d'importation. Ce dernier a répondu que la Banque centrale avait émis un crédit documentaire aux négociants qui étaient en mesure de transférer des fonds mais que les houthistes avaient, dans une circulaire du 4 novembre 2018, exigé de toutes les banques et de leurs filiales au Yémen de s'abstenir de couvrir l'ouverture de lettres de crédit en espèces, menaçant de sanctionner les contrevenants (voir annexe 27).

119. Le Groupe d'experts a noté que les nouveaux mécanismes d'importation, conjugués à la grande instabilité du taux de change, auraient suscité l'incertitude chez les importateurs ainsi que des frictions accrues, certains ayant hésité à prendre le risque d'importer des produits de base en octobre et novembre 2018, comme on peut le constater dans les dossiers du Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies<sup>112</sup>. La figure XVI illustre la baisse du mouvement de navires transportant des denrées alimentaires et du carburant par les ports de la mer Rouge, notamment comparé à celui d'Aden.

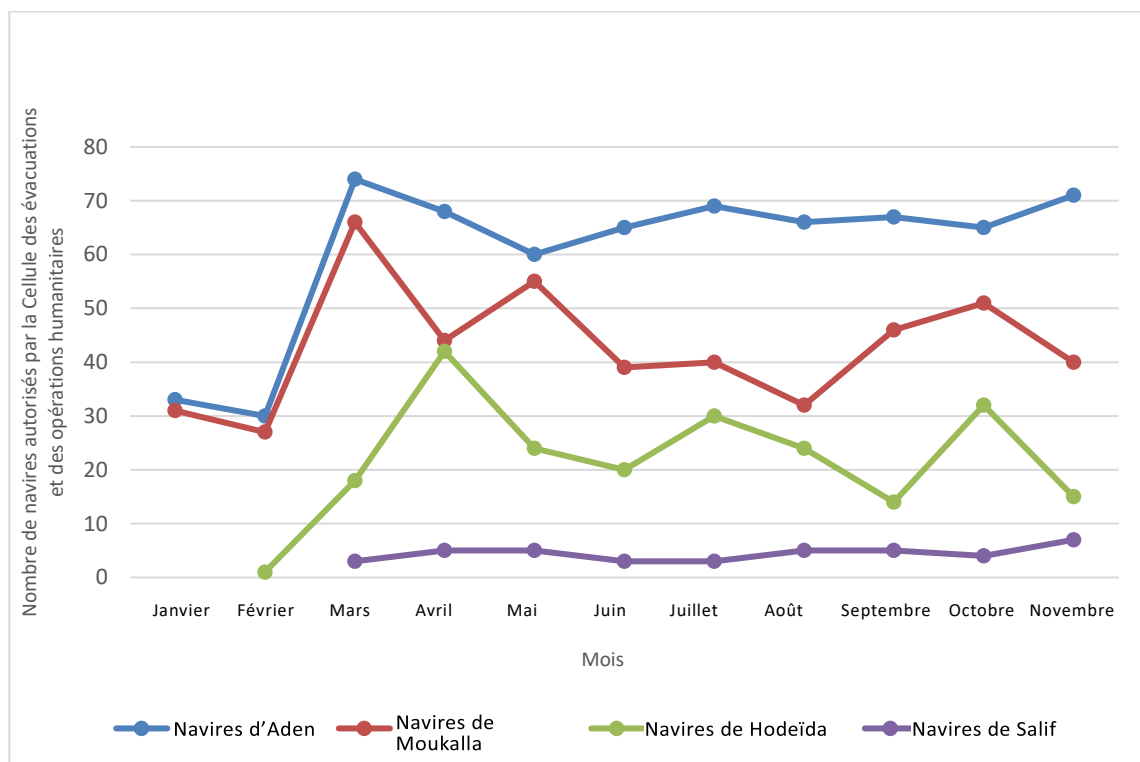
---

<sup>110</sup> En application du décret n° 75 du 3 septembre 2018, la Banque centrale du Yémen couvrira, avec des devises fortes, toutes les lettres de crédit qui ont été émises en vue de l'importation de ces produits.

<sup>111</sup> Les services compétents au Yémen et en Arabie saoudite avaient accédé à seulement 22 des 89 requêtes à la fin du mois de septembre 2018.

<sup>112</sup> Le Groupe d'experts a communiqué avec quatre principaux importateurs de produits alimentaires ou leurs agents en 2018.

Figure XIV  
**Importation de denrées alimentaires par les ports du Yémen de janvier à novembre 2018**



Source : Groupe d'experts, d'après les données de la Cellule des évacuations et des opérations humanitaires chargée d'émettre des autorisations pour toute entrée par les ports du Yémen, accordées par l'Arabie saoudite.

Note : Le nombre de navires ayant reçu une autorisation comprend également des pétroliers transportant du kérozène.

#### 4. Corruption et détournement de fonds par des responsables affiliés au Gouvernement

120. Le Groupe d'experts enquête sur trois affaires de corruption<sup>113</sup> qui entravent la prestation de services publics :

##### a) Détournement de fonds publics

121. Le Groupe d'experts enquête sur des affaires potentielles de corruption et de détournement de fonds publics, alloués à la production d'électricité à Aden, Abiyan et Lahj.

122. Le Groupe d'experts a obtenu une facture avec des versements dus pour un montant supérieur à trois millions de dollars, émise par Aden Refinery Company à l'ASA Shipping Company FZCO, une filiale de l'Overseas Shipping & Stevedoring Company OSSCO du groupe Alessi<sup>114</sup> en vue de la location du transporteur de brut

<sup>113</sup> Voir ce rapport sur la corruption au Yémen à l'adresse suivante : [www.business-anti-corruption.com/country-profiles/yemen/](http://www.business-anti-corruption.com/country-profiles/yemen/).

<sup>114</sup> Le Groupe d'experts s'est également entretenu avec Ahmed el-Essi, le Président du groupe Alessi, qui a nié être impliqué dans de la corruption ou avoir influencé la gestion du port d'Aden, comme cela a été largement rapporté dans les médias. Il a indiqué au Groupe d'experts qu'il était disposé à soumettre les comptes de sa société à l'examen des experts de l'ONU, le cas échéant.

*M Spirit* et des surestaries encourues. Le Groupe d'experts n'a pas compris les raisons du long retard au moment du mouillage dans le port d'Aden, du 4 septembre au 6 octobre 2018, qui expliquerait les surestaries, ou encore du comptage double des jours, au vu des surestaries supplémentaires figurant dans la facture (voir annexe 28). Dans sa réponse à la lettre du Groupe d'experts sur la question, le Gouvernement yéménite a indiqué que le pétrolier avait été affrété par le groupe Alessi pour transporter du brut depuis l'Hadramout jusqu'à la raffinerie d'Aden et qu'une petite partie seulement du contrat avait été honorée. L'enquête se poursuit.

123. Le Groupe d'experts a obtenu des dossiers montrant une grande disparité entre le volume de carburant figurant dans les documents d'appel d'offres et le volume de carburant distribué par la suite aux centrales électriques en 2017 (voir annexe 29). Il a communiqué ces informations au Gouvernement yéménite, dans une lettre indiquant que les clauses dans les appels d'offres semblaient favoriser un soumissionnaire local qui avait un monopole à Aden. Dans sa réponse, ce dernier a informé le Groupe d'experts qu'en 2018 : a) du fait de la situation économique et financière, le Yémen avait été contraint de modifier les clauses dans les appels d'offres pour le carburant, ce qui avait compliqué la tâche des autres soumissionnaires en la matière ; b) l'Organisation centrale pour le contrôle et l'audit avait été réactivée<sup>115</sup> et s'était mise à vérifier l'importation de carburant à Aden de 2015 à 2018 ; c) à compter de novembre 2018, le carburant avait été fourni en nature par l'Arabie saoudite en vue de la production d'électricité.

**b) Falsification des arrangements contractuels relatifs à des rations alimentaires destinées à l'armée**

124. Le Groupe d'experts enquête sur une affaire de corruption potentielle au sein de l'armée concernant des vivres. Les forces armées yéménites ont signé un contrat le 24 mai 2017 avec Ahmed Assoufi for Trade, en vue de la fourniture de rations alimentaires à 137 000 soldats, pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2017 au 31 mai 2018 (voir annexe 30). Ahmed Assoufi for Trade a exécuté le contrat pour un montant mensuel de 41,1 millions de rials saoudiens (10,95 millions de dollars) jusqu'à ce qu'il reçoive une mise en demeure, dans une lettre officielle de la division d'appui militaire logistique datée du 10 octobre 2017, bien avant la date convenue. Ahmed Assoufi for Trade a été remplacé par une autre société, Anhar Al Khaleej for Trade, qui serait proche de hauts dirigeants yéménites. Le Groupe d'experts a communiqué les documents pertinents au Gouvernement yéménite pour confirmation et observations.

**D. Contrefaçon et trafic**

125. Pour ce qui est des paragraphes 142 à 144 et de l'annexe 53 de son précédent rapport (S/2018/594), le Groupe d'experts a continué de réunir des informations sur des réseaux qui seraient associés à l'impression de billets de 5000 rials yéménites et à la fabrication de passeports. Le Groupe d'experts a obtenu des informations au sujet de Reza Heidari<sup>116</sup>, un Iranien figurant sur les listes du Trésor américain pour son rôle dans la fourniture, notamment, d'un appui technique à la Force Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique en République islamique d'Iran, pour contrefaçon

<sup>115</sup> Le Gouvernement a également réactivé à la fin de 2018 la Haute Commission nationale de lutte contre la corruption.

<sup>116</sup> Date de naissance : 10 janvier 1977. Numéros de passeport : A37899489 (République islamique d'Iran) (date d'expiration : 26 juillet 2021) et R24530943 (République islamique d'Iran) (date d'expiration : 23 juin 2017), voir [www.federalregister.gov/documents/2017/11/30/2017-25792/notice-of-ofac-sanctions-actions](http://www.federalregister.gov/documents/2017/11/30/2017-25792/notice-of-ofac-sanctions-actions).



des billets susmentionnés par l'entremise de sa société enregistrée en Allemagne. Il a été reconnu coupable le 1<sup>er</sup> mars 2018 par un tribunal fédéral de Francfort (Allemagne) et condamné à sept années d'emprisonnement<sup>117</sup>. Le Groupe d'experts attend une réponse du Gouvernement allemand à la lettre dans laquelle il demande des informations sur cette personne.

126. Le Groupe d'experts a également réuni des informations sur une activité suspecte de la part d'un réseau frauduleux qui faciliterait le passage de Yéménites résidant hors de leur pays vers le Canada comme réfugiés. Le réseau, qui opère depuis l'Arabie saoudite et la Turquie, affirme avoir aidé des Yéménites à obtenir le statut de réfugiés moyennant une commission d'environ 5 000 dollars par personne et 10 000 dollars par famille (voir annexe 31). Les autorités turques ont saisi un passeport espagnol contrefait qui devait être envoyé à l'étranger par la personne arrêtée, trois hologrammes de sécurité pour des passeports espagnols et une pièce d'identité italienne.

127. Le Groupe d'experts continue également de réunir des informations sur les affaires suivantes de contrebande présumée d'argent en espèces et de biens culturels au profit des houthistes dans les provinces d'Aden et de Mareb (voir annexe 32) :

a) Port de Maalla (Aden), le 16 août 2018 : saisie de 12 objets à bord d'un navire en partance pour Djibouti destinés à un marchand yéménite de Sanaa installé à Djibouti ;

b) Mareb, le 6 novembre 2018 : saisie d'objets et d'articles dissimulés dans d'une voiture venant de Dhamar ;

c) Mareb, le 7 novembre 2018 : saisie d'espèces dont 2 610 000 dollars et 9 millions de rials saoudiens à bord de deux voitures allant à Sanaa.

128. Le Groupe d'experts s'est réuni à Aden le 4 juillet 2018 avec Abou el-Abbas qui a confirmé avoir sous sa garde environ deux tiers des pièces qui appartenaient au Musée national Ordi, à Taëz. Il a indiqué qu'il avait eu des entretiens avec le Ministère de la culture afin de recenser les moyens de restituer ces objets au Gouvernement yéménite. Le Groupe d'experts a été informé en octobre 2018 que les parties n'étaient pas en mesure de parvenir à un accord et que les objets restaient sous la garde d'Abou el-Abbas.

## VI. Surveillance du gel des avoirs et de l'interdiction de voyager

129. Conformément au mandat établi au paragraphe 11 et à l'alinéa b) du paragraphe 21 de la résolution 2140 (2014) et prorogé au paragraphe 5 de la résolution 2342 (2017), le Groupe d'experts a continué de réunir, examiner et analyser toutes informations provenant des États concernant l'application des mesures de gel des avoirs. Il a continué de s'intéresser aux cinq personnes inscrites sur la Liste et de chercher à identifier les autres personnes ou entités agissant pour le compte ou sur les ordres de celles-ci, ou de toute entité en leur possession ou sous leur contrôle et d'enquêter sur elles.

130. À la suite d'une décision prise par le Comité d'actualiser la liste pour refléter le décès d'Ali Abdullah Saleh (Yei.003), le Groupe d'experts n'a pas tenu compte de

<sup>117</sup> Voir [www.welt.de/regionales/hessen/article174075140/Haft-fuer-Geldfaelschung-50-Millionen-Blueten-hergestellt.html](http://www.welt.de/regionales/hessen/article174075140/Haft-fuer-Geldfaelschung-50-Millionen-Blueten-hergestellt.html).

l'observation formulée dans son précédent rapport (S/2018/594) selon laquelle les fonds laissés par lui en héritage ne seraient plus du ressort du Groupe d'experts.

131. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de confirmation des Émirats arabes unis pour savoir s'ils avaient gelé les avoirs de Khaled Ali Abdallah Saleh dont le Groupe d'experts croit savoir qu'il gérait les biens de son frère et de son père, tous les deux inscrits sur la Liste.

## **VII. Actes commis en violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme**

132. Au paragraphe 9 de la résolution 2140 (2014), le Conseil de sécurité a exhorté toutes les parties à s'acquitter des obligations que leur impose le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme applicables. Les paragraphes 17, 18 et 21 de la résolution 2140 (2014), lus conjointement avec le paragraphe 19 de la résolution 2216 (2015), précisent davantage les responsabilités du Groupe d'experts s'agissant des enquêtes sur les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, les atteintes à ces trois et les enquêtes sur les entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire.

133. Bien que le droit international des droits de l'homme soit contraignant principalement pour les États, l'on s'attend généralement que lorsque des groupes armés non étatiques exercent des fonctions d'administration sur un territoire ou une population donnés, ils respectent les normes fondamentales en matière de droits de l'homme [voir résolutions du Conseil de sécurité 1193 (1998), 1479 (2003) et 1894 (2009), par. 1 ; et résolution du Conseil des droits de l'homme 2/7 (2006), par. 19]. Par conséquent, les normes du droit international des droits de l'homme devraient être respectées par les forces houthistes et faire l'objet d'une surveillance de la part du Groupe d'experts.

134. Le Groupe d'experts a contacté certaines personnes, y compris des journalistes, des professionnels des médias et des défenseurs des droits de l'homme. La plupart ont dit craindre pour leur sécurité et celle de leur famille, plusieurs ont reçu des menaces directes du fait de la nature de leur travail et d'autres ont été arrêtés, dans les zones contrôlées tant par les forces houthistes que par le Gouvernement yéménite. Certains ont fui le pays. Le Groupe d'experts s'inquiète pour la sécurité des personnes travaillant dans ces domaines et constate que l'absence virtuelle d'état de droit et le climat d'impunité général au Yémen sont une menace constante pour les journalistes, les professionnels des médias et les défenseurs des droits de l'homme (voir résolutions 72/175, 72/247 et 53/144 de l'Assemblée générale).

### **A. Actes et faits attribués à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite**

#### **1. Violations du droit international humanitaire associées aux frappes aériennes**

135. Le Groupe d'experts a enquêté sur cinq frappes aériennes qui ont touché en 2018 des civils et des biens de caractère civil dans les zones contrôlées par les houthistes et auraient fait quelque 78 morts et 153 blessés et occasionné des dégâts matériels considérables. Il a également enquêté sur le pilonnage d'une zone peuplée qui aurait fait 55 morts et 170 blessés dont on ne sait s'il a été effectué par la coalition ou les forces houthistes (voir tableau 5). Il a adressé des lettres à la coalition pour demander des informations sur ces cinq frappes aériennes et s'est entretenu avec l'équipe conjointe chargée des évaluations relatives aux faits. Il a communiqué ces

informations aux responsables saoudiens en juin et en décembre 2018 durant sa visite à Riyad. Les autorités saoudiennes lui ont fourni une réponse par écrit en ce qui concerne le cas A. La coalition a fait des déclarations publiques sur les cas B, C et F (voir tableau 5).

Tableau 5  
**Frappes aériennes signalées et utilisation de munitions explosives en 2018**

<i>Cas</i>	<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Point d'impact</i>	<i>Munitions</i>	<i>Victimes/dégâts</i>
A	2 avril	14°49' 01.6" N 42°59' 39.0" N	Bâtiments civils dans le district de Hali (Hodeïda)	Bombe d'avion de gros calibre	14 morts, dont 7 enfants et 4 femmes
B	22 avril	15°41' 24" N 43°21' 07" E	Noces dans le village de Raqa des Bani Qeïs à Hajja	Bombe d'avion de gros calibre	21 morts, dont 11 enfants, et 90 blessés, dont plusieurs enfants
C	27 mai	14°49' 53.5" N 42°56' 02.2" E	Quai du port de Hodeïda	Bombe d'avion de gros calibre	Quai endommagé
D	23 juillet	17°2' 25.09" N 43°55' 6.58" E	Système d'adduction d'eau de Nachour (Saada)	Bombe d'avion de gros calibre	Puits, canalisations et panneaux solaires endommagés
E	2 août	14°46' 46.08" N 42°57' 03.92" E 14°46' 53.01" N 42°56' 51.74" E	Hôpital et marché au poisson à Hodeïda el-Thaoura	Munition pour mortier de 120 mm	55 morts et 170 blessés
F	9 août	17°03' 51.2 " N 43°36' 05.8 " E	Bus à Deïhan (Saada)	Bombe d'avion de gros calibre	43 morts et 63 blessés, dont une majorité d'enfants

136. En ce qui concerne ces six cas, le Groupe a constaté ce qui suit :

a) La coalition porte la responsabilité dans les cas B, C, D et F et probablement A. Le Groupe d'experts n'a pas réussi à attribuer la responsabilité dans le cas E, d'après les éléments de preuve réunis<sup>118</sup>. En ce qui concerne les cas E et F,

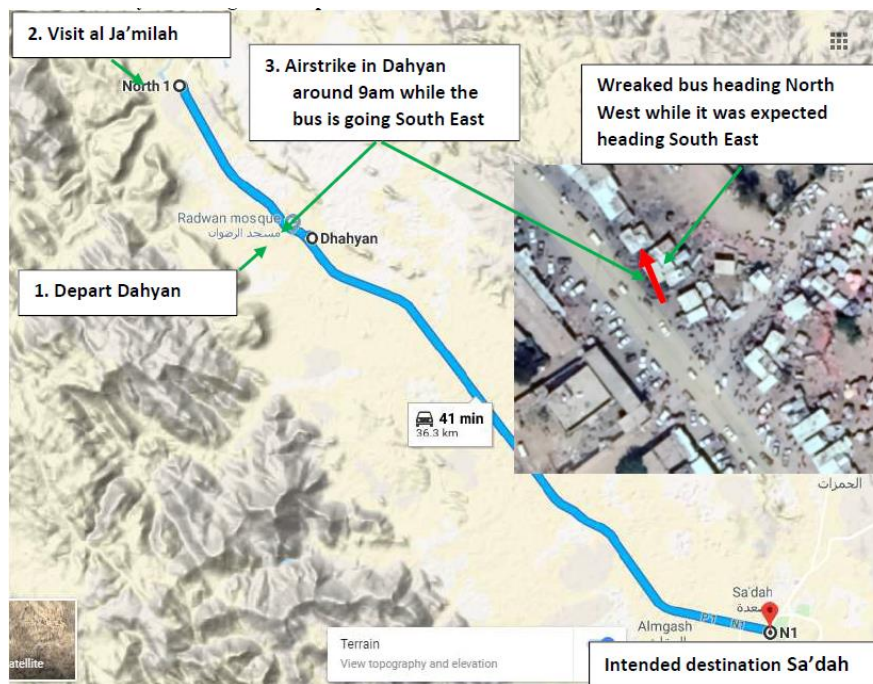
<sup>118</sup> Le Groupe d'experts a constaté que le mortier utilisé au cours de cette attaque avait les caractéristiques de celui produit par Rheinmetall en Allemagne ou celles de sa filiale sud-africaine Rheinmetall Denel Munitions, qui fabriquerait également des obus de mortier dans une usine en Arabie saoudite (voir annexe 34). Il a noté cependant que bon nombre d'armes provenant d'Arabie saoudite avaient été retrouvées aux mains de divers groupes au Yémen. Deutsche Welle, « Yemen and the global arms trade », vidéo du 4 décembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.youtube.com/watch?v=tkUv2R97I-Y](http://www.youtube.com/watch?v=tkUv2R97I-Y) et Rod Austin, « Yemen: Inquiry finds Saudis diverting arms to factions loyal to their cause », Guardian, 28 novembre 2018. Consultable à l'adresse

il a demandé à visiter les lieux concernés, mais les houthistes n'ont pas répondu (voir par. 19). On trouvera à l'annexe 33 des détails sur les études portant sur les cas A, B, D, E et F<sup>119</sup> et à l'annexe 34 des détails sur le cas E ;

b) S'agissant du cas E, rien ne prouve que les civils dans la zone visée ou adjacente, qui étaient de prime abord à l'abri de l'attaque, aient perdu leur protection. Concernant le cas D, rien sur le lieu de l'impact ou à proximité n'indique que des biens de caractère civil soient devenus un objectif militaire. S'agissant du cas F, les éléments de preuve réunis par le Groupe d'experts ont confirmé un grand nombre de victimes, y compris des enfants. Ce dernier a cependant relevé des incohérences dans une partie du récit entourant l'attaque, comme la direction dans laquelle allait le bus : celle indiquée après coup se trouvait à l'opposé de celle décrite dans le compte rendu officiel (voir figures XV et XVI et appendice F à l'annexe 33). Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur les cas A, E et F.

Figure XV

**Itinéraire d'après le ministre des droits de l'homme des autorités houthistes**



Source : confidentielle.

suiivante : [www.theguardian.com/global-development/2018/nov/28/arms-yemen-militia-were-supplied-by-west-find-analysts](http://www.theguardian.com/global-development/2018/nov/28/arms-yemen-militia-were-supplied-by-west-find-analysts).

<sup>119</sup> L'appendice G de l'annexe 32 comprend des informations supplémentaires qui ont été communiquées au Groupe d'experts au sujet de la frappe aérienne du 9 juin 2017 à Sanaa, évoquée dans son précédent rapport (S/2018/594).

Figure XVI  
Bus après l'attaque



صورة تظهر حطام الحافلة التي كانت تقل الطلاب والتي تعرضت للإستهداف المباشر في الغارة الجوية. وثقها الفريق صباح اليوم التالي للغارة الجمعة 10 أغسطس 2018م.

15

Source : Confidentielle.

c) Même si, dans certains cas, la coalition a visé des objectifs militaires et des civils ont perdu leur protection, comme cela a été affirmé dans les cas B et F, le Groupe d'experts a établi qu'il était hautement improbable que les principes du droit international humanitaire ou de proportionnalité et de précaution aient été respectés à cette occasion. Dans le cas C, le Groupe d'experts a conclu qu'il était a priori probable que les règles applicables du droit international humanitaire aient été respectées et continue d'enquêter à ce sujet.

137. Dans l'ensemble, les effets cumulatifs sur les civils et les biens de caractère civil ont démontré que lorsque des mesures de précaution étaient prises, elles étaient largement insuffisantes et inefficaces.

138. Le Groupe d'experts a noté que dans les cas B et F, l'équipe conjointe chargée des évaluations relatives aux faits avait constaté des erreurs dans le respect des règles d'engagement, ce qui avait entraîné un grand nombre de pertes civiles. Au regard du droit international humanitaire, les parties à un conflit doivent prendre toutes les précautions possibles pour éviter ou, en tout état de cause, réduire au minimum les dommages infligés incidemment aux civils ou aux biens de caractère civil (voir tableau 6)<sup>120</sup>.

139. Le Groupe d'experts a noté que dans les cas B et F, la coalition avait recommandé l'adoption de mesures juridiques pour demander des comptes aux responsables et fournir une assistance aux victimes à la suite des dégâts et pertes résultant de ces opérations<sup>121</sup>.

<sup>120</sup> Base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règle 15.

<sup>121</sup> Agence de presse saoudienne, « Counselor Al-Mansour: JIAT is Independent and stands at same distance from all parties to Yemeni conflict », 12 septembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1812903](http://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1812903) et Agence de presse saoudienne, « Statement by the Joint Forces Command of the Coalition 'Coalition to Restore Legitimacy in Yemen' », 1<sup>er</sup> septembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=en&newsid=1804423](http://www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=en&newsid=1804423).

140. Le Groupe d'experts a été informé oralement pendant sa visite à Riyad en décembre 2018 que des procédures légales pourraient être prises dans le cas F, en vertu du Code militaire de justice saoudien <sup>122</sup>. Selon le droit humanitaire international, les États doivent enquêter sur les crimes de guerre qui auraient été commis par leurs nationaux ou par des forces armées sur le territoire relevant de leur juridiction et, le cas échéant, en poursuivre les auteurs<sup>123</sup>. Le Groupe d'experts n'était pas au courant de poursuites pour crimes de guerre commis dans le cadre des hostilités au Yémen entreprises par un État, quel qu'il soit, et s'est félicité de toute information à cet égard.

141. Les personnes responsables de l'organisation, de l'autorisation ou de l'exécution de frappes aériennes touchant de manière disproportionnée des civils et des biens de caractère civil sont susceptibles de tomber sous le coup des critères de désignation énoncés aux paragraphes 17 et 18 de la résolution [2140 \(2014\)](#).

Tableau 6

**Communications de la coalition et de l'équipe conjointe chargée des évaluations relatives aux faits**

<i>Date</i>	<i>Fait</i>	<i>Réponse officielle de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite</i>
2 avril	Bâtiments civils dans le district de Hali (Hodeïda)	La coalition n'a pas mené de frappes aériennes en ce lieu, mais à 3 288 mètres de là
[Date]	[Incident]	Déclaration de l'équipe conjointe
22 avril	Noces dans le village de Raqqa des Bani Qeïs à Hajja	La coalition a mené un raid en ce lieu ; l'équipe conjointe a constaté des erreurs indiquant le non-respect des règles d'engagement visant à réduire au minimum les dommages collatéraux civils
27 mai	Quai du port de Hodeïda	La coalition a mené une frappe aérienne contre ce lieu et affirme avoir touché une cible militaire
9 août	Bus au marché de Deïhan (Saada)	La coalition a mené une frappe aérienne contre ce lieu ; l'équipe conjointe a relevé des erreurs sur le plan du respect des règles d'engagement, qui ont entraîné des dégâts civils injustifiés

**2. Violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme en matière de détention**

142. En 2018, le Groupe d'experts a reçu des informations sur quatre cas distincts de violations par les Émirats arabes unis du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme en matière de détention<sup>124</sup>. Le Groupe d'experts, qui a du mal à accéder aux éléments de preuve, continue d'enquêter. Les informations qu'il a reçues confirment la poursuite du schéma de violations décrites dans son précédent rapport ([S/2018/594](#), 166 à 172). Les familles n'ont jamais été informées du sort réservé aux détenus. Le Groupe d'experts a reçu une lettre officielle des Émirats arabes unis en date du 13 décembre 2018, au sujet des mesures qu'ils avaient

<sup>122</sup> Le Groupe d'experts a été informé que des procédures légales seraient prises au titre de l'article 130 du Code de justice militaire. Voir [www.ksa-employers.com/showthread.php?t=134450&fbclid=IwAR06kjSZfo86OCeqcqWfp62DqiGxBjm44yu-jLyeR1YcKdv9LjTjxjnjaZY](http://www.ksa-employers.com/showthread.php?t=134450&fbclid=IwAR06kjSZfo86OCeqcqWfp62DqiGxBjm44yu-jLyeR1YcKdv9LjTjxjnjaZY).

<sup>123</sup> Base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règle 158.

<sup>124</sup> Le Groupe d'experts s'est entretenu avec un ancien détenu et avec des proches et des organisations s'agissant des trois autres détenus.

prises pour rénover les prisons de Ben Ahmed, Mansoura et Moukalla et renforcer le système judiciaire, dans laquelle ils n'ont toute implication dans des violations du droit international humanitaire ou du droit international des droits de l'homme. Le Groupe d'experts continue d'enquêter. Il se penche également sur le cas d'un Qatarien arrêté en avril 2018 au Yémen par les forces de la coalition et placé en détention, depuis, dans un lieu inconnu<sup>125</sup>.

143. Selon le droit international humanitaire, les États doivent enquêter sur les crimes de guerre qui auraient été commis par leurs nationaux ou leurs forces armées ou sur un territoire relevant de leur juridiction et, le cas échéant, en poursuivre les auteurs<sup>126</sup>. Le Groupe d'experts n'était pas au courant que des poursuites pour crimes de guerre, du fait des conditions de détention durant le conflit armé au Yémen, avaient été engagées par un État, quel qu'il soit, et s'est félicité de toute information à cet égard.

144. Les responsables de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme dans le cadre d'une détention sont susceptibles de tomber sous le coup des critères de désignation figurant aux paragraphes 17 et 18 de la résolution 2140 (2014). Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur la question.

## **B. Actes attribués aux forces houthistes**

### **1. Emploi sans discernement de munitions explosives contre des civils dans des zones peuplées**

145. Le Groupe d'experts a enquêté sur quatre incidents au cours desquels il est fort probable que des munitions explosives aient été employées sans discernement dans des zones de forte densité de population à Taëz et Mareb, faisant 13 morts et 43 blessés parmi les civils (voir tableau 7)<sup>127</sup>. L'emploi de munitions explosives non guidées dans des zones peuplées suscite en outre des interrogations quant au respect des règles applicables du droit international humanitaire. Les munitions pour mortier et les obus d'artillerie comportent un degré d'imprécision intrinsèque et la probabilité qu'ils frappent sans discernement augmente lorsqu'ils sont utilisés à grande distance contre des cibles se trouvant près de civils et de biens de caractère civil<sup>128</sup>. On trouvera à l'annexe 35 des études détaillées sur ces trois cas (A, C et D).

146. Le Groupe d'experts a enquêté sur trois cas de pilonnage aveugle par les forces houthistes de cibles en Arabie saoudite les 5 et 30 janvier et le 25 mars. Il a demandé à celle-ci des informations pour déterminer quelles avaient été les conséquences de cette attaque contre des civils ou des biens de caractère civil, mais n'a pas encore obtenu de réponse.

<sup>125</sup> Voir supra, note de bas de page 41.

<sup>126</sup> Base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règle 158.

<sup>127</sup> L'emploi sans discernement d'engins explosifs est une violation du droit international humanitaire. Voir l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 et la base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règle 1.

<sup>128</sup> Comité international de la Croix-Rouge, *Emploi d'armes explosives en zones peuplées. Examen de la question sous l'angle humanitaire, juridique, technique et militaire*. Réunion d'experts, 24 et 25 février 2015 (Suisse, juin 2015). Consultable à l'adresse suivante : [https://shop.icrc.org/explosive-weapons-in-populated-areas-expert-meeting.html?\\_\\_store=default](https://shop.icrc.org/explosive-weapons-in-populated-areas-expert-meeting.html?__store=default), e-book.

Tableau 7  
Pilonnages sur lesquels le Yémen a enquêté en 2018

<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Point d'impact</i>	<i>Explosifs</i>	<i>Victimes/dégâts</i>
A 11 janvier	13°31' 51.35" N 43°57' 11.07" E	Route dans le district de Sabr el-Maouadem ; village de Chakht (province de Taëz)	2 munitions pour mortier	4 morts, 2 femmes et 2 enfants
B 2 mai	15°29' 34.9" N 45°18' 58.6" E	Bâtiments dans la banlieue nord de Mareb servant de centre de réinsertion pour des enfants soldats	Munition pour mortier	Bâtiments endommagés
C 22 mai	15°27' 41.22" N 45°19' 16.33" E	Marché près de la mosquée Adhban à Mareb	Roquette de type Katioucha	5 morts et 22 blessés
D 17 juillet	13°34' 9.51" N 44°0' 0.01" E	Immeuble résidentiel à Sina (province de Taëz)	Munition pour mortier de 82 mm	3 morts et 16 blessés

## 2. Civils directement visés par des tireurs isolés

147. Le Groupe d'experts a été informé que des civils avaient été tués par des tireurs isolés dans la province de Taëz. Il a réussi à enquêter sur deux cas au cours desquels trois civils avaient été tués, une femme et deux enfants, et un blessé<sup>129</sup>. Le fait de viser des civils ne participant pas directement aux hostilités est proscrit au regard du droit international humanitaire<sup>130</sup>. Les normes en matière de droits de l'homme recouvrent également la protection du droit à la vie<sup>131</sup>. Le Groupe d'experts a établi que le fait de s'en prendre constamment à des civils tombait sous le coup des paragraphes 17 et 18 de la résolution 2140 (2014).

## 3. Attaque contre un hôpital et une unité médicale

148. Le Groupe d'experts a enquêté sur une attaque menée le 11 novembre par les forces houthistes contre une ambulance qui arborait clairement l'emblème du Croissant-Rouge et transportait des soldats soudanais non armés. Cet acte a été commis en violation du droit international humanitaire<sup>132</sup>. Le 12 novembre, le vice-ministre houthiste des affaires étrangères, Hussein el-Ezzi, a posté une vidéo de l'attaque sur les médias sociaux et s'en est félicité (voir figure XVII)<sup>133</sup>.

<sup>129</sup> Voir annexe confidentielle 36.

<sup>130</sup> Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

<sup>131</sup> Article commun 3 ; article 4 du Protocole II aux Conventions de Genève du 12 août 1949 ; et base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règles 1 et 89.

<sup>132</sup> Voir article commun 3 et articles 7 et 11 du Protocole II aux Conventions de Genève du 12 août 1949.

<sup>133</sup> Vidéo et tweet de Hussein el-Ezzi, dans les dossiers du Groupe d'experts.



Figure XVII

## Tweet de Hussein el-Ezzi se félicitant de l'attaque contre une ambulance



149. Le Groupe d'experts a également enquêté sur l'épisode au cours duquel des forces houthistes sont entrées du 1<sup>er</sup> au 7 novembre<sup>134</sup> à l'Hôpital du 22-mai à Hodeïda, contraignant les patients et le personnel soignant à évacuer les lieux et infligeant des dégâts au bâtiment, en violation du droit international humanitaire (voir annexe 37)<sup>135</sup>.

#### 4. Violations ayant trait à la privation de liberté

150. Le Groupe d'experts a enquêté sur 25 cas de violations du droit humanitaire international et du droit international des droits de l'homme ayant trait à la privation de liberté, commises par les forces houthistes, y compris les détentions arbitraires, la torture, les mauvais traitements, les disparitions forcées et l'absence de procédure régulière (voir annexe confidentielle 38).

151. Le Groupe d'experts a confirmé huit cas de disparitions forcées, au cours desquels des détenus ont été gardés dans des lieux inconnus de leurs proches au cours de périodes allant de trois mois à quatre ans. Dans cinq cas, les proches ne savaient toujours rien du sort qui avait été réservé aux détenus. D'après le droit international humanitaire, les autorités compétentes doivent consigner tous les détails se rapportant aux détenus<sup>136</sup> et leur permettre de correspondre avec leur famille<sup>137</sup>.

<sup>134</sup> Par exemple, Amnesty International, « Yemen: Huthi gunmen raid hospital as Hodeidah's civilians face imminent onslaught », 7 novembre 2018. Consultable à l'adresse suivante :

[www.amnesty.org/en/latest/news/2018/11/yemen-huthi-gunmen-raid-hospital-as-hodeidahs-civilians-face-imminent-onslaught/](http://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/11/yemen-huthi-gunmen-raid-hospital-as-hodeidahs-civilians-face-imminent-onslaught/) ; et Bethan McKernan, « Battle rages in Yemen's vital port as showdown looms », *Guardian*, 7 novembre 2018. Consultable à l'adresse suivante : [www.theguardian.com/world/2018/nov/07/yemen-hodeidah-airstrikes-saudi-led-coalition-ceasefire-calls](http://www.theguardian.com/world/2018/nov/07/yemen-hodeidah-airstrikes-saudi-led-coalition-ceasefire-calls). Le Groupe d'experts a obtenu des photos de sources confidentielles au sujet des dégâts essuyés par l'hôpital.

<sup>135</sup> Voir l'article commun 3 et les articles 7 et 11 du Protocole II aux Conventions de Genève du 12 août 1949.

<sup>136</sup> Base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règle 123.

<sup>137</sup> Eu égard aux conditions raisonnables se rapportant à la fréquence et à l'exigence d'imposer une censure, de la part des autorités, voir la base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règle 125.

152. Le Groupe d'experts a continué de rassembler des preuves au sujet de personnes placées en captivité par les forces houthistes en vue d'un échange contre des combattants houthistes détenus par le Gouvernement yéménite et les forces qui lui sont associées. Le Groupe d'experts réaffirme que toute détention de civils à seule fin de servir à des échanges de prisonniers futurs équivaut à une prise d'otage, qui est proscrite au regard du droit international humanitaire<sup>138</sup>. Le Groupe d'experts a également continué de réunir des preuves pour savoir si les autorités compétentes tiraient profit des détentions.

#### **5. Violations contre des journalistes**

153. Le Groupe d'experts a enquêté sur 12 cas de journalistes et de professionnels des médias qui ont été arrêtés et détenus de manière arbitraire à Sanaa (11) et Taëz (1). Les informations y relatives figurent à l'annexe confidentielle 39. Pendant ses enquêtes, le Groupe d'experts a établi que les autorités houthistes avaient commis plusieurs violations des normes relatives au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme, y compris les arrestations arbitraires et la privation de liberté, les mauvais traitements et les violations du droit de correspondre avec la famille et de recevoir des visites, le droit à un procès équitable et le droit à la liberté d'expression<sup>139</sup>.

#### **6. Intolérance et discrimination contre les minorités religieuses**

154. Depuis 2016 (S/2018/193, par. 149), bon nombre de bahaïs ont été privés de leur liberté ou arrêtés en dehors de toute procédure régulière<sup>140</sup>. En 2018, le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur des adeptes du bahaïsme qui ont été privés de leur liberté, arrêtés ou dont les biens ont été saisis en dehors du respect des garanties (voir annexe 40). La privation de liberté et la saisie de biens de personnes qui se livrent à des activités ayant trait à leur confession constitue une violation des normes relatives aux droits de l'homme<sup>141</sup>.

### **C. Violations du droit humanitaire international et du droit international des droits de l'homme attribuées au Gouvernement yéménite**

155. Le Groupe d'experts a enquêté sur des cas de détention arbitraire et d'exécutions extrajudiciaires à Mareb et Taëz commises par des forces affiliées au Gouvernement yéménite. On trouvera à l'annexe confidentielle 41 un complément d'informations sur ces cas.

156. Le Groupe d'experts a enquêté sur des cas de violations du droit international humanitaire s'agissant des conditions de détention et de traitement de 650 à 700 migrants dans un centre improvisé à Boureïqa (Aden), placé sous l'autorité du

<sup>138</sup> Article commun 3 et base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règle 96. Voir également CICR, *Les quatre conventions de Genève du 12 août 1949 : commentaire* (2016), par. 651.

<sup>139</sup> Voir article 4 du Protocole II aux Conventions de Genève du 12 août 1949 ; Base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règles 87, 90, 99, 100, 125, 126 ; article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; et article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

<sup>140</sup> Voir [www.amnesty.org/en/latest/news/2018/09/yemen-24-bahai-people-including-a-child-facing-possible-death-penalty](http://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/09/yemen-24-bahai-people-including-a-child-facing-possible-death-penalty).

<sup>141</sup> Voir article 4 du Protocole II aux Conventions de Genève du 12 août 1949 et base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règle 88. Voir également les articles 2, 7 et 17 à 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Ministère de l'intérieur. Le Groupe d'experts a reçu la confirmation que le centre avait été fermé en avril 2018. Le Gouvernement yéménite a ordonné l'arrestation de Khaled el-Awani, qui était chargé de l'administrer avec cinq autres personnes, lui a interdit de quitter le pays et lui a gelé son salaire. M. Alwani et trois des suspects sont toujours en fuite<sup>142</sup>.

157. Comme indiqué au paragraphe 116, le Groupe d'experts a enquêté sur les retards accusés dans l'ouverture de lettres de crédit et le refus d'admettre des marchandises au Yémen, de la part de sociétés ne respectant pas les conditions énoncées dans le décret n° 75, en octobre et en novembre 2018. D'après l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Gouvernement yéménite doit prendre des mesures appropriées pour garantir à la population civile l'accès à des denrées alimentaires suffisantes<sup>143</sup>.

#### **D. Violations du droit international des droits de l'homme attribuées aux supplétifs**

158. Le Groupe d'experts a enquêté sur des violations du droit international des droits de l'homme relatives à des arrestations et détentions arbitraires, à des disparitions forcées et à des exécutions extrajudiciaires par les Forces de la Ceinture de sécurité à Aden et les Forces d'élite de Chaboua. On trouvera à l'annexe confidentielle 41 un complément d'information sur les cas faisant l'objet d'une enquête de la part du Groupe d'experts.

159. Comme noté au paragraphe 23, le Groupe d'experts a trouvé des éléments prouvant que le Gouvernement yéménite n'avait pas de contrôle effectif sur les forces rémunérées, armées et formées par les Émirats arabes unis, qui les avaient créées en 2016. Il a appris que les Émirats étaient en fait chargés d'organiser et de coordonner les opérations menées par ces forces. Il a continué d'enquêter pour établir si les violations commises devaient être imputées aux Émirats ou au Gouvernement yéménite. En tout état de cause, ils sont tenus, l'un et l'autre, de faire preuve de la diligence voulue pour prévenir ces violations, enquêter sur elles, demander des comptes aux responsables et verser des dédommagements à la suite des dégâts occasionnés par le comportement de leurs agents et de parties tierces, susceptible de porter atteinte aux droits de l'homme<sup>144</sup>.

#### **E. Recrutement et utilisation d'enfants dans les conflits armés**

160. Le Groupe d'experts a obtenu des informations sur deux cas précis de recrutement d'enfants par les forces houthistes et une liste de 31 enfants qui auraient

<sup>142</sup> Lettre adressée au Groupe d'experts par les Émirats arabes unis, en date du 2 octobre 2018.

<sup>143</sup> Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels. S'agissant du droit à la nourriture en situation de conflit armé, voir notamment [A/72/188](#). S'agissant de l'applicabilité du Pacte en situation de conflit armé, voir notamment [E/2015/59](#).

<sup>144</sup> L'obligation de l'État de faire preuve de la diligence voulue pour prévenir les violations du droit international par des acteurs privés est un principe établi de longue date. Voir par exemple la sentence arbitrale rendue le 14 septembre 1872 dans l'affaire *Alabama (États-Unis c. Grande-Bretagne)*. Pour ce qui est des violations des droits de l'homme, voir notamment l'observation générale n° 31 (2004) du Comité des droits de l'homme sur la nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte, par. 8. Voir également la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le Yémen est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques depuis 1987 et les Émirats arabes unis à la Convention contre la torture depuis 2012.

été recrutés par des forces associées au Gouvernement yéménite<sup>145</sup>. Du fait de la difficulté d'accéder à des preuves de première main, de la nécessité de protéger les victimes et de la réticence des familles à communiquer avec le Groupe d'experts ou des organisations non gouvernementales sur la question du recrutement d'enfants, le Groupe d'experts n'a pas pu se pencher sur ces cas et poursuit donc son enquête. L'absence d'études de cas se rapportant à la question dans le présent rapport ne saurait être invoquée pour faire valoir que ce phénomène est peu répandu au Yémen<sup>146</sup>.

## F. Destruction et vol de biens culturels

161. Le Groupe d'experts a enquêté sur trois cas de vols de biens culturels (voir par. 127 ; voir également S/2018/594, par. 137 à 139). Selon le droit humanitaire international, est interdite toute forme de vol, de pillage ou de détournement de biens qui représentent une grande importance pour le patrimoine culturel d'un peuple, quel qu'il soit<sup>147</sup>.

162. Le Groupe d'experts a enquêté sur la destruction le 22 octobre 2018 de la mosquée et du mausolée historiques d'Ahmed el-Faz, dans la région de Fazza (province de Hodeïda) (voir annexe 42)<sup>148</sup>. Il n'a pas réussi à identifier de manière indépendante quel groupe avait précisément mené l'attaque et poursuit son enquête. D'après les règles applicables du droit humanitaire international et en sus de la protection générale contre toute attaque directe<sup>149</sup>, les biens culturels bénéficient de protections supplémentaires précises<sup>150</sup>.

## VIII. Entrave à l'aide humanitaire

163. En application du paragraphe 19 de la résolution 2216 (2015), le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur l'entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen, y compris l'accès à l'aide humanitaire et la distribution de cette aide.

### A. Entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire

164. Le Groupe d'experts a constaté qu'en 2018, la coalition continuait d'empêcher les vols commerciaux depuis l'aéroport de Sanaa, qui auraient pu être empruntés par des civils yéménites pour accéder à des traitements médicaux à l'étranger. Ceux qui se trouvent dans des secteurs tenus par les houthistes pour obtenir des soins médicaux à l'étranger n'ont d'autre choix que de se rendre par la route aux aéroports de Seïyoum ou d'Aden, un trajet de plusieurs heures au cours duquel ils risquent d'être harcelés en de multiples points de contrôle. Le Groupe d'experts a noté que le 3 décembre

<sup>145</sup> Rapports et liste dans les archives du Groupe d'experts, qui prévoyait également de visiter un centre de réinsertion à Mareb, avant l'annulation de sa mission.

<sup>146</sup> Voir S/2018/465 au sujet de 842 cas avérés de recrutement et d'utilisation d'enfants durant le conflit armé au Yémen.

<sup>147</sup> Voir articles 4 et 19 de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et la base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, alinéa b) de la règle 40.

<sup>148</sup> La destruction du site a été condamnée par l'UNESCO, « L'UNESCO condamne la destruction intentionnelle d'une mosquée et d'un mausolée dans le gouvernorat d'Al-Hodeida au Yémen », 30 octobre 2018. Consultable à l'adresse suivante : <https://whc.unesco.org/fr/actualites/1895>.

<sup>149</sup> Base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règle 7.

<sup>150</sup> Voir article 16 du Protocole II aux Conventions de Genève du 12 août 1949. Voir également la base de données du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, règle 38 et articles 4 et 19, et la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

2018, la coalition avait autorisé l'évacuation médicale de 50 membres des forces houthistes depuis l'aéroport de Sanaa.

165. Le Groupe d'experts a également analysé les données tout au long de 2018 relatives aux ports du Yémen montrant que les importations effectuées depuis ceux de la mer Rouge avaient graduellement diminué au profit de ceux contrôlés par le Gouvernement yéménite. Le Groupe d'experts enquête pour voir si le changement découle d'une politique délibérée visant à entraver l'économie houthiste ou de l'influence de groupes de pression commerciaux, associés au Gouvernement, qui veulent augmenter leur part du marché des importations.

166. Les statistiques dont dispose le Groupe d'experts ont montré une augmentation notable de l'activité portuaire à Aden et Moukalla, aux dépens de Hodeïda (voir paragraphe 119). Il existe un écart entre la perception que Hodeïda a couvert 70 % des importations au Yémen et la réalité. Toutes les marchandises en conteneurs sont passées par le port d'Aden à compter de novembre 2017, lorsque les autorités saoudiennes ont fermé à titre provisoire les ports se trouvant sous le contrôle des Houthistes<sup>151</sup>. De plus, depuis avril 2018, les principaux navires porte-conteneurs se déclarent inquiets du rapprochement des opérations militaires de Hodeïda.<sup>152</sup>

167. Un importateur a perdu plus de 800 000 dollars du fait des surestaries, des pénalités de retard imposées aux acheteurs et de l'augmentation des frais d'assurance pour un seul navire. D'octobre à novembre 2018, ce négociant a cessé d'importer des aliments du bétail, ce qui a fortement entravé les capacités d'élevage de volailles au Yémen. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur cette affaire.

## B. Entrave à la distribution de l'aide humanitaire

168. En 2018, le Groupe d'experts a enquêté sur les obstacles posés par les forces houthistes à la distribution de l'aide humanitaire, qui comprenaient : a) l'arrestation et l'intimidation d'agents humanitaires ; b) le non-respect de l'indépendance des organisations humanitaires ; c) le refus d'accorder des visas, le retard dans l'octroi de visas ou leur annulation ; d) l'ingérence dans le choix des bénéficiaires et des zones d'opérations. Le Groupe d'experts a appris que pour continuer d'opérer, certaines organisations internationales se voyaient contraintes de céder à la pression exercée par les autorités houthistes.

169. Le Groupe d'experts a constaté qu'en 2018, Motlaq Amer el-Marrani (dit Abou Emad), chef adjoint du bureau de sécurité nationale, basée à Sanaa, avait continué de poser des entraves à l'acheminement de l'assistance humanitaire (voir S/2018/594, par. 193, et annexe confidentielle 72).

170. À la demande des parties humanitaires concernées, on trouvera à l'annexe confidentielle 43 des informations et des analyses se rapportant à la présente section.

## IX. Recommandations

171. Le Groupe d'experts recommande que Conseil de sécurité :

<sup>151</sup> Les seuls navires porte-conteneurs qui ont accosté à Hodeïda en 2018 étaient destinés à une assistance humanitaire, le *Spero* le 18 février 2018, le *Buxcontact* le 24 février, le *Venus* le 26 mai et le *Ym Wellbeing* le 12 août, d'après les données affichées sur le site <https://maritime.ihs.com>.

<sup>152</sup> Le Groupe d'experts a assisté à la réunion entre le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies, les commerçants et les expéditeurs, qui s'est tenue à Djibouti le 14 mai 2018, au cours de laquelle les représentants se sont dits peu enclins à commencer à faire passer des conteneurs par Hodeïda alors que rien ne garantissait qu'il serait épargné par le conflit.

a) Envisage d'ajouter, dans une résolution ou une déclaration de la présidence, du texte pour rappeler le Gouvernement yéménite, les États Membres et les autres parties que la corruption est une menace considérable contre la paix et la sécurité au Yémen et que les personnes qui y sont impliquées pourraient répondre aux critères de désignation définis dans la résolution 2140 (2014) ;

b) Envisage d'ajouter dans une résolution ou une déclaration de la présidence du texte pour exhorter les houthistes à veiller au respect des principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, pour ce qui est des intervenants humanitaires ;

c) Envisage d'ajouter dans une résolution ou une déclaration de la présidence du texte pour rappeler le Gouvernement yéménite ses obligations au regard de l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui reste applicable dans la situation de conflit armé et reconnaît le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant, y compris une nourriture suffisante, afin d'amener le Gouvernement à s'acquitter de ses obligations au regard du Pacte et de veiller à ce que les mécanismes d'importation mis en place facilitent l'entrée des marchandises et notamment des denrées alimentaires, dans l'ensemble du Yémen.

172. Le Groupe d'experts recommande que le Comité :

a) Envisage de prendre attache avec le Cabinet du Secrétaire général et d'amener tant le Gouvernement yéménite que les donateurs à renforcer le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies et le mécanisme d'inspection, afin d'instaurer la capacité analytique de repérer les réseaux recourant à de faux documents pour contourner l'inspection des navires et faciliter la violation des sanctions imposées dans la résolution 2140 (2014) ;

b) Envisage de prendre attache avec le Cabinet du Secrétaire général et de proposer la tenue d'une conférence, en coordination avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les principaux acteurs, pour aider le Gouvernement à appliquer les mécanismes de diligence voulue afin de gérer au mieux les mouvements de fonds et les importations de marchandises, conformément aux principes du Pacte mondial des Nations Unies ;

c) Envisage de prendre attache avec le Cabinet du Secrétaire général et de demander que le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies et le mécanisme de surveillance à Hodeïda établissent un protocole avec le Groupe d'experts afin d'échanger des informations sur des actes qui constitueraient des menaces potentielles à la paix, à la stabilité et à la sécurité du Yémen, y compris les violations du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme, de l'embargo sur les armes et les entraves à l'aide humanitaire ;

d) Envisage d'adresser une lettre au Gouvernement yéménite pour l'engager à signer un accord spécial au titre de l'article 19 de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, avec Abou el-Abbas, qui a la garde des objets du Musée national Ordî, afin de continuer de transférer en toute sécurité ces pièces au Gouvernement yéménite, et prier instamment ce dernier de faire rapport au Comité sur toute mesure prise et toute demande potentielle d'aide, qui pourrait être fournie par les acteurs internationaux ;

e) Envisage d'adresser une lettre à l'Organisation maritime internationale pour l'alerter aux risques que représentent les missiles de croisière antinavire et les engins explosifs improvisés flottants en mer Rouge afin de l'encourager à évoquer ces menaces avec le secteur des transports maritimes, en vue d'instaurer des précautions et des contre-mesures adaptées ;

f) Envisage d'adresser une lettre à l'Organisation de l'aviation civile internationale afin de l'alerter aux risques que présentent les drones et les munitions

rodeuses pour l'aviation civile, en particulier dans le voisinage d'aéroports internationaux très fréquentés sur la péninsule Arabique, et de l'encourager à évoquer ces menaces avec les exploitants des aéroports et les compagnies aériennes, en vue d'instaurer des précautions et des contre-mesures adaptées.

**List of annexes:**

	<i>Page</i>
Annex 1. Methodology . . . . .	66
Annex 2. UN Geographic Information Systems (GIS) map (place name identification) . . . . .	71
Annex 3. Summary of Panel correspondence (2018) . . . . .	72
Annex 4. Leadership and structure of provincial security and security belt forces . . . . .	74
Annex 5. Salafiyya in Yemen: arrival, fragmentation and conflict . . . . .	75
Annex 6. Clerics Targeted / Assassinated in Aden . . . . .	78
Annex 7. Houthis network of interest to the Panel . . . . .	81
Annex 8. The Order of Battle of the National forces based on official documents . . . . .	82
Annex 9. Ta'izz Militants . . . . .	85
Annex 10. Recruiting into the Houthi forces . . . . .	87
Annex 11. Anti-ship cruise missiles . . . . .	88
Annex 12. Unmanned aerial vehicles . . . . .	93
Annex 13. Components of extended-range short-range ballistic missiles . . . . .	97
Annex 14. Industrial Equipment . . . . .	99
Annex 15. Water-borne improvised explosive devices (WBIEDs) . . . . .	102
Annex 16. Seizure of assault rifles . . . . .	107
Annex 17. Estimates of revenue collected by the Houthis from fuel imports . . . . .	113
Annex 18. Import of fuel to Red Sea ports from September 2016 to October 2018 . . . . .	116
Annex 19. Network of fuel importers associated with the Houthis . . . . .	119
Annex 20. Confiscation of MT Androussa (IMO 9101182) by KSA in 2017 . . . . .	127
Annex 21. Shipment of fuel from Iran to Ras Issa, falsely reported as loaded in Oman . . . . .	134
Annex 22. Tracing of items for military equipment found in Yemen . . . . .	149
Annex 23. Ma'rib's revenues and expenses (balance sheet January to November 2018) . . . . .	150
Annex 24. Mohamed Ali Al Houthi's letter concerning cash transfers . . . . .	151
Annex 25. Hard currency transfer and cash flow to and from Yemen . . . . .	154
Annex 26. Delays incurred to vessels importing basic commodities into Yemen . . . . .	158
Annex 27. Issuance of Letters of Credit for imports of basic commodities . . . . .	160
Annex 28. Suspicious demurrage costs paid by CBY in Aden . . . . .	166
Annex 29. Discrepancies in fuel imports for electricity in Aden . . . . .	168
Annex 30. Manipulation of contractual arrangements for food rations for the military . . . . .	170
Annex 31. A network involved in the forgery of immigration documents . . . . .	174
Annex 32. Smuggling of cash and cultural artifacts . . . . .	177
Annex 33. Case studies of Airstrikes in Yemen (2018) . . . . .	180
Appendix 33.A. Use of explosive ordnance in Al Hudaydah on 2 April 2018 . . . . .	181



Appendix 33.B.	Airstrike of 22 April 2018, Bani Qis, Hajjah (wedding) . . . . .	184
Appendix 33.D.	Airstrike of 23 July 2018, Noshour, Sa'adah (water borehole). . . . .	186
Appendix 33.F:	Airstrike in Dahyan market, Sa'dah (2018) . . . . .	189
Appendix 33.G.	Airstrike in residential area, Sana'a (9 June 2017) . . . . .	199
Annex 34.	Mortar attacks in al Hudaydah on 2 August 2018. . . . .	201
Annex 35.	Case study on the use of explosive ordnance against civilian areas (2018) . . . . .	204
Appendix 35.A.	Mortar bomb strike in Shahid, Tai'zz (11 January 2018) . . . . .	205
Appendix 35.C.	Rocket attack near Adhban Mosque in Ma'rib (22 May 2018). . . . .	208
Appendix 35.D.	Mortar bomb strike in Sunah, Ta'izz (17 July 2018). . . . .	210
Annex 36.	Targeting of civilians by Houthi forces in Tai'zz . . . . .	212
Annex 37.	Attack against the 22 May Hospital (Hudaydah) 1- 7 November 2018 . . . . .	213
Annex 38.	Violations of IHL and IHRL by organs of the Houthis. . . . .	216
Annex 39.	Arbitrary arrest and detention of journalists . . . . .	217
Annex 40.	Arbitrary arrest and detention of Baha'i community . . . . .	218
Annex 41.	IHRL violations in relation to detention by security forces . . . . .	219
Annex 42.	Case study on destruction of cultural property . . . . .	220
Annex 43.	Obstruction of humanitarian assistance . . . . .	222
Annex 44.	Full list of abbreviations . . . . .	223

## **Annex 1. Methodology**

1. The Panel used satellite imagery of areas of Yemen procured by the United Nations from private providers to support its investigations. It also used commercial databases recording maritime and aviation data and mobile phone records. Public statements by officials through their official media channels were accepted as factual unless contrary facts were established. While the Panel strived to be as transparent as possible, in situations in which identifying sources would have exposed them or others to unacceptable personal security risks, the Panel decided not to include identifying information in the present report and instead placed the relevant evidence in United Nations archives.
2. The Panel reviewed social media, but no information gathered was used as evidence unless it could be corroborated using multiple independent or technical sources, including eyewitnesses, to appropriately meet the highest achievable standard of proof.
3. The spelling of toponyms within Yemen often depends on the ethnicity of the source or the quality of transliteration. The Panel has adopted a consistent approach in the present report.
4. The Panel has placed importance on the rule of consensus among the Panel members and agreed that, if differences and/or reservations arise during the development of the report, it would only adopt the text, conclusions and recommendations by a majority of four out of the five members. In the event of a recommendation for designation of an individual or a group, such recommendation would be done on the basis of unanimity.
5. The Panel has offered the opportunity to reply to Member States, entities and individuals involved in the majority of incidents that are covered in this report. Their response has been taken into consideration in the Panel's findings. The methodology for this is provided in appendix A.

## Appendix A to Annex 1: ‘The opportunity to reply’ methodology used by the Panel

1. Although sanctions are meant to be preventative not punitive, it should be recognized that the mere naming of an individual or entity<sup>1</sup> in a Panel’s report, could have adverse effects on the individual. As such, where possible, individuals concerned should be provided with an opportunity to provide their account of events and to provide concrete and specific information/material in support of their narrative. Through this interaction, the individual is given the opportunity to demonstrate that their alleged conduct does not fall within the relevant listing criteria. This is called the ‘opportunity to reply’.
2. The Panel’s methodology on the opportunity to reply is as follows:
  - (a) Providing an individual with an ‘opportunity to reply’ should be the norm;
  - (b) The Panel may decide not to offer an opportunity of reply if there is credible evidence that it would unduly prejudice its investigations, including if it would:
    - (i) Result in the individual moving assets if they get warning of a possible recommendation for designation;
    - (ii) Restrict further access of the Panel to vital sources;
    - (iii) Endanger Panel sources or Panel members;
    - (iv) Adversely and gravely impact humanitarian access for humanitarian actors in the field; or
    - (v) For any other reason that can be clearly demonstrated as reasonable and justifiable in the prevailing circumstances.
3. If the circumstances set forth in 2 (b) do not apply, then the Panel should be able to provide an individual an opportunity to reply.
4. The individual should be able to communicate directly with the Panel to convey their personal determination as to the level and nature of their interaction with the Panel.
5. Interactions between the Panel and the individual should be direct, unless in exceptional circumstances.
6. In no circumstances can third parties, without the knowledge of the individual, determine for the individual its level of interaction with the Panel.
7. The individual, on the other hand, in making their determination of the level and nature of interaction with the Panel, may consult third parties or allow third parties (for example, legal representative or his government) to communicate on his/her behalf on subsequent interactions with the Panel.

---

<sup>1</sup> Hereinafter just the term individual will be used to reflect both.

## Appendix B to Annex 1: Violations relating to IHL, IHRL, and acts that constitute human rights abuses investigative methodology

1. The Panel adopted the following stringent methodology to ensure that its investigations met the highest possible evidentiary standards, despite it being prevented from visiting places in Yemen other than Aden. In doing so it has paid particular attention to the “Informal Working Group on General Issues of Sanctions Reports”, [S/2006/997](#), on best practices and methods, including paragraphs 21, 22 and 23, as requested by paragraph 11 of resolution [2402 \(2018\)](#).
2. The Panel’s methodology in relation to its investigations concerning IHL, IHRL and human rights abuses is set out as below:
  - (a) All Panel investigations are initiated based on verifiable information being made available to the Panel, either directly from sources or from media reports.
  - (b) In carrying out its investigations on the use of explosive ordnance, the Panel relies on at least three or more of the following sources of information:
    - (i) At least two eye-witnesses or victims;
    - (ii) At least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;
    - (iii) If there are casualties associated with the incident, and if the casualties are less than ten in number, the Panel obtains copies of death certificates and medical certificates. In incidents relating to mass casualties, the Panel relies on published information from the United Nations and other organizations;
    - (iv) Technical evidence, which includes imagery of explosive events such as the impact damage, blast effects, and recovered fragmentation. In all cases, the Panel collects imagery from at least two different and unrelated sources. In the rare cases where the Panel has had to rely on open source imagery, the Panel verifies that imagery by referring it to eyewitnesses or by checking for pixilation distortion;
      - a. In relation to airstrikes, the Panel often identifies the responsible party through crater analysis or by the identification of components from imagery of fragmentation; and
      - b. The Panel also analyses imagery of the ground splatter pattern at the point of impact from mortar, artillery, or free flight rocket fire to identify the direction from which the incoming ordnance originated. This is one indicator to assist in the identification of the perpetrator for ground fire when combined with other source information.
    - (v) The utilisation of open source or purchased satellite imagery wherever possible, to identify the exact location of an incident, and to support analysis of the type and extent of destruction. Such imagery may also assist in the confirmation of timelines of the incident;
    - (vi) Access to investigation reports and other documentation of local and international organizations that have independently investigated the incident;
    - (vii) Other documentation that supports the narrative of sources, for example, factory manuals that may prove that the said factory is technically incapable of producing weapons of the type it is alleged to have produced;
    - (viii) In rare instances where the Panel has doubt as to the veracity of available facts from other sources, local sources are relied on to collect specific and verifiable information from the

ground. (For example, if the Panel wished to confirm the presence of an armed group in a particular area);

(ix) Statements issued by or on behalf of a party to the conflict responsible for the incident; and/or

(x) Open source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel's findings.

(c) In carrying out its investigations on deprivation of liberty and associated violations the Panel relies on the following sources of information:

(i) The victims, where they are able and willing to speak to the Panel, and where medical and security conditions are conducive to such an interview;

(ii) The relatives of victims and others who had access to the victims while in custody. This is particularly relevant in instances where the victim dies in custody;

(iii) Interviews with at least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;

(iv) Medical documentation and, where applicable, death certificates;

(v) Documentation issued by prison authorities;

(vi) Interviews with medical personnel who treated the victim, wherever possible;

(vii) Investigation and other documentation from local and international organizations that have independently investigated the incident. The Panel may also seek access to court documents if the detainee is on trial or other documentation that proves or disproves the narrative of the victim;

(viii) Where relevant, the Panel uses local sources to collect specific and verifiable information from the ground, for example, medical certificates;

(ix) Statements issued by the party to the conflict responsible for the incident; and/or

(xx) Open source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel's findings.

(d) In carrying out its investigations on other violations, including forced displacement and threats against medical workers, the Panel relies on information that includes:

(i) Interviews with victims, eyewitnesses, and direct reports where they are able and willing to speak to the Panel, and where conditions are conducive to such an interview;

(ii) Interviews with at least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;

(iii) Documentation relevant to verify information obtained;

(iv) Statements issued by the party to the conflict responsible for the incident; and/or

(v) Open source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel's findings.

(e) The standard of proof is met when the Panel has reasonable grounds to believe that the incidents had occurred as described and, based on multiple corroboratory sources, that the responsibility for the incident lies with the identified perpetrator. The standard of proof is “beyond a reasonable doubt”.

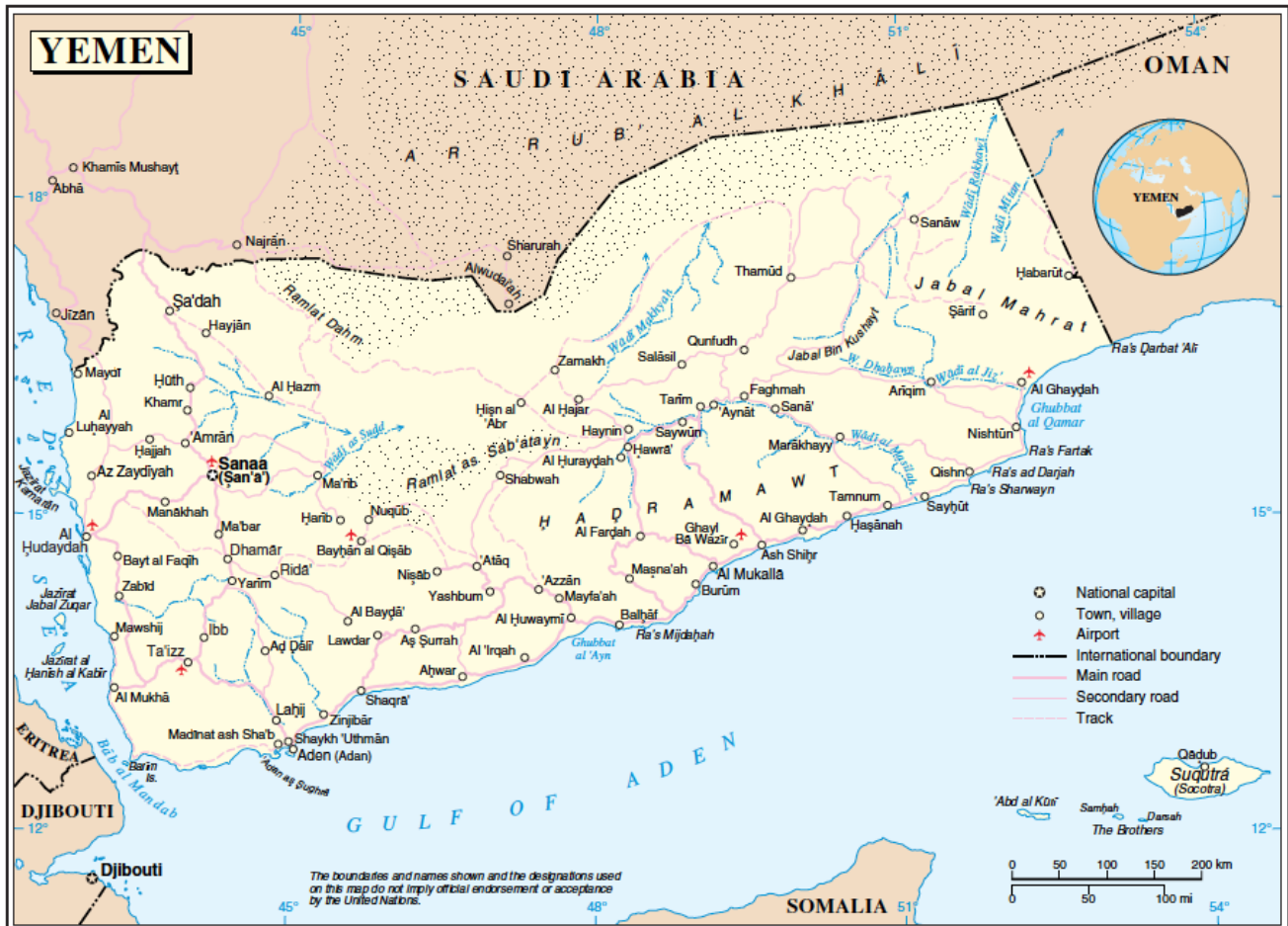
(f) Upon completion of its investigation, wherever possible, the Panel provides those responsible with an opportunity to respond to the Panel’s findings in so far as it relates to the attribution of responsibility. This is undertaken in accordance with the Panel’s standard methodology on the opportunity to reply. Generally, the Panel would provide detailed information in any opportunity to respond, including geo-locations. However, detailed information on incidents are not provided when there is a credible threat that it would threaten Panel sources, for example, in violations related to deprivation of liberty, violations associated with ground strikes on a civilian home, or in violations associated with children.

(g) If a party does not provide the Panel with the information requested, the Panel will consider whether this is of sufficient gravity to be considered as non-compliance with paragraph 8 of resolution [2402 \(2018\)](#), and thus consideration for reporting to the Committee.

3. The Panel will not include information in its reports that may identify or endanger its sources. Where it is necessary to bring such information to the attention of the Council or the Committee, the Panel may include more source information in confidential annexes.

4. The Panel will not divulge any information that may lead to the identification of victims, witnesses, and other particularly vulnerable Panel sources, except: 1) with the specific permission of the sources; and 2) where the Panel is, based on its own assessment, certain that these individuals would not suffer any danger as a result. The Panel stands ready to provide the Council or the Committee, on request, with any additional imagery and documentation to supports the Panel’s findings beyond that included in its report. Appropriate precautions will be taken though to protect the anonymity of its sources.

**Annex 2. UN Geographic Information Systems (GIS) map (place name identification)**



Map No. 3847 Rev. 3 UNITED NATIONS  
January 2004

Department of Peacekeeping Operations  
Cartographic Section

### Annex 3. Summary of Panel correspondence (2018)

Table 3.1  
Correspondence with Member States

<i>Ser.</i>	<i>Member State</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by Member State</i>	<i>Remarks</i>
1	Belgium	1		
2	Canada	1		
3	China	6	2	
4	Djibouti	2		
5	Egypt	1		
6	France	2		
7	Germany	2		Note 1
8	Greece	1		Note 1
9	Honduras	1		
10	Indonesia	1	1	
11	Islamic Republic of Iran	4		Note 1
12	Italy	3		
13	Japan	2	1	
14	Jordan	1		
15	Malaysia	1	1	
16	Norway	2		
17	Oman	2	1	
18	Qatar	1		
19	Russian Federation	2		
20	Kingdom of Saudi Arabia	29	4	
21	Spain	1	1	
22	Tanzania	1		
23	Turkey	1		Note 1
24	United Arab Emirates	12	1	
25	United States of America	2		
26	Yemen	25	5	
<b>26</b>		<b>107</b>	<b>17</b>	

Note 1: Additional information still awaited.



Table 3.2  
Correspondence with Sana'a based authorities

<i>Entity</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by entity</i>	<i>Remarks</i>
Sana'a based ministry of foreign affairs	5	5	
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	

Table 3.3  
Correspondence with international and regional organizations

<i>Ser.</i>	<i>Organization</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters</i>	<i>Remarks</i>
1	Combined Maritime Force (CMF)	2		
2	UNICEF	1		
3	WFP	1		
<b>3</b>		<b>4</b>		

Table 3.4  
Correspondence with Companies

<i>Ser.</i>	<i>Company</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters</i>	<i>Remarks</i>
1	3W	1		
2	Bahri	3		
3	Component Distributers	1	1	
4	Digi	1	1	
5	Dileton	2		
6	Hengstler	1		
7	Houthis	5		
8	Ince Shipping	1		
9	Leo Shipping	1	1	
10	MIRA	1		
11	R.shipping	1		
12	raytheon	1		
13	Safran	2		
14	seastar	1	1	
15	Steyr	1	1	
<b>3</b>		<b>23</b>	<b>5</b>	

**Annex 4. Leadership and structure of provincial security and security belt forces**

<i>Serial</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Location</i>	<i>Remarks</i>
1	Colonel Khader al-Nub	Director of General Security	Abyan	
2	Colonel Abd al-Latif al-Sayed	Commander Security Belt Forces	Abyan	
3	Lieutenant Colonel Mohammed al-Oban	Deputy Commander Security Belt Forces	Abyan	
5	Major General Shallal Ali Shaye	Director of General Security	Aden	
6	Brigadier General Wadha Omar Abdulaziz	Commander Security Belt and 3 <sup>rd</sup> Support Brigade	Aden	
7	Brigadier General Munir Mahmoud Ahmed al-Mashali	Commander 1 <sup>st</sup> Support Brigade Emergency Forces	Abyan/Aden	
8	Colonel Nabil al-Mashwashi	Commander 2 <sup>nd</sup> Support Brigade	Aden	
9	Colonel Hader al-Shukhaty	Commander 4 <sup>th</sup> Support Brigade	Lahij	
10	Colonel Mukhtar al-Nubi	Commander 5 <sup>th</sup> Support Brigade	Radfan/Lahij	

## Annex 5. Salafiyya in Yemen: arrival, fragmentation and conflict

### I. Background

1. Fragmentation of the Salafi establishment in Yemen is not new, but the current conflict has exacerbated rivalries and influenced the approach to fundamental doctrinal principles. The schism present today involves factions previously identified as quietists/apolitical, political and jihadist.<sup>2</sup>

2. The emergence and proliferation of Salafi-led armed groups since July 2015 occurred outside the control of the Government of Yemen and the Coalition. The Panel has observed how each group gravitated to a source of financial support, and then deployed to a specific battle front against Houthis, such as the city of Ta'izz and the West Coast. Threats to peace and security emerge from lose command and control and growing rivalries.<sup>3</sup>

3. Since the arrival of Yemeni Salafi shaykh Moqbil bin Hadi al-Wada'i in Dammaj, Sa'dah governorate<sup>4</sup> in the 1970s Salafiyya has expanded and evolved. The establishment of Dar al-Hadith Institutes eventually led to a network of Salafi centers throughout Yemen's north and south. Shaykh Moqbil's pupils became directors of Salafi centers in Ibb, Ma'rib, Lahij, Sana'a, al-Shahir, and Ta'izz to name a few, and sparked a movement that attracted many Yemeni youth as well as foreigner students.<sup>5</sup>

4. As the Salafi movement grew, shaykh Moqbil saw the establishment of 'associations' as a departure from his teachings. These associations were seen by Moqbil as driven by profits and political activism. He also engaged the emerging role of the Muslim Brotherhood in Yemeni politics and the religious sphere.<sup>6</sup> These views were aligned with shaykhs like Mohammed Aman al-Jami of Ethiopia. This criticism by Moqbil extended to his own former pupils, like Mohammed al-Adeni of al-Fiyush Institute in Lahj. As well as criticism of his former companions like Mohammed Mohammed al-Mahdi, co-founder of *Dawiyat al-Khayriyya al-Hikma al-Yamaniyya* (al-Hikma),<sup>7</sup> which would eventually ally with *al-Tajammu'u al-Yamani lil-Islah* (al-Islah Party).

5. Following shaykh Moqbil's death in 2001, his deputy Yahya al-Hajuri, became his successor. This move led to further tension between Moqbil's pupils across Yemen. Conflict also intensified with figures such as shaykh Abd al-Majid al-Zindani (spiritual leader in al-Islah Party and founder of al-Iman University in Sana'a) shaykh Mohammed al-Qadhi in Sana'a and Shaykh Abdullah al-Ahdal of Hadhramawt. Rivalries and fragmentation was exacerbated by events following the Arab Spring, as Dammaj and other Salafi centers became targets of Houthis or other anti-Salafi elements.<sup>8</sup>

6. The necessity to defend Salafi centers against Houthis, for example, led to a shift in views on political participation and armed conflict by various students of shaykh Moqbil. This sparked new rivalries among his former students and a re-alignment of alliances with entities such as al-Hikma Association and al-Islah Party, including the emerging alliance between shaykh Hani bin Breik and pro-secessionist elements based in Aden, and the alliance between Abu al-Abbas and the UAE in Ta'izz.<sup>9</sup>

<sup>2</sup> For an in-depth look into the history of Salafis in Yemen, see Bonnefoy, Laurent. *Salafism in Yemen: Transnationalism and Religious Identity*. London, Hurst & Company, 2011.

<https://journals.openedition.org/cy/1945>

<sup>3</sup> <https://theintercept.com/2018/06/07/yemen-hodeidah-uae-saudi-arabia-houthis/>

<sup>4</sup> Sa'dah is regarded as the traditional seat of Zaydis since their arrival in the late 800s AD. See Dresch, Paul. *A History of Modern Yemen*. Cambridge University Press, 2001; Haykel, Bernard. *Revival and Reform in Islam: The Legacy of Muhammad al-Shawqani*. Cambridge University Press, 2003. P5-6.

<sup>5</sup> For presence of foreign students see <https://ctc.usma.edu/deconstructing-salafism-in-yemen-2/>

<sup>6</sup> *Salafism in Yemen*, p56, 64,76.

<sup>7</sup> *Ibid*, pxiv, 63, 65.

<sup>8</sup> Fighting broke out in August 2013 between Houthis and Salafis in Dammaj, leading to a mobilization of Salafi elements from across Yemen to support Shaykh Yahya al-Hajuri. Dammaj was eventually evacuated by order of President Abdo Rabbo Mansour Hadi in December 2013, see <https://reliefweb.int/report/yemen/salafis-forced-flee-dammaj-government-forces-unable-protect-they-say>

<sup>9</sup> See paragraph 43, S/2018/594; <https://www.yemenpeaceproject.org/blog-x/2017/10/5/militant-salafism-in-taiz-three-clusters-and-many-differences>

7. The level of tension has led to direct confrontation between Salafi factions and assassinations of prominent clerics. This level of conflict has been primarily driven by views on the Salafi principle of *Wilayat al-Amr* (based on allegiance to the ruler) and the engagement of armed conflict as a duty in *Jihad*.

8. We see two factions of Salafis, one upholds the principle of Wali al-Amr, and the other has engaged dissent without calling for Jihad.

## II. Wilayat al-Amr

9. Allegiance to the contemporary ruler is a principle of the Quietist/apolitical Salafi current. Dammaj Salafis under shaykh al-Hajuri remained at the margins during the Arab Spring, even through the period of the National Dialogue Conference in Sana'a.<sup>10</sup> Unlike the Salafi al-Rashad party,<sup>11</sup> established in 2012, Dammaj Salafis rejected taking sides during the popular uprising against Ali Abdullah Saleh (Yei.003) and political participation in the transition process under Abdo Rabbo Mansour Hadi.

10. Eventually, shaykh al-Hajuri illustrated his commitment to *wali al-amr* (the ruler) by complying with president Hadi's evacuation from Dammaj in December 2013. Al-Hajuri displayed loyalty to the ruler, president Hadi, even if it cost him his base in Dammaj. Shaykh Abu al-Abbas, another former pupil of shaykh Moqbil, has also justified his role in the conflict in Ta'izz against the Houthis as support for president Hadi. Interestingly enough, Abu al-Abbas has yet to frame his role in the armed conflict as revenge or jihad against Houthis, claimed as his primary foes in Ta'izz.<sup>12</sup>

11. In Ta'izz, Salafi elements leveraged work conducted by charity organizations like al-Hikma since 1991 to attract followers at the start of hostilities in 2015. Abu al-Abbas, for example, entered Ta'izz city from al-Turba and gained strength from local recruits, as have other militias in the area. Such Salafi groups then claimed their activities would turn to providing social services to the population, including security and courts. Salafi leaders claimed this was only to fill the vacuum in the absence of government authority. These were activities far beyond those engaged by Salafi associations in the past.

12. In Aden governorate, the environment involved a number of rivalries and new conflicts. Salafi clerics and leaders of Resistance elements in Aden no longer face Houthi elements after July 2015,<sup>13</sup> now they encountered increasing hostility from secessionist elements, themselves in a political conflict with president Hadi, seen as *wali al-amr*.

13. Southern elements believed Salafi clerics from Dammaj and those affiliated with al-Islah party would promote dissent among their congregations and promote opposition to secessionist agendas. While many of Salafi leaders have been killed (see Annex 10) since the liberation of Aden, a number of them have shifted their views, along with newly emerging leaders, and have become leaders of armed groups fighting Houthis along various fronts with UAE support.

## III. Dissent without Jihad

14. Tension between Salafi factions has not only led to violence but also has fragmented the front against Houthis. In both Aden and Ta'izz the secondary armed conflict involves Salafis and elements of al-Islah party. In Aden, shaykh Hashem al-Saeed was an early voice antagonizing al-Islah following liberation of Aden.<sup>14</sup> He publicly called for supporters to fight al-Islah, even though he is not a southern secessionist. In Ta'izz, Abu al-Abbas remains a staunch opponent of al-Islah party, even though the Salafi shaykhs claims to support president Hadi, whose government is heavily supported by al-Islah from Riyadh, Saudi Arabia.<sup>15</sup>

<sup>10</sup> See <https://www.usip.org/publications/2013/03/yemens-national-dialogue>

<sup>11</sup> <https://journals.openedition.org/cy/2811>

<sup>12</sup> Abu al-Abbas has made such claims during interviews with the Panel.

<sup>13</sup> <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-33563190>

<sup>14</sup> Comments made by leaders of al-Islah to the Panel during interviews November 2018.

<sup>15</sup> See S/2018/594 and <http://sanaacenter.org/publications/the-yemen-review/6634>

15. The principles of *Wilayat al-Amr* and *Jihad* intersect where Salafis aim at ascending as a center of influence (over al-Islah) and defeating Houthis along all fronts (Hudayda, Ta'izz and Sa'dah). Hashem al-Saeed (Aden), Abd al-Rahman 'Abu Zurah' (Subaiha, Lahij), Abu al-Abbas (Ta'izz) and Hani Bin Breik (Aden), each have their own aspirations and approach to the armed conflict. All count with substantial support from southern recruits and UAE training and/or financial support.

16. Abd al-Rahman 'Abu Zurah', leader of al-Amalaqa (Giants) Brigades, claims allegiance to president Hadi, even as he receives support from the UAE to fight against Houthis in Hudayda. Hani bin Breik, vice president of the Southern Transitional Council (STC), supports a secessionist agenda while claiming to recognize president Hadi.<sup>16</sup> Bin Breik, and some STC elements, claim their support for security forces against government troops in January 2018 focused on corrupt individuals like former Prime Minister Ahmed bin Dagher, commanders of Presidential Protection Brigades and al-Islah elements.

17. While nearly all Salafi factions agreed on joining the fight against Houthis since 2015, differences remain among leaders as to their role in the wider conflict and future political roles. Some clerics like Samhan al-Rawi,<sup>17</sup> of al-Buraiqa, were allegedly killed for their links to al-Qaeda elements. Others like Mohammed al-Adeni,<sup>18</sup> are said to have opposed an expanded role beyond the fight against Houthis in Aden in 2015.

18. Without a doubt, Salafi elements have nearly abandoned the quietist approach, but a substantial faction has also rejected a political role or a wider definition of *jihad* during the ongoing conflict. It is highly doubtful that Salafis who have received training, financial support and weapons since July 2015 will eventually disarm and return to their mosques and learning centres. Al-Islah and the latecomer al-Rashad Party will certainly be challenged in the near future in their respective spheres of influence. This may come in form of political opposition or armed conflict.

---

<sup>16</sup> <https://www.sadaalmawakea.com/show/790058/>

<sup>17</sup> <https://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2016/01/31/Yemeni-resistance-commander-assassinated-in-Aden.html>

<sup>18</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=SPgeVaJX8os>

## Annex 6. Clerics Targeted / Assassinated in Aden

**Table 6.1**  
**List of Salafi clerics targeted / assassinated in Aden**

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Title</i>	<i>Location</i>	<i>Remarks</i>
1	Ali Uthman al-Jaylani <sup>19</sup>	Imam of al-Qa'drya Mosque		4 January <b>2016</b>
2	Samhan al-Rawi	Imam of Ibn al-Qaym Mosque		31 January 2016
3	Abd al-Rahman al-Adeni	Shaykh at Fayush Institute		28 February 2016
4	Marwan Abu Shawqy			29 April 2016
5	Abid Majmal	Imam of al-Faruq Mosque		5 July 2016
6	Fayz al-Dhubiani			21 July 2016 <sup>20</sup>
7	Abd al-Rahman al-Zahry <sup>21</sup>	Imam of al-Rahman Mosque		23 July 2016
8	Salah Khalys	Imam of al-Radha Mosque		15 August 2016
9	Yaseen al-Hushaybi	Imam of Zayd Mosque		10 October <b>2017</b> / Mansoura, Aden
10	Fahd al-Yunsi	Imam of al-Sahaba Mosque		18 October 2017 /
11	Adel al-Shahiry	Imam of Sa'ad bin Abi Waqass Mosque		28 October 2017/
12	Abd al-Rahman al-'Amrani	Imam of al-Sahaba Mosque /Fayush Institue		5 December 2017
13	Fayz Fuad	Imam and preacher of Abd al-Rahman bin Awaf Mosque		12 December 2017
14	Saleh al-Shaybani	Imam of al-Qirqa'n Mosque		5 January <b>2018</b>
15	Ameen Ba'Yamin <sup>22</sup>	Imam of al-'Adl Mosque		18 January 2018
16	Aref al-Subeihi	Imam of al-Rahman Mosque		24 January 2018
17	Shawqi Kamadi	Imam of al-Thawar Mosque		13 February 2018
18	Jalal al-Marmy	Imam of Al Bayt Mosque		14 February 2018
19	Yasser al-Azzy	Imam of Sahat al-Shuhada Mosque		28 March 2018
20	Nadhal Ba'Hawyrith	Imam of al-Dhahybi Mosque		28 March 2018

<sup>19</sup> Confirmed by al-Islah party leaders interviews by the Panel in November 2018.

<sup>20</sup> Al-Islah party leaders provided 24 July 2016 as the date.

<sup>21</sup> Confirmed by al-Islah party leaders interviews by the Panel in November 2018.

<sup>22</sup> Ibid

**Table 6.2**  
**List of other Salafi clerics targeted / assassinated<sup>23</sup>**

<i>Serial</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Location</i>	<i>Remarks</i>
1	Shaykh Ali Othman al-Jaylani <sup>24</sup>	Imam and preacher at al-Qa'drya mosque	Crater, Aden	Killed 04 Jan. 2016
2	Shaykh Wahhad Awn	Salafi, Resistance leader and Director of Mansoura Prison	Mansoura, Aden	06 May 2016
3	Yasser al-Hamudy	Resistance leader	Abyan	15 June 2016
4	Shaykh Thabet al-Khalaly	Imam and preacher of al-Habilayn mosque	al-Habilayn	Killed on 03 Aug. 2016
5	Yasser 'Azzy <sup>25</sup>	Imam and preacher Omar bin al-Hitab	Mansoura, Aden	04 April 2018
6	Muhammed Ragheb Ba'Zara'	Imam and preacher at Abdallah Azzam mosque	Mua'lla, Aden	21 July 2018
7	Hamid al-Athwary	Imam at al-Farqa'n	Khor Makser, Aden	23 Oct. 2018

**Table 6.3**  
**List Members of al-Islah Party assassinated<sup>26</sup>**

<i>Serial</i>	<i>Name</i>	<i>Title</i>	<i>Location</i>	<i>Remarks</i>
1	Shaykh Salah Khalis <sup>27</sup>	Former Head of Islah Branch in Ade	Aden	Killed in Mansoura / 15 Aug. 2015
2	Shaykh Fayz Fuad <sup>28</sup>	Imam and preacher of Abd al-Rahman bin Awaf Mosque	Aden	Killed in Mansoura/ 12 Dec. 2017
3	Shaykh Shawqi Muhammed Muqbil Kamady <sup>29</sup>	Member of Islah Executive Committee - Aden	Aden	Killed in Mu'alla near Mareb school/14 Feb. 2018
4	Safwan Abd al-Mawleh al-Sharjabi	Lawyer, Human Rights Activist/Islah member	Aden	Killed in Mu'alla/ 9 May 2018

<sup>23</sup> Names highlighted during interviews with Aden leaders of al-Islah, November 2018.

<sup>24</sup> See No. 1 in list above.

<sup>25</sup> He is No. 19 on list above. News article on footnote 1 gives date of assassination as 28 March 2018, but he died on 4 April 2018.

<sup>26</sup> Names highlighted during interviews with Aden leaders of al-Islah, November 2018.

<sup>27</sup> See No. 8 in list above.

<sup>28</sup> See No. 13 in list above

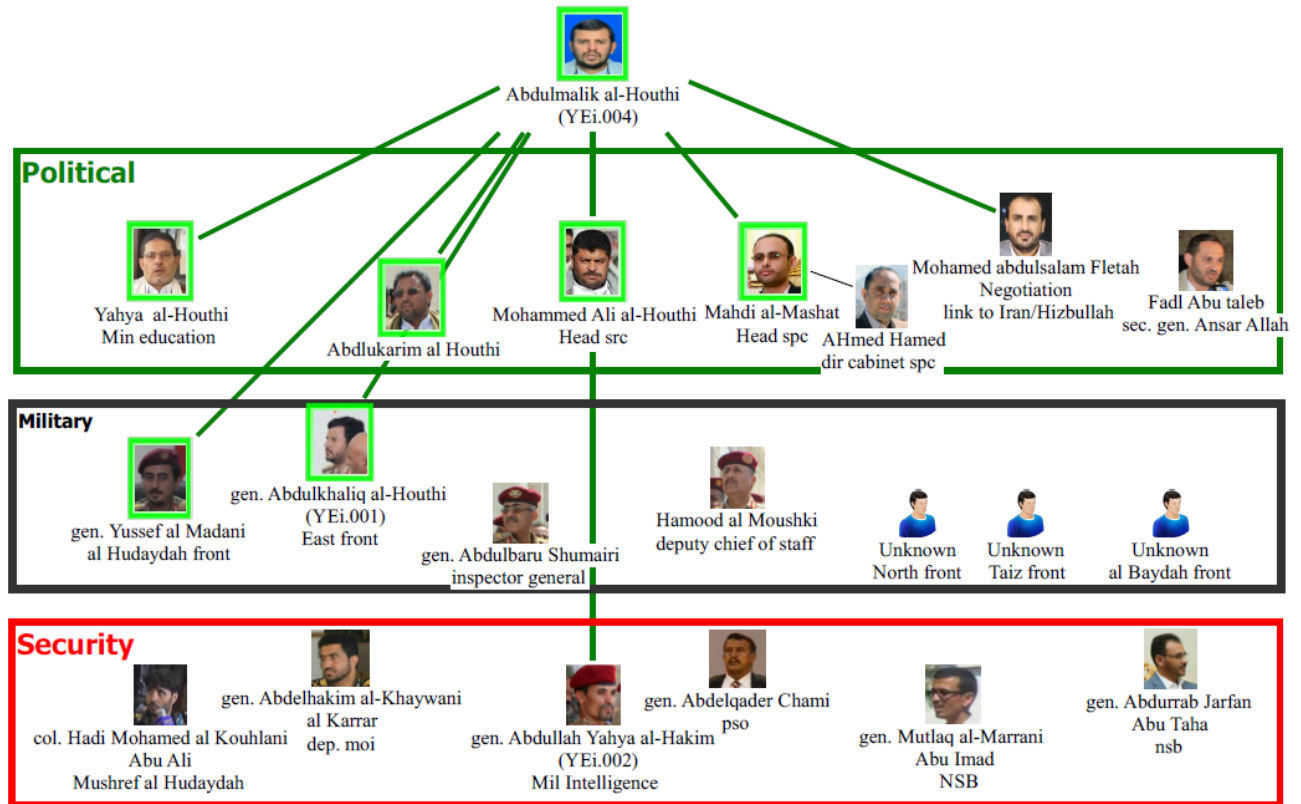
<sup>29</sup> See No. 17 in list above. News article on footnote 1 gives date of assassination as 13 February 2018.

**Table 6.4**  
**List of members of ‘Resistance’ (al-Muqawma) assassinated**

<i>Serial</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Location</i>	<i>Remarks</i>
1	Hamdi Zayd al-Shatiry	Resistance leader	Khur Makser	Killed on 30 Aug. 2015
2	Ahmed al-Idrisy	Resistance leader	Mansoura	30 Aug. 2015
3	Makhfuth Jamal Muhammed	Resistance member	Mansoura	27 Jan. 2016
5	Sjhaykh Mazen al-Aqraby	Resistance leader	Mansoura	20 Feb. 2016
6	Brg. Gen. Hariz al-Halimy	Resistance leader	Mansoura	28 June 2016
7	Saleh Aydarous al-Janidy	Resistance leader	Abyan	31 July 2016



**Annex 7. Houthis network of interest to the Panel**



**Annex 8. The Order of Battle of the National forces based on official documents**

<i>Ser</i>	<i>Governorate</i>	<i>Unit name</i>	<i>Location</i>	<i>Strength</i>
	<b>Ad Dali'</b>			<b>1,570</b>
1		Assadrein Brigade	Mryes	800
2		Camp 30 Hamk	Mryes	770
	<b>Al Baydah</b>			<b>1,880</b>
3		al Awadh Groups	Al Baydah	30
4		Al Baydah Axis	Al Baydah	290
5		Al Baydah Resistance	Al Baydah	450
6		Al Baydah Security	Al Baydah	410
7		Governorate Police and Special Security	Al Baydah	600
8		Qania Resistance	Al Baydah	100
	<b>Al Jawf</b>			<b>18,942</b>
9		101 Brigade	Al Jawf	2,840
10		123 Brigade	Al Jawf	504
11		137 Brigade	Al Jawf	840
12		139th Infantry Brigade	Mafag al Jawf	1,300
13		37th Brigade al Khsha'ha	Al Khasha'ha	3,378
14		4th Border Protection Brigade	Al Jawf	300
15		6th Military District and Recruits	Al Jawf	3,140
16		9th Brigade	Al Jawf	600
17		al Amal Brigade	Al Jawf	1,000
18		Al Fath Brigade	Al Jawf	480
19		Al Jawf Axis HQ	Al Jawf	720
20		Al Jawf Hospital	Al Jawf	320
21		Annasr Brigade	Al Jawf	2,970
22		Khaled Ben Al Waleed Brigade	Al Jawf	300
23		Special Forces Battalion Allabanat	Al Jawf	250
	<b>Al Mahrah</b>			<b>6,538</b>
24		11th Border Protection Brigade Tays	Rimah	2,918
25		123 Brigade	Al Ghaydah	1,710
26		137th Brigade	Al Mahrah	1,090
27		2nd Military District HQ & al Mahrah Axis	Al Mahrah	820
	<b>Hadramawt</b>			<b>16,340</b>
28		135th Brigade	Saywun	3,360
29		1st Military district Command HQ	Saywun	2,330
30		24th Mechanized Brigade	Al Abr	2,780
31		2nd Residential Protection Brigade	Al Wadea	1,350
32		315th Brigade	Thamud	2,450
33		5th Border Protection Brigade	Al Wadea	500
34		63rd Infantry Brigade	Al Wadea	850
35		7th Brigade	Al Abr	1,300

<i>Ser</i>	<i>Governorate</i>	<i>Unit name</i>	<i>Location</i>	<i>Strength</i>
36		83rd Infantry Brigade	Al Wadea	300
37		Artillery Brigade	Al Wadea	300
38		Shwitter Brigade	Al Wadea	500
39		Special Forces Units	Al Wadea	200
40		Thamud axis	Thamud	120
	<b>Hajjah</b>			<b>7,060</b>
41		5th Military District	Midi	7,060
	<b>Ibb</b>			<b>2,850</b>
42		Al Qafr Resistance 6th Military District	Al Qafr	30
43		General Security	Ibb	700
44		General Security + Reception Camp	Qa'taba	1,500
45		Ibb Security Axis Reception	Al Sha'ir	620
	<b>Ma'rib</b>			<b>49,610</b>
46		103rd Infantry Brigade	Sirwah	2,210
47		107th Brigade safe	Safer	2,520
48		125th Infantry Brigade	al Mass	1,484
49		13 Brigade	Ma'rib	2,470
50		14 Armored Brigade	Sahn al Watan	2,820
51		180th Air Defense Brigade	Sahn al Watan	660
52		1st Shaddadi Brigade	Ma'rib	600
53		203 Infantry Brigade	Sahn al Watan	2,270
54		26th Infantry Brigade	Harib	3,060
55		29 Brigade Amaleqa	Unknown	600
56		2nd Shaddadi Brigade	Ma'rib	300
57		310th Armoured Brigade	al Mass	1,300
58		312nd Armored Brigade	Serouah	2,440
59		314 Brigade and Recruits	al Mass	2,330
60		3rd Military District Branches	Ma'rib	2,560
61		3rd Military District Command HQ	Ma'rib	1,270
62		3rd Mountain Infantry Brigade	Sirwah	800
63		63rd Infantry Brigade	Sahn al Watan	500
64		Al Bashaeer Camp	Al Jouba	495
65		Al Hashd Camp	Al Mass	500
66		Al Hazm Batallion	Harib	820
67		Al Mass camp	Al Mass	400
68		Annasr Training Camp	Al Mil	750
69		Bani Dabyan Resistance	Sirwah	276
70		Bani Dabyan Tribes	Sirwah	95
71		El Kara Hospital	Ma'rib	150
72		General Security Ma'rib	Ma'rib	1,000
73		Headquarters	Ma'rib	1,430
74		Ibb Axis 55 Artillery	Unknown	1,320

<i>Ser</i>	<i>Governorate</i>	<i>Unit name</i>	<i>Location</i>	<i>Strength</i>
75		Infrastructure Guard	Ma'rib	400
76		Madghal Hospital	Ma'rib	40
77		Military Hospital Ma'rib	Ma'rib	50
78		Patrol Police	Ma'rib	300
79		Peacekeeping Brigade	Sahn al Watan	1,170
80		Personal Security	Ma'rib	1,300
81		Prisons Services	Ma'rib	250
82		Reception Camp	Al Mil	1,300
83		Recruit al Abdiyah	Al Abdiyah	1,000
84		Recruit Ma'rib	Ma'rib	3,660
85		Special Batalion- Hazm 2	Sahn al Watan	550
86		Special Forces Batallion	Ma'rib	400
87		133rd Infantry Brigade	Naq'a	150
88		Special Forces school	Ma'rib	60
89		Tihama Camp	Al Mil	1,550
	<b>Sana'a</b>			<b>15,220</b>
90		117 Infantry Brigade	Fardat Nehem	1,590
91		121 Infantry Brigade	Fardat Nehem	1,420
92		131st Infantry Brigade	Fardat Nehem	6,000
93		133rd Infantry Brigade	Fardat Nehem	1,850
94		1st Mountain Infantry Brigade	Fardat Nehem	1,100
95		72 Infantry Brigade	Fardat Nehem	2,160
96		7th Military District HQ	Fardat Nehem	30
97		81st Brigade	Fardat Nehem	670
98		Athama Resistance 7th Military District	Athama	200
99		Sana'a Police	Fardat Nehem	200
	<b>Shabwah</b>			<b>16,420</b>
100		19 Infantry Brigade	Bayhan	2,540
101		21st Brigade	Bayhan	3,810
102		2nd Marine Infantry Brigade	Ateq	1,170
103		2nd Mountain Infantry Brigade	Ateq	2,150
104		30th Brigade + Ateq Axis HQ	Ateq	3,750
105		Recruit Bayhan	Bayhan	3,000
	<b>Ta'izz</b>			<b>500</b>
106		Ta'izz Resistance	Ta'izz	500
<b>Total</b>				<b>136,930</b>

**Annex 9. Ta'izz Militants<sup>30</sup>**

<i>Serial</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Location</i>	<i>Remarks</i>
1	Shabab al-Dawla al-Khilafah al-Islamiyyah	Group	Ta'izz city	Panel is investigating its relations to groups outside Yemen
2	Abd al-Mo'omen al-Zaylai	Commander of Shabab al-Dawla al-Khilafah al-Islamiyyah	Ta'zz city	
3	Hasm Batallion	Group	Ta'izz City	This group may also be known as 'Hassan Battalion'
4	Ammar al-Jandubi	Field commander	Ta'izz city	Hasm Battalion
5	Al-Qa'qah Brigade	Group	Ta'izz city	Leadership appears to be from outside Ta'izz governorate
6	Al-Kuthr Batallion	Group	Al-Kuthr & al-Sharaf neighborhoods of Ta'izz city	Number of militants in the low hundreds
7	Waleed al-Rahyf	Al-Kuthr Batallion	Al-Kuthr & al-Sharaf neighborhoods of Ta'izz city	Regarded as leader of Al-Kuthr Batallion
8	Al-Tulab Brigade	Group	Al-Hisab/Bir Basha areas of Ta'izz city	The Panel is investigating the group's relations with other actors
9	Majid Mah'yub al-Sha'rabi	Spiritual Leader		Relations with al-Sa'lik Brigade
10	Sa'ad al-Qumairi	Al-Sa'lik Brigade member	Ta'izz city	
11	Al-Hussein Ben Ali	Al-Sa'lik Brigade field commander	Ta'izz	Relations with the Lone Wolves Group
12	'Usbat al-Haq Brigade	Group	Al-Jumhuri area, City of Ta'izz	A splinter group from Abu al-Abbas Brigade

<sup>30</sup> Information was provided through interviews conducted by the Panel in Yemen and outside the country during the reported period.

<i>Serial</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Location</i>	<i>Remarks</i>
13	Abu al-Walid Batallion	Group	Al-Qahira area, city of Ta'izz	
14	Lone Wolves Battalion	Group	Bab Musa/al- Nasariyya areas of city of Ta'izz	
15	Mujmua'a al-Malithmeen	Group	Ta'izz city	The Masked Group
16	'Usu'd al-Sunnah	Group	Ta'izz city	The Panel is investigating its relation to ISIS
17	Naji Muhammad al-Khuli	Spiritual leader of 'Usu'd al-Sunnah	Ta'izz city	
18	Bilal Ali Muhammad al-Wafi'	Ansar al-Sharia	Ta'izz city	The group remains present in: al-Jumhuri/al- Samil Market and other neighborhoods of Ta'izz city

## Annex 10. Recruiting into the Houthi forces

1. Houthi recruiting is primarily performed at community level. Houthi supervisors (known as *Mushrifeen* pl.) persuade young men some as young as 16, but mostly in the 18 – 22 range, to join the Houthi forces.<sup>31</sup> Most recruits from rural areas have not completed primary education, and the majority are not functionally literate. Young men do not join as individuals, they go in groups – brothers or cousins, or people from a close-knit community. Hunger is a common reason for joining, people know that recruits will have access to food. Recruits tend to come from the poorest families in any community.<sup>32</sup>

2. The recruitment messages that the Houthi supervisors project are based on loyalty to community and addressing grievances: young people are told that they have a chance to address the wrongs wrought upon Yemen by fighting to repel an invading force that directly impacts on their communities and may overrun them if it is not repelled. Once the young men arrive for formal training in the Houthi training camps they are shown videos in which Abdulmalik al-Houthi (YEi.004) talks to them directly and motivates them to fight together.<sup>33</sup>

3. The young men know that the men fighting for the Coalition are paid 1,000 SAR a month plus a combat bonus, while the Houthis might only pay 30,000 – 40,000YER a month, and many recruits may have to buy some of their own food. The recent devaluation of the Yemeni Riyal and rising food prices increased the hardship on the Houthi fighters since it has made it hard for many of them to save any money.

4. Houthi fighters fight for one ‘tour’ of six to eight months, some of them go home and do not return to the ranks. Over their six months’ duty, they may not save even 30,000YER; this, given the rising price of food, means that their incentives to serve longer are decreasing.<sup>34</sup> ‘Promotion’ simply means taking a fighting position with a very high mortality rate. i.e. recruits are promoted into martyrdom. Unlike in previous periods of conflict, when fighters return home, they are not allowed to keep their weapon - even if the weapon was provided by the fighter or his family.

5. In communities where people fear losing a generation of young men, the communities now pool money to pay for teachers to work and keep their children and young people in school, in order to keep them away from Houthi recruiters and improve their chances of taking roles other than fighting.<sup>35</sup>

<sup>31</sup> See: [https://www.youtube.com/watch?time\\_continue=31&v=PorUt9Bzc6E](https://www.youtube.com/watch?time_continue=31&v=PorUt9Bzc6E)

<sup>32</sup> Panel interviews with sources in Sana’a, November-December 2018.

<sup>33</sup> See for instance <https://www.youtube.com/watch?v=sp9YFt1mOfk>. In a telephone interview with sources in Sana’a in November it was reported to the Panel that – for instance -the Houthi recruiters point out that prior to 2015 Aden had two prisons, it is now reported to have twenty-seven prisons (as reported on Al Jazeera in June 2018).

<sup>34</sup> Panel interviews with sources in Sana’a, November-December 2018.

<sup>35</sup> Panel interviews with sources in Sana’a, November-December 2018.

## Annex 11. Anti-ship cruise missiles

1. The Panel continues to investigate the use of anti-ship cruise missiles by the Houthi forces against civilian and military vessels in the Red Sea. Based on the available data, the Panel has come to the conclusion that both the crude carrier *Abqaiq* on 3 April 2018 and the bulk carrier *Ince Inebolu* on 10 May 2018 were hit by anti-ship cruise missiles launched from territories of Yemen under the control of the Houthi forces. In November 2017, the Houthis showed in their media images of five anti-ship cruise missiles, which they called *Al Mandab 1*.

**Figure 11.1**

**Anti-ship cruise missiles *Al-Mandab-1* shown in the Houthi media**



Source: <https://www.youtube.com/watch?v=k4xiknMgDTY&feature=youtu.be>

2. In their media, the Houthis had declared their intention to block the Red Sea shipping lanes in early January 2018<sup>36</sup> and this announcement coincided with the first recorded, unsuccessful attack, most likely using a WBIED, against the crude carrier *Niban* on 6 January 2018. The stated intention was to bring the Coalition to the negotiation table and to ease the military pressure on the West Coast by threatening the vital oil exports through the Red Sea.

3. The crew of the *Ince Inebolu* reported that an unidentified skiff passed in the proximity of the bulk carrier before the attack and the crews of numerous other commercial vessels have also reported suspicious approaches by small boats preceding attempted or successful attacks. The Panel believes that the Houthi forces use the AIS of vessels operating in the Red Sea to track their movements<sup>37</sup>, and then deploy small vessels to confirm their identity and to relay their positions to the launch stations in Yemen. Mobile radars are then used to acquire the targets. The Panel has no information regarding the launching platforms used but given the trajectory of the missiles and the fact that the Houthi forces do not have access to larger naval ships, it assumes that mobile, land-based launchers are used.

<sup>36</sup> See interview with the chief of the Houthi's political council, Saleh al-Samad, with SABA News Agency, quoted in: <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security/yemens-houthis-threaten-to-block-red-sea-shipping-lane-idUSKBN1EY2AP>

<sup>37</sup> Crude carriers flying the flag of the Kingdom of Saudi Arabia are known to have a policy to turn off their AIS transponders while operating close to territories under the control of the Houthi forces. However, as the AIS is always turned off and turned back on at the same positions, it is comparatively easy to calculate when the vessels are in range for an attack.



**Figure 11.2**

Radar image from *Abqaiq* showing the trajectory of the missile



Source: Confidential

4. At the time of the attack, the *Abqaiq* was 88km and the *Ince Inebolu* was about 124km away from the nearest coastal area in Yemen. Prior to these attacks, the Houthi forces were known to be in possession of Chinese-made Chinese C801 anti-ship cruise missiles, which they captured in 2015 from the Yemeni Navy, but those missiles have a published range of 42 kilometres, which would put both vessels outside of the attack range. The Panel therefore is investigating whether the Houthi forces obtained longer-range missiles.

**Figure 11.3**

Positions and headings of *Abqaiq* and *Ince Inebolu* at the time of the attack



Source: Panel

5. The Panel has inspected projectile debris from both *Abqaiq* and *Ince Inebolu* at military installations in the Kingdom of Saudi Arabia in June, September and December 2018 and found technical characteristics consistent with the Chinese-made C802 anti-ship cruise missile or its Iranian-made variant *Noor*. These systems are using a

turbo-engine, which significantly increases their effective range (to 120 to 190km) compared with the earlier C801 missile, which would have allowed for attacks on the two civilian vessels.

6. Among the projectile debris from both vessels (see figure 11.5 below), the Panel recovered components, which show technical characteristics consistent with French-manufactured Microturbo TRI-60-2 engines<sup>38</sup>. One of the pieces also shows the Commercial-and-Government-Entity (CAGE) code F1989, which has been allocated to **Microturbo SA** in Toulouse/France. The company has confirmed the technical analysis of the Panel and has traced one component found on the *Abqaiq* to an engine manufactured in November 1992 in France and exported in December 1992 to **SODIS SA** in Barcelona/Spain. The Panel has contacted the Government of Spain in order to trace the chain of custody for this engine and is waiting for a response. The Panel notes that in addition to the factory markings, several components of the Microturbo engines identified among the debris, show additional, post-production markings. The Panel is investigating whether these markings were added by an unknown party, for example while the engines were being refurbished.

**Figure 11.4**  
**Significant debris of the two Microturbos with characteristics similar to TRI-60-2**



Left: Debris of Missile#2 (Ince Inebolu)    Right: Debris of Missile#1 (Abqaiq)

<sup>38</sup> The TRI-60-2 Microturbo engine is a small turbojet engine, which is designed to power cruise missiles and aerial targets. It has no known civilian application.

**Figure 11.5**  
**Features of TRI-60-2**



Source: <http://www.leteckemotory.cz/motory/microturbo/>

**Figures 11.6**  
**Microturbo components showing markings**



**Missile #1 (Abqaiq)**  
**071-01-102/1**  
**F1989 92 B2801500**  
*DN28*  
*KA1189*



**Missile #2 (Ince Inebolu)**  
**067-01-034-06 (A)**  
**M 16 126 "126 new marking"**  
**F1989**



**Missile #1 (Abqaiq)**  
**453077.002 N973**



**Missile #1 (Abqaiq)**  
 ?ESPA 12/91 **F1989** 077-01-015-b  
 824 (stamp 05)

Source for all pictures: Panel

7. During an inspection in the Kingdom of Saudi Arabia in December 2018, the Panel was able to access additional debris from the *Ince Inebolu*, which contained what appears to be markings from a C802 anti-ship cruise missile, as well as other markings showing Chinese characters (see figure 11.7 below). However, the chain of custody for those items remains unclear and the Panel does not understand why these items were only made available six months later than the rest of the debris. The Panel has received information from China that the country's authorities are unable to confirm whether the markings are authentic. Therefore, the Panel cannot conclude with certainty that the missiles were developed or manufactured in China.

**Figure 11.7**  
**Pieces of debris allegedly from Missile #2 (Ince Inebolu)**



Source: Panel

8. The Panel has received confidential information, including photographic evidence regarding the attack on the Israeli corvette INS *Hanit*, which was attacked by two anti-ship cruise missiles on 14 July 2006 off the coast of Lebanon. These missiles were deployed by the non-state Lebanese armed group Hezbollah and are believed to have also been C802 missiles. The photographic evidence presented to the Panel included components similar to those inspected by the Panel in the Kingdom of Saudi Arabia, some of which were clearly marked with **Microturbo's F1989** cage code. This is a further indication that at least some of the C802 missiles are indeed powered by Microturbo TRI-60-2 engines.

9. In late November 2018, the Panel was informed by the Government of Yemen that both C801 and C802 anti-ship cruise missiles were part of the Yemeni Navy's arsenal prior to the imposition of the targeted arms embargo in 2015. The Government of Yemen stated that the missiles were captured by the Houthi forces and modified, allegedly with the assistance of Iranian or Hezbollah technical experts with the aim to increase their range. The Panel continues to investigate these allegations.

## Annex 12. Unmanned aerial vehicles

1. The Panel continues to investigate the use of unmanned aerial vehicles in reconnaissance and attack roles both in Yemen and against targets in the Kingdom of Saudi Arabia, and possibly, in the United Arab Emirates. The Panel has inspected the debris of UAVs of different types at military facilities in Yemen (Aden), in the KSA and in the UAE. The debris of the UAV had been recovered by Coalition forces after the UAVs were either shot down or crash-landed.

2. Since August 2018, the Houthi forces have begun to deploy a new type of UAV, here called the *UAV-X*, which has a length of 280cm, a wingspan of 450cm and a circumference of 84cm. It features distinctive V-shaped tail fins and is powered by a rear-mounted pusher-engine. The two *UAV-X*, which were inspected by the Panel in the UAE were powered by German-made 3W110i B2 engines (see below), while the three *UAV-X*, which were inspected by the Panel in the KSA were powered by Chinese-made DLE 170 engines.

**Figure 12.1**  
Debris of a “UAV-X” inspected in KSA



Source: Panel

**Figure 12.2**  
DLE 170 engine



Source: Panel

**Figure 12.3**  
3W110i B2 engine



Source: Panel

3. The *UAV-X* is being used by Houthi forces both in reconnaissance roles (featuring a *Nikon D810* digital camera) and in attack roles. In the latter case, the *UAV-X* is used as a loitering munition carrying a warhead of 18kg of explosives mixed with ball bearings.

**Figure 12.4**  
Lens of *Nikon D810* digital camera recovered from *UAV-X* debris



Source: Panel

**Figure 12.5**  
Warhead of explosives mixed with ball bearings recovered from *UAV-X* debris



Source: Panel

4. Based on information received from the engine manufacturer, the 3W110i B2 engine has a fuel consumption of 3.5 liters per hour. The fuel tank of the *UAV-X*, in the main fuselage, has a capacity of approximately 21 liters, which would allow for an endurance of six hours without the need to re-fuel. In KSA, the Panel has also inspected what appears to be additional external fuel tanks for the *UAV-X*, which would increase the endurance further. The engine manufacturer estimates that, depending on prevailing wind conditions, an airspeed of 200 to 250km per hour and a maximum range of 1,200 to 1,500km could be achievable for the *UAV-X*.

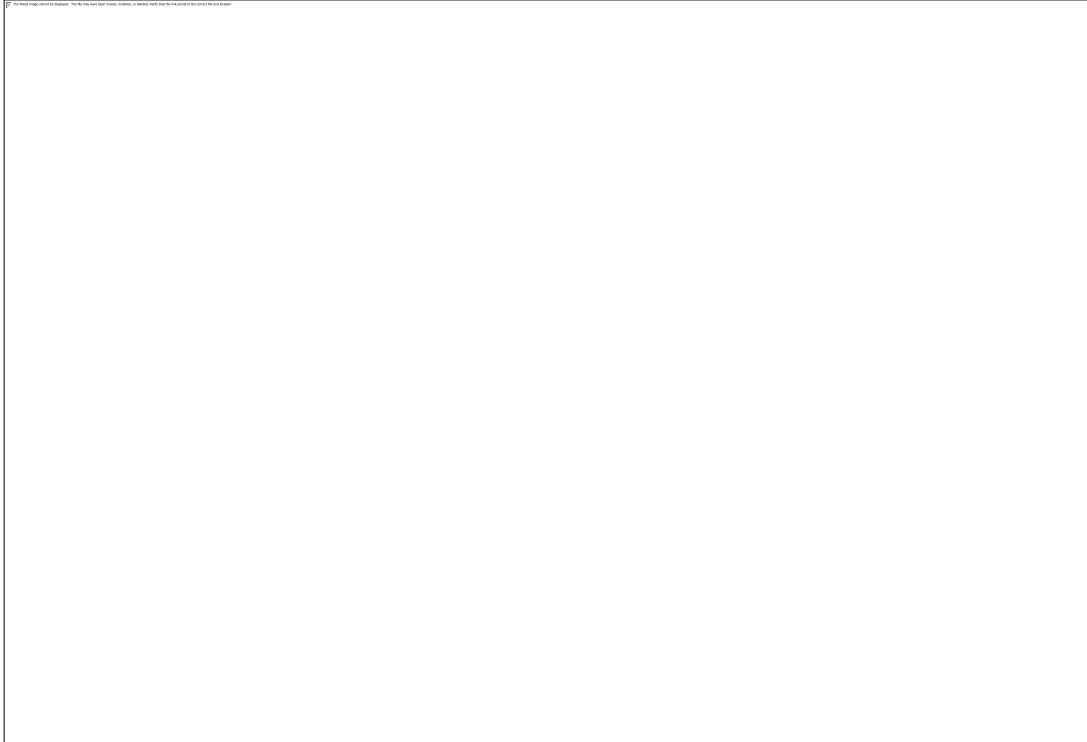
**Figure 12.6**  
Possible external fuel tanks for the *UAV-X*



Source: Panel


1. The Panel has documented the serial numbers for the engines powering the *UAV-X*, in order to identify the supply networks as well as potential violations of the targeted arms embargo. While a reply from the People's Republic of China regarding the DLE 170 engines is still pending, the Panel has received information that the two 3W110i B2 engines were part of a shipment of 21 engines, which were exported in June 2015 to **Eurowings Aviation & Consultancy Ltd.** in Athens/Greece (see documentation below). The Panel has contacted Greece to identify to which company the two engines were re-exported. A reply is still pending.

**Figure 12.7**  
**Delivery note from 3W-International GmbH**



Source: Confidential

**Figure 12.8**  
**Packing list from 3W-International GmbH**



**-753.1 Packliste / Packing list\***

Kunde / Customer: EUROWINGS

Datum/Date: 23.06.15

AB-2243

Karton Nr. / Box no.	Menge / Qty.	Einheit / Unit	Artikelnummer / Artikelnr.		Bestellnummer / Bestellnummer	Kartongröße / Box Size	Gewicht / Weight (kg)	verpackt / packed
16	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561518B	H124	9,3	UW
	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561526B			
17	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561519B	H124	9,3	UW
	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561525B			
18	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561523B	H124	9,3	UW
	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561529B			
19	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561510B	H124	9,3	UW
	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561511B			
20	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561527B	H124	9,3	UW
	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561521B			
21	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561528B	H124	9,3	UW
	1	Stück / pos. <input checked="" type="checkbox"/> Paar / pair <input type="checkbox"/>	10.001.420	3W.110/B2+ Twignition 35cm	1561509B			



**753.1 Packliste / Packing list**

Kunde / Customer: EUROWINGS

Datum/Date: 23.06.15

AB-2248

Karton Nr. / Box no.	Menge / Qty.	Einheit / Unit Stck / pcs. Paar / pair	Artikelnummer / Article number	3W-Teil / Part	Seriennummer / Serial number	Kartongröße / Box Size	Gewicht / Weight (kg)	verpackt / packed
8	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.000.200	3W.112IB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506271L			
9	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.000.200	3W.112IB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506283L	H124	11,1	UW
	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.000.200	3W.112IB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506272L			
10	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.000.200	3W.112IB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506286L	H124	11,1	UW
	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.000.200	3W.112IB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506288L			
11	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.000.200	3W.112IB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506270L	H124	10,1	UW
	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.001.420	3W.110IB2+ Twinignition 35cm	1561517B			
12	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.001.420	3W.110IB2+ Twinignition 35cm	1561515B	H124	9,3	UW
	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.001.420	3W.110IB2+ Twinignition 35cm	1561522B			
13	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.001.420	3W.110IB2+ Twinignition 35cm	1561524B	H124	9,3	UW
	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.001.420	3W.110IB2+ Twinignition 35cm	1561514B			
14	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.001.420	3W.110IB2+ Twinignition 35cm	1561513B	H124	9,3	UW
	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.001.420	3W.110IB2+ Twinignition 35cm	1561520B			
15	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.001.420	3W.110IB2+ Twinignition 35cm	1561516B	H124	9,3	UW
	1	<input checked="" type="checkbox"/> Stck / pcs. <input type="checkbox"/> Paar / pair	10.001.420	3W.110IB2+ Twinignition 35cm	1561512B			

Copyright Qualitätsmanagement 3W, Revision 1, Seite 1 von 2, Gültig ab 10.12.2012

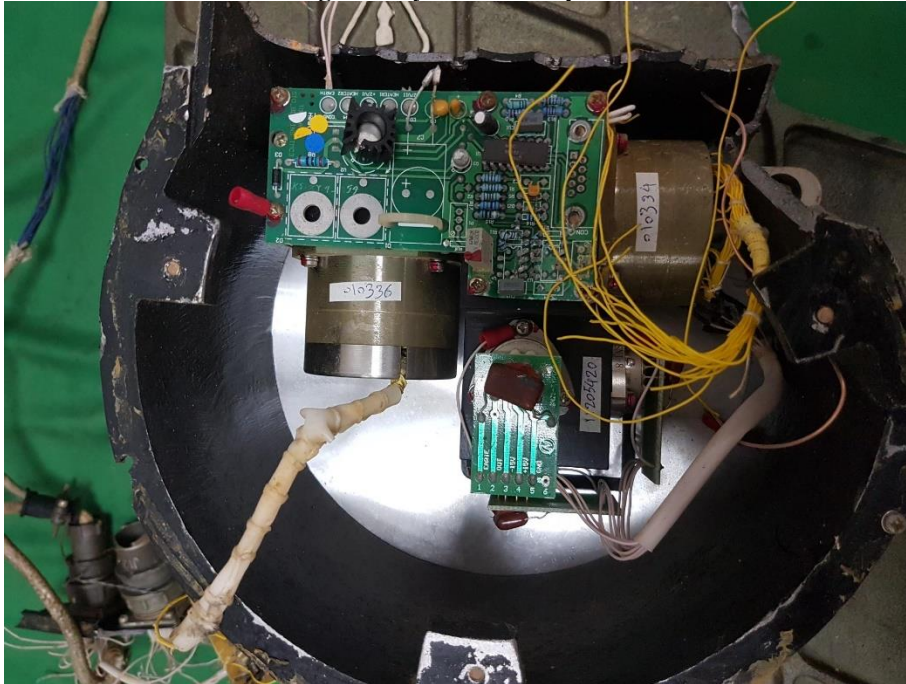
Source: 3W-International GmbH



## Annex 13. Components of extended-range short-range ballistic missiles

1. The Panel continues to investigate whether the ER-SRBMs in 2017 and 2018 deployed by the Houthi forces against targets in the Kingdom of Saudi Arabia were supplied in violation of the targeted arms embargo. The Panel has inspected the debris of approximately ten ER-SRBMs at different locations in KSA in June, September and December 2018. The Panel is investigating the chain of custody of the components of the inertial navigation system (INS) of the ER-SRBM.

**Figure 13.1**  
Debris of the inertial navigation system on its platform



Source: Panel

2. Among the debris, the Panel has identified several DC-DC 24V to 5V 4A **ZUS25 2405** and **ZUW25 2415** power converters, which were produced by **COSEL Co.**<sup>39</sup> in Japan. The Panel has been able to identify the following LOT numbers:

- 2362463CR;
- 2374022CR;
- 2374023CR;
- 2382930CR.

<sup>39</sup> <https://en.cosel.co.jp/>

**Figure 13.2**  
ZUS25 2415 and ZUS25 2405 DC-DC power converters



Source: Panel

3. The Panel continues to investigate the chain of custody of the power converters in order to identify supply networks and possible violations of the targeted arms embargo, even though the converters are civilian in nature. Converters with the serial numbers above were exported to the following customers of the People's Republic of China, the United States and Norway:

a. **ZUS252405 converter**

- i. 157 converters with LOT No. 2374022CR and 57 converters with LOT No. 2374023CR were shipped on 24 September 2012 to **Shanghai Manwa Electronics Co. LTD.** in Shanghai/ People's Republic of China. The company declared that it will deliver them to **Sikexun Technology (Shenzen) Co., LTD.**
- ii. 60 converters with LOT No. 23744023CR were shipped on 24 September 2012 to Component Distributors, Inc. in Denver/USA. The company declared that it would deliver them to **IDEXX Laboratories, Inc.**

b. **ZUS252415 converter**

- i. 57 converters with LOT No. 2362463CR and 120 converters with LOT No. 2382930CR were shipped to **Shanghai Manwa Electronics CO., LTD.** in Shanghai/People's Republic of China on 26 September 2012. The company declared that it would deliver them to **Sikexun Technology (Shenzen) Co., LTD.** or **Beijing Huaheng Nengda Dianyuan Techniwque CO., LTD.**
- ii. 2 converters with LOT No. 2362463CR were shipped to **Powerbox Norway** (formerly Craftec) in **Osteras/Norway** on 19 September 2012.

4. The Panel has requested information regarding the chain of custody of those items from the authorities of the People's Republic of China, the United States and Norway. Replies are still pending and the Panel will update this case as additional information becomes available.

## Annex 14. Industrial Equipment

1. The Panel continues to investigate the purpose of the industrial ‘mixing’ equipment, which was seized by the Coalition in Ma’rib in February 2017 and which the Panel first reported on in its last report (see [S/2018/594](#), paragraphs 92 to 96). The Panel has inspected the equipment at a military facility in the United Arab Emirates in June, September and December 2018. The Panel has discussed the purpose of the equipment with independent scientists and has also arranged for the chemical analysis of the content of one of the storage tanks. The results of the chemical analysis of the reddish-brown residue which was discovered by the Panel during the inspection is still pending.
2. The equipment consists of different components, including an industrial-sized autoclave (see figure 14.1), a large vertical kneading machine (see figure 14.2), two storage containers for liquids (see figure 14.3), a control desk (see figure 14.3) and a container containing a metal mesh screen (see figure 14.4), presumably for the kneading machine. With the exception of the autoclave, the equipment seems to have been in factory-fresh condition. Chemical analysis has shown that one of the storage tanks contains a kerosene-gasoline mix, which is known as a missile fuel under the name TM-185 (see figure 14.5).
3. The Panel believes that the equipment could be used to produce a mix of 73-80% nitric acid ( $\text{HNO}_3$ ) and 20-27% nitrogen tetroxide ( $\text{N}_2\text{O}_2$ ), which under the name AK27I is used as a storable oxidizer in rocket propellant. The mix of TM-185 fuel and AK27I oxidizer is used as the propellant for the *SCUD-C* short-range ballistic missile and presumably also to propel the *Qiam/Borkhan-2H* ER-SRBM. The Panel continues to investigate the purpose of the equipment and will update the case as additional information becomes available.

**Figure 14.1**  
**Autoclave**



Source: Panel

**Figure 14.2**

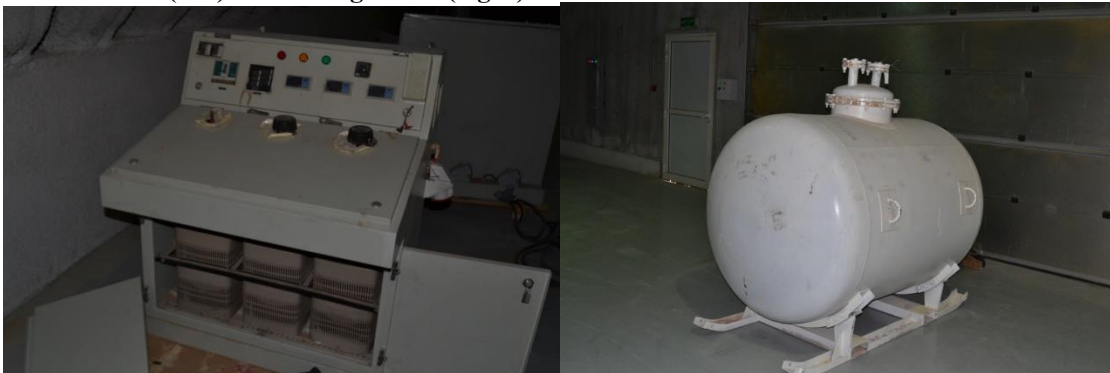
Vertical kneading machine, comparison between equipment found in Yemen (left) and equipment used to produce rocket fuel in a scientific context (right)



Source: Panel

**Figure 14.3**

Control desk (left) and storage tank (right)



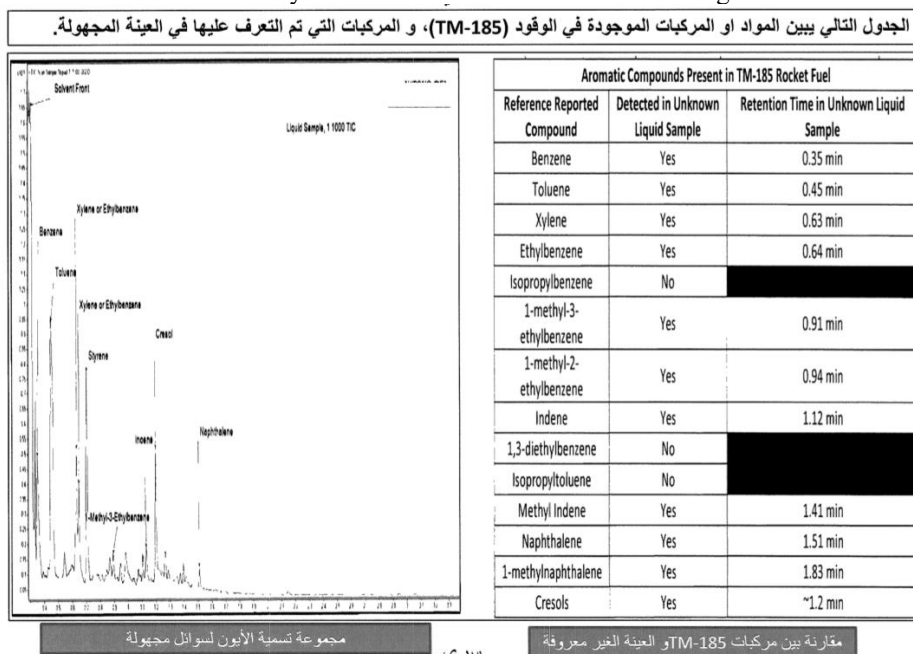
Source: Panel

**Figure 14.4**  
Metal container with a metal mesh screen



Source: Panel

**Figure 14.5**  
Results of the chemical analysis of the content of one of the storage tanks



Source: Confidential

## Annex 15. Water-borne improvised explosive devices (WBIEDs)

1. The Panel continues to investigate the deployment of water-borne improvised explosive devices (WBIEDs) by Houthi forces against military and civilian vessels in the Red Sea. During the reporting period, WBIEDs are suspected to have been the weapon system in two attacks against commercial vessels: the thwarted attack against the Saudi-flagged crude carrier *Niban* on 6 January 2018, and the successful attack against the Saudi-flagged crude carrier *Arsan* on 24 July 2018. The Panel believes that the Houthi forces use the same approach to identify suitable targets, which is discussed in Annex Arms 1 for the deployment of anti-ship cruise missiles, i.e. the tracking of AIS signals (until the transponders are turned off), the use of mobile, land-based radar equipment and visual confirmation from small boats.

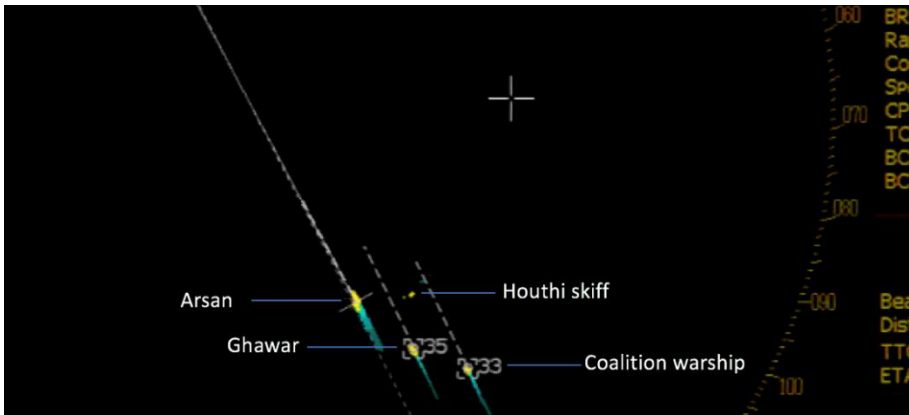
2. The Panel has reviewed radar images from the *Arsan* and from the crude carrier *Ghawar*, which was part of the same convoy at the incident. The Panel has also interviewed the crew of the *Arsan*, as well as representatives of the shipping line and a number of independent naval experts. During visits to the Kingdom of Saudi Arabia in September and December 2018, the Panel has visited the vessel and has inspected the damage, as well as the debris of the weapon system. It should be noted that, despite several requests, the debris of the weapons system was only made available to the Panel in December 2018, five months after the attack, which raises concerns regarding the chain of custody of the evidence.

**Figure 15.1**  
**Radar image from the *Arsan* showing the convoy and the approaching Houthi skiff**



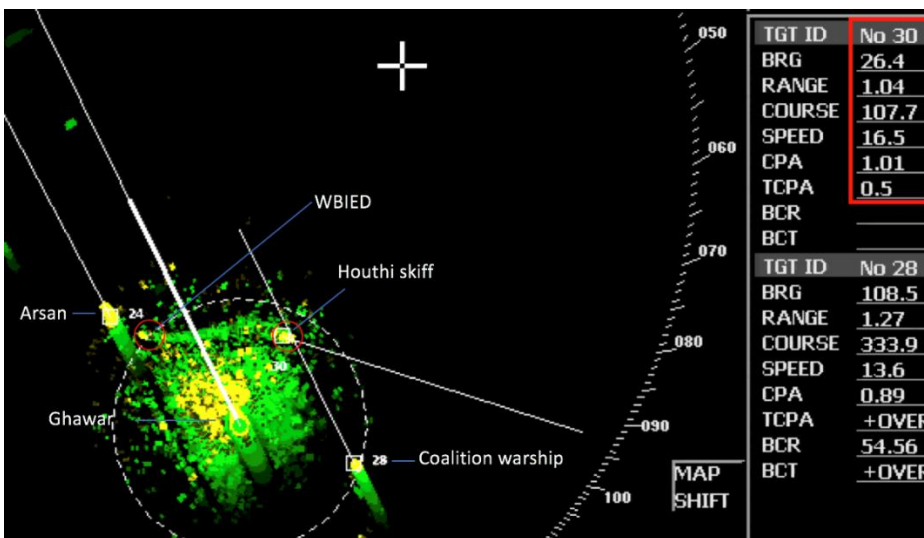
Source: Confidential

**Figure 15.2**  
Radar image from the *Arsan* showing the Houthi skiff approaching from 4 o'clock



Source: Confidential

**Figure 15.3**  
Radar image from the *Ghawar* showing the WBIED approaching *Arsan* and the Houthi skiff speeding away towards the Yemeni coast shortly before the explosion



Source: Confidential

3. The radar images show that the convoy, consisting of the *Arsan* (in front), *Ghawar* (in the center) and an unknown Coalition warship was traveling in a North-Westerly direction through the Red Sea, when it was approached by an unknown small boat from an Easterly direction. That vessel, presumably a Houthi skiff, then proceeded to cut between the *Arsan* and the *Ghawar*, but then made a sudden turn and sped towards a South-Easterly direction, i.e. towards the Yemeni coastline. The *Ghawar* radar, which unlike the one on the *Arsan*, was set to capture not only the vessels, but also the bow waves, then shows another contact, which seems to detach from the Houthi vessel and which approaches the *Arsan* from behind, ultimately contacting with the stern of the vessel. At that moment, an audio recording from the voyage data recorder, i.e. the 'black box', of the *Arsan*, which has been analysed by the Panel records the detonation, followed by the ship's alarm as well as the reaction of the bridge crew.

**Figure 15.4**  
**Damage on the *Arsan***



**Source:** Upper left-hand side – Confidential, all other images - Panel

4. The explosion occurred at the stern of the *Arsan*, between 100 and 150cm above the waterline and cut a rectangular hole of approximately 2 meters x 1 meter into the hull. The projectile then drilled through a steering ram and damaged a second, temporarily disabling the vessel. A pressure blast followed the impact, destroying doors in the engine room, but otherwise damage was limited to a local fire, which was extinguished by the crew. No injuries were sustained by the crew.

5. The damage documented by the Panel is consistent with a shaped charge, which is reported to be used by the Houthi forces on their *Shark-33* WBIEDs. The Houthis use the warhead of the P-15 ‘Termit’ anti-ship missile, also known by its NATO reporting name as ‘Styx’, of which they captured an unknown number from the arsenal of the Yemeni Navy in 2015. This warhead features a hollow charge of 454kg of explosives, which would explain the damage to the steering ram, which is made of massive steel, as well as the pressure wave. Whereas the ‘Styx’ warhead is mounted on the missile in such a way that the trajectory of the charge is angled downwards, with the aim to perforate the hull upon exit and to sink the attacked vessel, it has been hypothesized that this is not the case for the WBIED, which would explain the vertical blast angle.



**Figure 15.5**  
**Projectile debris recovered from the *Arsan***



**Source:** Panel

6. The Panel has inspected the debris from the *Arsan* and noted that it looks very different from the debris recovered from the *Abqaiq* and the *Ince Inbebolu*, which were hit by anti-ship cruise missiles. The debris did not contain any turbo-engine components; however it did contain pieces of fibreglass, which is consistent with the *Shark-33* patrol boat, which forms the platform for Houthi WBIED. This would also be consistent with the radar images from the *Ghawar*, which show the water displaced by the WBIED, but only a faint echo of the vessel itself, which is typical for small boats made of fibreglass.

**Figure 15.6**

Unknown object, made of aluminium found among the debris



**Source:** Panel

7. While an attack by a Houthi WBIED seems to be the most likely scenario, some questions remain unresolved. These include the height of the impact, between 100cm and 150cm above the waterline, as well as the presence of an unidentified object (see figure 15.6 above) among the debris. The Panel will continue to investigate and update this case as new information becomes available.

## Annex 16 Seizure of assault rifles

### I. Background

1. On 28 August 2018, the guided-missile destroyer USS *Jason Dunham* (DDG 109) seized a shipment of illicit weapons found aboard a stateless skiff in the international waters of the Gulf of Aden. The hailing was part of a flag verification. According to media reports, 2,521 AK-type automatic rifles were seized.<sup>40</sup>

2. In October 2018, the Panel was able to inspect the seized weapons onboard the USS *Jason Dunham* and also received a briefing by the captain of the vessel and members of the boarding party regarding the circumstances of the seizure. The Panel is still waiting for the official report from the United States on the seizure.

### II. Circumstances of the seizure

3. On 27 August 2018, the crew of the USS *Jason Dunham* received information about suspicious activities by a dhow outside of Somalia's territorial waters, which had been loitering in the same area for three to four days. The *Jason Dunham*'s helicopter, operating outside of the visual and audio range of the dhow's crew, first observed the transfer of packages from the dhow to a skiff on 27 August 2018 at 1446 local time (1146 Zulu time) at 11°57.761' N and 047°50.802' E (see map at figure 16.12) and continued to observe the transloading until 1629 local time (1329 Zulu time), when it had to return to the *Jason Dunham*. Video images and stills of the transloading have been released by the United States Navy to the news media.

**Figure 16.1**

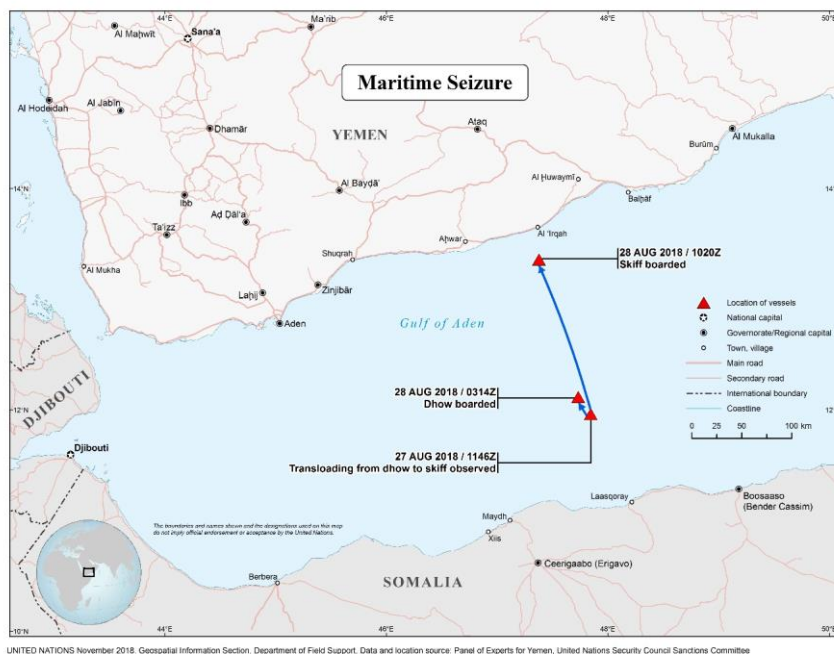
**Still image from US Navy video showing the transloading of packages**



Source: [https://www.navy.mil/viewVideoDVIDS.asp?id=90&story\\_id=106907](https://www.navy.mil/viewVideoDVIDS.asp?id=90&story_id=106907)

<sup>40</sup> <http://www.cusnc.navy.mil/Media/News/Display/Article/1621512/jason-dunham-counts-2521-ak-47s-seized/>.

**Figure 16.2**  
**Map showing the positions of the dhow and the skiff on 27 and 28 August 2018**



4. On 28 August 2018, the dhow was intercepted by the *Jason Dunham* at 0614 local time (0314 Zulu time) in the vicinity 12°07' N and 047°44' E. A United States Navy boarding party searched the dhow, which had a crew of five and carried no cargo, other than a bag of flour. According to information provided by the United States Navy, the dhow was stateless and its name was given as *Al Shibouti*. Even though the crew was interviewed and navigation and communication devices (mobile and satellite phones) onboard the vessels analysed by authorities of the United States, no information regarding the home port of the dhow, the nationality of its crew or its journey prior to the intercept were released to the Panel. According to the United States Navy, the crew denied the transloading of goods to a skiff on the previous day. The crew was released after the interview and the whereabouts of the vessel and its crew are unknown.

5. Following the inspection of the dhow, the *Jason Dunham*, using its helicopter, searched for the skiff and intercepted it on 28 August 2018 at 1020 local time (1320 Zulu time) in the vicinity of 13°21.5' N and 047°22.7' E, close to Yemeni territorial waters. The skiff was heavily overloaded and sat very low in the water. When its crew noted the approach of the helicopter, they tried to accelerate, but suffered a failure of their outboard motors. A boarding party from the *Jason Dunham* hailed the skiff, performed a flag verification boarding and discovered a large quantity of weapons. The three crew members of the skiff were then taken onboard the *Jason Dunham* and the boarding party began transferring the weapons, a process which had to be interrupted when the skiff continued to take on water and was no longer safe for the boarding party. The *Jason Dunham* then scuttled the skiff to avoid it becoming a hazard to navigation. The boarding party estimated that between 100 and 200 weapons could not be retrieved from the vessel.

**Figure 16.3**  
Image showing the boarding of the skiff by a boarding party from the *Jason Dunham*



Source: [https://www.navy.mil/submit/display.asp?story\\_id=106959](https://www.navy.mil/submit/display.asp?story_id=106959)

6. The crew of the skiff was interviewed and claimed to have come from western Yemen, according to their interviewers; they also spoke Yemeni Arabic. The master of the skiff admitted to loading between 2,600 and 2,700 rifles from the dhow on the previous day. He claimed that he did not know the master of the dhow, but rather received the coordinates of the *rendez-vous* point by satellite phone. Pictures provided by the United States Navy show the followings markings on the skiff: *Ibrahim Dhibayn*, presumably the name of the vessel, as well as Khayr Fibreglass Factory and the number 733873. The skiff was powered by two 75hp outboard motors and carried a number of fuel drums, as well as a handheld GPS navigation device and a Thuraya satellite phone. Despite repeated requests, the data from these devices was not made available to the Panel. The three members of the crew were later handed over to the Yemeni coast guard, operating out of Aden.

**Figure 16.4**  
Details of markings on the skiff



Source: [https://www.navy.mil/list\\_all.asp?id=106907](https://www.navy.mil/list_all.asp?id=106907).

### III. Technical analysis of the seized weapons

7. According to photographs and other information provided by the United States Navy, the rifles were wrapped in foam sheets, packaged in green plastic bags and tied with zip ties. Each bag contained four rifles. As no packaging has been retained, the Panel is unable to independently verify this information. The Panel also received a list of serial numbers from the United States with 2,521 complete and one partial serial number for the weapons recovered. The serial numbers all had eight digits and all started with 6300xxxx.

8. The Panel inspected the seized weapons onboard the *USS Jason Dunham* in one of the vessel's open helicopter hangars. A selection of weapons was presented on two tables, with the rest being stacked in four rows. The Panel took samples from each row and documented the markings; it also disassembled one rifle completely and documented the markings on each component. All the rifles inspected (108 weapons, or about 4.3 percent of the total number), as well as those clearly visible in the stacks (at least 400) were of the same make and model, namely Chinese Type 56-1 7.62x39mm assault rifles with wood fittings and underfolding steel shoulder stocks. The features of the rifles were consistent with the make and model type (stamped receiver, enclosed front sight, rear sight zero marked "D" and sighted at 800 metres, "L" and "D" fire selector. The rifles appeared to be in factory-fresh condition, but showed traces of, in some cases significant, erosion, due to exposure to salt water during storage on the *Jason Dunham*.

**Figure 16.5**  
Close-up Type 56-1 assault rifle, showing the underfolding steel shoulder stock



Source: Panel

9. The rifles all showed markings consistent with production in factory number 26 ("26" in a triangle, **Jianshe Machine Tool Factory** in Chongqing/People's Republic of China) and with production dates between 2017 and 2018 ("17-CN" for lower serial numbers, "18-CN" for higher serial numbers). The 8-digit serial numbers were engraved on the left front section of the receiver, below the rear sight. Some markings were emphasized in white. The last five digits of the number were also located on the right side of the bolt carrier assembly, rear of the bolt cocking handle, as well as on the bolt itself. Figure 16.8 shows the serial numbers documented by the Panel.



**Figure 16.6**

Factory 26 marking  
17-CN marking  
Serial number:  
63000361



**Figure 16.7**

Factory 26 marking  
18-CN marking  
Serial number:  
63004514

**Figure 16.8**  
**Serial numbers documented by the Panel**

63000361	63009112	63015554	63021774
63001232	63009131	63015641	63021790
63002455	63009738	63015874	63022064
63002806	63010070	63016251	63034279
63003123	63010142	63016370	63036472
63003640	63011205	63016603	63041424
63003982	63010290	63017100	63042298
63004508	63011300	63017332	63042318
63004514	63011372	63017574	63042811
63004577	63011383	63017676	63042839
63004938	63011885	63017721	63043109
63004946	63012258	63017832	63043790
63005163	63012260	63018123	63043944
63005827	63012507	63018298	63043918
63006339	63012748	63017832	63044194
63006368	63013233	63018357	63044436
63006451	63013244	63018589	63044986
63006572	63013361	63019302	63045173
63006938	63013449	63019386	63045340
63007176	63013477	63019662	63045538
63007182	63013493	63020172	63045562
63007800	63014434	63020174	63046902
63008000	63014609	63020229	63045719
63008028	63014829	63020438	63046154
63008971	63015348	63020486	63046264
63008114	63015372	63020575	63047444
63008131	63014546	63021154	63048118

#### IV. Investigation of possible violations of the targeted arms embargo

10. The Panel continues to investigate the chain of custody of the seized weapons, as well as the intended recipient in Yemen. The Panel has contacted the authorities of the People's Republic of China, Yemen and the United States requesting additional information about the consignment of weapons, the identity of the vessels and its crew, as well as the data from the navigation and communication devices of onboard of both the dhow and the vessel. The Panel also seeks to interview the three members of the skiff's crew, who are being held in detention by the Yemeni Coast Guard in Aden. The Panel has received information from China that the weapons were not exported to Yemen.



## Annex 17. Estimates of revenue collected by the Houthis from fuel imports

1. The Panel has used estimates of tax collection from imports of fuel in order to illustrate Houthi revenues from the port of al Hudaydah. To do this, the Panel analysed the imports of fuel, and the taxation applied, in order to assess the volume of funds collected through imports via al Hudaydah. Data available to the Panel reveal that more than 4.73 million metric ton (MT) of fuel have been imported through the Red Sea port between September 2016 and October 2018 at an average volume of 180 MT per month.

2. The data produced by the Panel helps illustrate the significance of the port for Houthi forces and their strong desire to maintain control of the port. The Panel based its evaluations on information taken from a contract between Kamaran Investment Company and Extra Petroleum<sup>41</sup> that was leaked to the media.<sup>42</sup> The Panel has confirmed both the authenticity of the documents and the litigation process initiated by Kamaran. The contract document indicated that the Houthis were collecting 48.19 Yemeni Riyal (YER) for each litre of fuel imported, comprising customs charges, fees for Yemen Petroleum Company, war effort taxation and miscellaneous expenses, see table 17.1.

**Table 17.1**  
**Revenues collected by the Houthis from import of fuel at al Hudaydah port in 2018**

<i>Month</i>	<i>MT*</i>	<i>Liter (L)</i>	<i>Total Recovered</i>		<i>War effort recovered</i>	
			<b>48.19YER/L</b>	<b>US\$**</b>	<b>5 YER/L</b>	<b>US\$</b>
Monthly average	180,000	243,000,000	11,710,170,000	26,022,600	1,215,000,000	2,700,000
<b>Total</b>	<b>2,160,000</b>	<b>2,916,000,000</b>	<b>140,522,040,000</b>	<b>312,271,200</b>	<b>14,580,000,000</b>	<b>32,400,000</b>

\* Metric tonne (MT) for fuel 1MT has a volume around 1350 liter

\*\*Market exchange rate in late 2018: US\$ 1 = YER 450 (the amount would have been twice when the exchange rate was YER250 for US\$ 1).

<sup>41</sup> Extra Petroleum is registered in Yemen according to its website <http://extrapetroleum.com/>. The Panel received confirmation that the address in Canada in Extra's letter does not correspond to a business registered in that country. Extra Petroleum applied for UNVIM clearance on 31 October 2016 with tanker *MT Androussa* (IMO 9101182).

<sup>42</sup> The agreement mentions a tanker *Fair Apollon* to load fuel from *Hung Ze He* through ship-to-ship transfer STS at Hudaydah anchorage area. AIS records of *Fair Apollon* who was renamed in September 2017 as *Palomar* (IMO 9464182) indicates indeed that she was conducting STS operations from mid-August 2016 to mid-April 2017. *Hung Ze He* could not be identified by the Panel. *Androussa* was confiscated by KSA on 14 September 2017 see annex 20

Figure 17.1  
Expenses including taxes paid by fuel importers in al Hudaydah



التاريخ: ٦ سبتمبر، ٢٠١٦

رقم المرجع: Ex-34

الأخوة / شركة كمران للصناعة والإستثمار،،

المالية  
للمصارف والبنوك  
الصرفية  
لرعاية العملاء  
الموضوع / أجور و تكاليف شحنة ٨.٠٠٠ طن مادة البنزين

تهديكم شركة إكسترا بترول يوم أطيب التحايا و نبارك لكم قدوم عيد الأضحى المبارك أعاده الله عليكم بالخير و دوام التوفيق،،

بالإشارة إلى الموضوع أعلاه بخصوص الشحنة الخاصة بكم كمية ٨.٠٠٠ ثمانية ألف طن من مادة البنزين.

السبب في الازدحام  
يرجى التوجيه لمن يلزم بصرف إجمالي قيمة التكاليف باسم شركة إكسترا بترول بالعملة النقدية ليتسنى لنا فتح البيان الجمركي ودفع الرسوم والعوائد الأخرى و إستكمال إجراءات دخول السفينة و تفريغها في خزانات شركة النفط اليمنية كما هو موضح بالجدول أدناه مقابل الليتر الواحد :

ملاحظات	إجمالي / ريال	المبلغ / ريال يمني	البيان
مقابل أجور جمارك بالليتر الواحد	348,080,400	31.19	
مقابل عمولة شركة النفط اليمنية	108,000,000	10	
مقابل مجهود حربي	54,000,000	5	
* مقابل أجور متفرقة	21,600,000	2	
	<b>531,680,400</b>	<b>48.19</b>	الإجمالي مقابل الليتر الواحد (٨.٠٠٠ طن * ١.٣٥٠ لبيتر = ١٠.٨٠٠.٠٠٠ لبيتر

بيان تفصيلي الأجور المتفرقة بالجدول أدناه :

البيان	المبلغ / دولار أمريكي	إجمالي المبالغ / ريال
أجور معاملة جمارك و تخليص مقابل فاتورة و سند إستلام من الشركة المخلصة		3,000,000
أجور لجنة الفحص		600,000
أجور وكيل ملاح		1,000,000
رسوم تصريح مؤسسة الموانئ مقابل سند رسمي / دولار	12,000	3,648,000
أجور ميناء (وقوف في الغاطس + تفريغ) مقابل سند رسمي / دولار	24,000	7,296,000
عمولة شركة إكسترا بترول يوم		6,056,000
الإجمالي / ريال		21,600,000

هذا و سيتم تصفية المبالغ المحددة أعلاه بحسب بيانها و تسليمكم كافة الوثائق و السندات الرسمية.

وتفضلوا بقبول خالص التقدير والاحترام،،



د/ ماجد بن يونس  
المندوب  
Extrapetroleum Co. Sana'a ( Yemen) Office  
P.O. Box 7876 - Tel: +967-1-239311 / 2 / 5  
Fax: +967-1-239312 - Mob: +967-773 777 775  
Email: info@extrapetroleum.com  
Extrapetroleum@yemen.net.ye  
enquiry@extrapetroleum.com  
extrapetroleum@gmail.com

Canada office: 2700 Saratoga Place, Suite # 715  
Ottawa On K1T-1W4 Canada  
Office: 1-613-796-3860  
Fax: 1-613-695-3865 - Mob: 1-613-608-4566  
E-mail: mitak.awad@extrapetroleum.com

WWW.EXTRAPETROLEUM.COM

Figure 17.2  
Financing mechanism for import of fuel



• الكمية المتفق عليها :

اتفق الطرفين على ان يقوم الطرف الاول بشراء كمية (8000 طن متري +/- ٥%) ثمانية الف طن متري من مادة البترول لصالح الطرف الثاني وتسليمها في غاطس ميناء الحديدية الجمهورية اليمنية وهذه الكمية تم تقريرها حسب إتفاق الطرفين .

• النوع & المواصفات :

Gasoline RON 92 -

• السعر :

اتفق الطرفين على أن يقوم الطرف الأول بشراء إجمالي الكمية المحددة في هذا العقد وتسليمها الي الطرف الثاني في غاطس ميناء الحديدية بسعر (653.70\$) ستمائة وثلاثة وخمسون دولار وسبعون سنت للطن المتري الواحد بدون عمولة التحويل إلى الخارج

ويتم احتساب عمولة التحويل كالتالي:

في حال ايداع المبلغ بالدولار الى الحساب البنكي للضامن يتم احتساب عمولة تحويل بواقع 2.5% وفي حال التسليم نقدا يتم احتساب 4% كعمولة تحويل مضافه الى السعر الأساسي

وفي حال الدفع بعملة الريال اليمني يتم احتساب السعر بحسب سعر الشراء للدولار في نفس يوم التسليم ويسفر الصرف المحدد في حال الاستلام نقدا او في حال الاستلام بشيك بنكي مضافاً اليه عمولة تحويل بواقع 4%

السعر أعلاه شامل التامين واية رسوم اخرى.

• شروط الدفع :

- يلتزم الطرف الثاني بدفع مبلغ ٣٠% ثلاثون بالمائة من إجمالي قيمة 8000 طن متري خلال مباشرة بعد التوقيع وتسليم لدى شركة السنباني للزراعة والدواجن لحسابهم رقم "10186252" في بنك التضامن الاسلامي كطرف ثالث ضامن للطرفين .

**Translation Extract:**

The first party agrees to purchase the whole agreed quantity and to be delivered to the second party at Hudaydah port at a price of US\$ 653.70 excluding the cost for foreign fund transfer

Fees for foreign fund transfer:

Price to include additional 2.5% in case of transfer in US\$ to the guarantor and 4% in case of transfer in YER

In case of payment in cash the exchange rate to purchase US\$ of the day will be applied

The second party shall transfer 30% of the price as advance at the signing of the contract.

## **Annex 18. Import of fuel to Red Sea ports from September 2016 to October 2018**

1. The Panel studied the import of fuel to areas under Houthi control since the commencement of UNVIM on 5 May 2016.<sup>43</sup> The de-regulation of fuel imports by the Houthis opened the business up to many companies that are new to the international fuel trade. The Houthis began issuing new licenses in 2016 to allow new companies to import fuel under new or renewed trade licenses.

2. Prior to 2015, only a few companies held licenses to import fuel in parallel to the YPC, however, after gaining power in 2015, the Houthis have issued import licenses to various companies, according to their traders each license costs the equivalent to US\$ 500 and US\$ 300 administrative handling. The 'import fuel rush' peaked in 2016 and early 2017. From September 2016 to October 2018, 52 companies have acted as consignees in the import of fuel, a list of these 52 traders is given in table 18.1.

3. During the study period of September 2016 to October 2018, the current fuel consignees have received 346 shipments of fuel, mainly from UAE (62%) and Oman (28%) and less than 10% from other countries or ship-to-ship transfers. Within the same study period, a total of 343 tankers, with a monthly average of 12 tankers with a capacity of between 4 to 62 Mt, have berthed in Ras Issa; and more lately only to Hudaydah. The flow of tankers decreased gradually from a rate of 33 tankers a month at the end of 2016, when Ras Issa was used to receive fuel, to less than 10 tankers per month at Hudaydah. From May 2018 onwards, military operations along the Red Sea coast started to move towards Hudaydah and marine traffic has slowed. The berthing capacity in Hudaydah port, combined with a limited capacity to discharge and store fuel before being transported out of Hudaydah by road has, on several occasions, created delays in the anchorage areas.

---

<sup>43</sup> The Government of Yemen announced the United Nations Verification and Inspection Mechanism for Yemen (UNVIM), 5 May 2016, see <https://vimye.org/doc/GoY%20Announcement%20of%20UNVIM%20Launch.pdf>

**Table 18.1**  
**Import of fuel to Red Sea ports from September 2016 to October 2018 (quantity of in 1000 of MT per company per 2 months)**

2 months/ Consignee	9-10 2016	11-12 2016	1-2 2017	3-4 2017	5-6 2017	7-8 2017	9-10 2017	11-12 2017	1-2 2018	3-4 2018	5-6 2018	7-8 2018	9-10 2018	1000 Mt (shipment)
Unknown	26.4													26.4 (1)
Unknown	62.1													62.2 (1)
Robbo	3													3.0 (1)
Alzarari	3.8													3.8 (1)
Al-Hadha Co	4.1													4.1 (1)
Mok Corp	4.9													4.9 (1)
Abha	5.2	5												10.2 (2)
Nama`a	27.5													27.5 (1)
Extra	28.5													28.5 (1)
Mufazer		5												5.0 (1)
Almokbily		5.4												5.4 (1)
Global Safe		14.7												14.7 (1)
Golden Oil		15												15.0 (1)
Oil Premier		17.6												17.6 (1)
Bin Dowal		24												24.0 (1)
CAC Singapore		68												68.0 (1)
Hudaydah Ship.		27.4												27.4 (1)
Middle East		11.8												11.8 (1)
Whealers				41.5										41.5 (1)
Medhlai				12										12.0 (1)
Dynasty		8.1												8.1 (2)
Matrix Oil		56.6												56.6 (3)
Yemen Elaf	43.7	42.7												86.4 (4)
Al Baydhani		17.3	17.2											34.5 (4)
Aggreko	77	28												35.7 (3)
Al Hutheili				57.9										57.9 (2)
Climax		39.3	7.5	16.4										63.2 (8)
Al barakah			39.5	39.4									52	131.0 (5)
Roqi					11.5									11.5 (1)
Rebat						4.7								4.7 (1)
Altakamol							4							4.0 (1)
Govisco								7.9						7.9 (1)
Eurogas										2				2.0 (1)
Yemen Crude										3.6				3.6 (1)
Saba Ship.												5		5.0 (1)
Al-Emteaz					13	8	7.7			8				36.7 (5)
Mopc					3.4	10.6				6.5			17.5	38.0 (6)
YPC		34					4.3							38.3 (3)
Alhamady		8.8				12	22.1			9				51.9 (5)

<b>2 months/ Consignee</b>	<b>9-10 2016</b>	<b>11-12 2016</b>	<b>1-2 2017</b>	<b>3-4 2017</b>	<b>5-6 2017</b>	<b>7-8 2017</b>	<b>9-10 2017</b>	<b>11-12 2017</b>	<b>1-2 2018</b>	<b>3-4 2018</b>	<b>5-6 2018</b>	<b>7-8 2018</b>	<b>9-10 2018</b>	<b>1000 Mt (shipment)</b>
<b>Balad</b>				13.4	17.6	17.3	6.2							<b>54.5 (4)</b>
<b>Begad</b>	45	75.4			18.5	4.3		15.9	4.8					<b>163.9 (21)</b>
<b>Waqood</b>		7.1		15.4	12		7.1		10				10	<b>61.6 (7)</b>
<b>Abkar</b>		10.9						4.4	21.1	14.4	7.8		4.4	<b>63.0 (10)</b>
<b>Falcon</b>					16.2		8.2	3.8		8.2	3.8	11.1	16.5	<b>67.9 (10)</b>
<b>Deema</b>		13.8		16.3	9.4	4.3	16.2			10.3				<b>70.3 (11)</b>
<b>Azzahra</b>	14.1	9.3	13.5		13	36.7	8		8					<b>102.6 (8)</b>
<b>YCH</b>		41.5		83					21	20.5				<b>166.0 (5)</b>
<b>Atramico</b>		28.7				72.2			30		25.6	55.6		<b>212.1 (9)</b>
<b>Sam Oil</b>		18.7	22.8	53	27.8	89.5	34.6		26.1	16		14.5	20.9	<b>323.9 (29)</b>
<b>Blue Diam.</b>					2.9	16.8	56.7	39.6	67.6	92.1	44.4	48.8	59.9	<b>428.8 (33)</b>
<b>Osaily</b>	50.1	108.1	17.0	76.6	34.5	89.8	4.6	25.8	6.9	34.7	26.0	18.2	24.5	<b>516.8 (41)</b>
<b>Atico</b>	82.7	106.0	25.6	75.6	26.0	30.0	72.0		32.8	42.7	41.0	56.8	35.0	<b>626.2 (38)</b>
<b>Tamco</b>	20.7	50.7	30.3	64.0	65.6	40.2	56.4	25.7	60.9	77.3	69.6	66.8	106.4	<b>734.6 (39)</b>
<b>Active consignee</b>	16	28	8	13	14	14	12	7	11	9	7	8	10	
<b>1000 Mt (Shipments)</b>	<b>429.6 (27)</b>	<b>898.8 (66)</b>	<b>173.4 (14)</b>	<b>564.5 (35)</b>	<b>271.5 (24)</b>	<b>436.4 (31)</b>	<b>308.0 (25)</b>	<b>123.1 (11)</b>	<b>289.2 (25)</b>	<b>345.4 (35)</b>	<b>218.2 (14)</b>	<b>276.8 (17)</b>	<b>347.2 (21)</b>	<b>4682.1 (343)</b>

## Annex 19. Network of fuel importers associated with the Houthis

1. The Panel noted a suspected murder on 20 December 2016, of Mohamed al-Absi, a Sana'a-based journalist who was investigating the involvement of Houthi leaders in imports of fuel that may finance the conflict. The UNESCO Director General pushed for a thorough independent inquiry into his death in a statement issued in line with Resolution 29 adopted by UNESCO Member States (1997).<sup>44</sup> The Panel noted that, according to several media sources, Mohamed al-Absi had mentioned three companies involved in such activities: Yemen Life, owned by Mohamed Abdussalam Fletah (Houthi official spokesperson and chair of the board of the Houthi Masirah TV channels.<sup>45</sup>); Oil Primer, owned by Daghsan Mohamed Daghsan; and Black Gold, owned by Ali Qarsha.<sup>46</sup> The Panel has identified three companies: Yemen Elaf, Oil Premier (note the transliteration changes) and Black Gold Import, as well as two additional companies 'Wheelers' as a front to Oil Premier and 'Balad al Khairat' acting as consignee for Black Gold. Details are in table 12.1 below.

**Table 19.1**  
Network of fuel importers with links to the Houthi

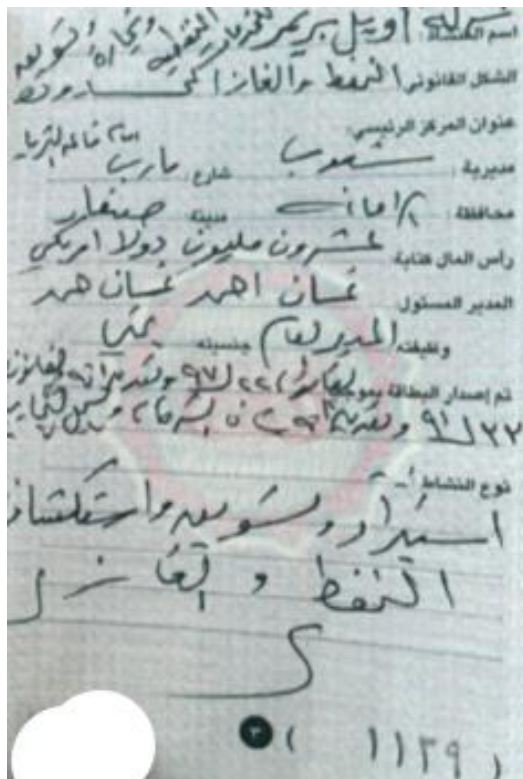
Shipper	From	Consignee	Tanker	Imo	date	cargo (Mt)
Sahool Al Hojari Trading	Oman	Al Barakah	<i>MR Nautilus</i>	9150767	Jan-17	39,500
Sahool Al Hojari Trading	Oman	Al Barakah	<i>Safe Sino</i>	9149251	Apr-17	39,440
HAPCO FZE	UAE	Al Barakah	<i>Sincero</i>	9254422	Sep-18	15,000
HAPCO FZE	UAE	Al Barakah	<i>Distya Pushti</i>	9179127	Oct-18	21,042
HAPCO FZE	UAE	Al Barakah	<i>Sincero</i>	9254422	Nov-18	15,985
ECB International LLC	UAE	Balad al Khairat	<i>Nu Shi Nalini</i>	9619608	Mar-17	13,364
ECB International LLC	Oman	Balad al Khairat	<i>Sala 1</i>	9084516	Jun-17	17,618
ECB International LLC	UAE	Balad al Khairat	<i>Sala 1</i>	9084516	Aug-17	17,308
ECB International LLC	UAE	Balad al Khairat	<i>Palomar</i>	9464182	Sep-17	6,200
ECB International LLC	Oman	Oil Premier	<i>Prime Royal</i>	9347102	Nov-16	17,560
Givenergy FZC RAK-UAE	UAE	Matrix Oil	<i>Bahia Damas</i>	8916255	Nov-16	19,000
Givenergy FZC RAK-UAE	UAE	Matrix Oil	<i>Aquarius</i>	9105138	Nov-16	11,500
Al Ezz Al Arabiya Trading	Oman	Matrix Oil	<i>Eagle</i>	9145425	Nov-16	26,100
Al Naboodah Cargo LLC	STS	Wheelers	<i>Androussa</i>	9101182	Mar-17	41,500
Alsa Petroleum & Shipping	Oman	Yemen Elaf	<i>Feng Hai 29</i>	9638264	Oct-16	21,700
Givenergy FZC RAK-UAE	UAE	Yemen Elaf	<i>Sirius 2</i>	9111175	Nov-16	21,988
Alsa Petroleum & Shipping	UAE	Yemen Elaf	<i>Bakhtiyar V.</i>	9575345	Nov-16	5,400
Sahool Al Hojari Trading	UAE	Yemen Elaf	<i>Androussa</i>	9101182	Dec-17	37,300

<sup>44</sup> <https://en.unesco.org/news/director-general-calls-investigation-death-journalist-mohammed-al-absi-yemen>; <https://womenpress.org/en/womenpress-news/journalist-mohammed-al-absi-dies-of-poisoning-forensic-medicine-report-reveals.html>

<sup>45</sup> Founded on <https://www.almasirah.net>

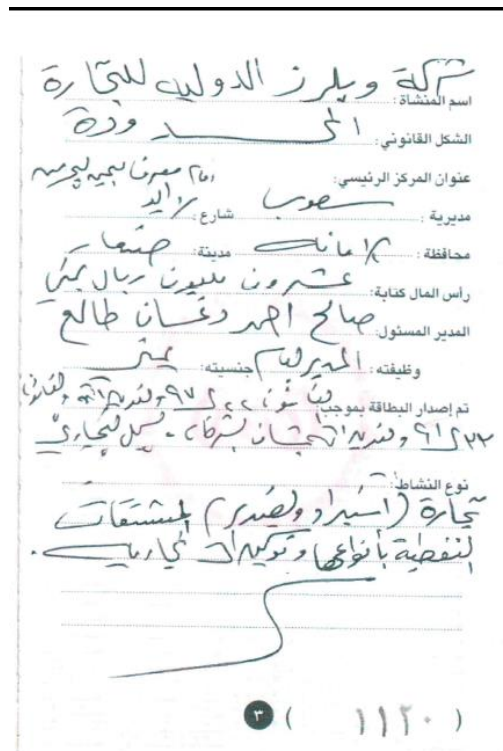
<sup>46</sup> <https://www.freedom-ye.com/news56383.html>

**Figure 19.1**  
**Trade license Oil Premier**



Source: Confidential

**Figure 19.2**  
**Trade license Wheelers**



Source: Confidential

2. The Panel noted that the two companies are probably a front for the same business interest with links to the Houthis based on the following:

- The two licenses indicate the same address in the district of Shu'ub with unclear address in the district;
- Saleh Ahmed Daghsan Talea was born in Sa'dah Yemen on 2 January 1978 to a family known in Yemen for smuggling activities, including facilitating arms smuggling to supply the Houthis;
- 'Ghassan Ahmed Ghassan' in Oil Premier's trade license is probably a transliteration change, effected to conceal the identity of the company;
- Another transliteration change was found in a financing contract with Swaidan where Saleh Ahmed Daghsan was spelled as Saleh Ahmed Da'san, see paragraph 20.8 in annex 20;
- The sequence numbers of the licenses are unexpectedly in the wrong order;
- Saleh Ahmed Daghsan died 22 January 2018<sup>47</sup> and was referred to in a condolence letter as a "companion and comrade of studies" by Saleh al Sammad;<sup>48</sup>
- The condolence letter was addressed to Daghsan, Yahya, Ali and Abduladhim who seem to be Saleh Daghsan's brother;

<sup>47</sup> Based on his passport number 03863763 issued in Sana'a valid from 3 May 2010 to 3 May 2016, and a residency certificate in UAE number 6982549 valid from 20 May 2013 to 19 May 2015, as a purchasing representative sponsored by Palm Emirates Catering Services. The UAE informed the Panel that his residency certificate was not renewed and that he left the UAE in early 2015.

<sup>48</sup> The former president of the Houthi supreme political council in Sana'a who died in a Coalition airstrike on his convoy in Hudaydah on 19 April 2018, <https://www.sabanews.net/ar/news485526.htm>.



- (h) Ahmad Salih [or Ahmed Saleh] Hindi Daghsan <sup>49</sup> is possibly an alias of or another name for Mr. Saleh Ahmed Daghsan Talea’s father; and lastly
- (i) *MT Androussa* seems to have been confiscated based on intelligence information, which, unfortunately, the Government of KSA did not share with the Panel.

3. The Panel gathered documents of the other three consignees of interest for the ongoing investigation, identified above (see figure 19.3 to 19.6). It is noted that none of these five consignees was designated as a consignee in 2018 apart from al Barakah which received one shipment in September 2018 but was denied entry to al Hudaydah for two of its tankers in November 2018 by the Coalition. AIS records of the two tankers concerned *Distya Pushti* (IMO 9179127) and *Sincero* (IMO 9254422) indicate that they have remained in the Djibouti anchorage area since late October 2018. The Panel received information that the ownership of the shipments of the two tankers might have transferred to a known importer able to receive clearance for the tankers to proceed to al Hudaydah.

**Figure 19.3**  
Trade license Black Gold owned by Ali Qarsha



Source: <http://moit.gov.ye/moit/ar>

**Figure 19.4**  
Trade license Black Gold DMCC<sup>50</sup> owned by Ahmed Nou’man Duwaid

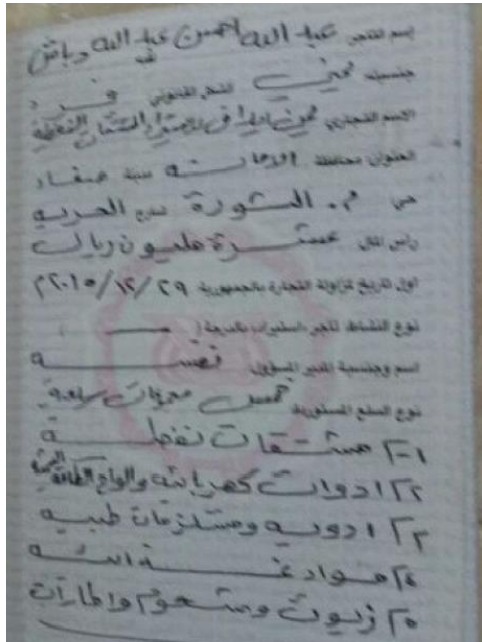


Source: Confidential.

<sup>49</sup> Number 22 with reward of US\$ 10 million for information leading to his arrest on the list announced by Saudi Arabia on 5 November 2017, <https://www.thenational.ae/world/mena/saudis-name-and-put-price-on-heads-of-40-leaders-of-houthi-terror-groups-1.673306>.

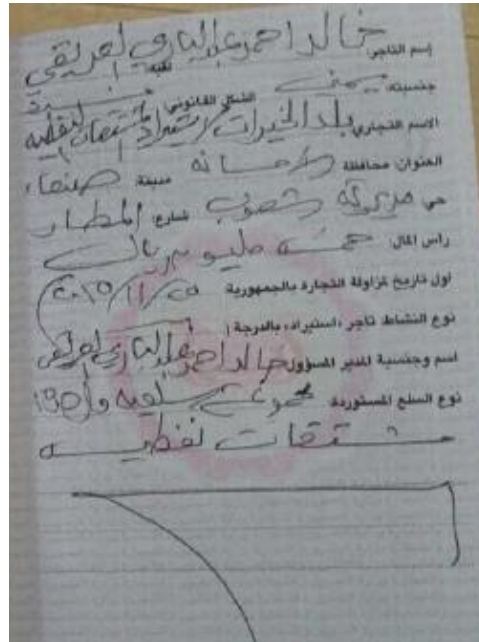
<sup>50</sup> DMCC is normally used for companies registered in Dubai; Dubai Multi Commodities Centre (DMCC) was established by the Government of Dubai as a hub for international trade

Figure 19.5  
Trade license Yemen Elaf



Source: Confidential.


Figure 19.6  
Trade license Balad al Khairat




Source: Confidential.

Figure 19.7

Invoice for the sale of fuel by Black Gold Traders LLC to Balad al Khirat using an account in UAE

 **BLACK GOLD TRADERS L.L.C**

COMMERCIAL INVOICE						
PROV. INVOICE NO.:	BG/PI00105/A0138	COMM. INV REF.:	BG/IN00105/A0139			
PROV. INV. DATED.:	25/07/2017	COMM. INV. DATE.:	02.09.2017			
CONTRACT REF. NO.:	105/A0138	CONTRACT DATED.:	24.07.2017			
SELLER INFORMATION:	BLACK GOLD TRADERS LLC P.O.BOX NO.: 127982, DUBAI, UAE TEL.: +971 4 3797318					
BUYER INFORMATION:	BALAD AL KHAIRAT FOR IMPORTING OIL PRODUCTS HADA ST. SANA'A YEMEN					
BL DATE:	02.09.2017	VESSEL NAME:	MT PALOMAR			
PARTIAL SHIPMENT:	NOT ALLOWED	DELIVERY TERMS:	CFR - HODEIDAH, YEMEN			
CARGO DETAIL						
DESCRIPTION	QUANTITY	U O M	QUANTITY	U/PRICE	TOTAL AMOUNT	
			IN MT	BBL/USD	USD	AED @ 3.6725
GASOLINE RON 92	54,518.71	BBL	6,208.36	59.450	3,241,137.31	11,903,076.77
<b>TOTAL QUANTITY =</b>	<b>54,518.71</b>		<b>TOTAL AMOUNT =</b>		<b>3,241,137.31</b>	<b>11,903,076.77</b>
AED AMOUNT IN WORDS:	Eleven Million Nine Hundred Three Thousand Seventy Six and fills Seventy Seven only.					
PRICING :	shall be fixed price of USD 59.450 per barrel basis					
<b>PAYMENT TO BE EFFECTED WITHOUT OFFSET, DEDUCTIONS TO.:</b>						
BENEFICIARY:	BLACK GOLD TRADERS LLC	BANK:	COMMERCIAL BANK OF DUBAI (CBD)			
		ADDRESS:	26-AL QUOZ, DUBAI - UAE			
		AED ACCT:	1001919271			
		AED IBAN:	AE18 [REDACTED] 9271			
		SWIFT:	CBDUAEAD			
For BLACK GOLD TRADERS LLC						
						

Source : Confidential

**Table 19.2**  
**List of fuel importers currently conducting business in Yemen**

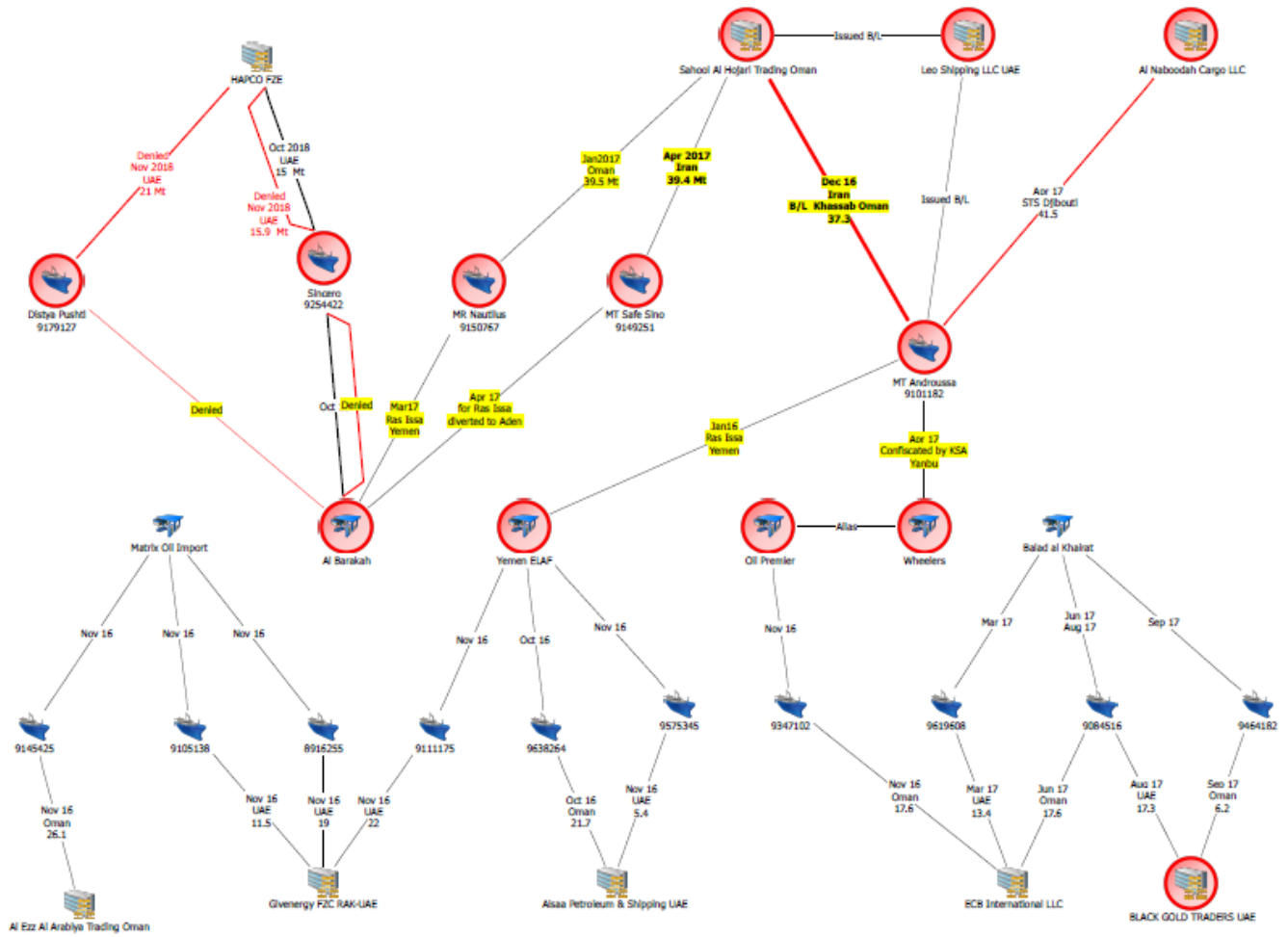
ملاحظات	اسم التاجر	اسم الشركة
تاجر من صعده بدء العمل بدايه الازمه	حسين المطيعي	ديما يمن
تاجر من المخاء بدء العمل بدايه الازمه	يحيى العسيلي	العسيلي
كان تاجر سوق سوداء للمشتقات وبيداء العمل بدايه الازمه	احمد البيضاني	البيضاني
		الرباط
		اتلانتك
من تعز كان يتبع توفيق عبدالرحيم وبيداء العمل ايام الازمه	امين دبان	نפט اليمن
صاحب محطات بتروليه قبل مايعمل في استيراد المشتقات النفطيه	الفقيه وشركاه	يمن اولاف
		سام اويل
		ستار بلاس
		قصور صنعا
صاحب محطات بتروليه قبل مايعمل في استيراد المشتقات النفطيه	الحثلي	اينكو
معروف لديكم للمصانع	هانئ سعيد	وقود
لديه مصنع طلاء بدء العمل ايام الازمه يستورد كيروسين للمصنع	الشيبياتي	التكامل
بدء العمل ايام الازمه	ابكر من بيت الفقيه	ابكر
		ابكر لاستيراد المشتقات
تجاره عامه بدء العمل ايام الازمه ويحتكر المواد البترولية	الحمادي	الحمادي للتجاره
صاحب محطات بتروليه قبل مايعمل في استيراد المشتقات النفطيه	عبدالله الجباجي وشركاه	الجباجي
تاجر صرافه وبيداء العمل بدايه الازمه	العوامي للصرافه	مؤسسه العوامي للصرافه
تاجر سابق في مجال النفط والغاز	المفزر	موبك
صاحب محطات بتروليه قبل مايعمل في استيراد المشتقات النفطيه	الحثلي و عبدالله فاضل	الطاقه
غير معروفه	غير معروفه	رقي
غير معروفه	غير معروفه	الذهب الاسود
تاجر معروف لدية محطات وقود في اب	اوسان عثمان القباطي	بيجاد الدولية
صاحب شركة ملاحية معروفة	سليمان بكاري	بلو دايموند
شركة تجارية معروفة ولها عدة استثمارات	نبيل هيل سعيد	شركة وقود للاستثمارات المحدودة
تبعهم	ابو احمد	مؤسسه الشهداء
تبعهم	الشرقي	اويل برير
تبعهم	ابو احمد	نما
تبعهم	غير معروف	جياش
تبعهم	ابو احمد	مرديف
تبعهم	الشرقي	يمن كروود
تبعهم شركة جديدة	ابو احمد	ابراج اليمن
تبعهم لتموين الدفاع	غير معروف	ازال
تاجر من صنعا بدء العمل بدايه الازمه	عبدالله الوزير	الزهراء

Source: Government of Yemen.

**Table 19.3**  
**List of fuel importers shared by the Government of Yemen**

<i>Name of trader</i>	<i>Company's name</i>	<i>Remarks</i>
Hussein al Mutayi*	Deema Yemen	From Sa'dah; started after 2015
Yahya al Osaily	Al Osaily	From al Mukha; started after 2015
Ahmed al Baydhani*	Al Baydhani Ar Ribat Antlantic	Black market trader started in 2015
Amin Dabwan	Naft Yemen	From Ta'izz: was associated with Tawfiq Abdulrahim, started after 2015
Al Faqih & associates	Yemen Elaf Sam Oil Star Plus Qussur Sana'a	Owned fuel stations before starting import of fuel
Al Hutheily	Aitco	Owned fuel stations before starting import of fuel
Hael Saeed	Wuqud	Known trader
Shaibany	Al Takamul	Owns a factory, imports for his industry
Abkar from Bait al Faqih	Abkar Abkar oil Import	Started import after 2015
Al Hammadi	Al Hammadi for trading	Started import after 2015
Abdullah al Jabbahi	Al Jabbahi	Owned fuel stations before starting import of fuel
Al Awami Exchange	Al Awami Exchange	Started import after 2015
Al Mufazzer	Mopc	Previous fuel trader
Al Hutheily and Abdullah Fadel	Al Taqah	Owned fuel stations before starting import of fuel
Unknown*	Roqi	Unknown
Unknown*	Black Gold	Unknown
Awsan Othman Al qubati	Begad International	Known trader with fuel stations in Ibb
Sulayman Bakkari	Blue Diamond	Owns shipping company
Nabeel Hael Saeed	Wuqud for investment	Known company with several investments
Abu Ahmed*	Ashuhada company	Working for the Houthis
Al Sharafi*	Oil Premier	Working for the Houthis
Abu Ahmed*	Nama	Working for the Houthis
Unknown*	Jayash	Working for the Houthis
Abu Ahmed*	Mardiff	Working for the Houthis
Al Sharafi*	Yemen Crude	Working for the Houthis
Abu Ahmed*	Abraj al Yemen	Working for the Houthis
Unknown*	Azal	Working for the Houthis
Abdullah al Wazeer	Al Zahra'a	Known trader, started after 2015

**Figure 19.8**  
**Network of consignees and shippers of interest to the Panel’s investigation**



## Annex 20. Confiscation of *MT Androussa* (IMO 9101182) by KSA in 2017

1. In paragraph 150 and annex 55 of S/2018/549, the Panel reported the case of the confiscation of the marine tanker *MT Androussa* (IMO 9101182) with her cargo by KSA on 4 April 2017 while she was en route to Ras Issa in Yemen. The seizure was ordered as a result of a judgement issued by the Jeddah First Instance Customs Committee of 14 September 2017. To date, the Panel is not aware of any report from the Saudi authorities to the Sanctions Committee on Yemen containing relevant details on the inspection and seizure of the tanker as required by paragraph 17 of resolution 2216 (2015). Furthermore, the Panel could not identify, in the judgement above, any reference to resolution 2216 (2015) nor any material fact that could be related to the implementation of that resolution (see figure 20.1).

### Figure 20.1

Last page of the Jeddah First Instance Customs Committee Judgement No. 395 of 1438H issued on 23 Dhil Hijja 1438 H corresponding to 14 September 2017

وحيث الثابت قيام السفينة (MT ANDROUSSA) بعدة مخالفات تم ضبطها  
بتقرير اللجنة الأمنية المكلفة بتوثيق وتفتيش السفينة وفحصها مما تقرر معه  
اللجنة الحكم بمصادرة السفينة (MT ANDROUSSA) بكامل حمولتها ومصادرة  
الأنابيب الحديدية المشتبه بها .  
لهذه الأسباب وبعد الدراسة والمداولة قررت اللجنة وبالإجماع ما يلي:-  
منطوق القرار:  
أولاً/مصادرة السفينة (MT ANDROUSSA) بكامل حمولتها ومصادرة  
الأنابيب الحديدية المشتبه بها بإعتبارها البضائع محل التهريب.  
قراراً قابلاً للاستئناف خلال ٣٠ يوماً من تاريخ تبليغ الحكم الابتدائي.

### Panel's unofficial translation from Arabic

Since it was confirmed that *MT Androussa* was involved in several violations observed in the report of the security committee in charge of inspecting the vessel, and the decision of the said committee to confiscate the vessel and its cargo, as well as the suspicious steel pipes found on board.

For these reasons and after deliberation, the committee decided on consensus the following:

First; to confiscate the vessel *MT Androussa* with its cargo in full and the suspicious steel pipes on the grounds that they were smuggled goods.

This decision is subject to appeal within 30 days from the notification date of the first instance judgment.

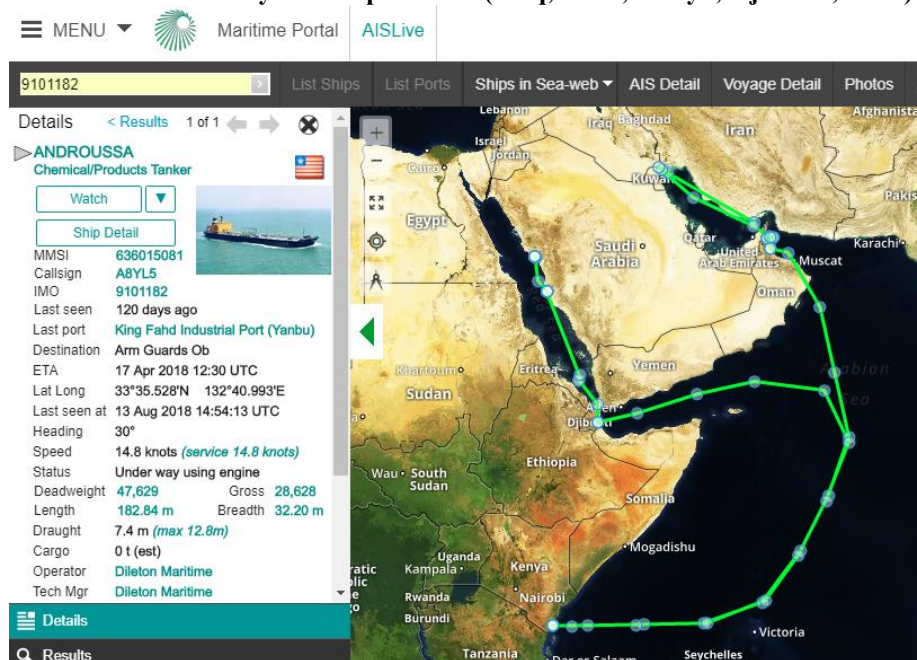
**END OF TRANSLATION**

2. *MT Androussa* was carrying 41,696 Mt of Gasoil received from a ship-to-ship transfer (STS) from *Nordic Star* (IMO 9748679) off the coast of Djibouti with Emirates NDB, Dubai designated as the shipper and the consignee, according to the Bill of lading (B/L), as Swaidan Trading Co. LLC “Swaidan”.<sup>51</sup> The tanker had been cleared by UNVIM but this clearance was later revoked after receiving intelligence reports indicating that the vessel failed to mention, in its UNVIM request, that she had recently berthed in Iranian ports. The Panel confirmed through AIS tracks and log books on board the tanker that she had indeed called into Bandar Abbas port in Iran from 11 to 14 December 2016 (see annex 21).

3. The Panel visited the tanker on 25 December 2017 and could not find any evidence of prohibited items on board (figure 20.7). The Panel understood, from discussions with Saudi officials, that the tanker had been confiscated based on intelligence information related to the financing of the Houthis through fuel donations coming from external actors. On these grounds, the Panel initiated an investigation of potential financial support for the benefit of a listed individual, in line with paragraph 11 of resolution 2140 (2014).

4. If a port of *call* was intentionally hidden, this is a clear reason to both revoke the UNVIM clearance and grounds for conducting an inspection under the resolution 2216 inspection regime. However, the Panel does not consider that this act on its own constitutes a reason for the Saudi officials to intercept the vessel in international waters and confiscate it, based on the observed irregularities mentioned in the judgement after the inspection in Jeddah and Yanbu.

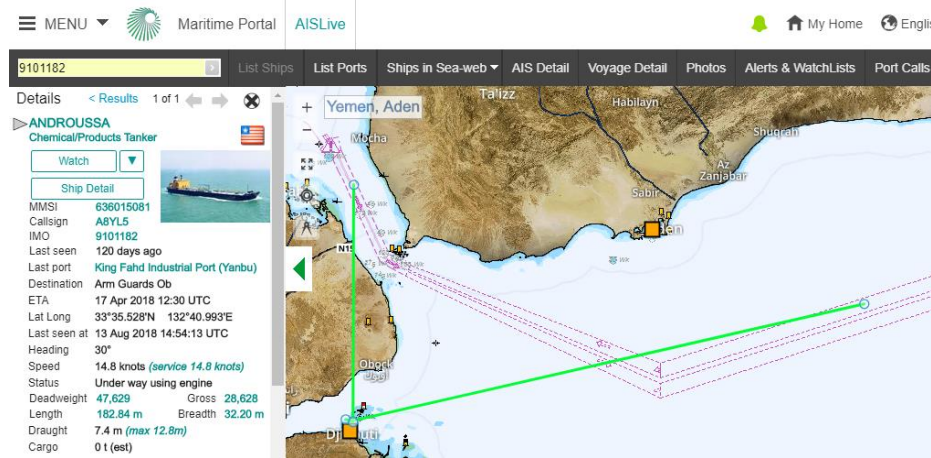
**Figure 20.2**  
AIS track 5 February to 30 April 2017 (Iraq, UAE, Kenya, Djibouti, KSA)



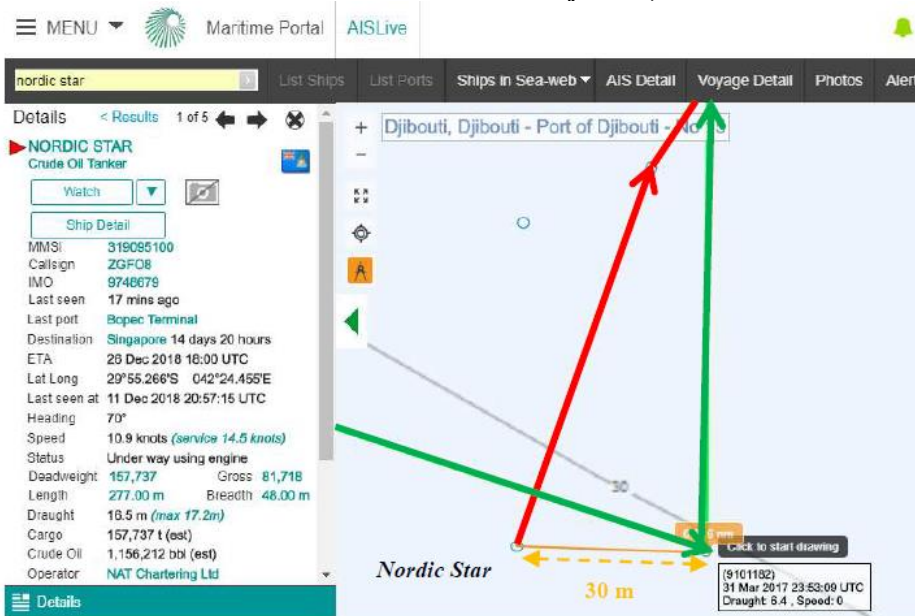
<sup>51</sup> B/L issued on 1 April 2017 offshore Djibouti, in possession of the Panel which also indicates that it was delivered to Swaidan Trading Co. LLC, a subsidiary of Al Naboodah Group Enterprises “Al Naboodah” (Al Naboodah Cargo Centre LLC, PO Box 10652 Dubai, UAE), <http://www.swaidanvehicles.com/contact-us>, the website does not mention import or export of fuel among its business activities.



**Figure 20.3**  
**AIS track 28 March to 1 April 2017 (Djibouti)**



**Figure 20.4**  
**AIS track for MT Androussa and Nordic Star 30 March to 1 April 2017 (STS transfer from Nordic Star at coordinates 11°39'25"N 43°09'21"E off coast Djibouti)**



**Figure 20.5**  
**Port log book MT Androussa 31 March to 1 April 2017 indicating STS Nordic Star**

	0942	CHECKING NO. 3 COMPLETED
	1000	FIRST LINE TO MOTOR VESSEL "NORDIC STAR"
	1030	TUG + CLEAR TAD
	1042	TUG + CLEAR AT
	1100	1 PILOT OFF
	1100	ALL LINE + MISC FAST / CHECKING NO. 4 COMPLETED
	1206	COMMENCE HOSE CONNECTING
	1230	COMPLETED HOSE CONNECTING
	1305	PILOT OFF
	1248	COMMENCE TANK INSPECTION
	1330	COMPLETED TANK INSPECTION
	1242	250 BURLS ON BOARD
	1430	COMMENCE CARGO OPERATION / LOADING
	1415	NOR ACCEPTED
01-04-17	0900	COMMENCE SAMPLING
	0918	COMPLETED SAMPLING
	0518	COMPLETE LOADING
	0548	COMMENCE BLOWING / 0548 - COMMENCE UNLASHING
	0618	COMMENCE BLOWING / BLOWING ON CONNECTION

Source: Panel

5. Additional documents held by the Panel indicate that payment for the cargo, the freight price of the tanker and the policy insurance were all paid by Swaidan.<sup>52</sup> That specific cargo had been invoiced earlier by al Naboodah to Wheelers for a price of US\$ 19,283,058.50 (figure 20.8).<sup>53</sup>

6. The Panel sent official letters to both the UAE authorities and Swaidan requesting them to provide the Panel with information on the business relationship between Swaidan and Wheelers, as well as clarifying the financial instrument used for payment of the cargo price by Daghsan. Swaidan has not yet replied to the Panel. The Panel received official information that neither Oil Premier nor Wheelers have bank accounts in UAE and that the company which used to sponsor Daghsan residency in the UAE ceased to operate after expiry of its company license on 2 September 2016.

7. Documents held by the Panel indicate that the transactions between Swaidan and Daghsan are both inconsistent and suspicious. A financial agreement indicates Swaidan as a second party, while the first party is Oil Premier instead of Wheelers which was the consignee. Another inconsistency is the mention of Saleh Ahmed Daasan as the representative of Oil Premier. The Panel believes that the agreement was drafted by someone with no knowledge of Wheelers nor Oil Premier and who transliterated the spelling of 'Daghsan' by missing a dot above the second letter of his name in Arabic.<sup>54</sup> Swaidan has not yet indicated to the Panel if and how it received any funds from Daghsan's companies, which were the consignees of the fuel imported to Yemen. The Panel

<sup>52</sup> Documents indicate that the fuel carried by Androussa was invoiced by Litasco Middle East DMCC to Swaidan at a cost of US\$ 20,012,768.29 and that the insurance premium of 107,822.03AED for the cargo was paid by the same company.

<sup>53</sup> The Panel also noted that the al Naboodah invoice indicates a price per barrel (Bbl) of US\$ 63.13 lower than the price of purchase, as invoiced by Litasco at US\$ 64.73 per Bbl CFR Ras Issa (Cargo freight INCOTERMS).

<sup>54</sup> Daasan and Daghsan have similar script characters while the second has a dot on the second letter from the right: ديسان دغسان

considers that the fuel which was destined for Daghsan could be a donation from a third party and that Swaidan acted as a broker. The Panel continues to investigate.

**Figure 20.6**

***MT Androussa* at the port of Yanbu visited by the Panel on 25 December 2017**



Source: Panel

**Figure 20.7**

**Steel pipes considered suspicious by KSA (Panel on 25 December 2017)**



Source: Panel

**Figure 20.8**  
**Invoice dated 27 March 2017 of Swaidan Trading Co. LLC for Wheelers General Trading Company**



شركة سويدان التجارية ذ م م  
 SWAIDAN TRADING CO. LL

**INVOICE / PACKING LIST**

**BUYER:**  
 WHEELERS GENERAL TRADING COMPANY  
 AL AMANAH SAQWOB, ZAID DHAGSAN  
 BUILDING, SANA, YEMEN.

**DATE:** 3/27/2017

PROFORMA INVOICE No.27031701

PRODUCT	GASOIL
TERMS OF DELIVERY	OAP YEMEN
VESSEL	ANDROUSSA
LOAD PORT	DJIBOUTI
DISPORT	RAS ISA
QUANTITY	305,450.00

DESCRIPTION	GROSS WEIGHT (BBL)	PRICE USO/BBL	TOTAL AMOUNT (USO)
QUANTITY	305,450.000	63.13 \$	19,283,058.50
PROVISIONAL PRICE	MOPAG (58.63 USO/BBL) + 4.5 USO/BBL		

<b>TOTAL VALUE DUE TO SWAIDAN TRADING</b>	<b>\$</b>	<b>19,283,058.50</b>
---	-----------	----------------------



**HEAD OFFICE**  
 P.O.Box 1200, Dubai, UAE  
 Tel. +971 4 294 8111  
 Fax +971 4 294 8998

**ABU DHABI BRANCH**  
 P.O.Box 2239  
 Abu Dhabi, UAE  
 Tel. +971 2 555 4233

**AL AIN BRANCH**  
 P.O.Box 1250  
 Al Ain, UAE  
 Tel. +971 3 721 1792

**FUJAIRAH BRANCH**  
 P.O.Box 371  
 Fujairah, UAE  
 Tel. +971 9 222 2731

**SHARJAH BRANCH**  
 Tel. +971 6 508 5333  
 Fax +971 6 538 7904  
**RAK BRANCH**



SWAIDAN000228

Source: Case No 3:18-cv-00398-HZ, Portland, Oregon, USA

**Figure 20.9**  
**Financial agreement between Swaidan and Oil Premier**

This Contract made on this day Thursday , February 24<sup>th</sup>, 2017 between First Party OIL PREMIER FOR OIL & GAS TRADING AND SERVICES and Second Party (Alnaboodah Cargo Center) in Sana'a, Yemen.

**First Party**

**Company Name:** Oil Premier for Oil & Gas Trading and Services  
**Address:** Airport Street, nearby Mouad Hospital, Sana'a  
**Registration No.:** [REDACTED] **Date:** 12-10-2015  
**Country:** Republic of Yemen  
**Represented by:** Saleh Ahmed Daasan  
**Designation:** Chairman  
**Nationality:** Yemeni **Passport No.:** [REDACTED] **Issued from:** Yemen **Date:** 12-2-2015  
(Hereinafter referred to as "FP")

And:

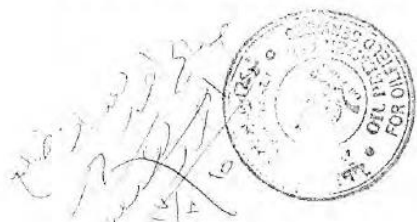
**Second Party**

**Company Name:** Swaidan Trading Co LLC , UAE and (Alnaboodah Cargo Center )  
**Address:** PO Box 1200, Dubai  
**Registration No.:** 00000000 **Date:** 000000000  
**Country:** United Arab Emirates **Emirate of:**xxxxxxxx  
**Represented by:** Hassan Ali Shaban General Manager in Swaidan Trading Group  
And Raed Hiassat ( General Manager of Alnaboodah Cargo Center )  
**Nationality:**..... **Passport No.:** ..... **Issued from:** ..... **Date:** .....

(Hereinafter referred to as "SP")

(Collectively hereinafter referred to as "Parties")

Whereas, the two contractual parties mutually agreed, under full capability to enter into and execute this contract in accordance with the following Preamble and Clauses.



SWAIDAN000002

**Source:** Case No 3:18-cv-00398-HZ, Portland, Oregon, USA

## Annex 21. Shipment of fuel from Iran to Ras Issa, falsely reported as loaded in Oman

1. The Panel investigated cases of shipment of fuel for the benefit of Houthi consignees potentially acting on behalf of listed individuals in violation of sanctions measures. The Panel compared the B/L of lading of some shipments with AIS track of the tankers carrying them and found inconsistencies. These include issuance of B/L of lading by two companies with no link to the tankers. The B/L of loadings were very likely false as the practice in maritime trade is that they have to be issued by the master or by authorized persons indicating that the cargo has been shipped or received for shipment.<sup>55</sup> The Panel found the following discrepancies in the B/L:

**Table 21.1.**  
**B/L of loadings falsely stating that the tanker was loaded in Oman**

Tanker	B/L Issuer	Shipper	Issue date	Consignee	Findings
<i>MT Pvt Eagle</i>	Leo Shipping, UAE	Al Ezz Al Arabiya	8/11/2016	Matrix Oil	Stated as loaded in Khasab, Oman but AIS off near Abadan, Iran on 7 November 2016 (see figure 21.1)
<i>MT Androussa</i>	Leo Shipping, UAE	Sahool, Oman	14/12/2016	Yemen Elaf	Stated as loaded in Khasab, Oman but Fuel shipped in Bandar Abbas by NIOC <sup>56</sup> on 13 December 2016; <b>vessel confiscated by KSA</b> (see figures 21.2 to 21.11)
<i>MR Nautilus</i>	Leo Shipping, UAE	Sahool, Oman	10/1/2017	Albarakah	Stated as loaded in Khasab, Oman but AIS off near Busher, Iran 8 January 2017 (see figures 21.12 to 21.14)
<i>MT Safe Sino</i>	Leo Shipping, UAE	Sahool, Oman	27/3/2017	Albarakah	Stated as loaded in Khasab, Oman but AIS off near Busher Iran on 15 March 2017 (see figures 21.15 to 21.17)
<i>MT Crystal Sambu</i>	Adeema, UAE	Adema, UAE	9/3/2018	Yemen Crude Trading	Stated as loaded in Sohar, Oman but AIS probable STS; <b>vessel seized by KSA</b> (see figures 21.18 to 21.20)

**Source:** Panel based on information from confidential sources and AIS tracking

2. The Panel sent letters to the owners of *MT Androussa*, sharing with them the Panel's findings and requesting an explanation of the inconsistencies. The owners of *MT Androussa* shared with the Panel evidence indicating that they have not hidden their voyages to Iran and that the tanker was under a time charter agreement with R. Shipping Inc, a company with an office in Greece. Documents at figures 21.8 and 21.9 indicate that R.Shipping requested *MT Androussa* to issue a false B/L and that *MT Androussa* refused. R.Shipping then requested the owners to order the tanker to proceed to Ras Issa for Yemen Elaf instead of the initial destination in UAE. The Panel sent letters to R.Shipping and Leo Shipping in order to provide information related to their involvement in the transactions. The Panel sent letters to the Islamic Republic of Iran, the Sultanate of Oman and to UAE requesting information explaining the discrepancies and evidence that the fuel was sold and not a result of donation for the benefit of listed individuals. The Panel received a letter from R Shipping informing that it sub-chartered the vessel to Sasco Logistic LLC (Dubai, UAE) which then sub-chartered her to Yemen Elaf which requested the issuance of switch bills of lading indicating that the fuel was shipped by Sahool in Oman.

<sup>55</sup> See for example UK Carriage of Goods by Sea Act 1924 s.4: A bill of lading which: (a) represents goods *to have been shipped* on board a vessel or to have been received for shipment on board a vessel; (b) has been signed **by the master** of the vessel or **by a person who was not the master but had the express, implied or apparent authority of the carrier** to sign bills of lading

<sup>56</sup> National Iranian Oil Company (NIOC), <http://en.nioc.ir/Portal/Home/>

Figure 21.1

Bill of Lading falsely stating that *MT Pvt Eagle* was loaded in Khasab Oman on 8 November 2016 issued by Leo Shipping LLC, Dubai UAE

CODE NAME: "CONGENBILL" EDITION 1994	
<b>Shipper</b> AL EZZ AL ARABIYA TRADING CO P.O. 570 P.C. 217 AUQAD - SALALAH SULTANATE OF OMAN	<b>B/L NO:</b> KHA/01
<b>Consignee</b>  MATRIX OIL FOR IMPORT P.O. BOX 23154 SANAA, YEMEN	<b>HEAD OWNERS</b> SOUTHERN PETROLEUM TRANSPORTATION JOINT SOTCK COMPANY M FLOOR, PVFCCO TOWER, MAC DINH CHI STR., HO CHI MINH CITY VIETNAM
<b>Notify Address</b>  Notify as above	<b>NON-NEGOTIABLE COPY</b>
<b>Vessel</b> <b>Port of Loading</b> MT PVT EAGLE                      KHASAB	
<b>Port of discharge</b> RAS ISA (YEMEN)	
<b>Description of Goods:</b>  Product Grade :- GAS OIL  METRIC TONS                      26,106.753 LONG TONS                              25,695.00 BARRELS                                      197,682.00  "CLEAN ON BOARD"                      FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY	
Freight Payable as per Charter party	<p><b>Shipped in apparent good order and condition by Aeez Al Arabiya Trading Co.</b> On board Vietnam vessel, MT Pvt Eagle, Whereof Capt. NGUYEN TRONG AI is the master at the Port of Khasab, Sultanate of Oman</p> <p>This shipment is carried under and pursuant to the terms of the charter party between the owners and charterer, and all terms whatsoever of the said charter party except rate and payment of freight specified therein apply to and govern the rights of the parties concerned in this shipment.</p> <p>In witness whereof, the master has signed three (3) original Bills of Lading of this tenor and date, one of which is being accomplished, others will be void.</p>
<p>CHARTER-PARTY DATED ON                      <u>13/10/2016</u></p> <p>Time used for loading                      days                      hours</p> <p style="text-align: center;">(As per SOF)</p>	
<p>Freight payable at                      <b>FREIGHT PAYABLE</b></p> <p>Number of original Bs/L                      (03) THREE</p>	<p>Place and date of issue                      DUBAI                      DATE:                      8/11/2016</p> <p>Signature: <b>AS AGENTS FOR AND ON BEHALF OF THE MASTER OF THE VESSEL</b> MT PVT EAGLE</p>

Source: Confidential

Figure 21.2

**MT Androussa** pilot card indicating that she arrived to Bandar Abbas on 11 December 2016 with deadweight (DWT) of 16184 MT i.e. the weight in metric tons of all the cargo or water ballast

**SHIP FORM Pilot Card**  
Code: F-SHIP-15-02  
Revision: 1  
Date: 01/07/2015  
Ship's File: BR1

Instruction: Frequency - Every Pilotage Send to office? N

**VESSEL / PILOT INFORMATION EXCHANGE**

M/T "ANDROUSSA" PORT: Bandar Abbass Iran DATE: 11.12.2016

**A. DIMENSIONS / TONNAGE**

Gross: 28,628 MT	Net: 12,678 MT	Summer Draft: 12,82 M
Present Displacement: 25790 MT	Present DWT: 16184 MT	BEAM: 32.20 M
L.O.A.: 182.80 M	L.B.P.: 172 M	Bridge to Stern: 37.80 M
Bridge to Bow: 145 M	Bridge to Manifolds: 25 M	Draft AFT: 7.00
Draft FWD: 5.60	Draft MID: 6.30	Calculated Squat at Full SEA speed: 1 M
Calculated Squat at Full SEA speed: 1 M	Calculated Squat at maneuvering Slow speed: 1.81 M	Calculated Air Draft in Load: 34m
Calculated Air Draft in Ballast: 37.5m		

Source: Panel, 25 December 2017 on board *MT Androussa* in Yanbu, KSA

Figure 21.3

**MT Androussa** pilot card indicating that she left Bandar Abbas on 14 December 2016 with deadweight (DWT) of 39321 MT i.e. with full cargo capacity

**SHIP FORM Pilot Card**  
Code: F-SHIP-15-02  
Revision: 1  
Date: 01/07/2015  
Ship's File: BR1

Instruction: Frequency - Every Pilotage Send to office? N

**VESSEL / PILOT INFORMATION EXCHANGE**

M/T "ANDROUSSA" PORT: Bandar Abbass Iran DATE: 14.12.2016

**A. DIMENSIONS / TONNAGE**

Gross: 28,628 MT	Net: 12,678 MT	Summer Draft: 12,82 M
Present Displacement: 48927 MT	Present DWT: 39321 MT	BEAM: 32.20 M
L.O.A.: 182.80 M	L.B.P.: 172 M	Bridge to Stern: 37.80 M
Bridge to Bow: 145 M	Bridge to Manifolds: 25 M	Draft AFT: 11.10
Draft FWD: 11.10	Draft MID: 11.10	Calculated Squat at Full SEA speed: 1 M
Calculated Squat at Full SEA speed: 1 M	Calculated Squat at maneuvering Slow speed: 1.81 M	Calculated Air Draft in Load: 34m
Calculated Air Draft in Ballast: 37.5m		

Source: Panel, 25 December 2017 on board *MT Androussa* in Yanbu, KSA



Figure 21.4

Androussa pilot card indicating that she arrived to Ra's As Salif, Yemen, on 14 January 2017 with the same DWT of 39321 MT as when she left Bandar Abbas

**SHIP FORM Pilot Card**  
 Code: F-SHIP-15-02  
 Revision: 1  
 Date: 01/07/2015  
 Ship's File: BR1

Instruction: Frequency - Every Pilotage Send to office? N

**VESSEL / PILOT INFORMATION EXCHANGE**

M/T "ANDROUSSA" PORT: RA'S AS SALIF YEMEN DATE: 07.01.2017

**A. DIMENSIONS / TONNAGE**

Gross: 28,628 MT	Net: 12,678 MT	Summer Draft: 12,82 M
Present Displacement: 48927 MT	Present DWT: 39321 MT	BEAM: 32.20 M
L.O.A.: 182.80 M	L.B.P.: 172 M	Bridge to Stern: 37.80 M
Bridge to Bow: 145 M	Bridge to Manifolds: 25 M	Draft AFT: 11.20
Draft FWD: 11.20	Draft MID: 11.20	Draft AFT: 11.20

Calculated Squat at Full SEA speed: 1 M. Calculated Squat at maneuvering Slow speed: 1.81 M

Source: Panel, 25 December 2017 on board Androussa in Yanbu KSA

Figure 21.5

Androussa pilot card showing that she left Abbas on 27 January 2017 with DWT of 16647 MT, almost the same water ballast as when arriving to Bandar Abbas

**SHIP FORM Pilot Card**  
 Code: F-SHIP-15-02  
 Revision: 1  
 Date: 01/07/2015  
 Ship's File: BR1

Instruction: Frequency - Every Pilotage Send to office? N

**VESSEL / PILOT INFORMATION EXCHANGE**

M/T "ANDROUSSA" PORT: RA'S AS SALIF YEMEN DATE: 27.01.2017

**A. DIMENSIONS / TONNAGE**

Gross: 28,628 MT	Net: 12,678 MT	Summer Draft: 12,82 M
Present Displacement: 26253 MT	Present DWT: 16647 MT	BEAM: 32.20 M
L.O.A.: 182.80 M	L.B.P.: 172 M	Bridge to Stern: 37.80 M
Bridge to Bow: 145 M	Bridge to Manifolds: 25 M	Draft AFT: 7.10 M
Draft FWD: 5.60 M	Draft MID: 6.35 M	Draft AFT: 7.10 M

Calculated Squat at Full SEA speed: 1 M. Calculated Squat at maneuvering Slow speed: 1.81 M

Calculated Air Draft in Ballast: 37.5m. Calculated Air Draft in Load: 34m

Source: Panel, 25 December 2017 on board Androussa in Yanbu, KSA

Figure 21.6

Bill of Lading falsely stating that *MT Androussa* was loaded in Khasab Oman on 14 December 2016 issued by Leo Shipping LLC, Dubai UAE

CODE NAME: "CONGENBILL" EDITION 1994	
<b>Shipper</b> SAHOOL AL HOJARI TRADING & CONT. CO. P.O. BOX 2589 SALALAH SULTANATE OF OMAN	<b>B/L NO:</b> KHA/ANDR/01
<b>Consignee</b> YEMEN ELAF FOR IMPORT OF OIL DERIVATIVES SANAA REPUBLIC OF YEMEN	<b>HEAD OWNERS</b> ANDROUSSA SHIPPING S.A., 80 BOARD STREET, MONROVIA, LIBERIA
<b>Notify Address</b> Notify as above	<b>NON-NEGOTIABLE COPY</b>
<b>Vessel</b> <b>Port of Loading</b> MT ANDROUSSA                      KHASAB	
<b>Port of discharge</b> RAS ISA (YEMEN)	
<b>Description of Goods:</b> Product Grade :- GAS OIL MAX 0.5 PCT SULPHUR  METRIC TONS                      37,298.00 LONG TONS                              36,709.00 BARRELS                                284,675.00  "CLEAN ON BOARD"                      FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY	
Freight Payable as per Charter party	Shipped in apparent good order and condition by Sahool Al Hojari Trading & Cont. Co. On board Liberia vessel, MT Androussa, Whereof Capt. VASKO IVANOVIC is the master at the Port of Khasab, Sultanate of Oman
CHARTER-PARTY DATED ON <u>8/12/2016</u>	This shipment is carried under and pursuant to the terms of the charter party between the owners and charterer, and all terms whatsoever of the said charter party except rate and payment of freight specified therein apply to and govern the rights of the parties concerned in this shipment.
Time used for loading                      days                      hours  (As per SOF)	In witness whereof, the master has signed three (3) original Bills of Lading of this tenor and date, one of which is being accomplished, others will be void.
Freight payable at <b>FREIGHT PAYABLE</b>	Place and date of issue DUBAI <b>DATE: 14/12/2016</b>
Number of original Bs/L (03) THREE	Signature : AS AGENTS FOR AND ON BEHALF OF THE MASTER OF THE VESSEL P.O.Box : 34295 Dubai- U.A.E MT ANDROUSSA

Source: Confidential

Figure 21.7  
 Bill of Lading stating that *MT Androussa* was loaded FOB (Free on Board) in BandarAbbas, Iran on 13 December 2016

BILL NO. 95

**IN THE NAME OF GOD  
 BILL OF LADING**

Shipped in apparent good order and condition by NATIONAL IRANIAN OIL CO.  
 Onboard the **LIBERIA**

Motorship **ANDROUSSA**  
 Steamship  
 Is Master at the port of **BANDAR ABBAS - IRAN**

whereof [REDACTED]

a quantity used to be:

GRADE	BARRELS	LONG TON	METRIC TON	GP GRAVITY AT 60°F	API 1.1 AT 60°F
<b>GAS OIL MAX 0.5 PCT SULPHUR</b>	<b>284,675</b>	<b>36,709</b>	<b>37,298</b>	<b>0.8260</b>	<b>39.81</b>

Measurement, weight, gauge, quality, nature, value, and condition of the cargo unknown to the vessel and the master, to be delivered at the port of **UMUTED ARAB EMIRATES(UAE)**  
 always about. TO ORDER OF SWEPER (MOC) ACCOUNT OF ALEDA

OR SO NEAR THEREAS AS VESSEL CAN SAFELY GET.  
 INSURANCE AND FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY

or order on payment of freight at the rate of

**DELV. TYPE: FOB**

This shipment is carried under and pursuant to the terms of the Charter dated \_\_\_\_\_ at \_\_\_\_\_ between \_\_\_\_\_

**TRANSSHIPMENT NOT ALLOWED**

as charter, and all the terms whatsoever of the said Charter except the rate and payment of freight specified therein apply to and govern the rights of the parties concerned in this shipment.

If this Bill of Lading is a document of title to which the Carriage of Goods by sea Act of the United States, approved April 16, 1936 or similar legislation giving statutory effect to the international Convention for the Unification of Certain Rules relating to Bills of Lading at Brussels of August 25, 1924, applies by reason of the port of loading or discharge being in territory in which the said Act or other similar legislation is in force, this Bill of Lading shall have effect subject to the provisions of the said Act or other similar legislation, as the case may be, which shall be deemed incorporated herein, and nothing herein contained shall be deemed a surrender by the carrier of any of its rights or immunities or an increase of any of its responsibilities or liabilities under said Act or other similar legislation, if any term of this Bill of Lading is Repugnant to the said Act or other similar legislation, as so incorporated, such terms shall be void to that extent but no further.

In Witness Whereof, the Master has signed \_\_\_\_\_ (THREE) \_\_\_\_\_  
 tender and date, one of which being accomplished, the others will be void.  
 Dated at **BANDAR ABBAS - IRAN** this **13 TH** day of **DECEMBER** **2016**

MASTE  
[REDACTED]

WARSHIPOLVOV - BILL OF LADING



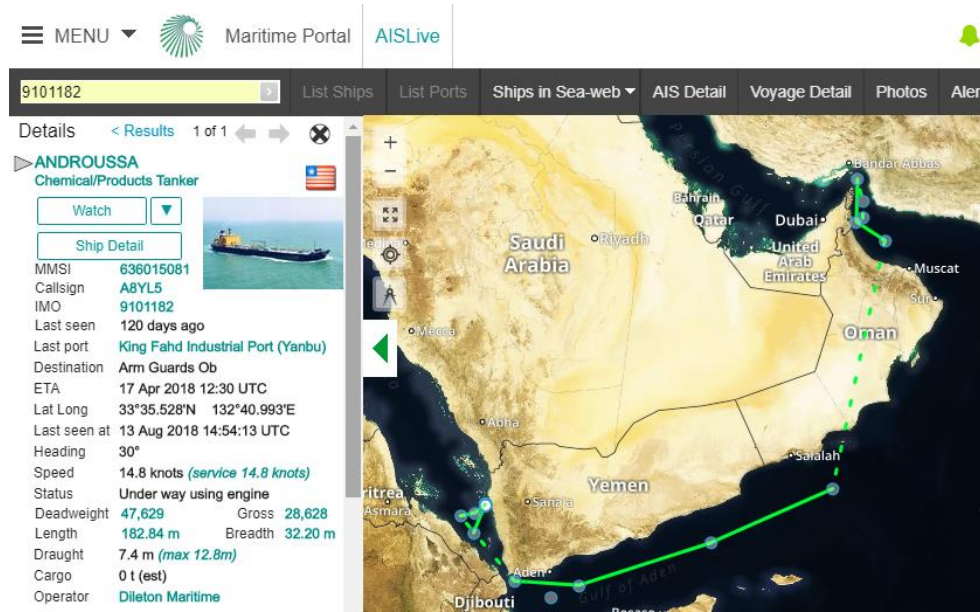
**CONFIDENTIAL PAGE NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION**

**Figure 21.8**

**CONFIDENTIAL PAGE NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION**

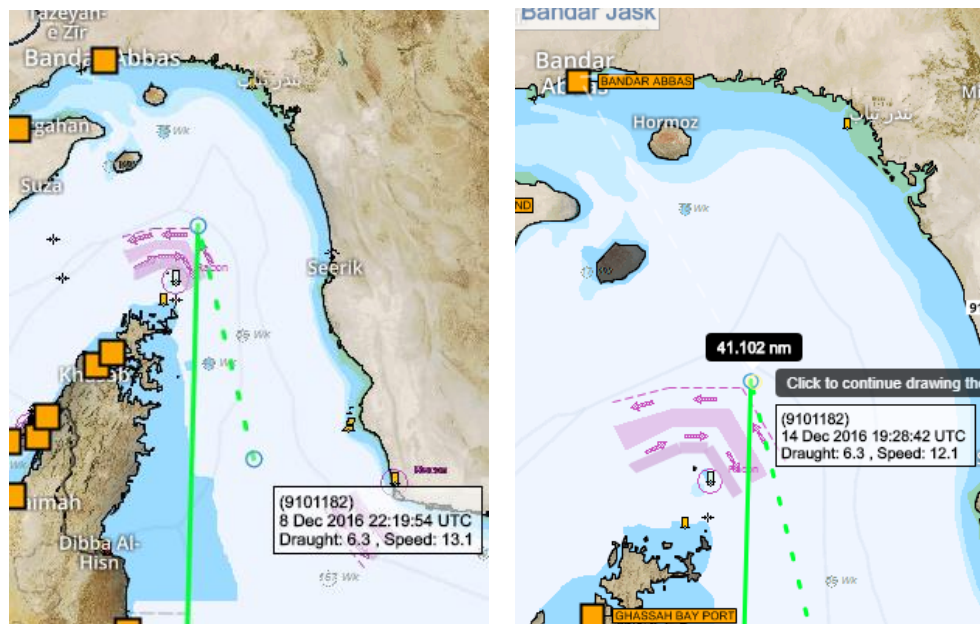
**Figure 21.9**

**Figure 21.10**  
**AIS track of MT Androussa from 4 December 2016 to 27 January 2017 (Fujairah, UAE- Bandar Abbas, Iran – Ras Issa, Yemen)**



Source: <https://maritime.ihs.com/>

**Figure 21.11**  
**AIS track MT Androussa 8 to 15 December 2016 showing that AIS was off on 8 December and switched on, on 14 December 2016, 41 Nm outbound from Bandar Abbas after loading fuel**



Source: <https://maritime.ihs.com/>

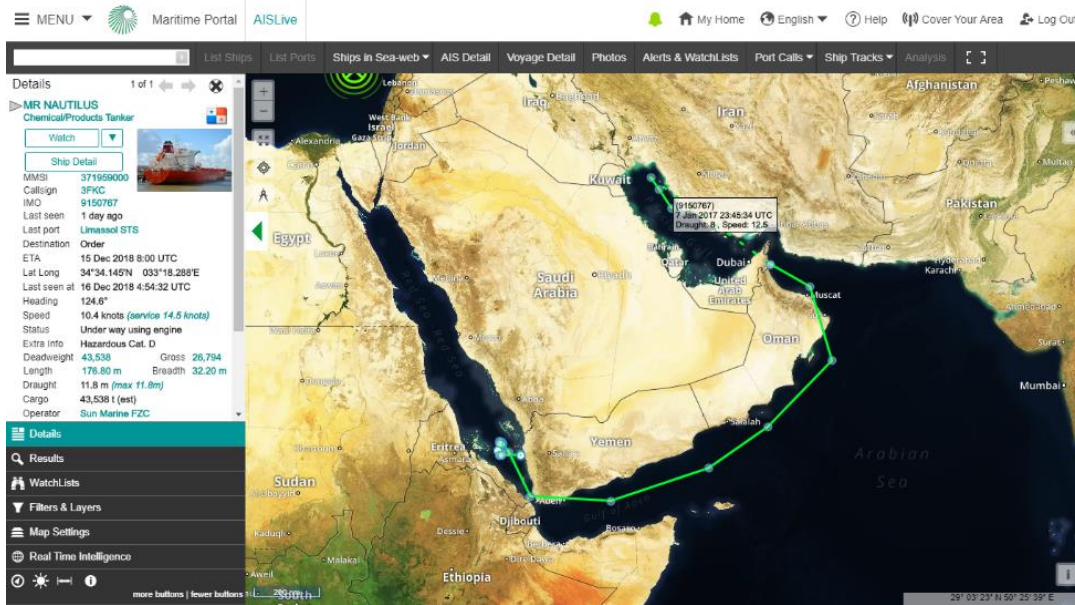
**Figure 21.12**  
**Bill of Lading falsely stating that *MR Nautilus* was loaded in Khasab Oman on 10 January 2017 issued by Leo Shipping LLC, Dubai UAE**

CODE NAME: "CONGENBILL" EDITION 1994		B/L NO: KHA/NAUT/01	
<b>Shipper</b> SAHOOL AL HOJARI TRADING & CONT. CO. P.O. BOX 2589 SALALAH SULTANATE OF OMAN		<b>HEAD OWNERS</b> ARUNDEL INVESTMENT GROUP LIMITED BRITISH VIRGIN ISLANDS	
<b>Consignee</b> ALBARAKAH REPUBLIC TRADING COMPANY HODEIDAH YEMEN		<b>NON-NEGOTIABLE COPY</b>	
<b>Notify Address</b> Notify as above			
<b>Vessel</b> MT MR NAUTILUS	<b>Port of Loading</b> KHASAB		
<b>Port of discharge</b> RAS ISA (YEMEN)			
<b>Description of Goods:</b> Product Grade :- GAS OIL MAX 0.5 PCT SULPHUR  METRIC TONS           39,561.00 LONG TONS             38,935.00 BARRELS               300,307.00  "CLEAN ON BOARD"               FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY			
Freight Payable as per Charter party  CHARTER-PARTY DATED ON <u>7/1/2017</u>  Time used for loading    days        hours  (As per SOF)		Shipped in apparent good order and condition by Sahool Al Hojari Trading & Cont. Co. On board Panama vessel, MT MR Nautilus, Whereof Capt. YAZICI TANJU is the master at the Port of Khasab, Sultanate of Oman  This shipment is carried under and pursuant to the terms of the charter party between the owners and charterer, and all terms whatsoever of the said charter party except rate and payment of freight specified therein apply to and govern the rights of the parties concerned in this shipment.  In witness whereof, the master has signed three (3) original Bills of Lading of this tenor and date, one of which is being accomplished, others will be void.	
Freight payable at <b>FREIGHT PAYABLE</b>		Place and date of issue DUBAI                            DATE:        10/1/2017	
Number of original Bs/L		Signature : AS AGENTS FOR AND ON BEHALF OF THE MASTER OF THE VESSEL MT MR NAUTILUS	

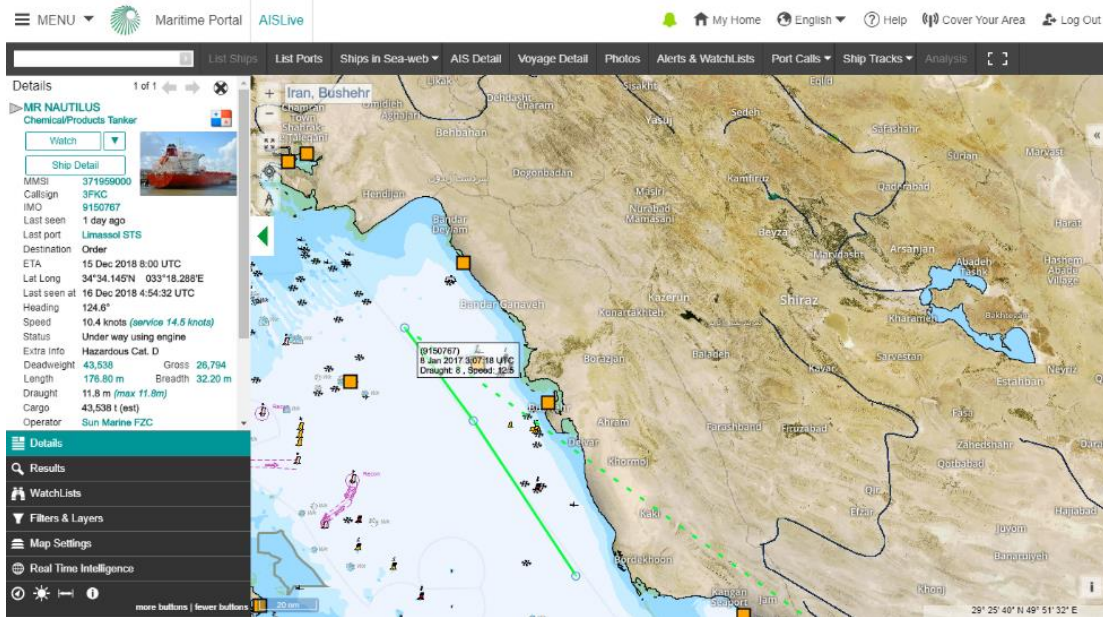


Source: Confidential

**Figure 21.13**  
AIS track of *MR Nautilus* from 1 December 2016 to 10 March 2017 (Iran - Ras Issa, Yemen)



**Figure 21.14**  
AIS track of *MR Nautilus* switched off on 8 January 2017 off the coast of Iran



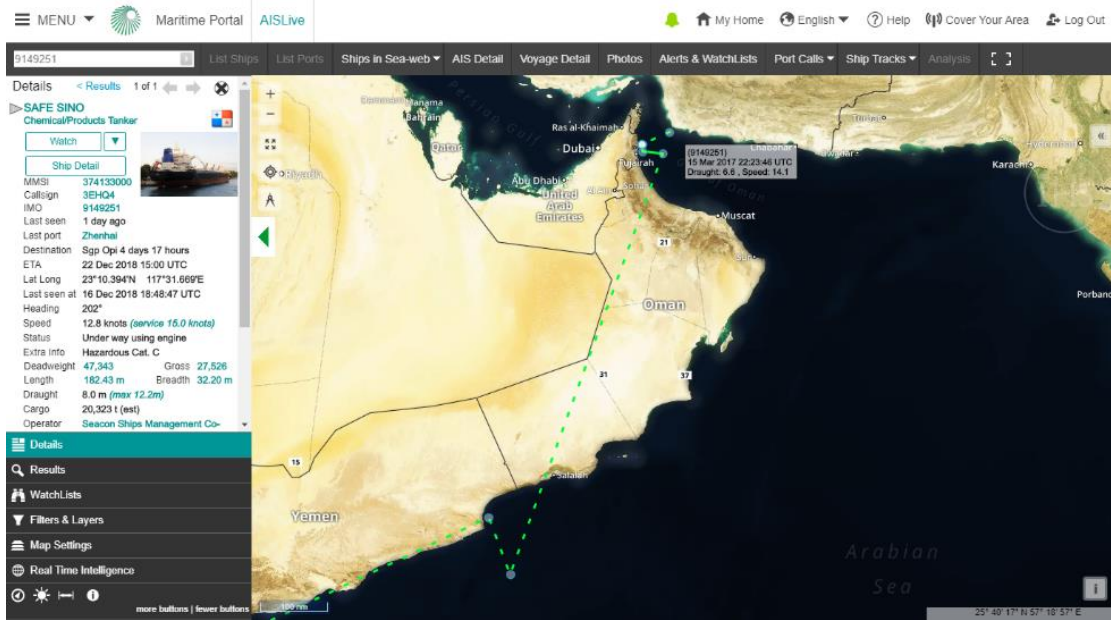


**Figure 21.15**  
**Bill of Lading falsely stating that *MT Safe Sino* was loaded in Khasab Oman on 27 March 2017 issued by Leo Shipping LLC, Dubai UAE**

CODE NAME: "CONGENBILL" EDITION 1994		
<b>Shipper</b> SAHOOL AL HOJARI TRADING & CONT. CO P.O BOX 2589 SALALAH SULTANATE OF OMAN		B/L NO: 100-00
<b>Consignee</b> ALBARAKAH REPUBLIC TRADING COMPANY HODEIDAH YEMEN		<b>HEAD OWNERS</b> PAN ORIENTAL SHIPPING HOLDING LIMITED
<b>Notify Address</b> Notify as above		<b>NON-NEGOTIABLE COPY</b>
<b>Vessel</b> MT SAFE SINO	<b>Port of Loading</b> KHASAB	
<b>Port of discharge</b> RAS ISA (YEMEN)		
<b>Description of Goods:</b> Product Grade :- GAS OIL MAX 0.5 PCT SULPHUR  METRIC TONS            39,440.00 LONG TONS             38,819.00 BARRELS                298,858.00  "CLEAN ON BOARD"                FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY		
Freight Payable as per Charter party		Shipped in apparent good order and condition by Sahool Al Hojari Trading & Cont. Co On board Panama vessel, MT SAFE SINO, Whereof Capt. KANG HUIYE is the master at the Port of Khasab, Sultanate of Oman  This shipment is carried under and pursuant to the terms of the charter party between the owners and charterer, and all terms whatsoever of the said charter party except rate and payment of freight specified therein apply to and govern the rights of the parties concerned in this shipment.  In witness whereof, the master has signed Bills of Lading of this tenor and date, one of which is being accomplished, others will be void.
CHARTER-PARTY DATED ON	<u>9/3/2017</u>	
Time used for loading    days    hours		
(As per SOF)		
Freight payable at <b>FREIGHT PAYABLE</b>	Place and date of issue DUBAI                    DATE: 27/03/2017	
Number of original Bs/L	Signature : AS AGENTS FOR AND ON BEHALF OF THE MASTER OF THE VESSEL MT SAFE SINO	

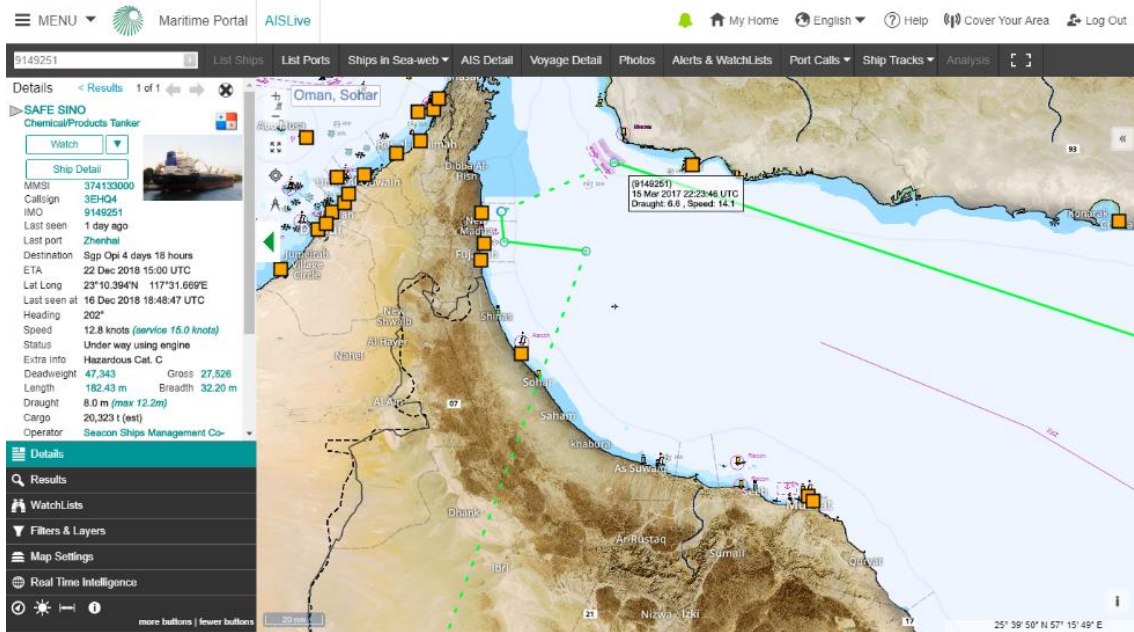
Source: Confidential

**Figure 21.16**  
**AIS track of *MT Safe Sino* from 15 March to 26 April 2017 (Iran – Yemen)**



Source: <https://maritime.ihs.com/>


**Figure 21.17**  
**AIS track of *MT Safe Sino* switched off on 15 March 2017 off the coast of Iran**



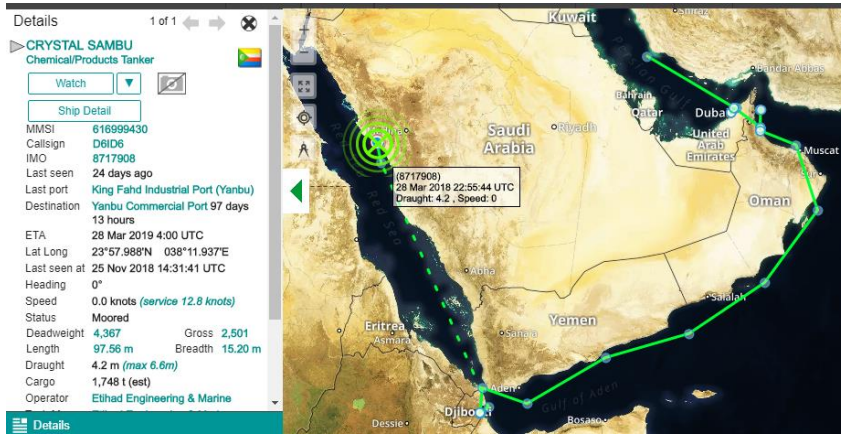
Source: <https://maritime.ihs.com/>

Figure 21.18

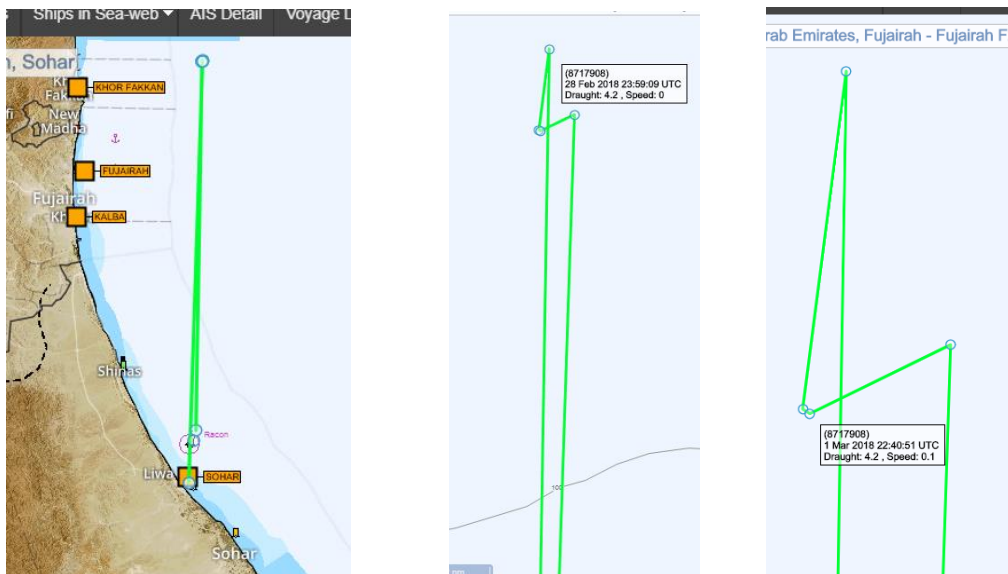
Bill of Lading not consistent with the practice as it is not signed by the Master of *MT Crystal Sambu* (IMO 8717908) but by Adeema, UAE indicating that it was loaded in Sohar, Oman on 9 March 2018 for suspicious consignee

<b>BILL OF LADING</b>		
		<b>ORIGINAL</b>
<b>SHIPPER:</b> ADEEMA OIL FZE P O BOX : 233599 DUBAI -UAE		Bill of Lading No. CS-007-2018 <b>CONSIGNEE:</b> YEMEN CRUDE TRADING & OIL SERVICES SANAA REPUBLIC OF YEMEN
VESSEL : <b>MT CRYSTAL SAMBU</b> IMO : 8717908	FLAG : PANAMA	<b>NOTIFY ADDRESS:-</b> ENJAZ SHIPPING CO, LTD.
PORT OF LOADING : <b>SOHAR - OMAN</b>		
DESTINATION : <b>HODEIDAH PORT- YEMEN</b>		
Description of Goods "GASOLINE 92R UNLEADED" <b>QUANTITY:</b> CUBIC MTRS@ 15°C : 5029.135 METRIC TONS (IN AIR) : 3583.840 LONG TONS : 3527.2372 US BARRELS @60F : 31655.02 LITRES : 5,029,135		
<b>CLEAN ON BOARD</b>		
<p>This shipment is carried under and pursuant to the terms of the Charter party under which the cargo was loaded. All terms, conditions, clauses and exception of the said Charter Party, including but not limited to the arbitration clause are incorporated herein, form part hereof, and shall govern the rights of the parties concerned in this Shipment save as otherwise expressly provided by the following clause:-</p> <p>Notwithstanding any Charter Party or Bill of Lading provision to the contrary, any claims whatsoever arising here under brought by, or against the Shipper may be determined in the courts of the country where the B/L was issued in accordance with that countries law, subject to the foregoing, nothing contained in this provision shall effects the rights and obligations of other parties to this Bill of Lading including the right to arbitrate claims. By becoming a holder of this Bill of Lading or becoming the person to whom delivery of the cargo is to be made the consignee shall be liable for any and all unpaid freight, dead freight, demurrage and other charges. Shipped on board the cargo specified above in accordance with Shipper's declaration in apparent good condition, weight, volume, quality and value unknown, and to be delivered at port of discharge or so near there unto as the vessel may safely get always afloat.</p> <p>IN WITNESS whereof the Owner or Charterer or Master or Agents of the said vessel has signed the Original Bill of Lading of this tenor and date, one of which being accomplished the other shall be void.</p>		
Place of issue SOHAR- OMAN	Date of issue 09-03-2018	Signature 
Freight : N/A		
<p>For the purpose of this Bill of Lading, SHIPPER means the person consigning the cargo for the carriage on Charter's behalf, CHARTER means the person entering the Charter Party contract with the Carrier.</p>		

**Figure 21.19**  
**AIS track of MT Crystal Sambu from 1 January 28 March 2018 when it was seized in Yanbu, KSA**






**Figure 21.20**  
**AIS track of MT Crystal Sambu from 28 February to 2 March 2018 showing potential ship to ship transfer from 1 to 2 March 2018**



## Annex 22. Tracing of items for military equipment found in Yemen

List of last custodians outside and inside Iran of items found in prohibited equipment in Yemen

Item	System	Last custodian outside Iran	Last custodian in Iran
	Mixing unit for rocket solid fuel	Trafiga AG (Industriestrasse 11, 8608 Bubikon, <b>Switzerland</b> Purchased by Mr. Mxxx Ghaxx of Iranian origin living in Bekkestua, <b>Norway</b>	Shipped on <b>29 August 2014</b> to Noran Sanat Daryaye Chalous Co., no. 257 South Lalehzar St., 11447 Tehran, Iran
	Mixing unit for rocket fuel	Hid-Tek Limited of Unalp Sok No:1/A, Nilüfer, Bursa, <b>Turkey</b>	Shipped on <b>28 May 2015</b> to Araz Fakh Azar, Ltd. Co. Km 3 Karaj old Road, beside Shir Pastorizeh, Tehran Trade Complex, Iran
	Titanium Gear Servo for UAV	Succor General Trading Succor website with address: No 206 North Iranshahr Avenue, 1584636634, Tehran <b>Iran</b> Using account xxxxxxxxx6102 at Emirates Islamic Bank, UAE	Shipped since <b>2015</b> for UAV Qasef found in Yemen to: Eastern Suite, 1st Floor, No.1 Espinas Building, Mirzababaei Blvd Pounak Square, Tehran, <b>Iran</b> (Tel +98 21 4461 8198-9)

## Annex 23. Ma'rib's revenues and expenses (balance sheet January to November 2018)

## التقرير التفصيلي للإيرادات والتفقات للفترة من يناير - نوفمبر 2018م

## الإيرادات :

تورد جميع إيرادات النفط والغاز إلى حساب الحكومة وليس إلى حساب السلطة المحلية وتصرف أما عبر الموازنات المقررة والمعتمدة أو عبر توجيهات من رئاسة الجمهورية ورئاسة الحكومة.

ملاحظات	تفاصيل الإيراد	الجهة	المبلغ		
			ريال	ف	
	قبل خصم 20% حصة المحافظة	إيرادات	الشرعة اليمنية للغاز	55,724,643,461	0.21
	قبل خصم 20% حصة المحافظة	إيرادات	شرعة النفط اليمنية	27,269,115,243	
	متنوعه		أخرى	926,112,883	
			الإجمالي	83,919,871,587	0.21

## الإجمالي الكلي للإيرادات والتفقات

البيان	المبلغ	
	ريال	ف
إجمالي النفقات	84,788,226,716	0.5
إجمالي الإيرادات	83,919,871,587	0.21
الفارق بالنقص	868,355,129	0.29

أخيراً: التزامات معلقة (واجبة السداد)

1- الطاقة المشتراة مارب من سبتمبر إلى ديسمبر 2018م

2- الطاقة المشتراة الجوف من سبتمبر إلى ديسمبر 2018م

3- التزامات مستحقة للغير مستخلصات لم تدفع للمقاولين للمشاريع المنفذة بالمحافظة ومتعهد التغذية ( للمنطقة العسكرية الرابعة - عدن) وغيرها

ملاحظة: لم يتم خصم حصة التنمية للمحافظة 20% من إيرادات النفط والغاز للعجز في الإيرادات .

## Extracts (Report on revenues and expenses 2018)

All revenues from oil and natural gas are transferred to a Government account and not to accounts owned by local authorities. Funds are used according to approved budget expenditure or to instructions from the President and the Prime Minister.

**Revenues (83,919,871,567):** US\$ 186,488,603 [conversion added by the Panel at YER 450 to 1 US\$]

Yemen gas Company: YER 55,724,643,461;

Yemen Petroleum Company: YER 27,269,115,243;

Others: YER 926,112,883;

**Expenses (84,788,226,716).**US\$ 188,418,282 [conversion added by the Panel at YER 450 to 1 US\$]

## Annex 24. Mohamed Ali Al Houthi's letter concerning cash transfers

Figure 24.1 Letter in Arabic

الرقم : .....  
التاريخ : .....  
المرفقات : .....

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

الجمهورية اليمنية  
اللجنة الثورية العليا  
رئيس اللجنة

سعادة الأمين العام للأمم المتحدة / السيد أنطونيو غوتيريس  
سعادة وكيل الأمين العام للأمم المتحدة للشئون الإنسانية / السيد مارك لوكو  
سعادة المبعوث الخاص للأمين العام للأمم المتحدة إلى اليمن / السيد مارتن غريفتش

تشهد الجمهورية اليمنية تدهورا كبيرا في الأوضاع الإنسانية التي تصفونها بالأزمة الإنسانية "الأسوأ في العالم"، والناجمة عن عدوان وحشي وحصار وحظر جوي وبري وبحري، واستهداف مباشر للعملة الوطنية بعدة طرق ووسائل هدفت إلى إحداث انهيار للعملة المحلية أمام العملات الأجنبية، وإيقاف المرتبات، مما رتب تفاقم الكوارث في الأوضاع الاقتصادية والمعيشية للشعب اليمني، حتى بات ما كان يعرف لديكم بحظر المجاعة شبحا ماثلا أمام العالم وأمام جميع المنظمات والمصادر والمدخلات التابعة لمنظمة الأمم المتحدة وغيرها.

ونظرا لكل ذلك فإننا نعرب عن أسفنا لعدم تمكنكم أو مجلس الأمن الدولي من إلزام دول العدوان بإيقاف العدوان الذي يشنه التحالف ضد بلدنا بدون إقرار من مجلس الأمن أو تفويض من الأمم المتحدة، بما يعنيه من انتهاك واضح لمواثيقها التي تلزمكم بتحمل مسؤوليتكم القانونية والأخلاقية للوقوف بحزم ضد انتهاك القوانين أو المواثيق، وهو ما نص عليه قسمكم عند توليكم المنصب.

وأمام انتهاكات التحالف المتعمدة والمكررة التي استهدفت كل شيء بما في ذلك مخازن وقوافل تابعة للأمم المتحدة، وما يترافق معها من حصار ومنع أو إعاقة لوصول الكثير من المساعدات للمحتاجين من أبناء الجمهورية اليمنية، وهي جرائم تحدثت عنها ووردت في بعض التقارير مرارا وتكرارا.

وحتى لا يبقى الشعب اليمني رهين المجاعات، أو نشاهد توابيت الموت بأكثر مما شاهدناه، والتي وصل عدد وفيات الأطفال فيها إلى أكثر من ٢٤٠٠٠٠ طفل لأسباب سوء التغذية وانعدام الخدمات الصحية الرئيسية وغيرها، والتي لو توفرت لما كان ليتوفى طفل يمضي كل عشر دقائق، مع الإشارة إلى أن هذا العدد الكبير جدا لم يتضمن عدد الذين قتلوا من الأطفال بالقصف الجوي والأسلحة المحرمة دوليا.

وإننا أمام كل ذلك نضع بين أيديكم حلا حقيقيا تستطيع من خلاله الأسرة اليمنية المحتاجة أن تهزم المجاعة التي أعلن السيد مارك لوكو أنكم تخسرون الحرب أمامها، وتضمن من خلاله بإذن الله مع السماح - تحت إدارتكم - بالتأكد من سلامة وصحة البيانات لجميع المستهدفين في كل المحافظات المستهدفة لدينا، ويضمن أيضا إزالة أي مبرر لاية جهة تريد أن تعيق وصول هذه المساعدات بذريعة الخشية من أن تصل إلينا.

كما ويقلل هذا الحل من النفقات التي تقدمها منظماتكم أو الفرق أو الشركات التي تعمل معكم أو توفّر النقل لكم، وبما يكفل لكم استيعاب أكبر قدر ممكن من المحتاجين، ويضمن سلامة أي فرق ميدانية من الاستهدافات المباشرة لقوافلكم الغذائية أو مخازنكم أو غيرها.

كما لا يحتاج هذا الحل إلى منافذ آمنة، مع انعدام الثقة بالالتزام بالتحالف بها، فهو من يخترق وينتهك كل القوانين كما تعلمون، وكما أشار إليه مجلس حقوق الإنسان وغيره من المنظمات الدولية التي أعلنت ذلك رسميا، وأيدها الكثير من أعضاء مجلس الأمن في جلساته الخاصة باليمن.

وتمثل الحل في آلية لاستبدال المواد الإغاثية العينية بالنقد المالي المرصود للأسرة المحتاجة بدا بيد، من خلال فتح حساب بنكي لكل أسرة، ليحقق من خلاله مبدأ الشفافية وفعالية وصولها للمستحقين، وبهذه الآلية ستوفرون مبالغ تصل إلى النصف تذهب في النقل والتخزين والفرق العاملة، كما تتأكدون من وصولها إلى الأسر المحتاجة في المناطق التي يصعب الوصول إليها بسبب قصور المواصلات ووسائل النقل أو أي عراقيل أخرى.


ومن خلال هذه الآلية سيتم الالتزام بالمبادئ الإنسانية للتغلب على كل العوائق التي تقف حاجزا دون وصول المساعدات الإنسانية إلى مستحقيها لأي سبب كان، حيث ستوفر سبل لرفع الحواجز التي تحول دون استيراد السلع الإنسانية، وللحد من التأخيرات البيروقراطية، ونحن حاضرون للمزيد من المساعدة والإيضاح بالتفاصيل واستقبال ومناقشة أي تساؤلات. ومن هنا نؤكد أنكم بتطبيق هذه الآلية ستضمنون وصول المساعدات الإنسانية بكل شفافية ومصداقية للعمل الإنساني، وتحملكم المسؤولية عن استمرار الآلية الحالية التي يشوبها الكثير من النقص والاختلالات، والتي أطلعنا بعض مسؤولي الإغاثة والمنظمات الدولية عليها، ونؤكد لكم أننا بالتعاون جميعا نستطيع أن ننقصر على المجاعة بإذن الله تعالى.

وتقبلوا خالص التحية والتقدير

محمد علي الحوثي  
رئيس اللجنة الثورية العليا  
الجمهورية اليمنية

**Figure 24.2**  
**Translation by the Houthis of a letter sent by Mohamed Ali Al Houthis,**

Republic of Yemen  
 Supreme Revolutionary Committee  
 Head of Committee



Ref No... (133) .....  
 Date: .....  
 Attach: (1-1) .....

In the name of Allah, the Beneficent, the Merciful

**His Excellency the United Nations Secretary-General \Mr. António Guterres**  
**His Excellency the United Nations Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs \ Mr. Mark Lowcock**  
**His Excellency the United Nations Secretary-General Special Envoy to Yemen \ Mr. Martin Griffiths**

The Republic of Yemen is witnessing a significant deterioration in the humanitarian situations in which you describe as the "worst of the world" which is resulted by a savage aggression and air, land and sea blockade and siege, and direct targeting for the national currency with different means and methods that aimed to collapse the local currency against the foreign currencies, and stop paying salaries, which led to the aggravation of disasters in the economic and living conditions of the Yemeni People, until what is known for you as Famine Danger, became a ghost standing in front of the world and in front of all the organizations and all the resources and entries of the United Nations and others.

Considering all of that, we express our regrets for the inability of you or the Security Council to obligate the aggression countries to stop the aggression that the coalition is waging against our country without approval from the Security Council or delegation from the United Nation, which means a clear violation for their charters, which obligate you to hold you responsible legally and ethically to stand strictly against the violation of laws and charters, Which is stipulated within your oath when you assumed the position

And in front of the deliberate and frequent violations of the coalition that targeted everything including warehouses and caravans of the United Nation, and the accompanying blockade, prevention or obstruction for accessing many aids to reach the needy from the People of the Republic of Yemen, which are crimes you talked about and were stated in some reports Repeatedly

And in order not to keep the Yemeni People as subject to famines, or we see the coffins of death more than we have seen, where the children deaths reached more than 240000 child because of the malnutrition and the lack of the main medical service and other means, which if were available, there wouldn't be a dead Yemeni child every 10 minutes, with indicating that this huge number didn't include the children who were killed by the airstrikes and the international prohibited weapons

And in front of all of that, we put a real solution in your hands through which the needy Yemeni family can defeat the famine which Mr. Mark Lowcock declared that you are losing the war in front of it. We guarantee - Allah's Willing - that through this solution with the permission - under your administration - to ensure the rightness and accuracy of the data for all the targeted in all of our targeted governorates, and also guarantees removing any justification for any party that wants to impede the access of these aids under the pretext of the fear that they will reach us.

This solution also reduces the expense that your organizations, teams, the companies that work with you or provide transportation for you, ensuring you to absorb as much needy as possible, and ensuring the safety of any field teams from any direct targeting for your foodstuff's caravans or warehouses or others.

Also, this solution, doesn't need any safe corridors, with the complete lack of trust of coalition's comply with it, as it is the one who violates and breaks all laws as you know, and as was mentioned by the Human Rights Council and others of international organizations who declared that officially, and supported by a lot of Security Council members at its hearings on Yemen

The solution is represented by a mechanism for replacing the relief supplies in-kind with cash allocated for the needy family hand in hand, by opening a bank account for each family, to achieve the concept of transparency and the

Page 1 of 2



Republic of Yemen  
Supreme Revolutionary Committee  
Head of Committee



Ref No: [ ]  
Date: .....  
Attach: [ ]

efficiency of reaching the beneficiaries, and with this mechanism, you will save the half of the amounts spent in transportation, storing and working teams and you will also make sure that it reached the needy families in the areas that are hard to reach either because of transportation means failure, or any other obstacles

And with this mechanism, the humanitarian principals will be adhered to overcome all obstacles that all block the access of the humanitarian aids to the beneficiaries for any reason, where there will be ways to lift the barriers that prevents importing humanitarian goods, and to reduce bureaucratic delays, and we are ready for more help, explain in detail and receive and discuss any questions. And here we confirm that by applying this mechanism, you will guarantee the access of your humanitarian aids transparently and credibility for the humanitarian work, and we hold you responsible for continuing the current mechanism which is fraught with many shortcomings and imbalances which we briefed about some relief officials and international organizations, and we assure you that we are together can cooperate to overcome the famine, Allah Almighty's willing.

With my sincere greetings and appreciation

  
**Mohammed Ali AL-Houthi**  
Head of the Supreme Revolutionary Committee  
Republic of Yemen

## Annex 25. Hard currency transfer and cash flow to and from Yemen

1. The Panel has investigated the flow of hard currency to and from Yemen in order to identify potential cases of sanctions evasion by proxies acting on behalf of listed individuals; diversion of public funds and funds intended for humanitarian assistance; payment for purchase of military equipment in violation of the targeted arms embargo by resolution [2216 \(2015\)](#).

2. The Panel interacted with the Governor of CBY, with the chair of the Economic Committee of Yemen<sup>57</sup> and held phone interviews with directors of banks and owners of money exchangers. The Panel has identified the following circulation of hard currencies:

### (a) Transfer to and within Yemen

- Funds from sale of oil from Hadramawt transferred to CBY accounts outside Yemen;<sup>58</sup>
- Cash transfers by humanitarian agencies to Yemen through banks and money exchangers;
- Money remittances from Yemeni nationals through Money exchangers paid in Yemen in US\$ and then exchanged later to YER at the market rate;
- Currency exchange of salaries paid by the Coalition to elements of proxy forces in SAR;<sup>59</sup>
- Payment in US\$ to local staff and contractors of humanitarian organisations.

### (b) Transfer from Yemen

- Payment of import through commercial banks to cover L/Cs issued by correspondent banks;
- Payment for import effected through CBY Aden since July 2018, to cover L/Cs issued by correspondent banks;
- Payment for imports of fuel through money exchangers to cover documentary collection known as Cash Against Documents (CAD).
- Funds collected after the sale of fuel allegedly donated to the Houthis by external actors.

3. Import of essential commodities and fuel to cover needs in Houthis controlled areas requires about US\$ 163 million per month in hard currency and additional amounts to cover freight, insurance and financial transactions costs (see table 21.1).

<sup>57</sup> President Hadi appointed Hafedh Mayad on 8 August 2018 as his advisor and chair of the economic committee, Presidential Decree [159 \(2018\)](#) at <https://presidenthadi-gov-ye.info/ar/archives/-صدر-قرار-رئيس-الجمهورية-بتعيين-حافظ-مع-2>.

<sup>58</sup> The Panel gathered information from Government officials estimating that revenues from export of oil from Hadramawt are estimated at US\$ 100 million every two months which are transferred to account held by the Government. Data on exports of fuel from independent sources are not yet available to the Panel.

<sup>59</sup> The Panel received information from elements of proxy forces that they are receiving a monthly salary from UAE in Saudi currency with a minimum SAR 1200 ( US\$ 320).

**Table 25.1**  
**Monthly needs of hard currency for import of essential commodities**

Commodity	Quantity (Mt)	Price per Mt (US\$) <sup>60</sup>	Cots per month (US\$)
Fuel Products	180,000	570	102,600,000
wheat	414,111	220	31,110,552
Corn and Soybean Meal <sup>61</sup>	71,458	280	20,008,492
sugar	26,435	280	7,401,828
Rice	4,805	410	1,970,173
<b>Total</b>			<b>2208,089</b>

4. In practice, the payment in international trade is concluded through open accounts, bills of exchange, documentary bills or letter of credits.<sup>62</sup> However, the use of L/Cs seems to have gradually been replaced by payment in advance in cash as US and European banks ceased to accept transactions with Yemeni banks due to risks of money laundering and non compliance with sanctions measures. The Panel interviewed the Governor of CBY, importers, shippers, staff in the central bank in Sana'a under Houthis control, directors of banks in Sana'a and money exchangers in order to identify the financial mechanisms used to import fuel and other commodities to Yemen. It also analysed financial documents related to some imports and found that most of these imports have been financed through Cash Against Documents (CAD) by money exchangers in Yemen and in UAE and in few occasions transfers through correspondent banks in Europe and the Middle East. As Yemen has ceased to have external revenues to cover its imports, the source of hard currency seems to be limited to remittances by Yemeni expatriates, funds disbursed by the Coalition as salaries or donations to buy allegiance and cash transfer for humanitarian projects. The funds disbursed in SAR currency in Yemen has not yet been repatriated through regular transfers in order to be exchanged to US\$ to cover import.<sup>63</sup> Figure 25.2 illustrates the hard currency flows identified by the Panel.

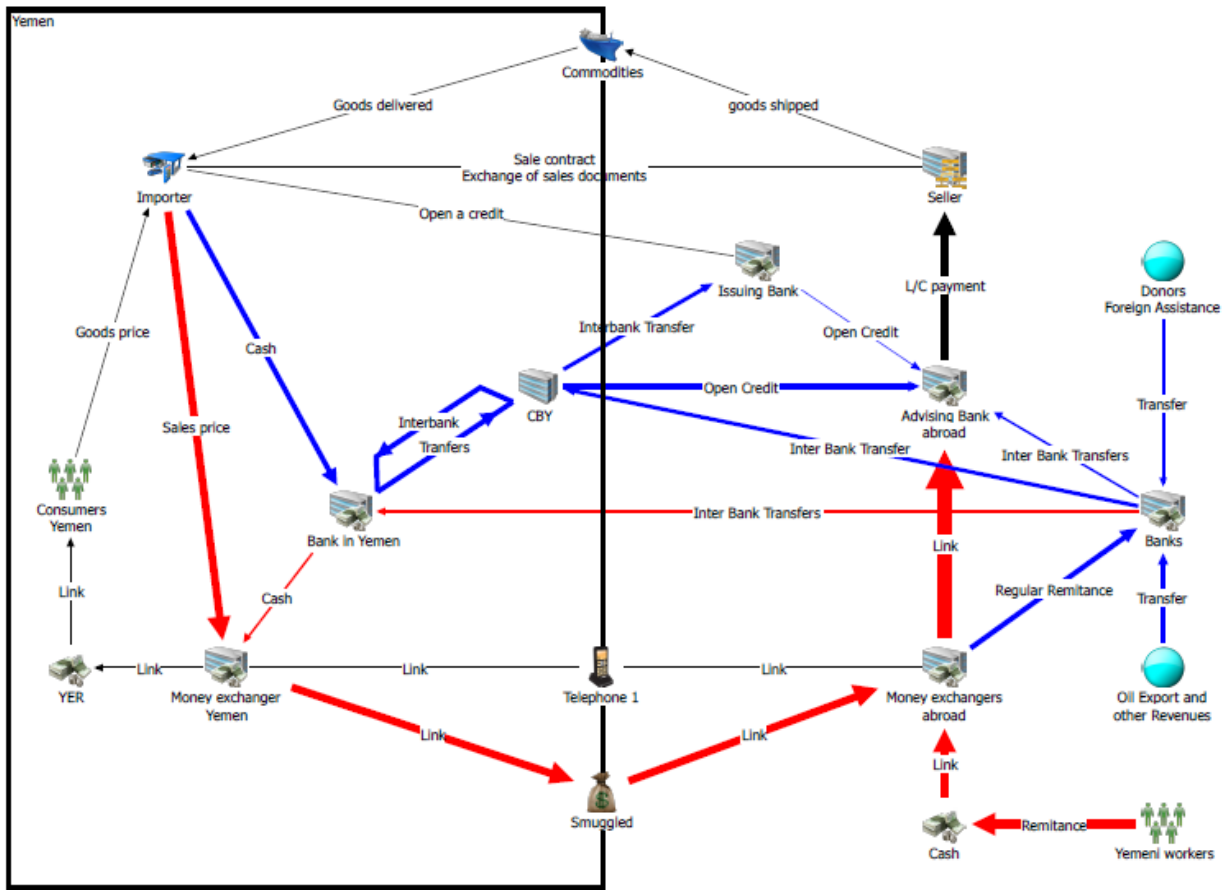
<sup>60</sup> Based on average price from <https://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=corn&months=60>, the Panel did not include freight, for fuel (1 Mt = 1264.17 US Gallon)

<sup>61</sup> Commodities critical for poultry production which is the main source of protein in Yemen but not covered by Decree No 75.

<sup>62</sup> Indira Carr, International trade law, fifth edition, 2014, p432

<sup>63</sup> Before the conflict, Yemen used to ship its excess in hard currency to KSA through Bahrain (see

**Figure 25.2.**  
**Cash flows to finance import**



5. The Economic Committee and CBY believe that the devaluation of YER has been caused by the scarcity of US\$ and the speculation by money exchangers. In order to prevent the devaluation, CBY started to regulate the licensing for money exchangers through Aden and also to deny entry to Yemen of shipment for traders who fail to produce bank documents as proof of purchase. CBY has also attempted to start covering the issuance of L/Cs starting July 2018 from the Saudi deposit within the mechanism of Decree No 75. The Panel is monitoring how the introduction and the suspension of Decree No 75 will affect the import to Yemen. Table 25.2 shows the respondent and correspondent banks used to transfer hard currency to Yemen as gathered from several documents analysed by the Panel. The Panel is using this data in order to identify potential cases of deception by Yemeni actors of international companies and financial entities for the purpose of concealing prohibited financial transactions under sanctions measures on Yemen.

**Table 25.2.**  
**Respondent banks and correspondent banks used to transfer hard currencies to Yemen since 2015**

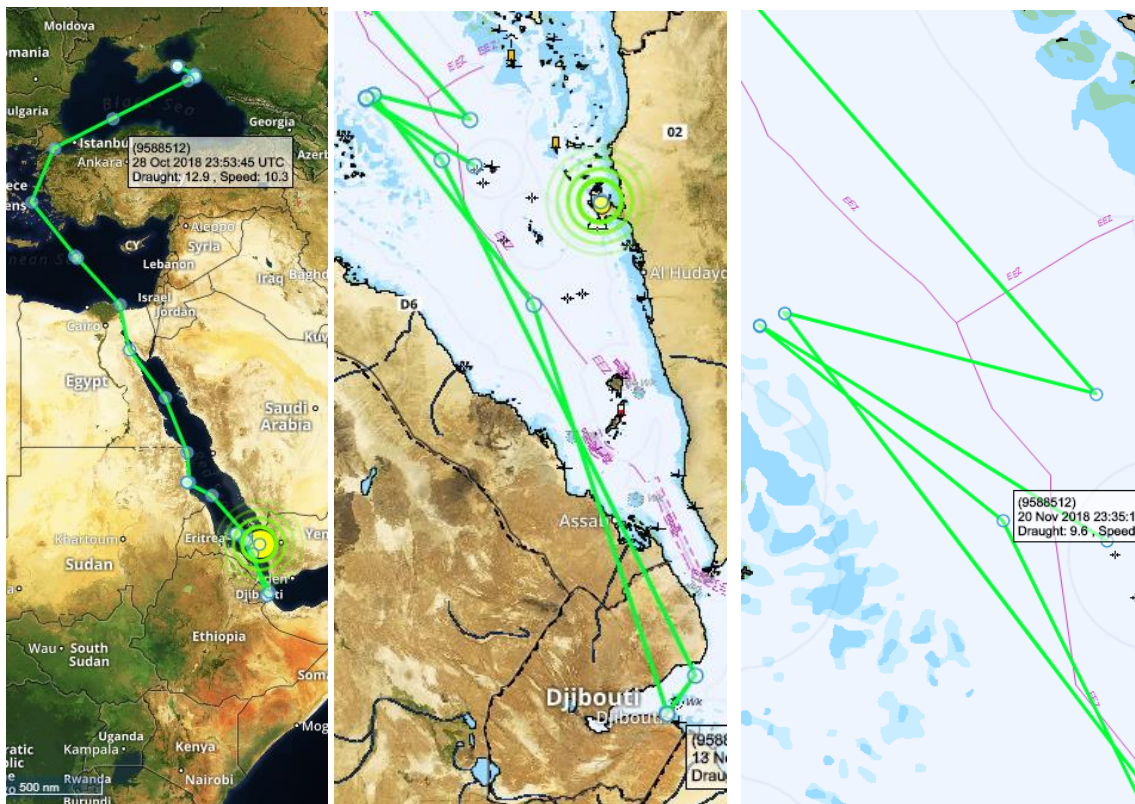
Ser	Respondent banks in Yemen	Correspondent banks	
		Banks	Country
1	Cooperative and Agricultural Credit Bank	Alubaf Arab International Bank	Bahrain
2	International Bank of Yemen	Bank of Beirut	Lebanon
3	Kurimi Islamic Bank	Bank of Beirut	UK
4	National Bank of Yemen (Ahli)	Bank of China	Branch not known
5	Shamil Bank of Yemen and Bahrain	Bank Marocaine du Commerce Extérieur	Spain
6	Tadhamon International Islamic Bank	British Arab Commercial Bank	UK
7	Yemen Bank for Reconstruction and Development	Commerzbank AG bank	Germany
8	Yemen Commercial Bank	JP Morgan Chase	Branch not known
<b>Total: 8</b>		<b>8</b>	

**Note:** Correspondent bank may not be related to the respondent bank on the same row.

## Annex 26. Delays incurred to vessels importing basic commodities into Yemen

1. Vessels with destinations to enter Red Sea ports may be delayed by the coalition during the inspection or while waiting in the Coalition Holding Area (CHA) in the Red Sea. They may also be delayed by the Houthis before berthing in the port while waiting in the anchorage area. The holding in the anchorage area could be for technical reason due to the capacity in the ports. Figures 26.1 shows an example of delays where a vessel going to al Hudaydah had to proceed first to Djibouti for inspection by UNVIM then go back to CHA and wait for another clearance from the Coalition. Table 26.1 shows the delays for each trader. The Panel is using this data in order to identify potential patterns of delays for particular traders as a result of a preference system in issuing clearances by the Coalition or the Houthis.

**Figure 26.1**  
Example of delays



**Table 26.1**  
**Delays of vessels carrying essential commodities to Red Sea ports by trader**

Trader*	Number of vessels	Delay by coalition (days)	Delay by Houthi (days)	Delay by coalition per vessel (days)	Delay by Houthi per vessel (days)
1	9	54	24	6	2.7
2	2	14	1	7	0.5
3	18	161	28	8.9	1.6
4	12	115	52	9.6	4.3
5	4	88	18	22	4.5
6	38	254	69	6.7	1.8
7	1	8	1	8	1
8	2	10	1	5	0.5
9	3	19	15	6.3	5
10	3	20	5	6.7	1.7
11	8	69	45	8.6	5.6
12	3	19	4	6.3	1.3
13	8	38	29	4.8	3.6
14	1	8	1	8	1
<b>Total</b>	<b>112</b>	<b>877</b>	<b>293</b>	<b>7.8</b>	<b>2.6</b>

\*Names of traders available in the Panel's archives

## Annex 27. Issuance of Letters of Credit for imports of basic commodities

1. The Central bank of Yemen announced on 21 June 2018 the establishment of a new mechanism for pre-reimbursement for issuance of documentary credit for raising Letter of Credit (L/C) in US\$ for the import of basic commodities (wheat, rice, sugar, milk and cooking oil) see circular to the banks (240/CBY/2018 at figure 27.1). The mechanism envisages the provision, within a week, of hard currency to correspondent banks to cover the L/C for the import of basic commodities against a deposit at the CBY of the equivalent sum of Yemeni Riyal (YER) at a preferential exchange rate. On 3 September 2018, the Council of Ministers of Yemen issued decree 75 (2018) confirming that the CBY will cover, in hard currencies, all issued L/C for import of the above commodities (figure 27.2). The mechanism was also designed to deny clearance for entry into Yemen, those importers who failed to comply with the process.

2. On Saturday 22 September 2018, the Economic Committee organized a workshop in Cairo with fuel importers, Yemeni bankers, and representatives of relevant international agencies, to discuss and receive feedback on the mechanism to regulate import of fuel products to Yemen, under the mechanism established by Cabinet Decree no. 75 for the year 2018. The Panel attended the meeting which was chaired by Prime Minister Ahmed Bin Dagher with the participation of the Governor of CBY, and the Economic Committee of Yemen. Government officials informed the participants that the new import mechanism was aimed at countering actions by speculators and money exchangers which contributed to the significant devaluation of the YER; which went from YER 500 to almost YER 800 in few weeks during the summer of 2018.

3. The Panel received information from some Yemeni importers that the introduction of Decree No 75 by the Government mainly aimed at eliminating from the market some fuel importers not associated with a small business circle close to senior officials of the Government. The Panel also received information that the mechanism gave an opportunity to CBY Aden to give preference in issuing documentary credits for traders with business associations within the South and East of Yemen.

4. The Panel noted in a communiqué issued by CBY's media center on 27 September 2018 that CBY covered the issuance of L/C to Shamil Bank of Yemen and Bahrain (US\$ 5,140,000), Al-Ahli Bank of Yemen (US\$ 4,525,000), Tadhamon International Islamic Bank of Yemen (US\$ 14,665,560), but only US\$ 500,000 to Yemen and Kuwait Bank 'YKB' (of the total US\$ 52,531,754) and none to International Bank of Yemen. IBY, YKB and IBY are all associated with Yemeni businessmen operating mainly in northern areas.

5. Another illustration of the preference created was the fact that on 27 and 31 July 2018 one major importer of basic commodities to northern areas applied, using the new mechanism, and requesting the CBY to issue documentary credit for L/C(s) with a value of US\$ 52,031,754.87 and made arrangements on 8 August 2018 for lodging in Yemeni currency YER 24,454,924,788.23 through YKB and IBY at the then exchange rate: YER 470 for 1 US\$ (table 27.1).

**Table 27.1**  
**Pending request for issuance of documentary credit for L/C for one trader A**

<b>Date of application</b>	<b>Amount in US\$</b>	<b>commodity</b>
<b>27 July 2018</b>	12,542,040	Russian rice
<b>27 July 2018</b>	9,501,200	Thai rice
<b>31 July 2018</b>	14,698,514.87	American wheat
<b>31 July 2018</b>	15,290,000	Australian wheat
<b>Total</b>	<b>52 031 754.87</b>	



6. The Panel sent a letter to the Government of Yemen informing the Government that it was investigating whether the delay in issuing the L/C and denial of entry to Yemen envisaged by the new mechanism could constitute a contributing factor to the obstruction of humanitarian assistance Yemen. In the letter, the Panel shared its observations that several requests were pending or under review. Only 22 out of 89 requests have been cleared by the relevant services of Yemen and the Kingdom of Saudi Arabia, as follows (US\$ 31,596,090 of 230,058,205) (table 27.2). The Panel also requested information on the reasons behind delays of issuing documentary credit to importers in Northern areas.

**Table 27.2**  
**Status of issuance of documentary credit by the end of September 2018**

Trader*	Governorate	Requests cleared per companies	Amount in US\$
1	Aden / Hudaydah	4: for 3 companies of xxxxxx 1	20,282,750
2	Aden	10: xxxxxx 2	4,715,365
3	Mukallah	2: xxxxxx 3	4,526,200
4	Hudaydah	2: xxxxxx 4	878,815
5	Aden	1: xxxxxx 5	500,000
6	Aden	1: xxxxxx 6	290,310
7	Aden	1: xxxxxx 7	186,200
8	Aden	1: xxxxxx 8	216,449
<b>Total</b>		<b>22</b>	<b>31,596,090</b>

\*Names of traders available in the Panel's archives

7. In its reply to the Panel, the Government of Yemen updated the status of issuance of documentary credit explaining the mechanism used by CBY. The letter informed that CBY started to face challenge to issue documentary credits for traders using banks in Houthi controlled areas. The Houthis issued a circular on 4 November 2018 requiring all banks and their branches in Yemen not to cover issuance of L/C in cash but with checks only threatening to sanction those who fail to comply. As a result, the trader A mentioned above was not able to receive documentary credit for the request mentioned in table 27.1.

Figure 27.1  
 CBY Notice dated 21 June 2018 to Yemeni banks on the new mechanism for raising L/Cs in US\$ (240/CBY/2018)

**بنك اليمن المركزي**

**CENTRAL BANK OF YEMEN**

Head Office - Aden

المركز الرئيسي - عدن

Ref: 240/CBY/2018  
 Date: 21/6/2018

المرجع: .....  
 التاريخ: .....

**تعميم للبنوك التجارية العاملة في الجمهورية اليمنية**

**بخصوص التغطية المسبقة للاعتمادات المستندية الخاصة باستيراد السلع الاساسية**

يسر البنك المركزي اليمني ان يعلن للبنوك التجارية العاملة في الجمهورية اليمنية عن بدء قبول طلبات التغطية المسبقة للاعتمادات المستندية والتي سيتم فتحها لاستيراد السلع الاساسية (قمح، أرز، سكر، حليب، زيوت الطعام) والمتفق عليها بين المصدرين والمستوردين ابتداء من تاريخ 01 يونيو 2018م وذلك بعد استيفاء الشروط التالية:

- ان يكون الاعتماد المستندي sight payment.
- ان يكون الغرض من الاعتماد المستندي استيراد السلع الاساسية (قمح، أرز، سكر، حليب، زيوت الطعام).
- الشحن الجزئي غير مسموح.
- ان لا يتم استخدام وسائل نقل و/أو المرور بموانئ تخص دول محظورة. (تضاف كشرط بالاعتماد).
- لن يتم قبول اي مستندات او طلبات تغطية لاعتمادات السلع الاساسية موزعة قبل تاريخ 01 يونيو 2018م.
- لن يتم قبول اي مستندات تخص الاعتماد المستندي صادرة بتاريخ قبل تاريخ اصدار الاعتماد المستندي.
- عدم قبول مستندات اعتماد مستندي تم تحويلها إلى رسم تحصيل.
- يتم فتح الاعتماد المستندي طرف أحد البنوك التجارية في عدن.
- يقدم البنك التجاري الاولي الخاصة بالاعتماد المستندي وفقا لاستمارة طلب التغطية المسبقة والتعدة من قبل البنك المركزي اليمني والمرفق بهذا التعميم.
- عند قبول طلب التغطية والموافقة عليه يتم اشعار البنك التجاري لتوريد قيمة الاعتماد المستندي بالريال اليمني إلى خزينة البنك المركزي اليمني - عدن.
- يتم موافاة البنك المركزي اليمني بصورة من سويتف اصدار الاعتماد المستندي (MT700) خلال فترة 3 أيام عمل من تاريخ تغطية حساب البنك التجاري طرف بنكه المراسل في الخارج.
- موافاة البنك المركزي اليمني بصورة من أي تعديلات للاعتماد المستندي خلال فترة لا تتجاوز يومين عمل.
- يحق للبنك المركزي اليمني مراجعة البنك التجاري بخصوص أي تعديلات في الاعتماد المستندي.
- في حالة إلغاء الاعتماد المستندي يتم ابلاغ البنك المركزي اليمني واعادة مبلغ الاعتماد المستندي خلال فترة لا تتجاوز 3 أيام عمل من تاريخ الانهاء.
- يتم موافاة البنك المركزي اليمني بنسخ من مستندات الاعتماد المستندي وفقا لاستمارة طلب التغطية المسبقة والتعدة من قبل البنك المركزي اليمني خلال فترة 7 أيام عمل من تاريخ وصولها.
- لن يتم قبول أي طلبات تغطية مسبقه لا تستوفي الشروط المذكورة أعلاه.

أملين من جميع البنوك التجارية الالتزام بما جاء في هذا التعميم.

والله ولي التوفيق


د. محمد منصور زمام  
 محافظ البنك المركزي اليمني



Tel: 00967 2 252 445 Fax: 00967 2 255 727  
 P.O.Box 452, Crater-Aden, Republic of Yemen

هاتف 00967 2 252 445 فاكس 00967 2 255 727  
 ص.ب. 452 كراثر. عدن الجمهورية اليمنية

Figure 27.2  
Attachment to 240/CBY/2018

<p><b>CENTRAL BANK OF YEMEN</b> Head Office - Aden</p> <p>Ref. : ..... Date: .....</p>	 <b>قطاع العمليات المصرفية الخارجية</b> <b>Foreign Banking Operations</b> <b>Sector</b>	<p><b>البنك المركزي اليمني</b> المركز الرئيسي - عدن</p> <p>المرجع : ..... التاريخ : .....</p>
--	---	---

---

**APPLICATION FOR THE PRE-REIMBURSEMENT  
OF IMPORT L/C OF BASIC COMMODITIES**

By order of our client:.....

Address: ..... to issue a letter of credit

Favor of: ..... in the amount of: .....

For the purpose of import: .....

We..... hereby dispatch to you the following documents related to the above letter of credit :

Documents enclosed:		Remarks
1	Covering Letter from the applicant's bank	<input type="checkbox"/>
2	Yemeni Merchant's Application for the L/C	<input type="checkbox"/>
3	Profile of the Applicant (KYC)	<input type="checkbox"/>
4	Account Statement of the Applicant showing account activity for at least 6 month	<input type="checkbox"/>
5	Notice of the Yemeni Merchant depositing the amount for the transaction with equivalent value in FX and Yemeni Merchant signature.	<input type="checkbox"/>
6	Proforma Invoice/Purchasing Order/Sale Contract	<input type="checkbox"/>

- We undertake to dispatch a copy of the MT 700 to you within 3 banking days from the issuing date of L/C and all the amendments related (MT 707) thereafter.
- The following L/C documents will be dispatched within 7 banking days from receiving date at our counter:

1	Bill of Lading (B/L)
2	Commercial Invoice
3	Health Certificate for Human Consumption
4	Certificate of Origin
5	Insurance policy
5	Inspection Certificate
6	Customs Declaration
7	Customs Payment Advice
8	Debit Bank statement, Swift (MT940 or MT950)

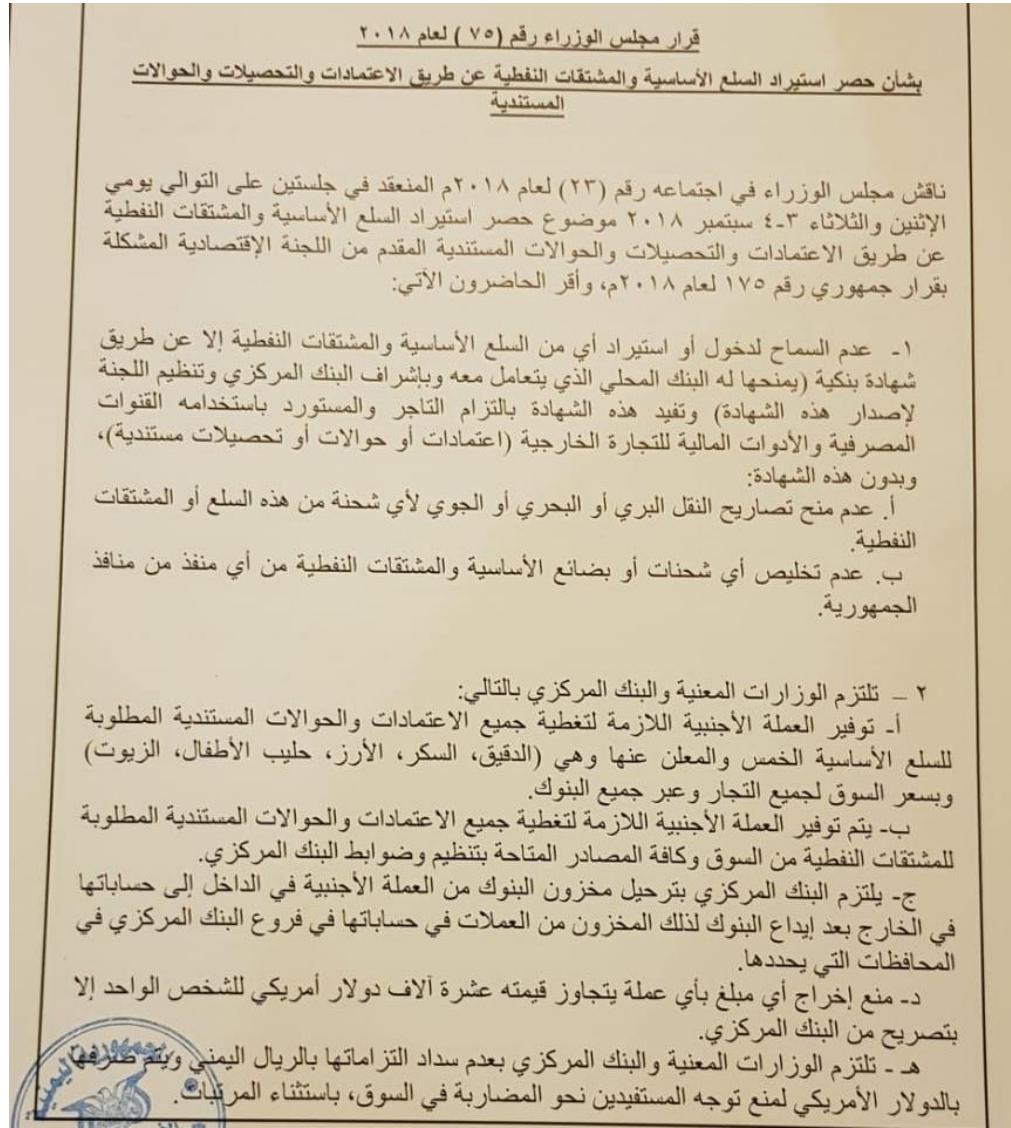
- We confirm and certify that all the documents above are true and processed by our bank under the above mentioned L/C.
- We authorize you to debit our account number ..... held with you with the value.....
- Credit our account no..... with .....(SWIFT code) of the invoice value.

**Authorized signatures and stamp**

**Important Remarks:**

- L/C should be received at sight, partial shipment not allowed.
- CBY to be advised to refund the L/C amount if L/C expired without shipment of the goods.

**Figure 27.3**  
**Cabinet of Ministers' Decree 75 (3 September 2018) related to import of essential commodities and fuel**



#### Extracts (unofficial translation)

1. Import of fuel and essential commodities is not authorised unless the importer presents a bank certificate issued by local banks indicating that that the importer is using financial instruments for international trade (Letter of Credit L/C and other transfer instrument). **Importers who fail to present this certificate shall be denied the entry to Yemen of essential commodities and fuel.**
2. The relevant ministries shall:
  - a) Ensure availability of hard currencies to cover L/Cs and other instruments of payment for import of essential commodities (flour, sugar, rice, milk and cooking oil) at the market exchange rate;
  - b) Ensure availability of hard currencies to cover L/Cs and other instruments of payment for import of fuel products...

Figure 27.4

Circular from Houthi controlled CBY branch in Sana'a to banks not to transfer funds in cash to CBY Aden to cover L/C

**REPUBLIC OF YEMEN**  
**CENTRAL BANK OF YEMEN**

التاريخ: 2018/11/04 م  
الرقم: .....

قطاع الرقابة على البنوك  
مكتب الوكيل

٤٢١٣

**تعميم موجه الى كافة البنوك العاملة في الجمهورية**

الأخوة / بنك .....  
المدير العام / التقليبي / .....

بم الشكر...

**الموضوع / طلب التزام البنوك بعدم التوريد النقدي لتغطية استيراد السلع الأساسية وتغطية طلبات الاستعاضة 100% بشيكات**

تعبيرا على التعميم الموجه لكم برقم (4090) بتاريخ 28 /10/ 2018 وبالإشارة الى الموضوع اعلاه وبالإشارة الى محضر اجتماع مجلس ادارة جمعية البنوك اليمنية رقم (14) لسنة 2018 بتاريخ 15/7/ 2018م والذي يتضمن اتفاقكم على آلية تغطية الاستيراد للمواد الاساسية فانه يتوجب عليكم الالتزام الكامل بالتالي :-

1- على جميع البنوك وجميع فروعها العاملة في الجمهورية الالتزام بعدم التوريد النقدي للقيمة المعادلة لتلك الاعتمادات بالريال اليمني . ويتم التعامل وتغطيتها كامل 100% بشيكات فقط .

2- نرجو من كل بنك تزويدنا بالبيانات الموضحة في الكشف المرفق غدا الاثنين الموافق 5 نوفمبر 2018.

ونرجو من جميع البنوك الالتزام الكامل بهذا التعميم وسيقوم البنك باتخاذ إجراءات وعقوبات صارمة ضد اي بنك يخالف او يقصر في الالتزام بهذا التعميم.

وتقبلوا تحياتنا،

وكيل المحافظ للرقابة على البنوك  
يوسف علي زيارة

Source: GoY confirmed authentic with sources in Sana'a

#### Extract (Unofficial translation)

Circular, dated 4 November 2018, to banks to cover request for L/C in checks only

Further to the circular dated 28 October 2018 (4090) and following the meeting of Yemeni banks on 15 July 2018 on the mechanism to cover import of essential commodities:

1. All banks and their branches in Yemen are required not to cover issuance of L/C in cash but with checks only;
  2. All banks to submit the status on transfers to cover L/Cs;
- All banks are required to comply with this circular as banks who fails to comply shall face severe sanctions.


**Annex 28. Suspicious demurrage costs paid by CBY in Aden**

**Figure 28.1**

**Invoice for hire and demurrage from 4 September 2016 to 6 October 2016 3.1**

(Beneficiary: ASA Shipping Company FZCO (subsidiary of Overseas Shipping & Stevedoring Company OSSCO) of Alessi-group)

<b>AMENDMENT</b>				
<b>INVOICE</b>		DEBIT: ADEN REFINERY COMPANY P.O.Box : 3003 LITTLE ADEN - ADEN. REPUBLIC OF YEMEN Tel. : +967 2 376 294 Fax : +967 2 376 600/1.		
Invoice No. : 010001				
Invoice Date : 29/09/2016				
Item No.	Description	Number of Days	Per Day Pro-Rata US.Dollars	Amount US.Dollars
1	Hire of m.t. : "M SPIRIT"			
	Hire of m.t. : "M SPIRIT"	USD	\$	2,000,000.00
2	Demurrage :-			
From :	04/09/2016 23:50	24.79861	30,000.00	743,958.33
To :	29/09/2016 19:00			
3	Additional Demurrage :-			
From :	21/09/2016 21:30	15	30,000.00	450,000.00
To :	06/10/2016 21:30			
Total :			USD \$	3,193,958.33
Sale Tax :		5%	USD \$	159,697.92
G.Total Amount :			USD \$	3,353,656.25
Recived amount on 15/11/2016 by Yemeri reyal			YR	249,491,036.10
Exchange rate from Yemeri reyal to U.S.Dollars			:	338.00
Total Amount Received by U.S.Dollars			USD \$	738,139.16
Balance Total Amount Due from ARC for us			USD \$	2,615,517.09
<b>Payable to:</b>				
BANK NAME	: DUBAI ISLAMIC BANK			
	: DUBAI - UAE.			
SWIFT CODE	: DUIBAEAD			
BENEFICIARY NAME	: ASA SHIPPING COMPANY FZCO			
ACCOUNT NUMBER	: USD : 0895 2108 1383 401			
IBAN	: AE 47 - 0240 - 0895 2108 1383 401			



Source: Confidential

Figure 28.2 Information on *M Spirit (IMO 9077331)*

1 of 1 result

Ship Detail

Ship Name **SPIRIT** Shiptype **Crude Oil Tanker**


IMO/LR No. **9077331** Gross **52,875**

Call Sign **D6A2220** Deadweight **95,371**

MMSI No. Year of Build **1995**

Flag **Comoros** Status **Broken Up**

Operator **Commercial Shipholding Ltd** Shipbuilder **Hyundai Heavy Inds - Ul...**



Commercial History

Show extended history

Date	Name	Flag	Group Owner	Operator	Manager	Registered Owner	DOC	Price
2017-09	SPIRIT	Comoros		Commercial Shipholding Ltd	Commercial Shipholding Ltd	Commercial Shipholding Ltd	Unknown	\$6,363,665
2013-09	M Spirit	Panama		Umde Ship Management Ltd Sti	Umde Ship Management Ltd Sti	Aither Navigation SA	Umde Ship Management Ltd Sti	
2012-10					Teekay Marine Singapore			
2008-02							Teekay Shipping Ltd	
2006-10			Unknown			Teekay Navion Offshore Loading		
2005-05				Teekay Shipping Singapore	Teekay Navion Offshore Loading	Gotland Spirit LLC		
2004-03				Teekay Corp				
2000-01	Gotland	Rahamac		Teekay Shipping Canada Ltd	Teekay Shipping Canada Ltd			

Figure 28.3 Movement details of *M Spirit (IMO 9077331)*

Ships in Port	Port of Call	Country	Arrival Draught	Arrival Date	Sailing Date	Sail Draught	Hours in Port
	Transit Straits of Hormuz E	Transit Straits of Hormuz E	8.0	2017-08-17	2017-08-17	8.0	
<a href="#">View</a>	Sharjah Anchorage	United Arab Emirates	0.0	2017-03-03	2017-07-20	0.0	3336
<a href="#">View</a>	Cochin Anchorage For Vessels Up To 12m Draft	India	13.5	2017-01-12	2017-01-23	8.0	272
<a href="#">View</a>	Cochin ALP & Cargo Transhipment Area	India	13.5	2017-01-12	2017-01-12	13.5	3
<a href="#">View</a>	Cochin Anchorage For Vessels Over 12m Draft	India	13.5	2017-01-07	2017-01-12	13.5	121
<a href="#">View</a>	Khor Fakkan Anchorage C	United Arab Emirates	13.1	2016-12-31	2016-12-31	13.1	
	Transit Straits of Hormuz E	Transit Straits of Hormuz E	13.1	2016-12-30	2016-12-30	13.1	
<a href="#">View</a>	Ash Shihir SPM1	Yemen	7.8	2016-11-26	2016-11-27	7.8	24
<a href="#">View</a>	Khor Fakkan Anchorage B	United Arab Emirates	8.4	2016-11-19	2016-11-19	7.8	
<a href="#">View</a>	Khor Fakkan Anchorage C	United Arab Emirates	8.4	2016-11-19	2016-11-19	8.4	3
<a href="#">View</a>	Fujairah Anchorage A	United Arab Emirates	8.4	2016-10-05	2016-10-12	8.4	184
<a href="#">View</a>	Aden Deep Water Anchorage	Yemen	8.0	2016-08-30	2016-08-30	8.4	
<a href="#">View</a>	Fujairah Anchorage B	United Arab Emirates	8.2	2016-08-18	2016-08-22	8.2	109
<a href="#">View</a>	Fujairah Anchorage D	United Arab Emirates	8.2	2016-08-18	2016-08-18	8.2	<2
<a href="#">View</a>	Sharjah Anchorage	United Arab Emirates	8.0	2016-08-16	2016-08-17	8.0	20
<a href="#">View</a>	Sharjah Anchorage	United Arab Emirates	8.2	2016-07-18	2016-07-27	8.0	215
<a href="#">View</a>	Fujairah	United Arab Emirates	8.5	2016-06-18	2016-06-18	8.2	
<a href="#">View</a>	Fujairah Anchorage W	United Arab Emirates	8.5	2016-06-17	2016-06-18	8.5	11
<a href="#">View</a>	Fujairah Anchorage S	United Arab Emirates	8.5	2016-06-17	2016-06-17	8.5	<2
<a href="#">View</a>	Fujairah Anchorage A	United Arab Emirates	8.3	2016-06-15	2016-06-17	8.5	55

## Annex 29. Discrepancies in fuel imports for electricity in Aden

Figure 29.1

List of calls to bid for fuel intended to the production of electricity (30 Mt for March and April and 56.6 Mt from May to September 2017)

م	المنافسة	التاريخ	الكمية
1	2	2017/3/12	30 ألف طن
2	4	2017/4/7	30 ألف طن
3	مايو	2017/4/30	56 ألف طن
4	يونيو	2017/6/5	56.6 ألف طن
5	10	2017/7/5	56.6 ألف طن
6	12 أغسطس	2017/8/14	56.6 ألف طن
7	12 سبتمبر	2017/9/18	56.6 ألف طن
			340.000 طن
			56.000 +
			396.000
			الفارق (109) ألف طن
			الفارق (165) ألف طن

Source: Confidential



**Figure 29.2**  
**Distribution of fuel to Aden, Lahij and Abyan between 21,076,185 and 46,184,285 liters ie (18,652 to 40,873) per month**

كميات الديزل المستلم من بداية سداد الحكومة لقيمة الوقود  
المستلم لمحطات التوليد محافظة عدن . لحج . ابين في المؤسسة العامة للكهرباء - عدن

الرقم	الأشهر	عدن	لحج	ابين	الإجمالي
.1	مارس 2017م	15,559,130	2,311,045	3,206,010	21,076,185
.2	أبريل 2017م	16,615,860	2,599,800	3,954,285	23,169,945
.3	مايو 2017م	21,845,960	2,567,565	2,990,870	27,404,395
.4	يونيو 2017م	27,510,415	2,449,870	3,551,895	33,512,180
.5	يوليو 2017م	39,484,860	2,475,485	3,902,685	45,863,030
.6	أغسطس 2017م	32,799,740	1,865,930	2,741,680	37,407,350
.7	سبتمبر 2017م	39,454,675	3,140,475	3,589,135	46,184,285
.8	أكتوبر 2017م	35,889,734	2,830,450	2,826,965	41,547,149
	الإجمالي	229,160,374	20,240,620	26,763,525	276,164,519

م / محسن سعيد ثابت  
مدير عام التوليد - عدن



Source: Confidential

## Annex 30. Manipulation of contractual arrangements for food rations for the military

Figure 30.1

Contract between Yemeni armed forces and Ahmed Assoufi for Trade company

المرجع  
الموافق : ٢٤ / ٥ / ٢٠١٧ م  
الرقم :

الجمهورية اليمنية  
وزارة الدفاع  
رئاسة هيئة الأركان العامة  
هيئة الإسناد اللوجستي  
دائرة الإمداد والتموين

عقد اتفاق

محمد علي المقدشي  
رئيس هيئة الأركان العامة

انه في يوم الاربعاء الموافق: ٢٤ / ٥ / ٢٠١٧ م تم الاتفاق بين كل من :

- المشتري : وزارة الدفاع اليمنية - الجمهورية اليمنية - يمثلها مدير دائرة الإمداد والتموين العسكري / العميد - عبد الله علي السقدي ولغرض هذا العقد يسمى بالطرف الأول .  
- البائع : مؤسسة احمد منصور الصوفي للتجارة والمقاولات - الجمهورية اليمنية - مارب - يمثلها المدير العام / احمد منصور الصوفي - ولغرض هذا العقد يسمى بالطرف الثاني .  
وحيث أن الطرف الثاني يشهد ويقر ويضمن بكامل صلاحيته ان بمقدوره الوفاء بمتطلبات هذا العقد بتوريد الأصناف المشار إليها في هذا العقد وبموجب الشروط المتفق عليها ادناه.  
حيث وان الطرف الأول بموجب هذا العقد يلتزم بشراء الأصناف المتعاقد عليها وحسب الاحتياج في الميدان من الأصناف في هذا العقد وبموجب الأسعار الموضحة بالكشوفات المرفقة عدد(٤) كشوفات والتي تعد جزء لا يتجزأ من هذا العقد والكميات المحددة من الطرف الأول في هذا العقد ، حيث سيتم العمل بهذه الأسعار ابتداء من سريان هذا العقد حتى انتهائه.  
لذا اتفق الطرفان على الالتزام بهذا العقد بموجب البنود والشروط أدناه :

**مادة أولى :** التزم الطرف الثاني بتوريد الأصناف المطلوبة بحسب خطة التوزيع من ضمن الاصناف المتفق عليها الموضحة بالكشف المرفق لعدد(٧٦) صنف تبدأ من البقوليات وتنتهي ب وجبة غذائية مطبوخة من حيث النوعية والمواصفات وعدم تجاوز الاستحقاقات .

- يقوم الطرف الأول بتزويد الطرف الثاني بخطة شهرية للمواد المطلوبة وبحسب التفريده المعتمدة من دائرة الإمداد والتموين والمكونة من مواد جافة وطازجة لكل شهر وذلك بوقت كافي ويلتزم الطرف الثاني بالتوريد بموجبه وعدم التجاوز .  
- يقوم الطرف الثاني بتوصيل الغذاء الى الوحدات التي تقع تحت سيطرة قوات الشرعية.  
- يتحمل الطرف الاول مسؤولية حماية وسائل النقل بمحتوياتها الخاصة بالطرف الثاني من النقطع والنهب والاحتجاز أو اي خسائر تترتب على ذلك .  
- التزم الطرف الثاني بالتوريد حسب التفريده والمخصص المحدد له من قبل الطرف الأول وعدم تجاوز الكميات المحددة لكل صنف .  
- أي أصناف معيبة أو تالفة تعاد للطرف الثاني ليقوم باستبدالها بكمية سليمة ومساوية لها من حيث الكمية والصنف بنفس المواصفات بالكشف المرفق ويتحمل أي مسؤولية ناتجة عن العيوب .

**مادة ثانية :** التزم الطرف الأول بمحاسبة و سداد مستحقات الطرف الثاني (٥٠%) كدفعة مقدمة مرفقة بالتفريده الشهرية للمواد المطلوب توريدها و(٥٠%) كدفعة أخيرة بموجب أصل محضر الاستلام وشهادة الانجاز الصادرة من دائرة الإمداد والتموين العسكري والمعتمدة من رئاسة هيئة الأركان العامة مع موافاة جهة صرف المستحقات المالية داخلية او خارجية بصورة من محضر الاستلام وشهادة الانجاز من وزارة الدفاع اليمنية .

الطرف الثاني  
مؤسسة احمد الصوفي للتجارة والمقاولات/  
المدير العام/  
احمد منصور الصوفي

الطرف الأول  
دائرة الإمداد والتموين  
مدير الدائرة/  
عميد/عبد الله علي السقدي

تصديق / رئيس هيئة الإسناد اللوجستي  
اللواء الركن/احمد محمد عبد الله الولي  
٢٤ / ٥ / ٢٠١٧  
ص (٢/١)

Source: Confidential

Figure 30.2  
Pending payment to Ahmed Assoufi for Trade company

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

الجمهورية العربية السورية  
وزارة الدفاع  
مكتب رئيس الأركان العامة  
هيئة الاسناد اللوجستي

الرقم: .....  
التاريخ: ١ / ١ / ٢٠١٧ م.

المرفق: هيئة الاسناد اللوجستي  
مكتب رئيس الهيئة  
الرقم: ٧٢٥  
التاريخ: ١٣ / ١١ / ٢٠١٧ م.

١٤. رسالة رئيس الأركان العامة الى رئيس الجمهورية بشأن صرف مستحقات المتعهد (الخاصة بالفارق) رقم ود/٢٧/٤/٢٧ بتاريخ ٢٧/٤/٢٠١٧ م.

ثانياً: نتائج المراجعة التي تم التوصل اليها:

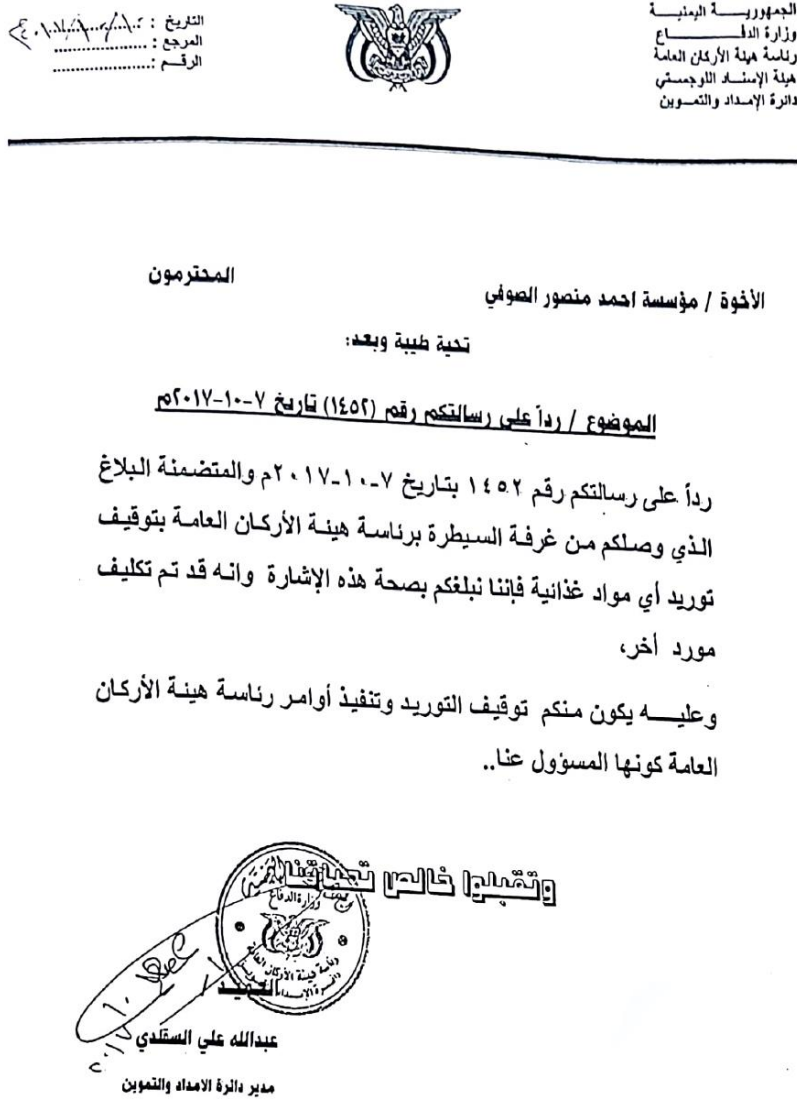
خلاصة حساب المتعهد: بحسب ما توفر لنا من بيانات ومستندات فان خلاصة حساب المتعهد يوضحه الكشف أدناه:

المبالغ بالريال السعودي

التاريخ	البيان	عليكم (مدين)	لكم (دائن)
	لكم ما تبقى من قيمة الاعانة لشهري رمضان + شوال ١٤٣٦ هـ	0	13,190,465
	لكم فارق الأشهر من رمضان ١٤٣٧ هـ وحتى صفر ١٤٣٨ هـ لقوة (٥٤٩٣٠ فرد × ٦ أشهر)	0	98,874,000
31/12/2016	لكم قيمة مواد التغذية لشهر ديسمبر ٢٠١٦ م لقوة ١٣٧٠٠٠ فرد	0	41,100,000
31/01/2017	لكم قيمة مواد التغذية لشهر يناير ٢٠١٧ م لقوة ١٣٧٠٠٠ فرد	0	41,100,000
28/02/2017	لكم قيمة مواد التغذية لشهر فبراير ٢٠١٧ م لقوة ١٣٧٠٠٠ فرد	0	41,100,000
31/03/2017	لكم قيمة مواد التغذية لشهر مارس ٢٠١٧ م لقوة ١٣٧٠٠٠ فرد	0	41,100,000
30/04/2017	لكم قيمة مواد التغذية لشهر ابريل ٢٠١٧ م لقوة ١٣٧٠٠٠ فرد	0	41,100,000
31/05/2017	لكم قيمة مواد التغذية لشهر مايو ٢٠١٧ م لقوة ١٣٧٠٠٠ فرد	0	41,100,000
30/06/2017	لكم قيمة مواد التغذية لشهر يونيو ٢٠١٧ م لقوة ١٣٧٠٠٠ فرد	0	41,100,000
31/07/2017	لكم قيمة مواد التغذية لشهر يوليو ٢٠١٧ م لقوة ١٣٧٠٠٠ فرد	0	41,100,000
31/08/2017	لكم قيمة مواد التغذية لشهر اغسطس ٢٠١٧ م لقوة ١٣٧٠٠٠ فرد	0	41,100,000
2016/12 + 2017/3	عليكم تسديد قيمة مواد التغذية لشهر ديسمبر ٢٠١٦ م	41,100,000	0
2017/3 + 2017/5	عليكم تسديد قيمة مواد التغذية لشهر يناير ٢٠١٧ م	41,100,000	0
08/05/2017	عليكم تسديد جزء من قيمة مواد التغذية لشهر فبراير ٢٠١٧ م	2,800,000	0
06/10/2017	عليكم قيمة مخزون الوحدات المتبقي لديكم لقوة ٢٠٧٤٩٨ فرد	62,249,400	0
06/10/2017	عليكم قيمة مخزون دائرة الامداد والتأمين المتبقي لديكم لقوة ٦٩٤٩٣ فرد	20,847,900	0
	اجمالي حركة الحساب (بالريال السعودي)	168,097,300	481,964,465
	الرصيد المتبقي للمتعهد (بالريال السعودي)	0	313,867,165

Source: Confidential

Figure 30.3  
Official letter from military logistic support division, dated 10 October 2017, to Ahmed Assoufi for Trade company to cease the supply of military units



Source: Confidential

Figure 30.4  
Document showing that Anhar Al Khaleej for Trade Co replaced Ahmed Assoufi for Trade company

التاريخ: ١٨ / ٠٦ / ١٨  
الموافق: ١٠ / ١٠ / ١٩  
العرفات: ( )

**وزارة الزراعة**  
هيئة الاسناد والتوسيع  
مكتب المدير

**تصديق /**  
**اللواء الركن د /**  
**نظامر علي العقبلي**  
**رئيس هيئة الارتان العامة**

**المحترم**  
**الاخ / قائد قوات التحالف العربي بصحن الوطن**  
السلام عليكم ورحمة الله وبركاته

**الموضوع / مستوى الامانة المقدمة للقوات المصنفة**

١. اثار الى الموضوع اعلاه ، فالة قد حدث نقص شديد جدا في الاعاشة في الاشهر الماضية وقد تم متابعه متعهد الغذاء وتم اتخاذ الكثير من الاجراءات وقد كانت النتائج كما يلي :-  
أ - تحسن مستوى الاعاشة على مستوى الكميات الواصلة خاصة في شهري شعبان ورمضان المبارك ١٤٣٩ هـ .  
ب - هناك ملاحظات كثيرة في الجودة على بعض المواد تم تلافى بعضها مثل الحبيب المجفف والتمور وبعضها قيد المتابعة مثل مادة الارز والسكر والقشطة في الوجبات القنابية .  
ج - نقص في بعض الكميات لبعض الاصناف مثل الدجاج واللحوم والثونة والبيض .

٢. تم اتخاذ اجراءات متعددة واستدعاء المتعهد في خواتم شهر رمضان المبارك وعمل محضر مشترك لتلافي ذلك ومزال قيد التنفيذ لغرض تحسين الاصناف والالتزام بكميات معدده ووقت وصول منضبط وتساوي السوارد لكل الاصناف وفي حاله عدم التزام المتعهد باي من ذلك سيتم الرفع اليكم مباشرة .

٣. عمل شهادة انجاز لشهر شعبان وتم توقيعها وارسلها لقياده التحالف في مارب وشهادة الانجاز لشهر رمضان المبارك تحت الاعداد ليتم توقيعها وارسلها هناك عند من المتطلبات التي رفعت منها مطلوب من المتعهد توفيرها لم توفر الى الان .

٤. مرفق لكم صورة من شهادة الانجاز لشهر شعبان مع الملاحظات المطلوبة تنفيذها من قبل المتعهد وموضح فيها بعض المتطلبات الاساسية وصورة من تقرير انجاز السوارد من شركة نهار الخليج للنجارة من شهر محرم الى شهر شعبان ١٤٣٩ هـ .

٥. مرفق لكم صورة من مسوده المحضر مع المتعهد .

٦. للتفضل بالاطلاع والتوجيه .

**اللواء الركن /**  
**احمد محمد عبدالله الواسي**  
**رئيس هيئة الاسناد والتوسيع**

**عميد /**  
**عبد الله علي مقبل السقدي**  
**مدير دائرة الاسناد والتوسيع**

Source: Confidential

## Annex 31. A network involved in the forgery of immigration documents

1. The Panel, within its mandate of investigating cases of threats to peace and security to Yemen, gathered information on a suspicious activity of a potential fraudulent financial network involved in facilitating immigration of Yemeni individuals residing outside of their country to Canada as refugees. This network, operating from KSA and Turkey, is claiming to facilitate the issuance of refugee status to Yemeni against a service fee of about US\$ 5,000 per person and US\$ 10,000 per family. Some Yemeni individuals have obtained immigrant visas to Canada in Turkey through the network (see figure 31.1).

**Figure 31.1**

**Visa issued by the network confirmed not valid according to Canadian authorities**



2. The network involved in facilitating issuance of visas for Canada seems to comprise the following individuals, entities and locations:

- (a) Regional Immigration & Development Immigrants Organization, Gozal Yord, Cyprus and its general commissioner, Dr. Saifuddin Jan Damerji (see figure 31.2);
- (b) Ratina C (allegedly incorporated in the United Kingdom (UK), yet not identified by the Panel within the UK registry) and its representing officer Imad Abdul Rauuf Mohamed al Hassan (see figure 31.3);
- (c) Individual and address in Turkey where visa application documents are sent: Haseki Sultan Mah, Millet cad, No 11, inan IS hani, Ofis: 312 Aksray 34096, Istanbul (see figure 31.4).

Figure 31.2  
Alleged certificate for refugee status



Source: Confidential

Figure 31. 3

Contract between a family seeking refugee status and Retina C with a payment of 30,000 Saudi Riyal once visas are issued

**عقد اتفاق**

من شركة RATINA C البريطانية تعمل بالاتفاق مع مفوضية الأمم المتحدة لتسيير أوراق العملاء في كافة أنحاء العالم.

رقم الأول شركة راتينا سي وممثلها : عماد عبدالرؤوف محمد الحسن صاحب اقامة نظامية رقم : 2015883818  
رقم الثاني [REDACTED]

في الطرفان على مايلي :

1. يقوم الطرف الاول بمعاملة تقديم اللجوء إلى دولة كندا لكافة افراد الاسرة للطرف الثاني عدد الجوازات : 9 جوازات مبنية لعدد 13 فرد

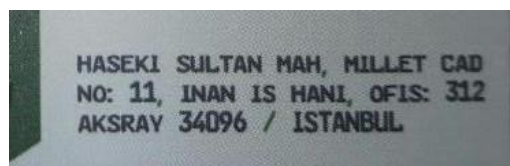
الاسم	عدد المرافقين	ورقم الجواز
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]

2. يقوم الطرف الأول بإنهاء كافة إجراءات السفر واصدار الفيزا والتذاكر وجميع الوثائق الضرورية للسفر .
3. يقوم الطرف الأول بالتعاقد مع الطرف الثاني بمراجعة القنصلية على الجوال 0500606034 و البريد الالكتروني : [goodman-1111@hotmail.com](mailto:goodman-1111@hotmail.com)
4. يلتزم الطرف الثاني بدفع اتعاب الشركة مبلغ وقدره 30.000 ريال - فقط ثلاثون ألف ريال لا غير. بعد الاستلام والتحقق من صحة الوثائق القنصلية.
5. يلتزم الطرف الأول بإنهاء المعاملة في مدة اقصاها 40 يوماً ، وفي حالة عدم اتمام الاجراء اعلاه يلتزم الطرف الاول بتسليم جميع الوثائق سليمة وكاملة.

Source: Confidential

Figure 31. 4

Address in Turkey where visa application documents are sent to



Source: Confidential



## Annex 32. Smuggling of cash and cultural artifacts

Figure 32.1

Seizure in Al Mualla port Aden on 16 August 2018 of 12 artifacts smuggled in a merchant vessel bound to Djibouti



Source: <https://al-ain.com/article/yemen-houthi-smuggling-traces>

Figure 32.2

Media article describing the context of the seizure

الخميس 2018.8.16 بالصورة.. الشرطة اليمنية تحبط تهريب قطع أثرية نادرة من مناطق الحوثيين  
تمكنت شرطة عدن جنوبي اليمن، من إحباط محاولة تهريب قطع أثرية على أحد المراكب المتجهة إلى دولة جيبوتي عبر ميناء المعلا  
بعدن.  
وقال المكتب الإعلامي لشرطة عدن إن قوات الأمن في ميناء المعلا ضبطت 12 قطعة أثرية نادرة كانت مخبأة وسط بضاعة على أحد  
المراكب التجارية المغادرة إلى دولة جيبوتي.  
وبحسب بيان الشرطة، فإن أفراد أمن ميناء المعلا قاموا بفحص المضبوطات عبر خبير متخصص في الآثار، أكد أنها قطع أثرية  
نادرة يعد إخراجها من البلد مخالفا للقانون.  
وبيّنت التحقيقات الأولية مع صاحب الشحنة أن المضبوطات والتحف الأثرية تعود ملكيتها لتاجر من صنعاء مقيم في جيبوتي، وكانت  
مخبأة وسط بضائع قادمة من صنعاء مرسله إليه على متن مركب متجه إليه.

Source: <https://al-ain.com/article/yemen-houthi-smuggling-traces>

**Figure 32.3**  
Seizure in Ma'rib on 6 November 2018 of artifacts smuggled on a vehicle coming from Dhamar



Source: <https://www.sabanew.net/upload/thumbs/154151797155397617.jpg>

**Figure 32.4**  
Yemen News Agency article describing the context of the seizure (6 November 2018)

الاجهزة الامنية بمأرب تحبط تهريب تماثيل اثرية قديمة باعتها المليشيا الانقلابية لسماصرة  
مأرب- سبانت  
احبطت الاجهزة الامنية عملية تهريب قطع اثرية نادرة والقبض على عصابة سمسرة تقوم بشراؤها من مليشيا الحوثي الانقلابية،  
وتهريبها وبيعها  
حيث ضبطت الاجهزة الامنية في احدى نقاطها خارج عاصمة المحافظة تماثيل ذهبية ومن الاحجاز الكريمة مكتوب عليها بالخط  
السبني القديم(المسند) وخمسة اشخاص متهمين كانوا يستقلون سيارة (كيا) وما يزال البحث جار عن اثنين اخرين ضمن العصابة  
واحد منهما من جنسية عربية  
واوضح مدير عام شرطة المحافظة العميد عبدالملك المداني لوكالة الانباء اليمنية(سبا)بان هذا العملية تمت بعد تحري ومتابعة  
لهذه العصابة مدة تزيد عن شهر من الزمن وتم ضبطها في احدى النقاط وهي تحاول تهريب هذه التماثيل من محافظة ذمار الى  
المنافذ اليمنية لبيعها لتاجر من دولة شقيقة.مشيراً الى ان المتهمين اعترفوا خلال التحقيقات بانهم يقومون ببيع الاثار النادرة  
والسبائك الذهبية الاثرية للمليشيا الحوثية في محافظة ذمار الى اشخاص من دول عربية واجنبية عبر وسطاء محليين وعرب  
ولفت المداني الى ان المتهمين المضبوطين جزء من عصابة كبيرة، واعترفوا خلال التحقيقات بقيامهم بيع العديد من القطع  
الاثرية والسبائك الذهبية والتي وجدت صورها في تلفوناتهم الشخصية،حيث كشفوا ان بعض السبائك الذهبية والتماثيل الاثرية  
القديمة المصنوعة من الذهب اغلبها يتم اذابتها وتهريبها وبيعها كقطع ذهبية بعد طمس قوالبها ومعالمها الاثرية  
واكد مدير عام شرطة المحافظة الى ان المليشيا الحوثية تعمل بكل ما اوتيت من قوة الى تدمير كل المقدرات الوطنية ومنها  
الموروث الثقافي والانساني من اثار ومعالم ثرية، والتكسب والثراء من الاثار والقطع الاثرية الكثيرة التي استولت عليها في  
المتاحف اليمنية والمخازن الرسمية للدولة سواء في براقش او امانة العاصمة او ذمار..مثمنا اليقظة العالية للاجهزة الامنية  
بالمحافظة.

Source: <https://www.sabanew.net/viewstory/40941#>

**Figure 32.5**  
**Seizure in Ma'rib on 7 November 2018 of US\$ 2.610.000 and SAR 9.000.000 smuggled in two vehicles bound to Sana'a**

Yemen News Agency article describing the context of the seizure (7 November 2018)



عاجل

احباط تهريب 2 مليون و610 الف دولار ونحو 9 ملايين ريال سعودي من مأرب  
 [05:17 07/11/2018]



مأرب - سيانت

أحيطت أجهزة الأمن بمحافظة مأرب تهريب مليونين و610 الف دولار أمريكي و9 ملايين ريال سعودي في عمليتين مختلفتين.

وذكر مدير عام شرطة المحافظة العميد عبدالملك المداني لوكالة الأنباء اليمنية (سبأ) ان أفراداً من منتسبي الأمن في مديرية الجوبة ضبطوا مبلغ اثنين مليون و610 الف دولار في سيارة (هيلوكس) وتم ضبط المتهمين.

وفي العملية الثانية تمكنت احدى نقاط الحزام الأمني لعاصمة المحافظة وعلى طريق مارب صنعاء من ضبط تسعة ملايين ريال سعودي غير مصرحة كانت في شنطة ملابس على متن سيارة ونبت غمارتين ايضاً(هيلوكس) وضبط سائق السيارة.

وأشار المداني الى ان مليشيا الحوثي الانقلابية دأبت على المضاربة بالعملية الصعبة في المحافظات المحررة وتهريبها الى صنعاء بهدف الاصرار بالاقتصاد الوطني زانهيار الريال اليمني وارتفاع أسعار المواد الغذائية والأساسية وزيادة معاناة الناس والمواطنين في اطار مشروع المليشيات الذي يوزع الموت على الشعب اليمني اما بالالة العسكرية الجبارة أو التجويع.

Source: <https://www.sabanew.net/viewstory/41008>

### Annex 33. Case studies of Airstrikes in Yemen (2018)

1. In this annex, the Panel presents detailed case studies of five airstrikes investigated in 2018.
2. The Panel also includes the case study of an airstrike investigated in 2017.

**Table 33.1**  
Case studies of airstrikes in 2018 and 2017

Appx (Case)	Date	Location	Impact point	Type of ordnance	Victims
A	2/4/18	14°49'01.6"N 42°59'39.0"E	Civilian buildings in Al Hali district, Al Hudaydah	Aircraft bomb	14 dead including 7 children and 4 women
B	22/4/18	15°41'24"N 43°21'07"E	Wedding party in Ar-Raqa village of Bani Qis in Hajjah	Aircraft bomb	21 killed, including 11 children, and approximately 90 wounded, including several children
D	23/7/18	17°2'25.09"N 43°55'6.58"E	Water supply system, Noshour, in Sa'dah	Aircraft bomb	Damage to borehole, pipe, and solar panels
F	9/8/18	17°03'51.2"N 43°36'05.8"E	Bus in Dayhan, Sa'dah	Aircraft bomb	Approx. 43 killed and 63 wounded, in majority children
G	9/6/17	15°16'25.9"N 44°14'18.3"E	Residential building, Al Quobari, Sana'a	Aircraft Bomb	

## Appendix 33.A. Use of explosive ordnance in Al Hudaydah on 2 April 2018

### I Background

1. The Panel investigated an alleged airstrike by the Coalition on Al Hudaydah on 2 April 2018.
2. The Panel received information from its sources on the ground that approximately two items of explosive ordnance (EO) targeted the northeastern periphery of Al Hudaydah in the vicinity of coordinates (14°49'01.6"N 42°59'39.0"E) at approximately 1000hrs (figure 33.A.1).
3. The Panel has received from its sources, including medical services, the list of victims which comprises 14 dead (seven children, four women and one man).

### II Technical analysis

4. The Panel received footage and videos of the scene,<sup>64</sup> the victims, as well as fragments of the alleged weapons used (figure 33.A.2). The Panel concludes, based on a technical assessment of the imagery and videos, that the attack was probably conducted using a precision-guided weapons and that the only military entity operating such precision-guided weapons in the area is the Coalition.

### III Response from the Coalition

5. In a letter to the Panel<sup>65</sup>, the Coalition stated that it did not carry out an attack targeting this location on that day, but that it targeted a point located 3,288 m away from the site.

### IV Responsibility for the attack

6. Based on the technical analysis, the Panel finds that the Coalition is likely to be responsible.

### V Analysis of IHL violations

7. The Panel received information that members of Houthi forces were living in those buildings but was unable to confirm that information beyond reasonable doubt. The Panel was not able to obtain information about the military advantage that the death of those people would confer to the Coalition. However, the Panel found that, considering the number of victims, especially the number of children and women, even if there were members of the Houthi forces present (i.e. civilians having lost their protection against direct attack under IHL), this attack is unlikely to conform with the IHL principles of proportionality and precaution. Indeed, IHL requires military commanders and those responsible for planning and executing decisions regarding attacks to take all feasible precautions to avoid, and in any event to minimise, incidental loss of civilian life, injury to civilians and damage to civilian objects.<sup>66</sup>
8. The Panel continues to welcome any information on this incident.

<sup>64</sup> See also online: <https://twitter.com/hadramoot1967/status/980811766295908352>.

<sup>65</sup> Letter of 27 July 2018.

<sup>66</sup> See CIHL rules 14 and 15.

**Figure 33.A.1**  
Location of the airstrike 14°49'01.6"N 42°59'39.0"E



**Figure 33.A.2**  
Pictures of the building and some victims



Source: Confidential

Figure 33.A.3  
Fragment of the explosive ordnance gathered on the site



Source: Confidential

## Appendix 33.B. Airstrike of 22 April 2018, Bani Qis, Hajjah (wedding)

### I. Background

1. On 22 April at approximately 10:00 hrs an explosive ordnance dropped from a military aircraft hit the men's section of a wedding party in a civilian area in Ar-Raqa village of Bani Qis, in Hajjah<sup>67</sup> (see figure 33.B.1) and resulted in the death of approximately 21 persons, including many children and the injury of approximately 90 people, including many children<sup>68</sup>.

### II. Response of the Coalition

2. On 12 September 2018, on the Saudi Press Agency website, the Coalition acknowledged that a single guided bomb was launched on 22 April 2018 at 2010 hrs<sup>69</sup> and hit a location beside a building. According to the information published on this website, the Coalition had received information on the arrival of ballistic missile experts to Yemen through the port of Hudaydah. A reconnaissance mission to the coordinates provided by their sources was carried out. Three persons, two vehicles and a thermal source were identified. The JIAT first concluded, based on videos of the mission, that there was no tent or other sign of civilians gathering in the area. After revision, the JIAT found a number of errors indicating non-compliance with the Rules of Engagement procedures to minimise civilian collateral damages. The Joint Panel recommended that legal measures be taken to hold perpetrators accountable and that assistance to the victims for the damage and losses resulting from this operation be provided.<sup>70</sup>

3. The Panel did not receive any verifiable evidence from the Coalition.

### III. Technical analysis

4. Based on imagery of fragmentation recovered from the explosion site, the Panel was unable to identify the specific aircraft guided bomb used during that attack (see figure 33.B.2).

### IV. Analysis of IHL violations

5. The Coalition admitted responsibility for the airstrike and non-respect of the procedures to minimise civilian collateral damages.<sup>71</sup>

6. Even if, as claimed by the Coalition, the three persons, two cars and one thermal source identified at the site were military objective and/or civilians having lost their protection under IHL, the Panel finds that it is unlikely that the IHL principle of proportionality was respected due to the significant number of victims. As for the principle of precaution, the Coalition recognised that the operation failed to take all feasible precautions to avoid, and in any event to minimise, incidental loss of civilian life, injury to civilians and damage to civilian objects.<sup>72</sup>

7. The Panel continues to welcome any information from the Coalition.

<sup>67</sup> Coordinates: 15°41'24"N 43°21'07"E.

<sup>68</sup> See for instance, <https://twitter.com/search?f=tweets&q=wedding%20yemen%20bani%20qais&src=typd>, [https://www.washingtonpost.com/world/middle\\_east/us-allies-have-killed-thousands-of-yemenis-from-the-air-after-22-died-at-a-wedding-one-village-asks-why-us/2018/07/25/3c3e4801-164e-42ae-ac08-bec09044e52a\\_story.html?utm\\_term=.99f70635aee3](https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/us-allies-have-killed-thousands-of-yemenis-from-the-air-after-22-died-at-a-wedding-one-village-asks-why-us/2018/07/25/3c3e4801-164e-42ae-ac08-bec09044e52a_story.html?utm_term=.99f70635aee3)

<sup>69</sup> The Panel also received information that the attack occurred at 2200 hrs.

<sup>70</sup> See online: <https://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1812903>.

<sup>71</sup> See online: <https://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1812903>.

<sup>72</sup> See online: <https://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1812903>.



**Figure 33.B.1**  
Pictures showing damage to the house and tent<sup>73</sup>



**Figure 33.B.2<sup>74</sup>**  
Debris of the EO found on the site after the incident<sup>75</sup>



<sup>73</sup> Confidential source.

<sup>74</sup> Confidential source

<sup>75</sup> Confidential source

## Appendix 33.D. Airstrike of 23 July 2018, Noshour, Sa'adah (water borehole)

### I. Background

1. On 23 July at approximately 2300 hrs,<sup>76</sup> an explosive ordnance dropped from a military aircraft hit a water borehole facility in the area of Noshour, in Sa'adah governorate.<sup>77</sup>
2. The borehole was part of a UNICEF-funded sanitation project composed of two boreholes and one water tank. The coordinates of the three components had been communicated to the Coalition's « no strike list ».<sup>78</sup>
3. According to UNICEF, more than half of the project was damaged and approximately 10,500 people were deprived of access to safe drinking water.<sup>79</sup>

### Figures 33.D.1 Post-blast damage<sup>80</sup>



<sup>76</sup> Report from an NGO that independently investigated the case, on file with the Panel.

<sup>77</sup> The coordinates are: 17° 2'25.09"N 43°55'6.58"E.

<sup>78</sup> Confidential source.

<sup>79</sup> See statement of Geert Cappelaere, the Regional Director for UNICEF Middle East and North Africa Office, 24 July 2018, online : <https://www.unicef.org/press-releases/access-water-continues-be-jeopardized-millions-children-war-torn-yemen>.

<sup>80</sup> Confidential source and pictures available on internet.

**Figure 33.D.2**  
Site before the attack



**Figure 33.D.3**  
Site after the attack<sup>81</sup>



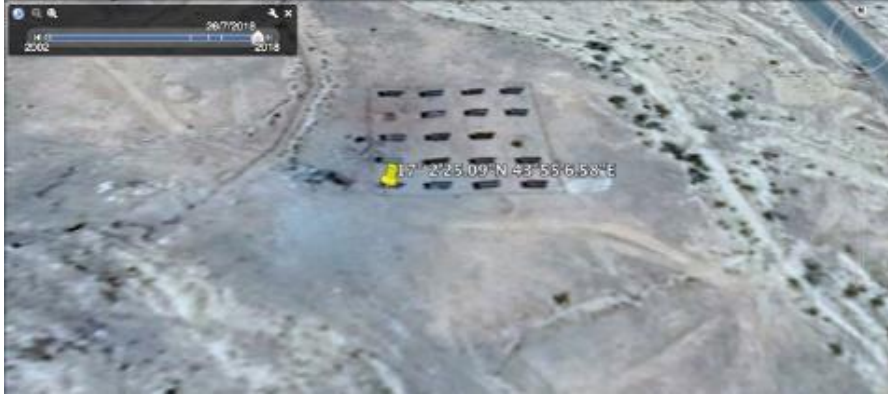
**Figure 33.D.4**  
Imagery of the site on 27/05/2018



Source: Panel using Google Earth

<sup>81</sup> Confidential source.

**Figure 33.D.5**  
**Imagery of the site on 26/07/2018**



Source: Panel using Google Earth

## II. Analysis of violations of international humanitarian law (IHL)

4. In the absence of a response from the Coalition, the Panel analysed the applicable law in relation to this incident based on the facts obtained during its own independent investigation.<sup>82</sup>
5. The Panel finds that:
  - (a) The water borehole and the solar panels are civilian objects protected against direct attack by IHL.<sup>83</sup> Furthermore, a water supply system providing drinking water to the civilian population is an object indispensable to the survival of the civilian population. It is therefore prohibited to attack, destroy or remove it or to render it useless;<sup>84</sup>
  - (b) The Panel received information that the coordinate of the three components of the project were communicated to the Coalition to be put on the «no strike list»;
  - (c) The Panel could not find any explanation during its investigation as to why the Coalition would consider a water borehole as a military objective.
6. The Panel continues to welcome any information from the Coalition.

<sup>82</sup> The information includes a report by issued by an NGO having independently investigated the case (on file with the Panel), interview with one confidential source, open source imagery and publicly available information.

<sup>83</sup> Common article 3 to the Geneva Conventions, CIHL rule 7.

<sup>84</sup> Art. 14, APII, CIHL rule 54.

## Appendix 33.F: Airstrike in Dahyan market, Sa'dah (2018)

### I. Introduction

1. This case study aims at presenting the findings of the Panel in respect to the airstrike that occurred on 9 August 2018 in the vicinity of the Dayhan market, in Sa'dah.<sup>85</sup>
2. The Panel was unable to travel to Dayhan to investigate the case despite sending a request to the Houthi authorities in that respect.
3. The Panel sent a letter to KSA requesting information about this incident, including video recording of the attack.<sup>86</sup> The Panel has yet to receive a reply.
4. The Panel also sent a letter to the Chair of the Sanctions Committee asking for assistance in accessing aerial video of the attack or any other information.<sup>87</sup> The Panel is yet to have access to the video or to receive information.

### II. Background

5. In the morning of 9 August 2018, the Coalition launched an air-delivered explosive ordnance in the vicinity of a market in Dayhan, Sa'dah<sup>88</sup> at 0825 hrs.<sup>89</sup>
6. This incident resulted in several civilian casualties. Media and humanitarian organizations have reported approximately 43 persons dead and 63 injured, the majority of which were children.<sup>90</sup>
7. According to Saudi official media, Colonel Turki Al Maliki, spokesperson of the Coalition, stated, on 9 August 2018, that this attack was "a legitimate military action, conducted in conformity with the International Humanitarian Law and its Customary Rules, to target the militants responsible for planning and targeting civilians,

<sup>85</sup> Coordinates: 17°03'51.2"N 43°36'05.8"E

<sup>86</sup> Letter of 8 November 2018.

<sup>87</sup> Letter of 21 November 2018.

<sup>88</sup> See, for instance: <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-45128367>, <https://www.nouvelobs.com/monde/20180809.OBS0720/yemen-au-moins-29-enfants-morts-dans-une-attaque-contre-un-bus.html>, <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security/dozens-killed-including-children-on-a-bus-in-yemen-air-strikes-idUSKBN1KU12U>.

<sup>89</sup> The JIAT confirmed to the Panel during a meeting in Riyadh in December 2018 that a vehicle was targeted at 0825 hrs. The Panel asked for the exact coordinates but is yet to receive it. Three confidential sources informed the Panel of having heard an explosion at approximately 0830 hrs. One source told the Panel of having heard a second explosion ten minutes after the first one.

<sup>90</sup> See <https://www.theguardian.com/world/2018/aug/09/dozens-dead-in-yemen-as-bus-carrying-children-hit-by-airstrike-icrc>, <https://www.theguardian.com/world/2018/aug/16/the-sound-of-children-screaming-keeps-replaying-a-red-cross-nurse-in-yemen>, <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security/dozens-killed-including-children-on-a-bus-in-yemen-air-strikes-idUSKBN1KU12U>, [https://twitter.com/icrc\\_ye/status/1027459027540893696](https://twitter.com/icrc_ye/status/1027459027540893696). The Panel was unable to independently verify those numbers. The report of the Houthi authority ministry of human rights contains a list of 51 dead and 79 wounded, but again the Panel has not been able to verify these numbers. The Panel also had a phone interview with four sources who went to the site of the incident between 30 minutes and two hours after the attack, including one who was in the market at the time of the attack and one who was in the bus; they all reported seeing many victims and dead bodies, among which were several children. The Panel also communicated with one confidential source who visited the al Talh morgue and hospital a few days after the incident and confirmed that there were many children at the morgue and some in the hospital. Two other confidential sources visited the al Talh hospital also a few days after the incident and told the Panel they were able to visit one room with about 10 children with minor wounds but did not visit the morgue. Note: the Panel has refrained from giving the specific dates to protect the identity of its sources.

which resulted in killing and injuring them, last night in Jizan.”<sup>91</sup> The Panel did not receive any verifiable evidence to that respect.

8. On 1 September 2018, the Joint Forces Commander of the Coalition announced that the conclusions of JIAT indicated mistakes in compliance to the Rules of Engagement in respect to the operation carried out on 9 August 2018 and «*expresse[d] regret over the mistakes, extende[d] its sympathies, condolences and solidarity to the families of the victims and announce[d] its acceptance of the results and findings of JIAT*»<sup>92</sup>. He added that he will «*as soon as the official findings are received, undertake legal proceedings to hold the ones who committed mistakes accountable according to the rules and regulations related to such cases*». <sup>93</sup> According to Ahmed al-Mansour, JIAT's legal adviser, those mistakes included a delay in handing down the execution order, and the fact that the execution order should have been waiting for the target to approach a clearer area free of civilians to avoid unjustified collateral damage<sup>94</sup>.

9. The Panel met with the JIAT in December and was informed that legal procedures could be initiated in respect to that incident under article 130 of the Saudi Military Code of Justice.<sup>95</sup>

10. The Panel conducted phone interviews with six persons who were in Dayhan the day of the incident and three who visited Dayhan in the following days. The Panel also received two reports: one prepared by the Sana'a-based ministry of human rights and another by an NGO.<sup>96</sup> The Panel also analysed publicly available videos and pictures from the scene (see below) and requested the assistance of an independent expert to analyse post-blast crater and damage to the bus.

11. The information and testimonies gathered by the Panel confirmed the incident and the important number of victims, including children. However, the Panel noted some inconsistencies in parts of the narrative surrounding this incident.

12. The Panel has asked for information from both the Coalition and the Houthi authorities concerning this incident but has yet to receive a reply from either party.

### III. Technical analysis

#### a) Technical analysis of videos

13. The Panel analysed three alleged videos of the incident.

- i. Video allegedly showing sequences of students visiting martyr tombs in al Ja'milah village before airstrike;<sup>97</sup>
- ii. Video from two CCTV surveillance cameras in Dahyan taken around 08:25 hrs corresponding to the time of the airstrike in Dahyan;<sup>98</sup>
- iii. Video allegedly taken moments after the airstrikes;<sup>99</sup>

<sup>91</sup> <https://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1796130>

<sup>92</sup> <https://www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=en&newsid=1804423>.

<sup>93</sup> <https://www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=en&newsid=1804423>.

<sup>94</sup> See video of extracts of the press conference on lone: [https://www.youtube.com/watch?v=lvd\\_wfkoR0c](https://www.youtube.com/watch?v=lvd_wfkoR0c). See also, <https://www.cbsnews.com/news/yemen-school-bus-attack-saudi-led-coalition-regrets-errors-2018-09-01/>.

<sup>95</sup> See online: <http://www.ksa-employers.com/showthread.php?t=134450&fbclid=IwAR06kjSZfo86OCeqcQWfp62DqiGxBjm44yu-jLyeRlYcKdv9LjTjexnjaZY>.

<sup>96</sup> Both reports are on file with the Panel.

<sup>97</sup> [https://www.youtube.com/watch?v=4HA2\\_Wz6v2U&feature=youtu.be](https://www.youtube.com/watch?v=4HA2_Wz6v2U&feature=youtu.be).

<sup>98</sup> <https://twitter.com/AnsarAllahMC/status/1029098793717915654>.

<sup>99</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=S1fvrKtFIEI&feature=youtu.be>.

14. The Panel concluded that the above videos and documents described the incident to have happened on 9 August 2018 between approximately 08:00 and 09:00 hrs in Dahyan at coordinates 17°03'51.2"N 43°36'05.8"E. However, the Panel found the following discrepancies:

15. The wrecked bus is facing the direction opposite to the one it should be facing based on the sequence of the itinerary described during the alleged visit. The bus was said to have left Dahyan in the morning<sup>100</sup> toward al Ja'milah (coordinates 17°06'35.8"N 43°33'39.9"E),<sup>101</sup> 7 km North West of Dahyan. On its way back to Sa'dah, it stopped in Dahyan and thus should be expected to park facing South East. The Panel had not received information on the reasons for this change of direction. It is not impossible that the explosion made the bus turn 180 degrees<sup>102</sup> (see figures on the narrative of the incident as reported by the Houthi authority ministry of human rights report).

Figure 33.F.1

Page 7 of the Houthi authorities' ministry of human rights report

رحلة الموت!

الخميس 9 أغسطس كان الأطفال من طلاب المركز الصيفي في الجامع الكبير بمديرية ضحيان على موعد مع رحلة ترفيهية يجري الإعداد لها من قبل القائمين على المركز بمناسبة إختتام الدورة الصيفية. وتم إبلاغ الطلاب عن الرحلة في اليوم السابق لكي يبلغوا أهاليهم ويحصلون منهم على الإذن والموافقة للمشاركة في هذه الرحلة. تجمع الطلاب صباحاً في المكان المحدد بجانب

الجامع. وصعدوا على متن الحافلة برفقة ثلاثة من مدرسيهم. إنطلقت الحافلة وكانت محطة الزيارة الأولى في الرحلة قرية (الجميلة) فتوقفوا فيها ونزل الجميع لزيارة روضة الشهداء (المقبرة). وبعد أن أتموا زيارتهم عادوا للحافلة لمواصلة رحلتهم متجهين صوب مدينة صعدة.



لقطة تم أخذها من مشاهد الفيديو التي عُثِرَ عليها في هاتف أحد الطلاب تظهر مجموعة منهم أثناء زيارة روضة الشهداء في الجميلة.

The paragraph states that: the children of the summer camp had a road trip from Dahyan to Al Ja'milah (coordinates 17°06'35.8"N 43°33'39.9"E) where they stopped to visit martyrs' tombs after which they took the bus in the direction of Sa'dah.

<sup>100</sup> Two confidential sources informed the Panel that the bus left between 07:30hrs and 08:00hrs.

<sup>101</sup> Two confidential sources informed the Panel that the bus visited the Ja'milah cemetery before stopping at the Dahyan market.

<sup>102</sup> Three confidential sources informed the Panel they saw the bus in the position shown in figure 33.F.5 after the attack and did not see anyone moving it.

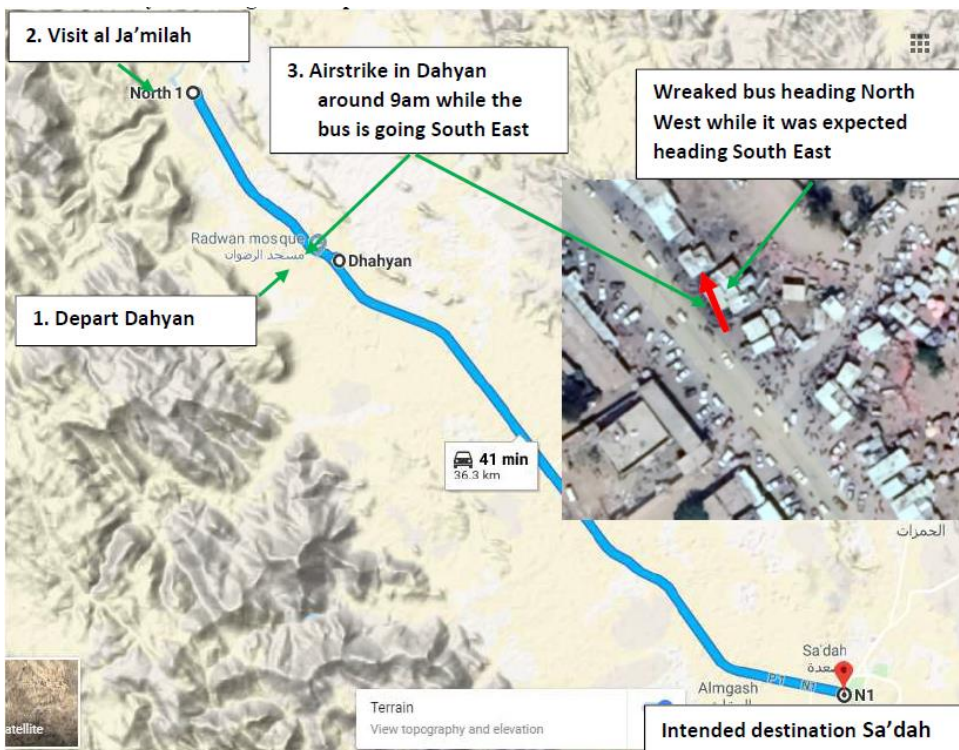
**Figure 33.F.2**  
**Top Page 9 of the report**



**Top page 9:**

The paragraph states that around 0900 hrs the bus arrived to Dahyan market, parked along the road in order to buy water and food (biscuits and juice) for the children and that a moment later the bus was targeted by a coalition airstrike.

**Figure 33.F.4**  
**Stated itinerary according to the report**



Source: Panel using Google Map



**Figure 33.F.5**  
**Picture showing the direction of the wrecked bus**



صورة تظهر حطام الحافلة التي كانت تحمل الطلاب والتي تعرضت للإستهداف المباشر في الغارة الجوية. وثقها الفريق صباح اليوم التالي للغارة الجمعة 10 أغسطس 2018م.

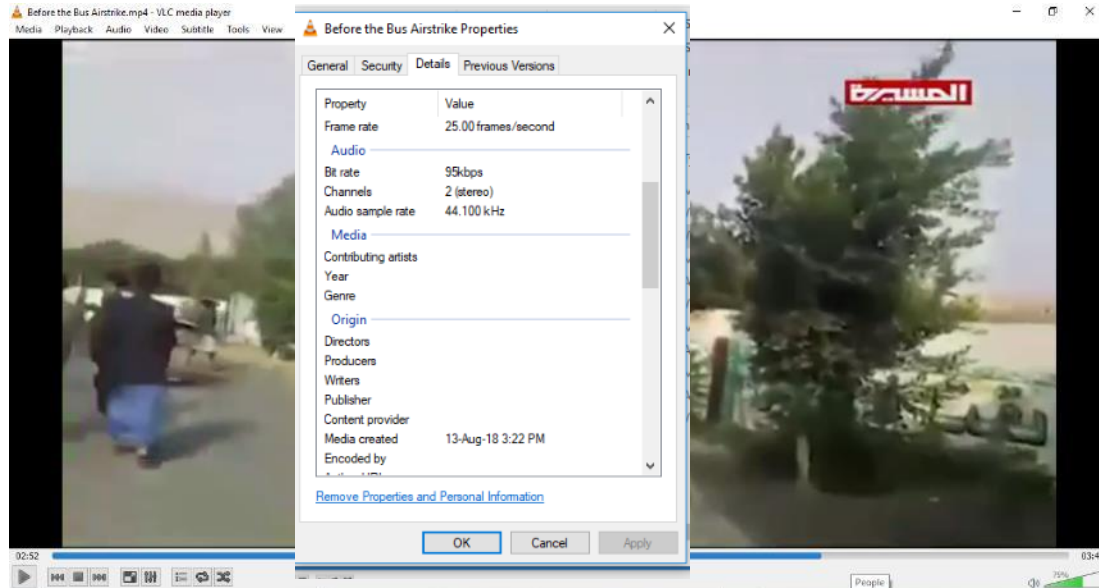
15

16. The Panel has analysed the first video describing the visit to the tombs and found that it had probably been filmed after the time of the incident based on the comparison of the length of the shadows in the two videos. Indeed, the shadows around the tombs are slightly shorter than the objects while those seen in the surveillance video at 0825 hrs are longer than the objects. The sun on 9 August 2018, at 0825 hrs at that location, is at an elevation of 21.8 degrees which produces a shadow 2.5 times the height of an object.<sup>103</sup> The sun is at 45 degrees at 1000 hrs and 1620 hrs producing a shadow with length equal to the height. The shadows shown on the video during the visits of the tombs are shorter than the objects meaning the video was taken between 1000 hrs and 1620 hrs. The digital file references for the video of the visits to the tombs also indicates that it was created on 13 August 1522 hrs, which is consistent with the above observations but inconsistent with the offered narrative that that the video shows the children during their summer school excursion and before the attack on the morning of 9 August<sup>104</sup> (see figures 33.F.6 to 33.F.9).

<sup>103</sup> [https://www.sunearthtools.com/dp/tools/pos\\_sun.php?lang=fr](https://www.sunearthtools.com/dp/tools/pos_sun.php?lang=fr)

<sup>104</sup> Two confidential sources informed the Panel that the children were on a summer excursion that day. One specified that the school had closed and that this trip was organized after the end of the class.

**Figure 33.F.6**  
**File property indicating a creation on 13 Aug 18 at 3.22pm and a shadow length smaller than the height of the student<sup>105</sup>**



**Figure 33.F.7**  
**Video surveillance camera showing vehicles and motorcycles rushing out of the area at 0824 hrs with a passant not knowing what has happened. His shadow is longer than its height<sup>106</sup>**



<sup>105</sup> [https://www.youtube.com/watch?v=4HA2\\_Wz6v2U&feature=youtu.be](https://www.youtube.com/watch?v=4HA2_Wz6v2U&feature=youtu.be)

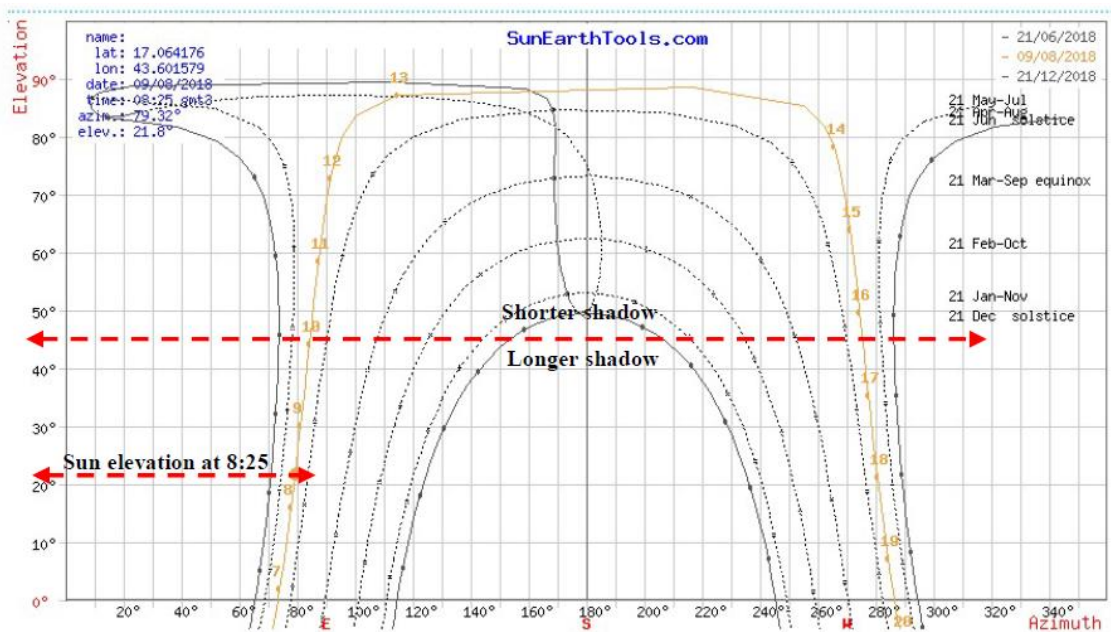
<sup>106</sup> <https://twitter.com/AnsarAllahMC/status/1029098793717915654>

**Figure 33.F.8**  
**Comparison of the shadows during the visit of the tomb and the time of the incident**



Left shadow assessed by the Panel as of around 1000 hrs and right as around 0900 hrs

**Figures 33.F.9**  
**Position of the sun in Dahyan on 9 August 2018 (number in maroon indicating local time)<sup>107</sup>**



<sup>107</sup> [https://www.sunearthtools.com/dp/tools/pos\\_sun.php?lang=fr](https://www.sunearthtools.com/dp/tools/pos_sun.php?lang=fr)

17. The Panel asked a forensic pathologist expert to independently analysed the videos. He provided analysis on some sequences of two videos.<sup>108</sup> He concluded that the sequences analysed showed clear and straightforward evidence of injuries from an explosion involving both living and dead children.<sup>109</sup>

18. The Panel noted that in a video allegedly taken moments after the airstrikes wounded children around, beneath and inside the bus can be seen<sup>110</sup>. The Panel wonders why, in the video, no adult is intervening to assist the wounded - well after the smoke has dissipated.<sup>111</sup> The Panel also noted two children are moving their feet, one child is apparently playing with a hanging cable.<sup>112</sup>

**a) Technical analysis of the crater and the scene of the explosion<sup>113</sup>**

19. Based on photogrammetry from figure 33.F.10, the crater is estimated to be of 3.8m diameter with an apparent depth of 0.8m. EETB<sup>114</sup> analysis software predicts crater diameters for the Mk82 and Mk84 aircraft bombs in the Coalition inventory as being approximately 2.6m and 4.4m respectively, for surface impact on sandy ground. The profile of the crater is thus consistent with what could be expected from the detonation of this aircraft bomb on or near the surface.

**Figure 33.F.10**  
**Crater of the alleged airstrike**



20. The damage to the bus<sup>115</sup> is consistent with being in the vicinity of an explosion, but the level of damage is not consistent with the bus being subjected to a direct hit and subsequent detonation of the 87kg to 450kg (TNT equivalent) explosive content of a Mk82 or Mk84 aircraft bomb (see figure 33.F.10). The exact bomb type could only be assessed by knowing the distance of the vehicle from the centre of the explosion. As mentioned above, the Panel has asked for access to aerial video of the attack but has not yet received a reply to that request.

21. However, the damage failure modes are 180 from the centre of the explosion (see figures 33.F.11 and 33.F.12). There are a range of possible explanations for this:

- a) The bus was rotated laterally through 180° by the force of the explosion;
- b) The initial blast over-pressure would have removed the glazing from the bus, thus weakening the integrity of the metal struts. The weakened metal struts then being possibly deformed by the reflected blast over-pressure from the impact of the blast wave on the building/s behind;

<sup>108</sup> <https://edition.cnn.com/videos/world/2018/08/13/yemen-school-bus-strike-elbagir-vpx.cnn> and <https://twitter.com/MintPressNews/status/1027712461879877636>.

<sup>109</sup> Report on file with the Panel.

<sup>110</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=S1fvrKtFIEI&feature=youtu.be>.

<sup>111</sup> See at 2:47 to 2:59.

<sup>112</sup> See at 3:10 to 3:12.

<sup>113</sup> For this section, the Panel consulted with an expert of another Panel within the framework of inter Panel cooperation.

<sup>114</sup> Explosive Engineers Tool Box. OnePoint4 Limited (UK).

<sup>115</sup> Distortion to support beams. Lack of glazing. shearing and rupturing of metal components etc.

- c) The bus was moved subsequent to the explosion;<sup>116</sup> or
- d) The bus was not involved in the explosion and was subsequently moved to the site.<sup>117</sup>

**Figure 33.F.11**  
**Damage mechanism**



22. The final position of the bus requires further investigation and explanation. It is possible that it could have been thrown towards the shop front (marked B in figure 33.F.12) dependent on its position relative to the centre of the explosion. If the vehicle had been travelling in the normal position on the road, then it is more likely that the explosion would have projected it to position marked A in figure 30.F.12.

<sup>116</sup> The Panel noted that in neither the two reports received nor during the phone interviews it conducted, was there a mention of the bus having been moved. Three witnesses who were on the scene just after the explosion said that the bus was in the position shown in figure 33.F.11 and that nobody moved it.

<sup>117</sup> The six sources who were present in Dayhan on the day of the incident and interviewed by the Panel said that the bus was hit during the incident that occurred around 0830 hrs in the Dayhan market.

**Figure 33.F.12**  
**Final position of bus**



#### **IV. Analysis of the violations of international humanitarian law**

23. The Coalition admitted responsibility for the airstrike and non-respect of the procedures to minimise civilian collateral damages.<sup>118</sup>

24. Even if, as claimed by the Coalition, this attack targeted civilians who had lost their protection under IHL,<sup>119</sup> the Panel finds that it is unlikely that the IHL principles of proportionality and precaution were respected due to the high number of victims.

25. The Panel continues to welcome any information from the Coalition and other parties in respect to this incident.

<sup>118</sup> See online: <https://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1796130>; <https://www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=en&newsid=180>; [https://www.youtube.com/watch?v=lvd\\_wfkoR0c](https://www.youtube.com/watch?v=lvd_wfkoR0c). See also, <https://www.cbsnews.com/news/yemen-school-bus-attack-saudi-led-coalition-regrets-errors-2018-09-01/>.

<sup>119</sup> The Coalition spokesperson declared that the attack targeted militants responsible for planning and targeting civilians the night before in Jizan. See online: <https://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1796130>.

## Appendix 33.G. Airstrike in residential area, Sana'a (9 June 2017)

### I. Background

1. At approximately 0300 hrs on 9 June 2017, an explosive ordnance dropped from a military aircraft detonated on two civilian buildings in Sana'a, in Al Quobari area, nearby 30<sup>th</sup> Street, Alsabaeen district.<sup>120</sup> The explosion killed three children and an elderly woman from the same extended family.<sup>121</sup>

### II. Technical analysis

2. Analysis of imagery of fragmentation recovered from the explosion (figures 33.G.1 to 33.G.3) indicates that the explosive device was fitted with a Paveway<sup>122</sup> laser guidance unit.<sup>123</sup> Such units are designed to be paired with Mark 82 or Mark 84 high explosive aircraft bombs.

3. Post blast analysis of the image at figure 33.G.4 shows damage that is typically characteristic of the detonation of a significant quantity of high explosive. The civilian house was almost certainly damaged by a Mark 82 or Mark 84 high explosive aircraft bomb fitted with a Paveway laser guidance system.

**Figure 33.G.1**  
Rear wing of Paveway guidance unit



**Figure 33.G.2**  
Remnants of rear wing of Paveway guidance unit



<sup>120</sup> Coordinates: 15°16'25.9"N 44°14'18.3"E

Chapter 1 <sup>121</sup> Other open source documentation includes "3 children, grandmother killed in Saudi coalition strike on Yemeni capital (video)" at <https://www.rt.com/news/391770-yemen-children-saudi-strike/>. "Yemen: Coalition Airstrikes Deadly for Children" at <https://www.hrw.org/news/2017/09/12/yemen-coalition-airstrikes-deadly-children> reports a further 8 injuries in the neighborhood on the same morning and damages to at least 5 houses.

<sup>122</sup> It was not possible to determine from just the rear wing whether it was a GBU-12 Paveway II (US manufactured) or Paveway IV (UK manufactured) laser guidance unit.

<sup>123</sup> The Enhanced GBU-12 (EGBU-12) has a dual mode laser guided and GPS inertial navigation system. The Panel cannot determine if this was fitted to this bomb from the available evidence.

**Figure 33.G.3**  
**Fragmentation from Paveway guidance unit**



**Figure 33.G.4**  
**Scene of explosion**



### **III. Responsibility for Airstrike**

4. The only military entity operating the type of aircraft in the area that has the capability to deliver high explosive ordnance of this type is the Coalition.



## Annex 34. Mortar attacks in al Hudaydah on 2 August 2018

### I. Background

1. On 2 August 2018, two mortar attacks occurred in the city of Al Hudaydah and hit the Athawra Hospital (coordinates 14°46'46.08"N 42°57'03.92"E), and a building of the Statistics Department in the fish market (coordinates 14°46'53.01"N 42°56'51.74"E) (see figure 34.1). These attacks reportedly led to the death of approximately 55 persons and wounded 170.<sup>124</sup>

### II. Response of the Coalition

2. The Coalition spokesman, Col. Turki al-Malki, declared to the media that the coalition did not carry out any operations in Al Hudaydah on that day and that the Houthi militia were behind the attack.<sup>125</sup>

### III. Technical analysis

3. Based on a number of pictures and a video from sources and social media showing the “stub” (fin assembly) found on the site after the incident, the Panel noted that it has characteristics consistent with the fin assembly of 120 mm mortar bombs produced either by Rheinmetall in Germany, or by its South African subsidiary Rheinmetall Denel Munitions (RDM) (see figure 34.2). This ammunition is also reportedly produced in a factory in the Kingdom of Saudi Arabia.<sup>126</sup> The operational range of this explosive ordnance is 8,000 meters.

### IV. Analysis of violations of international humanitarian law

#### a) Athawra Hospital

4. Hospitals exclusively assigned to medical purposes must be respected and protected in all circumstances under IHL. They lose their protection only if they are being used, outside their humanitarian function, to commit acts harmful to the enemy. Furthermore, protection of hospital and medical units may cease only after a warning setting a reasonable time-limit has been given.<sup>127</sup> The Panel has not received any evidence, nor seen any allegations, that the Athawra Hospital was being used to commit acts harmful to the enemy on 2 August 2018.

#### b) Statistics Department building

5. The Panel did not receive information that there were members of an armed group or military present at the fish market at the moment of the attack, nor that the Statistics Department building, which is *prima facie* a civilian object, had become a military objective.

6. Although those possibilities cannot be discarded, the Panel finds that this attack was an indiscriminate use of explosive ordnance<sup>128</sup> in a civilian area. Mortar bombs and artillery devices have some inherent inaccuracies, especially when launched at long range at targets in proximity of civilians and civilian objects. The likelihood of

<sup>124</sup> See statement by the ICRC, <https://www.icrc.org/en/document/yemen-icrc-deplores-civilian-cost-hodeida-attacks>.

<sup>125</sup> See, for instance, <https://uk.reuters.com/article/uk-yemen-security-hodeidah/saudi-led-coalition-says-houthis-behind-thursdays-attack-in-hodeidah-idUKKBN1KN2D6> and <http://wam.ae/en/details/1395302702201>.

<sup>126</sup> See new article, [http://www.defenceweb.co.za/index.php?option=com\\_content&view=article&id=42950:saudi-arabia-opens-munitions-factory-built-by-rheinmetall-denel-munition&catid=7:Industry&Itemid=116](http://www.defenceweb.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=42950:saudi-arabia-opens-munitions-factory-built-by-rheinmetall-denel-munition&catid=7:Industry&Itemid=116)

<sup>127</sup> Art. 3 common to the Geneva Convention, Art. 11 AP II and CIHL rule 28.

<sup>128</sup> Indiscriminate use of explosive ordnance is a violation of IHL. See Common article 3 to the Geneva Conventions and CIHL rule 1: “*The parties to the conflict must at all times distinguish between civilians and combatants. Attacks may only be directed against combatants. Attacks must not be directed against civilians.*”

indiscriminate effects from such weapons is high.<sup>129</sup> In addition, considering the significant number of victims, it is unlikely that the IHL principles of proportionality and precaution were respected.<sup>130</sup>

7. IHL requires military commanders and those responsible for planning and executing decisions regarding attacks to take all feasible precautions to avoid, and in any event to minimise, incidental loss of civilian life, injury to civilians and damage to civilian objects. This assessment has to be made on the basis of information from all sources which is available to them at the relevant time. Commanders must also obtain the best possible intelligence.<sup>131</sup>

8. The area targeted on 2 August includes the fish market and the Athwra hospital; these are both busy civilian areas and this information was available to the parties. Therefore, military commanders should have been particularly vigilant when undertaking a proportionality assessment and making use of all feasible precautionary measures to minimise the incidental loss of civilian life and damage to civilian property.

9. The Panel continues to welcome information by all the parties in respect to this incident.

## V. Attribution of responsibility

The Panel found that the Coalition forces and its associated forces and the Houthi forces were within operational range of this munition (i.e. 8,000 meters) on 2 August 2018 (see figure 34.3). Although the explosive ordnance reportedly used in that incident is known to be used only by the Coalition, the Panel has not been able to certify that this was indeed the explosive ordnance used during this attack. In addition, the possibility of Houthi forces having access to this type of explosive ordnance through illegal means or by recovering it from the battlefield cannot be discarded.<sup>132</sup> Therefore, the Panel is not in a position to attribute responsibility for this attack. The Panel welcomes information from any parties, States, or entities in this respect.

**Figure 34.1**  
**Imagery of impact points**



**Source:** Panel based on coordinates from confidential sources

<sup>129</sup> See ICRC, Expert meeting, *Explosive weapons in populated areas : Humanitarian, legal, technical and military aspects*, 24-25 February 2015, online [https://shop.icrc.org/explosive-weapons-in-populated-areas-expert-meeting.html?\\_\\_store=default](https://shop.icrc.org/explosive-weapons-in-populated-areas-expert-meeting.html?__store=default).

<sup>130</sup> CIHL rule 14 and 15.

<sup>131</sup> See Commentary to CIHL rule 15, on line : [https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1\\_rul\\_rule15](https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1_rul_rule15).

<sup>132</sup> See for instance: <https://www.youtube.com/watch?v=tkUv2R971-Y> and <https://www.theguardian.com/global-development/2018/nov/28/arms-yemen-militia-were-supplied-by-west-find-analysts>.

Figures 34.2

Pictures of the fin assembly and of a 120mm mortar bomb produced by Rheinmetall or RDM



Figure 34.3

Range of the munition and position of the Coalition forces on 2 August



Source: Panel based on coordinates from confidential sources

### Annex 35. Case study on the use of explosive ordnance against civilian areas (2018)

1. The Panel presents three cases of the indiscriminate use of explosive ordnance (EO) against civilian populated areas in Tai'zz and Mar'ib that are attributable to the Houthi forces. The case study of three incidents are included in table 35.1. These incidents demonstrate the indiscriminate use of EO in civilian populated areas in contravention to applicable rules of IHL.

2. The Panel's findings and conclusions are based on independent investigation and information available in the public domain. In none of the cases presented in this annex, was the Panel able to identify a military objective. However, if the Houthi political or military leadership can provide verifiable information on the military objectives targeted, or intended to be targeted, that may counter the Panel's findings and conclusions, and the Panel is ready to review such information.

3. At the time of writing of the report, the Houthi political or military leadership had not responded to Panel's request for information.

**Table 35.1**  
**Case studies of indiscriminate use of explosive ordnance by the Houthis in 2018**

<i>Appx</i>	<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Impact point</i>	<i>Type of explosive ordnance</i>	<i>Victims/damage</i>
A	11 Jan	13°31'51.35"N 43°57'11.07"E	Road in Sabr el Mohafin district, Shahid village, Tai'zz	2 mortar bombs	4 killed (2 women and 2 children), one child injured
C	22 May	15°27'41.22"N; 45°19'16.33"E	Market place near Adhban Mosque in Ma'rib	Katyusha rocket type	5 killed and 22 wounded
D	17 July	13°34'9.51"N, 44° 0'0.01"E	Residential building, Sinah area, Tai'zz	82mm Mortar bomb	3 killed, 16 wounded

## Appendix 35.A. Mortar bomb strike in Shahid, Tai'zz (11 January 2018)

1. On 11 January 2018 at approximately 17:30 LT, two mortars hit a pastoral area and killed two women and 2 children<sup>133</sup> while they were on their way from the barn to their house (see figure 35.A.1) in Sabir Al Mawadim District, in the village of Shahid.
2. According to testimony received by the Panel, the mortars would have been launched from the 60<sup>th</sup> street area which was under Houthi forces' control. The Panel is unable to confirm this allegation. However, based on the map of areas under the control of Houthi forces, the Panel finds that the Houthi forces are most likely to be responsible for the attack (see figure 35.A.2).
3. Analyses of images of fragmentation recovered on the site after the explosion and the damage observed, indicate that the explosive ordnance used was a mortar, but the Panel was unable to identify the specific type of mortar used.
4. The Panel was unable to identify any military objective in the area.
5. The Panel concludes that the four victims, two women and two children, were civilians and that they had not lost their protection under IHL against direct attack.
6. In the absence of verifiable information from the Houthi forces, the evidence gathered by the Panel demonstrates that the Houthi forces engaged in the indiscriminate use of explosive ordnance in a populated area in violation of applicable rules of IHL.<sup>134</sup>

**Figure 35.A.1**  
**Place of the attack**

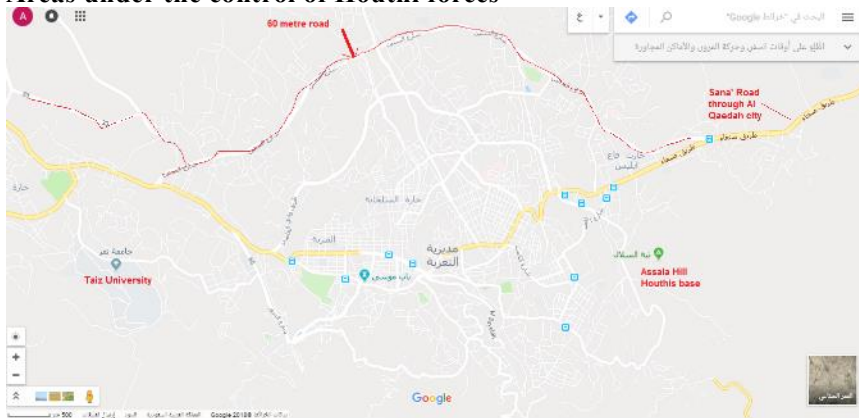


**Source:** Panel using Google Earth based on information received from local sources

<sup>133</sup> Death certificates on file with the Panel.

<sup>134</sup> Common article 3 to the Geneva Conventions and CIHL rule 1: “*The parties to the conflict must at all times distinguish between civilians and combatants. Attacks may only be directed against combatants. Attacks must not be directed against civilians.*”

Figures 35.A.2  
Areas under the control of Houthi forces



**Figure 35.A.3** <sup>135</sup>  
**Explosive ordnance debris**



**Figure 35.A.4**  
**Impact point of one mortar**



**Source:** Confidential

<sup>135</sup> Confidential source.

### Appendix 35.C. Rocket attack near Adhban Mosque in Ma'rib (22 May 2018)

1. On 22 May 2018, at approximately 0123 hrs, a *Katyusha* type rocket hit a commercial road in Mar'ib (see figure 1) killing 6 civilians and injuring 22 (including 3 children).
2. According to documentation made accessible to the Panel, the rocket was launched from the Houthis' position in the Gabal Hilan area approximately 21 km away.<sup>136</sup> According to a report from the general director of the technical police of Ma'rib, this was not the first time a rocket was launched from Wadi Al Majda in Hilan.<sup>137</sup>
3. The point hit by the mortar is in a densely populated area and the Panel was unable to identify any military objective in the area.
4. The Panel did not receive any information on the possibility that some of the civilians present in the area had lost their protection against direct attack under IHL and concludes that the 28 victims were civilians protected by IHL.
5. In the absence of verifiable information from the Houthi forces, the evidence gathered by the Panel demonstrates that the Houthi forces engaged in indiscriminate use of explosive ordnance in a populated area in violation of the applicable rules of IHL.<sup>138</sup>

**Figure 35.C.1**  
Location of the impact



**Source:** Panel using Google Earth based on information received from confidential sources

<sup>136</sup> Report from a local NGO that investigated the case independently and Marib Police report of 27 June 2018, on file with the Panel.

<sup>137</sup> Marib Police report of 27 June 2018.

<sup>138</sup> Common article 3 to the Geneva Conventions and CIHL rule 1: “*The parties to the conflict must at all times distinguish between civilians and combatants. Attacks may only be directed against combatants. Attacks must not be directed against civilians.*”



Figure 35.C.2<sup>139</sup>  
Fragmentation and impact point



<sup>139</sup> Confidential source.

## Appendix 35.D. Mortar bomb strike in Sunah, Ta'izz (17 July 2018)

1. On 17 July 2018 in Sunah, Tai'zz, a missile hit a residential building (see figure 35.D.1) resulting in the death of three persons and the injury of at least 16<sup>140</sup>.
2. Two of the victims killed were on the 4<sup>th</sup> floor of a residential building (see figure 35.D.1).<sup>141</sup>
3. Based on the debris found on the site after the incident, the Panel concluded that the explosive ordnance used was a 82mm mortar bomb (see figure 35.D.3).
4. Based on the range of this type of bomb (between 5,000 and 6,000 meters) and on the potential direction of the attack, the Panel has identified the potential location from where the mortar was launched. Based on the known areas under control of the Houthi forces in the region surrounding the impact point, the Panel has reason to believe that the mortar bomb was launched from an area under the control of Houthi forces<sup>142</sup> (see figure 35.D.2).
5. The Panel found that the 82 mm mortar bomb is not a very accurate weapon, especially at a long distance and therefore cannot easily comply with the principles of distinction when used on targets in populated areas.
6. Furthermore, the area hit by the mortar bomb included residential buildings and a market and the Panel could not find any military objective in this area.
7. In the absence of verifiable information from the Houthi forces, the evidence gathered by the Panel demonstrate that the Houthi forces engaged in indiscriminate use of explosive ordnance in a populated area in violation of applicable rules of IHL.<sup>143</sup>

**Figure 35.D.1**

**Location of building targeted at (13°34'9.51"N, 44° 0'0.01"E) with potential direction of attack**



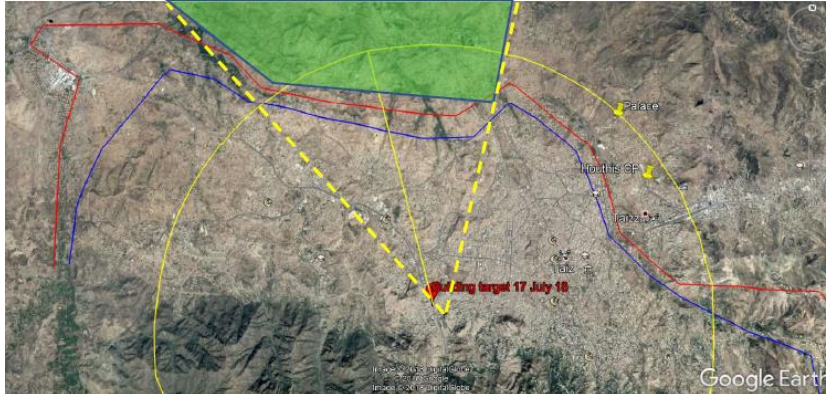
<sup>140</sup> Death certificates on file with the Panel.

<sup>141</sup> Interview with a relative of the victims.

<sup>142</sup> One source, told the Panel, the attack was launched from an area near 60th Street in Ta'izz city.

<sup>143</sup> Common article 3 to the Geneva Conventions and CIHL rule 1: "*The parties to the conflict must at all times distinguish between civilians and combatants. Attacks may only be directed against combatants. Attacks must not be directed against civilians.*"

**Figure 35.D.2**  
**Potential area from where the mortar bomb has been fired**



**Source:** Panel using Google Earth based on information received from local sources in Ta'izz

Red line representing lines of Houthi positions

Blue line representing positions of forces associated with the GoY

Yellow circle representing operational range of identified mortar bomb

Yellow line and yellow dashed lines representing the cone from where the mortar bomb has been fired

Green trapeze representing likely Houthi area from where the mortar was fired

**Figure 35.D.3**  
**Tail mortar bomb used in the attack**



**Left:** tail of mortar bomb gathered from the targeted building, Source: Fahd al Makhlafi through an NGO;

**Right:** 82mm mortar bomb; Source: <http://www.armaco.bg/userfiles/images/ARMMBS120VOF8>

**CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION**

**Annex 36. Targeting of civilians by Houthi forces in Tai'zz**

## **Annex 37. Attack against the 22 May Hospital (Hudaydah) 1–7 November 2018**

### **I. Background**

1. On 1 November, four persons associated with the Houthi forces entered the premises of the 22 May Hospital in Hudaydah. One of them entered the hospital and took pictures. He was unarmed and claimed to be a nurse. He was with a wounded person and the medical staff gave him a room to stay.
2. On 4 November, at approximately 1530 hrs, three armed members of the Houthi forces entered the hospital and required the medical personnel to evacuate the patients as the hospital which was to be used for military operations. Patients were evacuated to other hospitals which put the life and security of some of the patients at risk.
3. On 5 November, a few members of the medical personnel were still working at the hospital on emergency cases. Members of the Houthi forces arrived and started shooting inside the hospital.
4. On 6 November, members of Houthi forces gave order to all remaining medical staff to leave the hospital and the premises and threatened the staff with their weapons. By approximately 2230 hrs, everyone had left.
5. On 7 November at approximately 0500 hrs, members of Houthi forces lit a fire in the emergency room (see figure 37.1). A scanner room and three operation<sup>144</sup> theatres were affected by the fire as well as the medical records office. Medical material in these rooms was destroyed, some of it by gunfire.<sup>145</sup> Material in the intensive care unit and coronary care unit was also damaged by bullets and medication was stolen (see figure 37.2).
6. Members of the Houthi forces stayed in and around the hospital from 1 to 7 November. According to Panel sources, between three to five armed Houthis members were placed on the rooftop of the hospital and a group of them was surrounding the premises of the hospital.<sup>146</sup>
7. On 11 November, Guards of the Republic (a Coalition proxy force) announced having taken control of the 22 May hospital from the Houthis forces (see figure 37.3).

### **II. Analysis of violations of IHL**

8. The entry of members of an armed group into a hospital and its premises without any medical reasons, and the forced evacuation of patients and medical personnel without reason is a violation of the applicable rules of IHL.<sup>147</sup> Also, placing fighters within the premises and on the rooftop of the hospital endangered the hospital as it could make it lose its protection under IHL.<sup>148</sup>

<sup>144</sup> One source told the Panel that diesel was found in the rooms where there was fire.

<sup>145</sup> See online pictures and videos: <http://wam.ae/en/details/1395302720237>

<sup>146</sup> The Panel had phone interviews with three different sources.

<sup>147</sup> See article 3 common to the Geneva Conventions, articles 7, 9 and 11 Additional Protocol II.

<sup>148</sup> Under IHL: 'Medical units exclusively assigned to medical purposes must be respected and protected in all circumstances. They lose their protection if they are being used, outside their humanitarian function, to commit acts harmful to the enemy', CIHL rule 28.

**Figure 37.1**  
**Damage to the hospital<sup>149</sup>**



**Figure 37.2**  
**Capture of camera recordings of persons associated with Houthi forces in the 22 May Hospital on 7 November 2018.<sup>150</sup>**



**Camera capture from the second floor of the hospital showing a man leaving with medical supplies and with a barrel of fuel.**



**Camera capture of men on the second floor of the hospital stealing medical supplies.**

<sup>149</sup> Confidential source.

<sup>150</sup> Confidential source.



Camera capture of X- ray corridor showing men using fire and entering medical rooms.



Camera capture from outside the hospital showing men pushing a drum

Figure 37.2

Social media account of the Guards of the Republic of 11 November 2018



**CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION**

**Annex 38. Violations of IHL and IHRL by organs of the Houthis**



**CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION**

**Annex 39. Arbitral arrest and detention of journalists**

## Annex 40. Arbitral arrest and detention of Baha'i community

### I. Background

1. Since 2016,<sup>151</sup> but especially since the beginning of 2018, discrimination, arbitrary arrest and detention against members of the Baha'i community has increased in Sana'a.<sup>152</sup>
2. The Panel has documented cases relating to persons of the Baha'i faith who were deprived of their liberty, arrested or saw their property seized in a manner that did not respect due process. The deprivation of liberty or seizure of property of a group of individuals on account of their faith-based activities violates several human rights norms.<sup>153</sup> The Panel also finds that the discourse of Abdulmalik al-Houthi (YEi.004) of 23 March 2018 constitutes advocacy of religious hatred and an incitement to discrimination and violence against persons of the Baha'i faith.<sup>154</sup>

### II. Cases

3. On 2 January 2018, Ahmed Kamali bin Haydara, a person of the Baha'i faith, was sentenced to death by a tribunal in Sana'a.<sup>155</sup> The tribunal also ordered the Sana'a based authorities to effect the closure of the Baha'i center and the confiscation of all property and assets of both the center and of Mr. Haydara.<sup>156</sup> His case is under appeal. Mr. Haydara has been detained at the National Security Prison in Sana'a since 3 December 2013. Mr. Haydara's sentencing and trial did not respect due process and fundamental judicial guarantees.<sup>157</sup> On 13 January 2018, Alya Faisal 'Abdu'l-Lateef, the Sana'a-based human rights minister, wrote a letter to Saleh al-Sammad, Head of the Political Supreme Council, to ask for the pardon of Mr. Haydara and the annulment of the death sentence.<sup>158</sup>
4. On 23 March 2018, Abdulmalik al-Houthi (YEi.004), in a video recorded speech, qualified the Baha'i group as « satanic » and called those responsible for leading people to any faith other than Islam “no less evil and dangerous than those who kill people with their artillery”.<sup>159</sup>
5. In September 2018, six other persons of the Baha'i faith were arrested and accused of membership of an armed group formed to carry out criminal acts. The six were detained at the Sana'a national security bureau.<sup>160</sup> They are yet to be judged by the Specialized Criminal Court in Sana'a, along with 19 other persons of the Baha'i faith.<sup>161</sup>

<sup>151</sup> See S/2018/193, at para. 149.

<sup>152</sup> See for instance: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/09/yemen-24-bahai-people-including-a-child-facing-possible-death-penalty/>

<sup>153</sup> See ICCPR articles 4 and 26 and Universal Declaration of Human Rights, arts. 2, 7, 17, 18, 19 and 20.

<sup>154</sup> ICCPR article 20

<sup>155</sup> Copy of the Court judgement of 2 January 2018 on file with the Panel.

<sup>156</sup> Copy of the Court judgement of 2 January 2018 on file with the Panel.

<sup>157</sup> Minutes of 2 January court hearing on file with the Panel. See also the declaration of five UN Human rights Special rapporteurs calling for the annulment of the sentence on 25 January 2018 : <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22611&LangID=E>

<sup>158</sup> A copy of the letter is on file with the Panel.

<sup>159</sup> [https://www.youtube.com/watch?v=Ioy\\_G-rIMX4](https://www.youtube.com/watch?v=Ioy_G-rIMX4), see at 1:09:30 and 1:31:05.

<sup>160</sup> The summons by the Specialized Criminal Court Prosecutor, Abdulla Ali Al-Kamim, is on file with the Panel.

<sup>161</sup> They are accused, among other things, of promoting the Baha'i faith. The trial of 5 of them started on 15 September 2018. The minutes of the indictment and court hearing of 15 September 2018 are on file with the Panel.

**CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION**

**Annex 41. IHRL violations in relation to detention by security forces**

## **Annex 42. Case study on destruction of cultural property**

### **I. Background on the case**

1. On 24 June 2018, parts of the historical Mosque and Mausoleum of Ahmed Al-Faz (see figure 42.1), in Al Fazah area, Hudaydah governorate (see figure 42.2) were destroyed by an armed group. On 22 October 2018, the same group destroyed the old mosque entirely using explosives (see figure 423).<sup>162</sup> The Panel received different information on the identity of the group responsible. The Panel continues to investigate.

### **II. Cultural and religious importance of the site**

2. The original structure of the historic Mosque and Mausoleum of Ahmed Al-Faz dates from the second century A.H. (7th century A.D.) and was still being used by local communities and sufi pilgrims. The site was an historical and architectural record of Islamic spirituality and worship for more than 1,000 years and was dedicated to the scholar Ahmed Al-Faz.<sup>163</sup>

### **III. Analysis of IHL violations**

3. Under the applicable rules of IHL, cultural property enjoys the general protection conferred to civilian objects: it is protected from direct attack.<sup>164</sup> It is also given specific protection under IHL. IHL states that: « it is prohibited to commit any acts of hostility directed against historic monuments, works of art or places of worship which constitute the cultural or spiritual heritage of peoples, and to use them in support of the military effort ». <sup>165</sup>

4. The Panel received confirmation that the historical Ahmed Al-Faz Mosque was used for religious purposes. Its destruction constitutes a violation of the applicable rules of IHL.

---

<sup>162</sup> Report from the General Organization of Antiquities and Museums, Sana'a – Republic of Yemen, 23 October 2018, and phone interview.

<sup>163</sup> The destruction of the site was condemned by UNESCO, see online : <http://whc.unesco.org/en/news/1895>

<sup>164</sup> CIHL rule 7.

<sup>165</sup> Article 16, Additional Protocol II to the Geneva Convention. See also, CIHL rule 38, and articles 4 and 19, Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, The Hague, 1954.

**Figure 42.1**  
**Localisation of the Mosque**



**Figure 42.2**  
**Picture showing the destruction of the Mosque<sup>166</sup>**



<sup>166</sup> Confidential source.

**CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION**

**Annex 43. Obstruction of humanitarian assistance**

## Annex 44. Full list of abbreviations<sup>167</sup>

a/c	Aircraft
AED	Arab Emirati Dinar
AES	Arms and Ammunition Search
a.k.a	Also Known As
AGM	Air-to-Ground Missile
AIO	Iran Aircraft Industries Organization
AIS	Automatic Identification System (maritime)
AK	Avtomatik Kalishnikov (assault rifle)
AP	Amended Protocol
APKWS	Advanced Precision Kill Weapon System
AQ	Al-Qaida
AQAP	Al-Qaida in the Arabian Peninsula
ASL	Above Sea Level
ATGM	Anti-Tank Guided Missile
ATGW	Anti-Tank Guided Weapon
ATO	Air Tasking Order
AUAV	Armed Unmanned Aerial Vehicle
AXO	Abandoned Explosive Ordnance
BCP	Border Crossing/Control Point
BMP	Best Maritime Practices
CA	Common Article (to Geneva Conventions of 1949)
CAGE	Commercial and Government Entity (Code)
CBD	Commercial Bank of Dubai
CBY	Central Bank of Yemen
CEP	Circular Error Probability
CFD	Computational Fluid Dynamics
CHA	Coalition Holding Area
CIFOR	Civil Forum for Asset Recovery
CIHL	Customary International Humanitarian Law
CIHLR	Customary IHL Study Rules (ICRC)
CMF	Combined Maritime Force
CP	Checkpoint
CRC	Convention on the Rights of Children
DADP	Di-Acetone Di-Peroxide
DC	Direct Current
DIO	Defence Industries Organization (Iran)
DoB	Date of Birth
DPRK	Democratic People's Republic of North Korea
DRC	Danish Refugee Council
DWT	Dead Weight Tonnage (Tonnes)
E	East
EGBU	Enhanced Guidance Bomb Unit
EO	Explosive Ordnance
ER	Extended Range

<sup>167</sup> Including footnotes and annexes.

ER-SRBM	Extended Range Short Range Ballistic Missile
ESH	Explosive Storehouses
EUC	End Use Certificates
F	Foreign Investor Stake / Fuel
FAE	Fuel Air Explosion
FFR	Free Flight Rocket
FFV	Fuel Filling Valve (SCUD)
FFDV	Fuel Filling and Drainage Valve
FOB	Free On Board
F of I	Figure of Insensitiveness
FR	France
FS	French Ship
FV	Fishing Vessel
FZC	Free Zone Company
g	Gravity (9.81m/s)
GBP	Great Britain Pounds (sterling)
GBU	Guidance Bomb Unit
GC	Geneva Conventions
GCC	Gulf Cooperation Council
GDP	Gross Domestic Product
GE	Germany
GEE	Group of Eminent Experts (on Yemen)
GIS	Geographical Information System
GLC	Global Logistics Cluster
GPC	General People's Congress
GPS	Global Positioning System
GT	Gross Tonnage
GWT	Gross Weight Tonnage
H	Height
HE	High Explosive
HEAT	High Explosive Anti-Tank
HESA	Iran Aircraft Manufacturing Industries
HMTD	Hexa-Methylene Triperoxide Diamine
HRW	Human Rights Watch
HSV	High Speed Vessel
IAIO	Iranian Aircraft Industries Organization (HESA)
ICC	International Criminal Court
ICJ	International Court of Justice
ICRC	International Committee of the Red Cross
ICU	Intensive Care Unit
IDP	Internally Displaced Person(s)
IED	Improvised Explosive Device
IHL	International Humanitarian Law
IHRL	International Human Rights Law
IMC	International Medical Corps
IMO	International Maritime Organization
IMS	Inertial Measurement System
INS	Inertial Navigation System



IPO	Initial Public Offering
IR	Iran
IRFNA	Inhibited Red Fuming Nitric Acid
IRGC	Iranian Revolutionary Guards Corps
ISIL	Islamic State in Iraq and the Levant (Daesh)
ISTAR	Intelligence, Surveillance, Targeting and Reconnaissance
IT	Italy
JIAT	Joint Investigation and Assessment Team (Saudi Arabia-led coalition)
KE	Kinetic Energy
KIIC	Kamran Industry and Investment Company
KKIA	King Khaled International Airport
km	Kilometre(s)
KR	Republic of Korea
L	Litres Length
LAWS	Lethal Autonomous Weapons System
LC	Letters of Credit
Li-Ion	Lithium Ion
LLC	Limited Liability Company
LLI	Lloyds List Intelligence
LNG	Liquefied Nitrogen Gas
LTTE	Liberation Tigers of Tamil Eelam
m	Metres
m <sup>3</sup>	Cubic Metres
MARAD	Maritime Administration (US Department of Transport)
MCCB	Moulded Case Circuit Breaker
MEKP	Methyl Ethyl Ketone Peroxide
MG	Machine Gun
mm	Millimetre(s)
'MoPIC'	ministry of planning and international cooperation
MOU	Memorandum of Understanding
MRBM	Medium Range Ballistic Missile
MSA	Mine Safety Appliances Limited (USA)
MSN	Manufacturer's Serial Number
MSR	Main Supply Route
MT	Mega-Tonne(s) / Merchant Tanker
MV	Merchant Vessel
MWMS	Moveable Weapon Mount System
N	North / Newton(s)
NATO	North Atlantic Treaty Organization
NBD	National Bank of Dubai
NEQ(C)	Net Explosive Quantity (Content)
NFP	National Focal Point
NGO	Non-Governmental organization
NK	Not Known
NL	Netherlands
nm	Nautical Mile
NO	Norway
NRC	Norwegian Refugee Council

---

NSB	National Security Bureau
'NSB'	Sana'a based national security bureau
NSN	NATO Stock Number
O	Oxidiser
OCHA	Office for Coordination of Humanitarian Affairs (UN)
OFAC	Office of Foreign Assets Control (US Treasury)
OFV	Oxidiser Filling Valve (SCUD)
OFDV	Oxidiser Filling and Drainage Valve
P	Private Investor Stake
PDRY	People's Democratic Republic of Yemen
PBIED	Person-Borne IED ('suicide bomber')
PCB	Printed Circuit Board
PIL	Pacific International Lines Limited
POE	Panel of Experts
PRV	Pressure Relief Valve
PSO	Political Security Organization
'PSO'	Sana'a based political security organization
PWA	Port Waiting Anchorage
QAR	Qatari Riyal
QNB	Qatar National Bank
RCIED	Radio Controlled Improvised Explosive Device
RCL	Recoilless Rifle
RDX	Hexogen or Cyclotrimethylenetrinitramine
RPG	Rocket Propelled Grenade
RSADF	Royal Saudi Air Defence Forces
RSAF	Royal Saudi Air Force
RSN	Royal Saudi Navy
SAA	Small Arms Ammunition
SAM	Surface-to-Air Missile
SAR	Saudi Riyal
SEMG	Somalia and Eritrea Monitoring Group
SBI	Shahid Bagheri (Bakeri) Industries (Iran)
SBIG	Shahid Bagheri (Bakeri) Industrial Group (Iran)
SGBV	Sexual and Gender-Based Violence
SHIG	Shahid Hemat Industrial Group (Iran)
SLOC	Sea Lines of Communication
SMC	Security and military committee (Houthi)
SOLAS	International Convention for the Safety of Life at Sea
SPC	supreme political council
SPM	Ships Protection Measures
SRBM	Short Range Ballistic Missile
SRC	supreme revolutionary council
STC	Southern Transitional Council
STCO	Shaher Trading Company Limited
SVIED	Suicide Vehicle IED
TAN	Tangent
TATP	Tri-Acetone Tri-Peroxide
TBC	To Be Confirmed

---

TCBM	Transparency and Confidence Building Measures
TCC	Trilateral Coordination Committee
TFTC	Terrorist Financing Target Centre
TNT	Tri-Nitro Toluene
TR	Turkey
UAE	United Arab Emirates
UAV	Unmanned Aerial Vehicle
UK	United Kingdom
UN	United Nations
UNCT	UN Country Team
UNESCO	UN Educational, Scientific and Cultural Organization
UNHAS	UN Humanitarian Air Service
UNHCR	UN High Commission for Refugees
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNVIM	UN Verification and Inspection Mechanism
USA	United States of America
USAF	United States Air Force
USDA	United States Department of Agriculture
USN	United States Navy
USS	United States Ship
US\$	United States Dollar(s)
VHF	Very High Frequency
VLCC	Very Large Crude Carrier
UXO	Unexploded Ordnance
W	Width
WBIED	Water-Borne Improvised Explosive Device
WFP	World Food Programme
WSS	Weapon Storage Sites
YAF	Yemen Armed Forces
'YCA'	Sana'a based Yemen customs authority
YEITI	Yemen Extractive Industries Transparency Initiatives
YER	Yemeni Riyal
YPC	Yemen Petroleum Company

---